

Suppléments : Radio-TV/Rhône-Alpes

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

DIMANCHE 9 - LUNDI 10 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



Les ennuis de M. Major

M. JOHN MAJOR doit vivre dominé son destin politique depuis novembre dernier. Il n'a été choisi comme leader par le groupe parlementaire conservateur que parce qu'il n'était pas M. Thatcher. Dans l'euphorie des premiers mois, cette vérité était presque oubliée par la popularité personnelle du nouveau premier ministre, dont la simplicité d'allure et de goût tranchait agréablement avec l'arrogance naturelle et quasiment royale de l'illustre dame qui l'a précédé.

M. Major avait aussi pour lui d'être supposé pouvoir gagner les prochaines élections générales. Les parlementaires tories, qui ont mis fin, en quarante-huit heures et sans combat apparent, à la carrière de la « Dame de fer », n'ont pas changé de préoccupation. Ils veulent retrouver leurs sièges, quelle que soit la date du scrutin, et ce soudain passe avant celui du maintien de leur parti au 10 Downing Street. Certains d'entre eux jouant même la politique du pire, estimant qu'une cure d'opposition est devenue nécessaire au bout de douze ans.

La mauvaise nouvelle est arrivée sous la forme d'un sondage, publié par le « Daily Telegraph ». Les conservateurs sont désormais à huit points derrière les travaillistes. Ils perdraient donc le pouvoir si des élections avaient lieu immédiatement, et le Labour aurait la possibilité, en disposant d'une courte majorité absolue, d'appliquer intégralement son programme, si toutefois M. Kinnock, le leader de l'opposition, était alors assez naïf pour interpréter de la sorte la volonté des électeurs britanniques, traditionnellement subtils et même retors.

M. Thatcher a ajouté aux malheurs de son fils spirituel en déclarant à des journalistes japonais qu'elle était toujours persuadée d'avoir eu raison lorsqu'elle avait instauré la poll-tax - mesure qui a précipité sa chute - et qu'elle était prête à défendre celle-ci « n'importe où, n'importe quand et face à n'importe quel ».

Ces propos ont été aussitôt interprétés comme une attaque directe contre M. Major, lequel a aboli cet impôt détesté, et même comme l'annonce d'une campagne sous-jacente pour le retour au pouvoir de la « Dame de fer ». Celle-ci a fait plus encore en précisant que la méthode choisie par son successeur, augmentée de 2,5 % la TVA (peu populaire, elle aussi) pour compenser le manque à gagner dû à la suppression de la poll-tax, était « un pas en direction de la faillite ».

La problème, pour M. Major, est qu'il est nettement plus à gauche que M. Thatcher mais que celle-ci, pourtant réputée pour son flair politique, ne s'en est pas rendu compte lorsqu'elle l'a choisi pour lui succéder. Elle était tellement occupée à empêcher M. Michael Heseltine de devenir premier ministre qu'elle n'a pas remarqué que, des trois candidats en lice (le troisième était M. Douglas Hurd), M. Major était, de loin, le plus fidèle à la grande tradition conservatrice éprise de justice sociale, instaurée au siècle dernier par Benjamin Disraeli. Ce fut, avec la poll-tax, la seule erreur politique majeure de la « Dame de fer ».

M0146 - 0610 D - 6,00 F

Des élections législatives et présidentielle avant la fin de l'année

Les islamistes algériens ont remporté une importante victoire

La crise que traverse l'Algérie depuis deux semaines semble être en voie de règlement rapide après l'annonce, faite par M. Sid Ahmed Ghozali, le nouveau premier ministre, vendredi 7 juin, d'élections législatives et présidentielle avant la fin de cette année. Du coup, le Front islamique du salut (FIS) - pour qui cette décision représente une importante victoire -

ALGER

de notre correspondant

L'annonce de prochaines élections législatives et présidentielle avant la fin de l'année a été faite par M. Abassi Madani, président du FIS, vendredi, au cours de la grande prière à la mosquée de Bab-el-Oued. Cette première apparition publique, depuis l'instauration de l'état de siège, du chef de file des intégristes, désormais flanqué de son inévitable second, M. Ali Beohedj, avait attiré les foules. Sous l'œil vigilant des forces de l'ordre massivement et discrètement disposées aux alentours de la mosquée, des milliers de fidèles débordant dans toutes les rues avoisinantes ont entendu leur leader annoncer

qu'il s'était entendu avec le pouvoir pour que de nouvelles élections soient organisées dans les six mois.

Quelques heures plus tard, l'entourage de M. Ghozali confirmait la nouvelle, précisant, toutefois, que les scrutins législatif et présidentiel n'auraient pas lieu le même jour. On apprenait que le premier ministre avait, le matin même, reçu la direction du FIS pour l'informer qu'il agissait ainsi sur mandat du président Chadli Bendjedid. Il avait expliqué à ses interlocuteurs que sa mission était de « créer les conditions du rétablissement de la paix civile » et de tout faire pour parvenir à la « manœuvre et à la sincérité » des futures élections. Pour le FIS, il s'agit d'une énorme victoire.

a annulé le mot d'ordre de grève générale illimitée qu'il avait lancé le 25 mai.

Commentant brièvement, vendredi, les événements de ces derniers jours en Algérie, dont le bilan, selon les sources, varie de vingt à cinquante morts, M. François Mitterrand a souhaité que « les trois termes de démocratie, de paix civile et de prospérité soient liés ».

Son mouvement avait déjà entraîné la démission de M. Mouloud Hemrouche, l'ancien premier ministre, tout en obtenant le report sine die des élections législatives prévues pour le 27 juin. Mais, avec la perspective d'une élection présidentielle dans les six mois, les islamistes atteignent la quasi-totalité de leurs objectifs.

Reste à discuter des élections législatives nouvelles manière, c'est-à-dire obtenir un découpage de la carte électorale qui ne soit pas celui, profondément inégalitaire, imposé par le gouvernement précédent et voté avec plus ou moins d'enthousiasme par l'Assemblée nationale.

GEORGES MARION
Lire la suite page 5

L'OTAN et la sécurité européenne



Lire page 3 l'article de CLAIRE TRÉAN : « L'OTAN reconnaît à l'Europe des Douze le droit de se doter d'une politique de sécurité »

Référendum en Italie
La classe politique est divisée sur la « vote préférentiel » page 4

Polémique à Mantes-la-Jolie
Avant sa mort, Atissa Ithi aurait été violemment frappée par des policiers page 8

André Téchiné s'autocensure
Le cinéaste est contraint de prévoir pour la télévision une version « expurgée » de son film J'embrassa pas page 11

Le sommaire complet se trouve page 16

Léger signe de reprise aux Etats-Unis

Le chômage a de nouveau augmenté aux Etats-Unis au mois de mai, pesant de 6,6 % de la population active à 6,9 %. Simultanément, l'économie américaine a recommencé à créer des emplois, pour la première fois depuis un an. Gain faible (59 000), surtout après les pertes enregistrées depuis le début de l'année (838 000), mais dans les secteurs les plus touchés par le recul de l'activité économique : industrie et construction. Cat index de reprise a été salué par le marché des changes, et le dollar en hausse a frôlé les 6 francs et a coté 1,78 DM.

Après six mois de récession, les statistiques de l'emploi sont un signe supplémentaire d'une probable reprise économique, après l'amélioration des ventes de logements et des commandes passées à l'industrie. Mais la consommation des particuliers reste stagnante, faute d'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et en raison de leur endettement excessif.

Lire nos informations page 13

La droite peut-elle perdre ?

M. François Mitterrand met en place, progressivement, la panoplie avec laquelle il espère priver l'opposition d'une victoire aux élections législatives de 1993

par Jean-Marie Colombani

Deux mandats, c'est « peut-être » trop long ! Par une de ces coquetteries qu'il affectionne, et qu'il accompagne généralement de la mention de l'âge qu'il atteindra au terme de son second septennat (soixante-dix-huit ans), M. Mitterrand s'est en fait, depuis les rives du lac de Lugano, rappelé au bon souvenir de la droite. Quatorze ans, c'est surtout long pour ceux qui sont privés d'un pouvoir suprême que M. Mitterrand exerce avec une gourmandise manifeste, un appétit intact, ne négligeant aucun de ses attributs.

La droite, que M. Mitterrand a installée dans un statut d'opposition, ferait bien de prendre la parole présidentielle pour ce qu'elle est : une façon de mettre le doigt sur la plaie et de lui dire qu'il entend bien que ce statut-là se prolonge jusqu'en 1995. Au reste, en d'autres lieux, M. Mitterrand ne se prive pas de souligner qu'il compte bien accomplir tout ce temps-là. Encore lui faudra-t-il être en mesure d'éviter

l'épreuve, et l'échec, que constituerait une seconde cohabitation. Or, à ce jour, la question qui est posée n'est pas de savoir comment la gauche peut gagner les prochaines élections législatives. Elle est de savoir si la droite peut les perdre.

Les socialistes, c'est une affaire entendue, ne font certes pas l'objet d'un rejet de l'opinion, comme ce fut le cas après les gouvernements Mauroy et Fabius. La droite elle-même n'est pas très « sexy ». Son image n'est pas fameuse, son potentiel renouvelateur paraît marginalisé. Mais la vague des « affaires » ajoutée à un certain désenchantement, a gravement atteint le crédit « moral » de la gauche ; et la mauvaise image de la droite, mise en évidence par la SOFRES, n'a pas empêché le même institut de sondage de la donner victorieuse. Au point que les socialistes eux-mêmes en viennent, comme le regrette M. Gérard Le Cal, conseiller du premier ministre pour les questions électorales, à « interioriser leur défaite ».

Au point surtout que les retrou-

ailles de MM. Mauroy et Marchais, comme le discours de M. Cresson, apparaissent comme deux aspects d'une même tentative de parade, non pas tant pour faire perdre la droite que pour l'empêcher de gagner.

La rencontre PC-PS a eu évidemment un côté parfaitement ringard, assez largement artificiel ; mais elle était inévitable pour qui se préoccupe de simplifier les reports de voix à gauche. A charge pour M. Cresson de réveiller les abstentionnistes. Et donc de faire du bruit. Chaque jour qui passe confirme, en effet, que le dispositif mis en place autour du nouveau premier ministre est purement électoral. La gestion ostentatoire et le réformisme discret qui ont caractérisé le gouvernement Rocard cèdent la place à leurs contraires : la mobilisation et l'agitation partisanes.

Car, pour retrouver la gauche, M. Mitterrand a besoin, dans un premier temps, de « colériser » le débat public, comme aime à le dire M. Louis Mermaz, d'organiser les conflits, comme le souhaite M. Harlem Désir, de radicaliser le

jeu politique pour ressusciter la droite. Durcir le ton, ouvrir des fronts, revenir à des élivages connus : telle est la potion Mitterrand pour les mois à venir !

Pourtant, il faudra cette fois davantage que la perspective d'un retour de la droite pour mobiliser la gauche et réveiller les abstentionnistes. De ce point de vue, le sort de l'opposition dépend du contexte économique et social, du comportement de la gauche et de celui de la droite elle-même.

En dehors des risques que tout gouvernement encourt, celui-ci plus qu'un autre, et qui sont de l'ordre de l'impondérable (explosions brutales, sociales ou éditoriales, mal maîtrisées), en dehors de la réapparition « d'affaires » qui inciteraient le « peuple de gauche » à disqualifier ses propres représentants, l'évolution de la situation économique sera déterminante. La reprise viendra-t-elle assez tôt ? Aura-t-elle surtout des effets perceptibles sur l'emploi ? La marge de manœuvre du gouvernement, bien évidemment, en dépend.

Lire la suite page 6



DIANE ACKERMAN

Le livre des sens

«Un véritable hymne à la vie.»

J.P. Chatrier, Elle

Grasset

Le gourou américain de Roland-Garros

La temps n'a pas au pitié des organisateurs des Internationaux de France de tennis, au stade Roland-Garros. Pour la centième anniversaire du tournoi, ils avaient pris toutes les dispositions afin de favoriser la victoire d'un atout dans le simple messieurs. En alourdissant la terre battue, la pluie a fait échouer aux balles rapides et au sel placé sous la brique pilée.

A la place de l'affrontement attendu Edberg-Becker, la finale devait avoir lieu dimanche 9 juin entre André Agassi et Jim Courier. Deux Américains, pour la première fois depuis 1954. Ces deux joueurs de fond de court ont un autre point commun : celui d'être passés - tout comme la Yougoslave Monica Seles, finaliste du simple dames contre Arantxa Sanchez - par l'école du plus controversé des entraîneurs, Nick Bollettieri.

Lire page 9 les articles de GÉRARD ALBOUY et de BERTRAND POIROT-DELPECH

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 OA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 40 F ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,70 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde
 RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 15, RUE FAUGUÈRE
 75001 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-65-25-99
 Télex : 206.806 F
 ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-SÈVRE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-60-30-10
 Télex : 251.311 F

Édité par la SARL Le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 620 000 F
 Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les Rédacteurs du Monde »
 « Association Beauvillier-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde
 Le Monde-Entreprises
 M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
 PUBLICITE
 Jacques Lesourne, président
 François Rigout, directeur général
 Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
 Télex MONDIPUB 206 136 F
 Télex : 45-55-91-71
 du journal Le Monde et Régie Presse SA

Reproduction interdite de tout article,
 sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN : 0395-2037
 Renseignements sur les microfilms et
 index du Monde au (1) 40-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
 Composés 36-15 - Type LEMONDE
 ou 36-15 - Type LM

ABONNEMENTS
 1, PLACE HUBERT-SÈVRE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 49-60-32-90

Trimestre	FRANCE	SUISSE ROMANDE PAYS-BAS	AUTRES PAYS valeur monnaie y compris CEE zone
3 mois	450 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
 par voie aérienne tarif sur
 demande.

Pour vous abonner
 RENVOYEZ CE BULLETIN
 accompagné
 de votre règlement
 à l'adresse ci-dessus
 ou par MINITEL
 36-15 LEMONDE
 code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
 provisoires : nos abonnés sont invités
 à formuler leur demande deux
 semaines avant leur départ, en indi-
 quant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN
 D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
 3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____

Code postal : _____
 Localité : _____
 Pays : _____

1 Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
 virements prospectus en capital d'impression
 111 MON 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
 Comité de direction :
 Jacques Lesourne, gérant
 directeur de la publication
 Bruno Fappert
 directeur de la rédaction
 Jacques Guille
 directeur de la gestion
 Manuel Luciani
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :
 Jacques Amalric
 Jean-Marie Colombari
 Robert Solé
 (adjoint au directeur
 de la rédaction)
 Thomas Perrenet
 Philippe Herveaux
 Jacques-François Simon

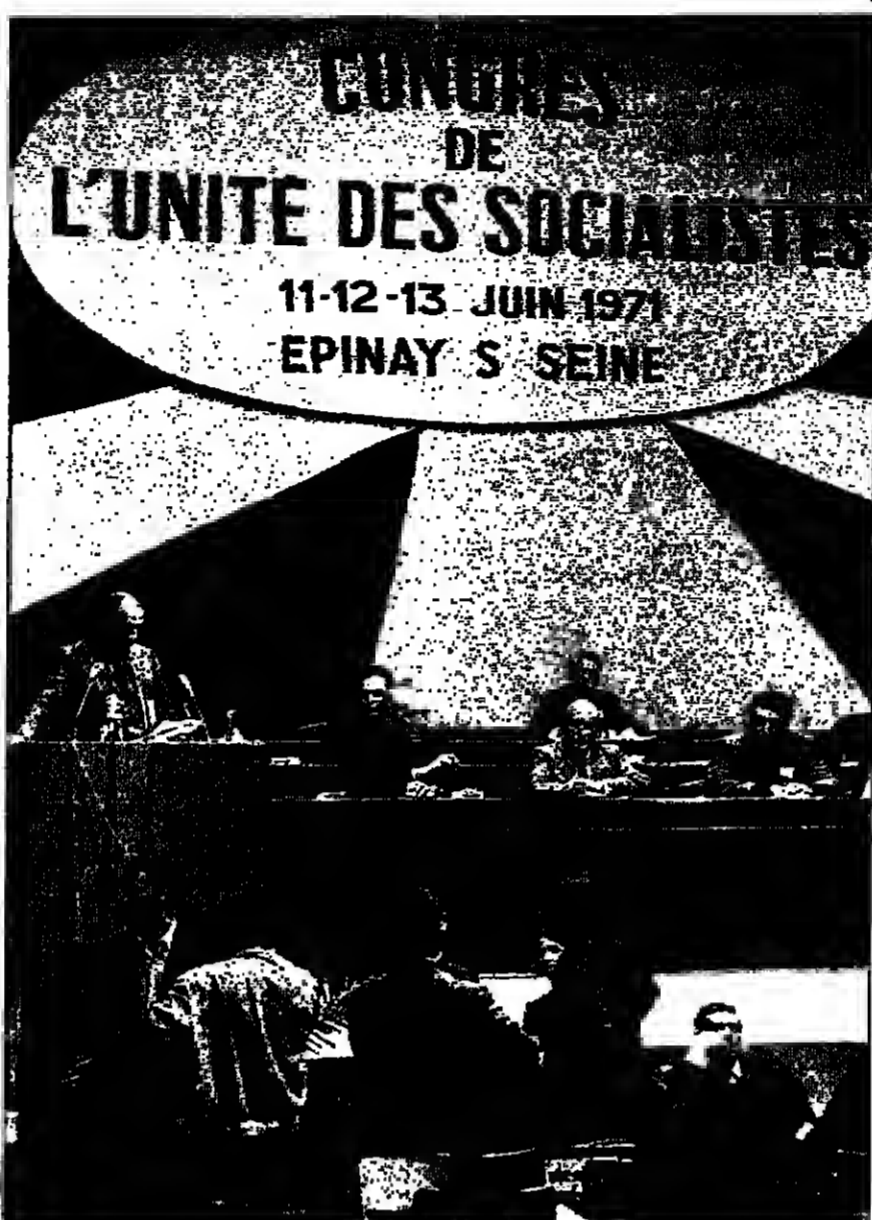
Daniel Vernet
 (directeur
 des relations internationales)

Anciens directeurs :
 Hubert Beauvillier (1944-1969)
 Jacques Fauvet (1969-1982)
 André Laurens (1982-1985)
 André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a vingt ans

Le congrès d'Epinay



TROIS jours après le congrès d'Epinay, qui venait de donner naissance au Parti socialiste, François Mitterrand est élu premier secrétaire : c'est le 16 juin 1971. « Le congrès n'était pas joué d'avance et personne n'aurait pu prévoir qui serait le premier secrétaire du parti », rappelle-t-il à ceux qui comparant son succès à une OPA sur la vieille maison socialiste en cours de réhabilitation.

Rien n'était joué, en effet, le vendredi précédent, à l'ouverture de ce congrès de l'unité socialiste, dans la nef du gymnase Léo-Lagrange du Palais des sports d'Epinay-sur-Seine. Et certainement pas la victoire de François Mitterrand ! D'un côté, ses amis pensaient que son heure n'était pas encore venue, de l'autre, ses alliés considéraient qu'elle était passée. Tous se retrouvaient dans cette ville de la banlieue parisienne après en avoir visité bien d'autres. Pour arriver à Epinay, il avait fallu passer par Puteaux, Alfortville et Saint-Gratien, Issy-les-Moulineaux, Bagneux, labyrinthique par-
 semé d'obstacles et de fausses issues. Trois années à se chercher et à se manquer sur les terres désolées de la gauche, après les mésaventures de mai 1968 et le retour en force de la droite aux élections législatives qui avaient suivi.

Les retrouvailles des diverses composantes du socialisme démocratique, la quête de l'unité de la gauche, communistes compris, relevaient du mythe et du fantasme. Les initiés parlaient de « refaire 1905 », année du congrès de la première union des socialistes et de la naissance de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), et de « effacer 1920 », année du congrès de Tours et du schisme dont devait naître le Parti communiste. C'était un rêve, que la réalité de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest devait maintenir en l'air.

Dans ces temps difficiles, la SFIO avait survécu tant bien que mal, plutôt mal à la longue, à force de couvrir sous un discours de gauche des choix politiques qui l'associaient à la droite. Les épreuves de la décolonisation et le retour au pouvoir de De Gaulle, en 1958, l'avaient divisée - d'où la création du PSA, puis du PSU - et mise sinistrement hors course, du moins hors d'état de la faire en tête. C'est ainsi qu'à la première élection au suffrage universel du président de la République, en 1965, les socialistes s'étaient accommodés de la candidature de François Mitterrand, qui n'était pas des leurs. Puis, faute de mieux, ils avaient participé à l'ébauche de regroupement qu'avait incarné, sous l'égide du même, la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS), qui résista pas aux déboires électoraux de 1968.

La SFIO s'efface

La SFIO avait admis alors que son temps était fini et que, pour rassembler tous les socialistes, il convenait de leur offrir un autre cadre en mesure de les attirer. En effet, tous ceux qui se réclamaient de la gauche socialiste s'étaient éparpillés en une multitude de partis, groupes et clubs. Des clubs surtout, les uns s'étant organisés autour de François Mitterrand dans la Convention des institutions républicaines (CIR), les autres autour de personnalités déçues par le PSU, telles l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG), d'Alain Savary, l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS), de Jean Popereau. Aussi, à son congrès de Puteaux, en 1968, la SFIO avait-elle décidé de s'effacer au profit d'une nouvelle formation, et Guy Mollet, son secrétaire général et véritable mentor depuis 1947, avait annoncé qu'il ne briguerait plus le leadership. (Il est mort en 1975.)

Les négociations engagées pour mener à bien ces retrouvailles n'aboutirent qu'à moitié, puisque, au congrès d'Alfortville, en mai 1969, les conventionnels de François Mitterrand et les partisans de Jean Popereau, en désaccord avec leurs interlocuteurs, notamment sur la question de la candidature à l'élection présidentielle imposée par le retrait du général de Gaulle, ne vinrent pas à ce premier rendez-vous : ils se réunirent séparément à Saint-Gratien.

Un nouveau Parti socialiste se constitua avec l'appui de l'UCRG d'Alain Savary et désigna, aux dépens de ce dernier, un candidat non unitaire à l'élection présidentielle

en la personne de Gaston Defferre (mort en 1986, après avoir été ministre d'Etat). Le maire de Marseille devait se lancer dans la compétition, en tandem avec Pierre Mendès France (mort en 1982), et n'y obtint que 3 % des suffrages, au sein d'une gauche plus divisée que jamais. Et absent au second tour !

Après ce nouvel échec, les artisans du nouveau Parti socialiste se donnèrent un autre leader, Alain Savary (mort en 1989 après avoir été ministre de l'éducation nationale), et reprirent le renfort des quelques conventionnels et des membres de l'UGCS de Jean Popereau qui ont, entre-temps, accepté de signer avec le CERES de Jean-Pierre Chevènement l'appel dit de Bagneux en faveur d'une stratégie unitaire. (Le Centre d'études de recherches et d'éducation socialiste agissait comme un groupe de pression en marge et à l'intérieur de la SFIO pour lui rendre son identité de gauche.)

Reversement d'alliances

D'autres congrès « séparés » suivront - tandis que le PS prépare les élections municipales de mars 1971 avec le souci de préserver les places fortes du parti, dont les uns sont tenues avec la gauche et d'autres avec la droite - jusqu'à la constitution, au début de 1971, d'une Délégation nationale pour l'unité des socialistes, présidée par Nicole Questiaux, enseignant d'Etat qui deviendra ministre de la Solidarité nationale, et composée de dix socialistes, deux conventionnels et quatre sans-parti. Le congrès de réunification est organisé sur les bases forlitanes de soixante-dix mille adhérents socialistes et dix mille conventionnels, avec une ouverture aux nouveaux

adhérents. Le vendredi 11 juin, à Epinay, dans le gymnase, les retrouvailles précèdent et retardent l'ouverture du congrès : on s'observe, on se congratule, on repère les chefs de file qui siègent modestement à la table de leurs fédérations.

Colles-ci sont classées dans l'ordre alphabétique, en deux tranches qui font face à la tribune, de telle sorte que les délégués des Bouches-du-Rhône, avec Gaston Defferre, se trouvent au premier rang à droite, et ceux du Nord, avec Pierre Mauroy, au même niveau à gauche, devant la table de la Nièvre, où se tient François Mitterrand.

De la SFIO, il reste un sens des préférences, qui tient compte de la puissance des grosses fédérations, et la couleur rouge des draperies. En revanche, point de drapeaux, point d'emblèmes, les trois célèbres flèches ont disparu. On doit, sans doute, à la CIR la présence de charmantes bottasses vertes de rouge. Il y a toujours eu de jolies dames parmi les conventionnels et on en retrouve quelques-unes parmi les délégués - mais point encore Edith Cresson, qui ne perçera que plus tard.

La présence de Robert Buron, ancien ministre, venu de la démocratie-chrétienne (MRP), animateur du groupe Objectif 1972, (mort en 1973), et de militants du mouvement Vie nouvelle préfigure ce que le renouveau socialiste devra à l'apport de la gauche chrétienne. D'une manière générale, l'âge, la tenue, le comportement des congressistes confirment le renouvellement déjà perceptible lors des précédentes tentatives d'unification. Nicole Questiaux rend compte, d'une voix fragile, de la mission de la Délégation pour l'unité, avec laquelle elle a fait son entrée en politique. Elle indique que 21 délégués représentent quelque 3500 nouveaux adhérents.

An centre des débats, il y a le problème des relations avec le Parti communiste, mais les principales motions d'orientation en présence ne se distinguent que par des nuances : les uns veulent en venir rapidement à un accord de gouvernement avec les communistes (ce sera le Programme commun, en 1972), les autres y mettent davantage de conditions. L'important, comme avant et comme après Epinay, ce sont les signataires ou les inspirateurs de ces textes. Gaston Defferre et Pierre Mauroy ont fait cause commune, Alain Savary, premier secrétaire, a Guy Mollet à ses côtés, les conventionnels ont leur contribution et l'aile gauche se distingue par deux motions, proches par le contenu, défendues l'une par Jean Popereau et ses amis, l'autre par le CERES.

Les premières manœuvres s'échangent à propos des statuts du parti et du mode d'élection des organismes dirigeants. Dans un premier vote, la conjonction des courants CERES, Savary-Mollet, Jean Popereau assure, contre les partisans du scrutin majoritaire (CIR, Nord, Bouches-du-Rhône), le succès du principe de la proportionnelle. Il apparaît bien vite que les proportionnalistes ne sont pas d'accord entre eux, puisque les uns refusent aux autres l'application intégrale du système. Jean-Pierre Chevènement observe qu'à ce jeu-là les courants minoritaires n'obtiendraient pas leur juste part. Aussi maintient-il la revendication de l'intégralité.

« Le peuple de gauche »

L'argument vaut pour les conventionnels, s'ils ne veulent pas être marginalisés, tandis que les dirigeants des fédérations des Bouches-du-Rhône et du Nord comprennent qu'ils ont intérêt à laisser le jeu ouvert pour ne pas conforter une majorité autour du courant Savary-Mollet. Claude Estier, pour la CIR, et Gaston Defferre se prononcent donc pour la proportionnelle intégrale, qui est largement approuvée.

Loin de se défaire dans le débat sur les orientations et le type d'accord qu'il faut passer avec le Parti communiste, cette alliance majoritaire entre des courants classés les uns à droite, les autres à gauche, se maintiendra au profit du texte présenté par François Mitterrand et devenu, soudain, très proche de celui du CERES. Pierre Mauroy et Gaston Defferre ne sont pas en reste dans ce « gauchissement ». Le premier assure que les socialistes sont à la fois réformistes et révolutionnaires et rejette toute solution de troisième force, le second se défend, en rappelant ses prises de position en faveur de la décolonisation, de l'image de droite qu'on tente de lui accolier. Il réajuste, rappelle, de lancer, après bien des difficultés, un nouveau parti, de redonner ses chances au socialisme. L'ancienne SFIO et ceux qui l'incarnaient ont fait les frais de cette volonté de rénovation : sa minorité s'est associée aux nouveaux venus pour obtenir de vrais changements.

Un nouveau parti appelait un nouveau leader dans le verbe diuque « le peuple de gauche » et, d'abord - tout de suite, - les militants anciens et nouveaux, pour se reconnaître, François Mitterrand, qui prononce, ce jour-là, l'un de ses meilleurs discours, répondit à cette attente. A ce parti en gestation, encore fragile, qui n'avait pas fait ses preuves et qui paraissait surtout additionner ses faiblesses et ses contradictions, il expliqua qu'il convenait d'abord de débiter le débat nécessaire avec le Parti communiste en position de force, en tout cas sans complexes.

Ces militants, dont la culture politique était, pour la plupart, plus sentimentale que doctrinaire, et, pour les autres, plus formellement marxiste que réellement révolutionnaire, il sut les émouvoir en donnant quelque ampleur à leur espoir de changement. « Le véritable adversaire, le seul, car tout passe par lui, c'est celui qui tient les clés. Celui qui fait déloger, c'est le monopole. Toutes les puissances de l'argent, cet argent qui tue, qui achète, qui ruine, qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes », disait-il alors, le bras tendu, le buste en avant sur la tribune, la phrase ample, jamais achevée, scandée plus qu'interrompue par les pauses, et qui, après avoir pris possession de l'auditoire, s'élevait vers d'autres horizons.

ANDRÉ LAURENS

OTAN reconnaît à l'Europe le droit de se doter d'une politique

« L'Europe a le droit de se doter d'une politique de défense », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Lord Carrington, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Cette déclaration, qui a été accueillie avec enthousiasme par les dirigeants européens, marque un tournant important dans la relation entre l'Europe et l'OTAN. Lord Carrington a souligné que l'Europe doit être en mesure de prendre des décisions indépendantes en matière de défense, tout en restant liée à l'OTAN. Il a également déclaré que l'OTAN soutiendra l'Europe dans ses efforts pour renforcer sa capacité de défense. Cette déclaration a été faite en réponse à une question posée par un journaliste sur la position de l'OTAN vis-à-vis de la demande européenne d'une politique de défense commune. Lord Carrington a déclaré que l'OTAN était prêt à soutenir l'Europe dans ses efforts pour renforcer sa capacité de défense, tout en restant lié à l'OTAN. Il a également déclaré que l'OTAN soutiendra l'Europe dans ses efforts pour renforcer sa capacité de défense. Cette déclaration a été faite en réponse à une question posée par un journaliste sur la position de l'OTAN vis-à-vis de la demande européenne d'une politique de défense commune.

La déclaration des Soins Les fonctions exécutives de l'Alliance

« Pour servir la politique de sécurité commune, l'Alliance doit remplir les fonctions exécutives de l'Alliance », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Lord Carrington, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Cette déclaration, qui a été accueillie avec enthousiasme par les dirigeants européens, marque un tournant important dans la relation entre l'Europe et l'OTAN. Lord Carrington a souligné que l'Europe doit être en mesure de prendre des décisions indépendantes en matière de défense, tout en restant liée à l'OTAN. Il a également déclaré que l'OTAN soutiendra l'Europe dans ses efforts pour renforcer sa capacité de défense. Cette déclaration a été faite en réponse à une question posée par un journaliste sur la position de l'OTAN vis-à-vis de la demande européenne d'une politique de défense commune.

EN BREF

« L'Europe a le droit de se doter d'une politique de défense », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Lord Carrington, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Cette déclaration, qui a été accueillie avec enthousiasme par les dirigeants européens, marque un tournant important dans la relation entre l'Europe et l'OTAN. Lord Carrington a souligné que l'Europe doit être en mesure de prendre des décisions indépendantes en matière de défense, tout en restant liée à l'OTAN. Il a également déclaré que l'OTAN soutiendra l'Europe dans ses efforts pour renforcer sa capacité de défense. Cette déclaration a été faite en réponse à une question posée par un journaliste sur la position de l'OTAN vis-à-vis de la demande européenne d'une politique de défense commune.

محاضرات الأهل

ÉTRANGER

La réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté à Copenhague

L'OTAN reconnaît à l'Europe des Douze le droit de se doter d'une politique de sécurité

Les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, réunis à Copenhague les 6 et 7 juin, se sont mis d'accord sur des textes qui admettent l'émergence d'une « identité européenne » en matière de défense et qui définissent les fonctions de l'Alliance dans le nouveau contexte Est-Ouest. La réforme générale de l'OTAN sera soumise pour approbation à un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra les 7 et 8 novembre prochain à Rome.

Le conseil atlantique de Copenhague restera donc dans les annales comme celui où l'OTAN a explicitement reconnu à l'Europe des Douze le droit de s'occuper de sa sécurité. En contrepartie, les ministres des affaires étrangères ont rappelé leur attachement à la permanence d'une Alliance qui incarne la solidarité transatlantique, qui se réorganise en maintenant ses structures militaires intégrées et qui se donne pour nouvelle mission, dans le contexte de l'après-guerre froide, de développer une coopération avec les pays d'Europe de l'Est.

Les deux enceintes dans lesquelles il est depuis quelques mois question de la sécurité de l'Europe - celle de l'OTAN en cours de modernisation et celle de la CEE en passe, si tout va bien, de se transformer en « union politique » - ne sont donc plus considérées comme concurrentes : le respect mutuel des deux démarches et leur complémentarité ont été déclinés à Copenhague, et les suspensions réciproques officiellement

abolies. La France craignait, notamment après la réunion des ministres de la défense de l'OTAN la semaine dernière à Bruxelles, qu'un certain activisme anglo-américain pour précipiter la réorganisation de l'Alliance atlantique n'hypothèque toute possibilité d'inscrire dans le futur traité sur l'union politique la perspective de doter un jour l'Europe des Douze d'une politique de défense commune. Ce n'est pas le cas : les Européens gardent les mains libres pour réviser comme ils l'entendent le traité de Rome.

Les Etats-Unis, de leur côté, craignaient que cette révision ne se fasse contre l'OTAN, et donc contre eux : les voilà rassurés. Les Européens peuvent faire ce qu'ils veulent, disait en substance M. James Baker vendredi, nous l'accepterons dès lors que cela est conforme au texte qu'il y a adopté à Copenhague sur les « fonctions essentielles » de l'Alliance. En réalité, le risque n'était pas considérable pour les Américains, et un responsable français qualifiait vendredi leurs craintes de « fantasmes ». Les Européens, en effet, n'étaient disposés ni à entrer en conflit ouvert avec les Etats-Unis sur ce sujet ni à se donner aujourd'hui des moyens d'intervention militaire collectifs et autonomes par rapport à l'OTAN. Les dirigeants français sont sans illusion à cet égard : « Nous savons bien que les conditions ne sont pas réunies pour créer une force d'action rapide européenne », dit-on à l'Elysée.

Peu désireux de se lancer maintenant dans la définition et la mise en œuvre d'une politique commune de défense, les Européens n'en souhaitent pas moins

laisser ouverte cette perspective qui s'inscrit dans la logique de l'intégration européenne. A moins de schizophrénie avancée, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie même, ne pouvaient totalement renier dans l'OTAN la logique qu'elles défendent dans la CEE. Encore fallait-il que la France élève la voix pour qu'elles fassent entendre la leur.

L'Allemagne, en principe alliée de Paris dans cette initiative pour doter la Communauté de compétences en matière de sécurité, n'a d'ailleurs veillé dans cette affaire qu'à ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire sa déférence du moment envers Washington et ses engagements européens proclamés. Alors que M. Stoltenberg, le ministre de la défense, enfourchait sans broncher les positions atlantistes la semaine dernière à Bruxelles, M. Genscher s'en excusait auprès des dirigeants français en déclarant ce manque de coordination au sein de son gouvernement.

Mais on a déjà vu M. Genscher mettre sur la place publique avec plus de vigueur ses désaccords avec le ministre de la défense. C'est sans excessive ardeur qu'il assume sa solidarité avec l'initiative française en faveur d'une politique européenne de défense, et on a vu vendredi, lors de la conférence de presse qu'il a donnée à Copenhague, que le véritable succès de cette réunion était bien plutôt à ses yeux le message délivré à l'Europe de l'Est.

Quant à la Grande-Bretagne, suivie par les Pays-Bas et plus discrètement par le Portugal, elle est totalement hostile à l'idée de permettre à la Communauté de se doter d'une politique de défense

sans préciser ce qu'on mettrait dedans. Le côté abstrait de la démarche française heurte son pragmatisme dans un domaine où elle le juge essentiel.

Elle avait imaginé l'idée, aujourd'hui abandonnée, d'une force d'« action rapide » à double casquette : otanienne pour ses missions dans la zone couverte par le traité de l'Atlantique nord, et européenne, pour d'éventuelles missions hors zone auxquelles elle convoitait la France. C'était, estimait Paris, une façon de placer définitivement la dimension européenne de défense sous contrôle des Etats-Unis. C'était aussi élargir le champ d'intervention de l'OTAN, ce à quoi la plupart des Européens, et pas seulement la France, sont hostiles.

Les textes adoptés à Copenhague sont sur ce point très clairs : le domaine de compétence de l'OTAN reste celui défini par le traité de Washington, et M. Baker a mis lui-même les points sur les « i » : « Ce qui est hors zone reste hors zone. » Voilà qui coupe court aux spéculations selon lesquelles l'OTAN pourrait étendre la garantie de sécurité qu'elle accorde à ses membres aux pays de l'Europe centrale ou se donner la possibilité d'intervenir en tant que tel dans d'autres régions du monde.

La faiblesse de l'Alliance est là, beaucoup plus que dans une volonté d'émancipation des Européens. Alors que s'atténue le menace majeure qui avait justifié sa création (l'hypothèse d'une agression soviétique contre l'Europe occidentale), l'OTAN se trouve démunie par rapport à ce qu'elle nomme elle-même « les nouveaux risques », qu'il s'agisse d'une crise comme celle du Golfe, de l'instabilité en Europe orientale, voire de l'hypothèse du réveil d'une menace soviétique sur les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est.

On a senti à Copenhague l'embarras que suscite dans l'OTAN cette dernière hypothèse, considérée comme théorique en Occident mais qui préoccupe les pays d'Europe de l'Est. Un tel cas de figure serait pour l'OTAN un sujet « de préoccupation directe et réelle », déclare l'un des textes qui se défend immédiatement après de vouloir « isoler » l'URSS. C'est l'une des justifications du long texte adopté sur le renforcement de la coopération avec les pays de l'Est, URSS comprise, un texte dont a priori la France ne voulait pas, à propos duquel elle a obtenu avec l'Allemagne que la CEE soit aussi reconnue comme instance contribuant à la prévention des conflits.

Dans l'hypothèse de crises qui surviendraient ailleurs, l'OTAN serait essentiellement un lieu de consultation. L'idée qu'elle pût étendre son champ d'action, donc se doter d'un rôle dont on s'accorde généralement à reconnaître qu'il revient à l'ONU, n'était politiquement guère défendable.

Il reste que, même si l'OTAN s'invente de nouvelles fonctions, plus préventives, plus politiques, plus préventives, cela ne lui fait pas une aussi puissante raison d'exister que la menace soviétique. Il est vrai que la faiblesse de la démarche française est de ne pas davantage proposer de réponses à ces questions posées par le nouveau contexte international.

CLAIRE TRÉAN

En visite en Suisse

M. Mitterrand a défendu son idée de « confédération » européenne

LUGANO

de notre envoyée spéciale

Les conditions météorologiques ont compromis la troisième et dernière partie du séjour de M. Mitterrand en Suisse, qui devait être consacré, vendredi 7 juin, à la visite du château de Locarno dont une salle abrite des documents sur les accords conclus dans cette ville par Briand, Chamberlain, Mussolini, Stresemann et Vandervelde, les 5 et 6 octobre 1925 sur les frontières entre l'Allemagne, la Belgique et la France.

La deuxième partie de ce voyage était réservée à l'exposition de chefs-d'œuvre italiens du trièze et du quatorzième siècles et à la collection privée du baron Thyssen dans la villa Favaria de Lugano. Auparavant, M. Mitterrand, accompagné de M. Roland Dumas, s'était entretenu pendant quatre-vingt-dix minutes, à la villa Ciani, avec les autorités helvétiques. Le président de la République et M. Flavio Cotti, président de la Confédération, ont ensuite répondu, sous les frondaisons du parc de la villa, au bord du lac, aux questions des journalistes.

Tous deux ont assuré ne pas être entrés dans le détail du dossier des négociations entre la Communauté des Douze et les sept pays de l'Association européenne de libre échange (AELE) dont fait partie la Suisse, en vue de la création de l'espace économique européen (EEE). Pour M. Cotti, l'échange de vues qu'il venait d'avoir avec « le grand

matre penseur du futur de l'Europe » qu'est, selon lui, le président français, ne manquera pas d'influer sur les décisions que prendra le Conseil fédéral suisse quant à la négociation sur l'EEE qui devrait s'achever le 24 juin à Salzbourg.

Après avoir relevé que l'expression d'« espace économique » ne comporte pas en elle-même une structure particulière, M. Mitterrand a estimé que cet espace n'est pas fermé aux pays de l'Est des lors qu'ils sont démocratiques. Il a ajouté : « Tout doit rester ouvert, rien n'est interdit, il faut créer les structures qui convergeront, qui plairont, qui répondront à l'attente des différents peuples d'Europe [...]. Il y a une multitude de structures existantes ou à venir parmi lesquelles je situe ce que je souhaite voir devenir une confédération européenne ».

« Tous les pays démocratiques de l'Europe ont vocation à appartenir à la même entité structurée », a assuré le président français qui a dit sa préférence personnelle pour une structure fédérale tout en jugeant que la confédération est un système moins contraignant et qui tient « compte des lentes évolutions de l'Histoire ».

Quant à la place de la Confédération helvétique dans l'Europe de demain, M. Mitterrand a affirmé souhaiter « ce que souhaitent les Suisses », relevant au passage que « la Suisse est dans l'Europe » dont il attend qu'elle « s'organise ». « Tout est ouvert, le stade des relations, la force des structures, l'unité dans la diversité », a-t-il expliqué.

ANNE CHAUSSEBOURG

La rencontre de M. Baker et de M. Bessmertnykh à Genève

Des problèmes demeurent sur le désarmement stratégique

Le secrétaire d'Etat américain James Baker et son homologue soviétique Alexandre Bessmertnykh ont échangé vendredi 7 juin à Genève de nouvelles propositions pour parvenir à conclure leurs négociations START sur le désarmement stratégique. Après un entretien de deux heures à la mission soviétique auprès des Nations unies, M. Baker a cependant avoué que beaucoup de travail restait à faire.

M. Baker était porteur d'une lettre du président George Bush à son homologue Mikhaïl Gorbatchev, contenant « plusieurs idées nouvelles », a annoncé M. Bessmertnykh. Il a assuré que les Soviétiques y répondraient sans tarder et qu'ils avaient eux-mêmes des suggestions pour faire progresser la négociation.

Les deux parties ont décidé d'envoyer à Genève, où travaillent leurs négociateurs, un renfort d'experts pour régler les questions techniques, notamment celle de la codification des données « télémetriques », a annoncé M. Bessmertnykh. Ce problème renvoie à l'aube des négociations stratégiques, dans les années 70. Les Etats-Unis insistent pour que les données « télémetriques » transmises vers la Terre lors des tirs d'essai des missiles le soient en clair. Les Soviétiques continuent à coder certaines de ces données qui permettent à l'adversaire de vérifier que le missile testé ne viole pas les traités.

Le second grand dossier a été baptisé « downloading » ou réduction de la charge. Pour respecter le plafond global de six mille têtes nucléaires de part et d'autre, la charge de têtes nucléaires emportées par certains missiles devra être réduite.

M. Baker a souligné qu'il restait « encore pas mal de travail » avant de conclure ce traité, pour que les deux présidents « puissent participer le plus tôt possible au sommet que tous deux avaient espéré tenir au premier semestre de cette année ». « Nous n'en sommes nullement moins optimistes », a cependant conclu M. Bessmertnykh. - (AFP)

après les attaques de Jean-Paul II contre l'avortement

document

les secrets de la croisade du pape

GLOBE

juin

Le communiqué final

Le rôle de l'Europe en matière de défense

(...) Une Alliance atlantique renforcée représente un élément essentiel dans la nouvelle architecture d'une Europe débarrassée de toute division (...). Un important fondement de cette réinvention est que tous les alliés s'accordent pour accroître le rôle et les responsabilités des membres européens. Nous saluons les efforts visant à renforcer encore la dimension de sécurité dans le processus d'intégration européenne et nous reconnaissons l'importance des progrès réalisés par les pays de la Communauté européenne vers une union politique incluant le développement d'une politique étrangère et de sécurité commune. Ces deux processus se renforcent mutuellement (...).

Nous entendons, parallèlement à l'émergence et au développement d'une identité européenne de sécurité et du rôle de l'Europe en matière de défense, consolider le lien transatlantique fondamental dont l'Alliance est le garant et maintenir pleinement l'unité stratégique et l'indivisibilité de la sécurité de tous les alliés. (...) Nous sommes tous d'accord pour estimer qu'il convient de maintenir les dispositifs militaires nécessaires pour assurer la défense collective des alliés. Cela s'applique notamment à la structure militaire intégrée pour les pays qui y participent.

Reconnaissant qu'il appartient aux alliés européens concernés de décider des dispositions nécessaires à l'expression d'une politique étrangère et de sécurité et d'un rôle de défense communs au niveau de l'Europe, nous sommes en outre convenus de mettre au point des modalités pratiques permettant d'assurer la transparence et la complémentarité nécessaires entre l'Alliance et l'identité de sécurité et de défense européenne qui prend forme au sein des Douze et de l'UEO. Il conviendra notamment d'assurer que les alliés qui ne participent pas actuellement à l'élaboration d'une identité européenne en matière de politique étrangère et de sécurité et dans le domaine de la défense seront associés aux décisions pouvant engager leur sécurité.

La déclaration des Seize

Les fonctions essentielles de l'Alliance

(...) Pour conduire sa politique de sécurité conçue pour sauvegarder la paix, l'Alliance continuera notamment à utiliser les moyens suivants : maintien d'un potentiel militaire suffisant pour prévenir la guerre et assurer une défense efficace ; (...) capacité globale à gérer des crises mettant en cause la sécurité de ses membres ; poursuite d'efforts politiques tendant à favoriser la dialogue avec les autres pays et recherche active d'une approche de la sécurité européenne faisant appel à la coopération, notamment dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement.

Pour réaliser son objectif essentiel, l'Alliance remplit les tâches fondamentales suivantes :

- Fournir l'une des bases indispensables à un environnement de sécurité stable en Europe, fondé sur le développement des institutions démocratiques et sur l'engagement de régler les différends de manière pacifique, dans lequel aucun pays ne serait en mesure de recourir à l'intimidation ou à la coercition contre un Etat européen, quel qu'il soit, ni d'imposer son hégémonie par la menace ou le recours à la force ;
- Servir aux alliés, conformément aux dispositions de l'article 4 du traité de l'Atlantique nord, d'encadrer de consultation transatlantique sur toute question affectant leurs intérêts vitaux, notamment en cas d'événements

EN BREF

o L'Espagne signera l'accord de Schengen le 25 juin. - L'Espagne signera l'accord de Schengen le 25 juin à Bonn, a annoncé vendredi 7 juin à Madrid M. Carlos Westendorp, secrétaire d'Etat espagnol pour les relations avec la Communauté européenne. L'accord de Schengen abolit les contrôles aux frontières entre six pays (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Italie) et a convention en définit les modalités concrètes d'application (le Monde du 5 juin). - (AFP)

o La Chine participera à la conférence sur les exportations d'armes. - La Chine a accepté de participer à la conférence des cinq principaux pays exportateurs d'armes qui doit avoir lieu début juillet à Paris afin de déterminer des règles de « retenue » dans les ventes d'armes notamment au Proche-Orient, a annoncé vendredi 7 juin la Maison Blanche. L'acceptation a été signifiée à M. Bush par le président chinois Yang Shangkun dans une lettre reçue jeudi. Seule l'URSS n'a pas encore fait connaître sa réponse, a indiqué le porte-parole, M. Fitzwater. - (AFP)

o Voyage en Afrique du nouveau ministre français de la coopération. - Le nouveau ministre de la

EUROPE

Avant d'achever à Varsovie son voyage

Jean-Paul II a revendiqué pour la Pologne une place à part entière en Europe

Le pape a retrouvé Varsovie samedi 8 juin, dernière étape de son quatrième voyage de neuf jours en Pologne. Le matin, il a eu un entretien privé avec M. Lech Walesa et une rencontre avec le gouvernement et le Parlement au palais royal. La veille, à Wrocław, il avait traité des rapports de la Pologne avec la culture européenne.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

M. Lech Walesa a fait samedi matin au pape les honneurs du palais du Belvédère qui, il y a quatre ans, avait été le cadre d'entretiens tendus entre Jean-Paul II et le général Jaruzelski. Le président polonais a évoqué « le terrible cauchemar » que la Pologne venait de vivre : « Maintenant, a-t-il ajouté, le pays est libre parce que les gens peuvent dire la vérité ».

La « vérité » a bien été le maître mot du pape pendant tout son séjour en Pologne. Dans ses dernières interventions, il a insisté sur la place historique originale de son pays dans le concert européen. Résumant Jean-Paul II et toutes les autorités du pays, un Te Deum solennel a été célébré samedi matin à la cathédrale de Varsovie pour célébrer le second centenaire de la Constitution du 3 mai 1791 qui fut, avant les partages de la Pologne, l'une des toutes premières constitutions démocratiques en Europe.

Au cours d'une rencontre au palais royal avec le gouvernement et les représentants de la Diète et du Sénat, le pape a évoqué la « nouvelle période de l'histoire du pays renforcée le besoin de solidarité ».

et de respect des droits de l'homme, notamment des plus faibles. « La vraie solidarité doit être globale. C'est pourquoi des enfants conçus ne peuvent pas être des exclus. Comme tous les êtres humains, ils ont le droit de vivre », a-t-il déclaré dans une ultime intervention à propos de l'eutanasie.

La veille encore, à Wrocław, il était revenu pour la troisième fois sur cette question : « Est-ce une liberté de pouvoir supprimer la vie d'un ».

enfant non né ? Comme évêque de Rome, je désire protester contre cette façon de voir de l'Europe de l'Ouest, qui insulte la culture européenne ».

« Civilisation du désir »

Dans le même élan, il protestait aussi contre « un siècle tragique » qui a permis que soient supprimés des vies « à cause d'une appartenance à une race, parce qu'on est juif, gitane ou polonais ».

Au milieu des détenus en uniforme mauve

PLOCK

de notre envoyé spécial

Plus de trois cents détenus attendent, en uniforme mauve, dans la cour d'une prison. Les murs ont été repeints, les gardiens et le personnel sont en costume, tirés à quatre épingles. Mais les herbes, les barbelés et les miradors n'ont pas bougé. Quand le « papamobile » arrive à la prison de Plock, il se lève d'un bond pour crier « Vive le pape ! » ou chanter le fameux « Sto Lat » (« Qu'il vive cent ans ! ») des anniversaires polonais. Puis, au son d'un orchestre de rock - guitares électriques et batterie, jouées par les détenus, - Jean-Paul II franchit les rangs des prisonniers, les salue un par un. Certains s'agenouillent et baissent la main. Un tiers des

détenus de Plock - une prison sévère pour récidivistes - avaient préféré rester dans leur cellule.

C'est la première fois que le pape obtient le droit de visiter une prison dans son pays. Sous le régime communiste, les érudits n'existaient même pas. « Ces murs sont les témoins muets de nos drames », dit un détenu à l'illustre visiteur. Jean-Paul II a évoqué le passé des prisons polonaises, rappelant l'occupation nazie et la répression stalinienne. Il s'est réjoui qu'il n'y ait plus aujourd'hui de prisonniers politiques en Pologne, mais a affirmé que « les conditions de vie dans les prisons sont un étalon pour mesurer l'état moral d'une société ».

H. T.

ROUMANIE

Le président Iliescu rejette l'idée de législatives anticipées

BUCAREST

de notre correspondant

« Irréaliste ». Trois jours après la proposition du gouvernement roumain d'organiser des élections parlementaires et locales d'automne, le verdict du président Iliescu est tombé : « Pour des raisons purement pratiques », il n'est « pas possible » d'organiser des élections parlementaires avant le printemps prochain, a expliqué le président roumain vendredi 7 juin lors d'une conférence de presse. « En revanche », a estimé M. Iliescu, « des élections locales peuvent être organisées dès octobre ou novembre pour éliminer les suspensions ».

Certes, M. Iliescu a compris que le gouvernement pris dans cette situation électorale difficile soit pressé d'organiser des élections (qui risquent de ruiner sa popularité) avant l'hiver. Mais lui l'est beaucoup moins : mis en difficulté par la proposition du gouvernement qui risquait de poser rapidement la question de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat roumain a réagi.

Il a renvoyé ainsi son premier ministre Petre Roman dans les cordes et satisfait les parlementaires du Front de salut national (FSN) au pouvoir, peu pressés de retourner devant les électeurs, tout en donnant droit à l'opposition, qui réclame des élections locales.

Selon M. Iliescu, il s'agit cependant de questions « purement pratiques », de manque de temps alors que le Parlement doit voter les lois sur la privatisation (qui prévoient de distribuer gratuitement 30 % du capital), la vente des appartements d'Etat à la population ou la restitution des maisons nationalisées.

Peut-être pense-t-il qu'en faisant voter, d'ici le printemps, quelques mesures populaires, son régime conservera de bonnes chances, quitte à laisser affaiblir le gouvernement ; et que l'organisation des élections locales, longtemps retardées, suffira à redorer l'image de marque de la Roumanie à l'étranger, où l'on rechigne à octroyer des crédits et demande que les urnes parlent. Irréaliste ?

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ITALIE : prélude à une éventuelle réforme des institutions

Le référendum sur le « vote préférentiel » divise la classe politique

47 millions d'Italiens sont appelés aux urnes dimanche 9 juin pour se prononcer sur une modification complexe du système électoral. Ce référendum, si les urnes ne sont pas désertées, pourrait être le point de départ d'un changement plus fondamental des institutions du pays.

ROME

de notre correspondant

Premier petit pas vers la mythique et nécessaire « grande réforme », électorale et institutionnelle, promise depuis des années par les partis politiques ? Ou exercice inutile et coûteux - 3 milliards de francs - destiné à accorder l'idée que les choses vont bouger quand rien, sur le fond, ne change vraiment ? « Oui » ou « non ». C'est tout simplement ainsi que les 47 millions d'électeurs italiens, qui sont convoqués aux urnes dimanche 9 juin, devront dire s'ils acceptent ou pas de ramener de quatre à une le nombre de « préférences » qui leur sont accordées lors des élections générales.

O combien compliquée et technique, la question posée à l'électeur fait quinze lignes scannées et elle est proprement intraduisible. Pour faire simple, rappelons que l'élection des députés italiens se fait au scrutin proportionnel de liste, les votants ayant la possibilité de modifier l'ordre des candidats présentés par les partis en accordant leur « préférence » à

trois postulants - ou quatre, selon les régions - qui n'appartiennent pas nécessairement à la même liste. C'est ainsi que des inconnus au plan national peuvent se retrouver mieux élus que des candidats-votés placés dans les premiers rangs par leur parti. Si les électeurs répondent « oui » à la question posée ce dimanche, le nombre de ces « inconnus » sera désormais limité à un par liste.

Des paquets de milliers de voix

Les promoteurs de ce « référendum populaire » dont la mise en œuvre a reçu l'imprimatur de la Cour constitutionnelle après une campagne qui a duré plus d'un an et recueilli près de sept cent mille signatures - affirment qu'un « oui » de l'électorat aboutirait à une simplification du système électoral, donnerait le coup d'envoi d'une « grande réforme » en profondeur et, surtout, assainirait les pratiques douteuses qui se sont développées, en particulier dans le sud de l'Italie, autour du système des préférences.

C'est notamment grâce à lui que d'étranges personnages locaux, plus ou moins liés aux diverses mafias qui vont parfois jusqu'à « contrôler » des paquets de plusieurs milliers de voix, peuvent se retrouver élus, et bien élus, alors qu'ils avaient été volontairement placés en queue de liste par les partis.

A cela s'ajoutent les exemples de scrutateurs malhonnêtes qui, au moment du décompte des voix, n'hésitent pas à inscrire trois ou quatre chiffres, correspondant aux numéros de leurs candidats préférés, sur des bulletins qui n'en portent pas. Pour éviter ce problème, le référendum propose que soit désormais porté non plus le numéro de liste mais le patronyme entier du candidat « préféré ».

Le Parti socialiste, qui prône, en campagne des « ligues » autonomistes du nord, l'abstention générale à ce scrutin, juge que cette dernière mesure pénalisera la milice et demi d'électeurs analphabètes de la Péninsule. Mais l'essentiel, pour lui comme pour les sociaux-démocrates, certains radicaux et l'extrême gauche qui, eux, préconisent de voter « non », est

« Etait-ce, comme il l'a dit lui-même, le froid ou le génie des lieux ? Toujours est-il que, la voix tremblante, le pape s'était lancé vendredi, à Wrocław, dans l'improvisation sans doute la plus forte de son voyage. Le génie des lieux, c'est cette « terre des martyrs » où est né l'ancien primate de Pologne, le cardinal Wyszyński, adversaire intrinsèque du régime communiste, et où l'on a retrouvé en 1984, pas loin de là, sur les bords de la Vistule, le corps du prêtre assassiné Jerzy Popieluszko. »

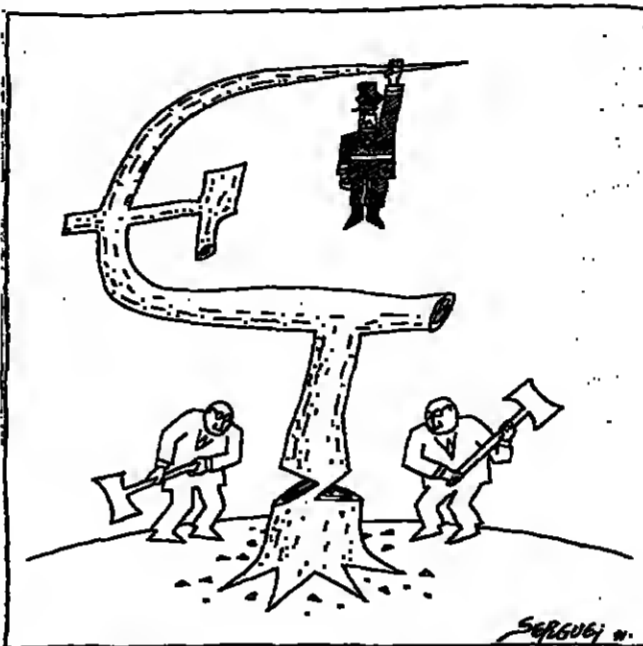
« La culture européenne a été fondée dans les dernières décennies par les martyrs de l'Est », a martelé le pape, revendiquant pour les Polonais et les peuples de l'Est leur pleine place en Europe, mais aussi leur droit à une identité propre. Citant M. Mazowiecki au Parlement de Strasbourg (l'ancien premier ministre a été présent à trois meetings du pape durant son voyage), il a dit : « Nous n'avons pas à entrer en Europe puisque nous n'en sommes jamais sortis. C'est même nous qui l'avons créée, cette Europe, et avec plus de souffrances que celles qui prétendent aujourd'hui à l'exclusivité du modèle européen. »

On l'a compris, ce discours a donné lieu à une nouvelle imprécation du pape contre les modes de civilisation et les valeurs que l'Occident voudrait exporter dans les anciens pays socialistes : « Ne vous laissez pas prendre, a-t-il lancé à ses compatriotes, par cette civilisation du désir et de la consommation, qui, avec les moyens les plus variés de propagande, infiltre notre milieu. Est-ce une civilisation ou une anti-civilisation ? Une culture ou une anti-culture ? »

HENRI TINCO

URSS : rival sans espoir de M. Eltsine pour la présidence de la Russie

Albert Mikhaïlovitch Makachov, le général « niet »



MOSCOU

de notre envoyé spécial

Albert Mikhaïlovitch Makachov a un physique de cinéma. Non pas de jeune premier, plutôt de héros des westerns ou des généraux allemands ou russes des films de série B de l'après-guerre. Mais, avec ses yeux noirs et son uniforme kéké qu'il ne quitte jamais, le général Makachov est un vrai général de l'armée soviétique ; il commande la région militaire Volga-Ural.

Il est aussi l'un des six candidats à l'élection présidentielle russe du 12 juin, celui qui défend les positions les plus conservatrices, menant une sorte de combat d'arrière-garde contre l'exaspéré rejet des idées communistes par un nombre croissant de ses compatriotes.

Tout en lui est militaire, depuis sa façon de parler jusqu'à la manière dont il pose pour une photo électorale, avec sa femme et ses petits-fils, deux bambins blancs qu'il s'est soigneusement soignés. C'est le général en chef. Son programme tient en trois résumés fondamentaux : « Non au démantèlement du pays ; non à la destruction de l'armée ; non au pillage de la nation », qui s'accompagnent d'une profession de foi dans deux valeurs essentielles : « le patriotisme et l'internationalisme ». S'il est élu, il promet d'instaurer aussitôt « la dictature de la loi ». Il veut que la Russie soit la république « des ouvriers et des paysans » et pas « des spéculateurs, des parasites, ni des cosmopolites de tout poil ».

Bêtes noires

Comme la plupart des candidats, le général Makachov ne manifeste pas un amour immodéré pour les médias, qu'il méprise d'ailleurs assez mal ; pourquoi répondrait-il, par exemple, aux questions d'un journaliste comme le Monde puisque « Ce n'est pas à la présidence française que je me présente » ? Mais il se pille de bonne grâce aux exigences des émissions de télévision consacrées à la campagne électorale.

C'est là qu'on apprend, par exemple, qu'il vient vraiment du peuple puisque sa belle-mère est employée et que, grand adversaire de la « spéculation », qui permet aux coopératives privées de s'enrichir sur le dos des autres, il n'a toujours pas digéré le bortsch qu'on lui a fait payer 12 roubles dans un restaurant de Samara. Et qu'un télé-spectateur ne s'envie pas d'essayer de le piéger en lui

demandant ce qu'il entend par « cosmopolites » (un mot souvent utilisé dans la région pour désigner les Juifs) : « Je sais ce que vous avez en tête, rétorque-t-il, mais lorsque je parle de cosmopolites, cela n'implique pas un critère racial ; le cosmopolite, c'est celui qui cherche toujours à obtenir le meilleur morceau ».

A cinquante-deux ans, le général Makachov n'est pas un nouveau venu dans la politique, puisqu'il s'est fait remarquer une première fois l'été dernier, lorsque, à la tribune du congrès du PC de Russie, il avait attaqué M. Gorbatchev pour avoir accepté le retrait des troupes d'Europe de l'Est. « En ces heures difficiles pour l'URSS », avait-il déclaré, « au moment où, à cause de préjudices victoires diplomatiques, l'armée soviétique est chassée sans combattre des pays que nos pères ont libérés du fascisme, le parti et le peuple doivent s'occuper de nos soldats ».

De cette sombre période - « On vivait tellement mieux dans les années 50 », dit-il encore - il a gardé quelques bêtes noires : M. Edouard Tchernomyrdine et, surtout, M. Alexandre Iakovlev, l'architecte de la perestroïka, avec lequel il entretient une très vive polémique sur les état de services de ce dernier pendant la guerre.

A son état-major électoral, situé tout naturellement dans la Maison centrale de l'armée, dans une odeur de renfermé, s'activent quelques militaires en tenue et une vieille dame charmante, amie de Nina Andreeva, cette enseignante de Leningrad, nostalgique du stalinisme, qui avait défrayé la chronique à la belle époque du gorbatchevisme. Tout cela a quelque chose d'un peu suranné : avec la défaite quasi-certaine du général Makachov, le 12 juin, si l'on en croit les sondages, c'est encore un morceau de l'URSS qui partira.

SYLVIE KAUFFMANN

M. Gorbatchev se prononce contre le changement du nom de Leningrad. - M. Mikhaïl Gorbatchev s'est prononcé vendredi 7 juin dans la bataille entre réformateurs et communistes sur le référendum du 12 juin à Leningrad visant à rebaptiser cette ville Saint-Petersbourg. « Une grande ville porte le nom d'un grand homme, grand penseur de notre siècle (...) Il n'y a pas de raison politique ni morale pour changer son nom », a-t-il déclaré, selon la télévision soviétique. - (AFP)

HONGRIE : appel à la grève. - La Confédération des syndicats hongrois, héritière de l'ancien syndicat officiel, a appelé vendredi 7 juin à une grève générale d'avertissement jeudi prochain contre la

politique économique du gouvernement, en précisant qu'elle avait l'appui des deux tiers des ouvriers de l'industrie lourde et de tous les employés du commerce menacés par la privatisation. - (AFP)

ASIE

CHINE

« Attitudes » de la police des journalistes

Les journalistes étrangers ont été confrontés à des attitudes de la police chinoise qui ont suscité de vives réactions. Les journalistes ont été traités avec courtoisie et respect, mais ils ont également constaté que la police chinoise a une attitude très différente de celle des journalistes occidentaux. Les journalistes ont été traités avec courtoisie et respect, mais ils ont également constaté que la police chinoise a une attitude très différente de celle des journalistes occidentaux.

Les journalistes ont été traités avec courtoisie et respect, mais ils ont également constaté que la police chinoise a une attitude très différente de celle des journalistes occidentaux.

Tentative d'assassinat contre le ministre de l'Intérieur

Une tentative d'assassinat a été menée contre le ministre de l'Intérieur chinois. Le ministre a été blessé et a dû être hospitalisé. Les autorités chinoises ont déclaré que l'assassinat était le résultat d'un complot international. Les autorités chinoises ont déclaré que l'assassinat était le résultat d'un complot international.

PROCE

ARABIE SAOUDITE

Les médias américains sont soumis à des pressions pour quitter l'Arabie Saoudite

Des pressions ont été exercées sur les médias américains pour qu'ils quittent l'Arabie Saoudite. Les médias américains ont été accusés de ne pas respecter la souveraineté de l'Arabie Saoudite. Les médias américains ont été accusés de ne pas respecter la souveraineté de l'Arabie Saoudite.

Un dirigeant la « propagande »

Un dirigeant a été accusé de « propagande ». Le dirigeant a été accusé de « propagande » pour avoir fait des déclarations qui ont été considérées comme de la « propagande ». Le dirigeant a été accusé de « propagande » pour avoir fait des déclarations qui ont été considérées comme de la « propagande ».

كلمات

ASIE

CHINE

Les «sollicitudes» de la police de Pékin à l'égard des journalistes étrangers

Un professeur de l'université de Pékin et plusieurs étudiants auraient été interpellés mercredi 5 juin. L'enseignant avait été vu près d'un rassemblement, la veille, sur le campus, et les étudiants avaient été surpris à chanter près d'un dortoir d'où avaient été lancées des bouteilles.

PÉKIN

de notre correspondant

Il doit y avoir, quelque part à Pékin, un vétérinaire de la révolution satisfait d'avoir rendu un fier service à la forteresse assiégée du communisme chinois : sur ses instructions, la police a réussi à empêcher les journalistes étran-

gers de «dancer sur le thème de l'évolution pacifique», dont le régime craint qu'elle ne le renverse au profit d'une «république bourgeoise». Le «Bal de l'évolution pacifique», qui devait se dérouler autour d'un barbecue dans un hôtel pékinois, n'aura pas lieu.

Il est vrai qu'en cette période universitaire du drame de Tiananmen, certains Chinois se passent d'invitation pour assister aux rencontres, même les plus anodines, de la communauté journalistique occidentale. Tels cas quinze policiers en civil qui filaient consciencieusement, l'autre dimanche, le pique-nique d'adieu d'un correspondant de l'agence Reuters dans la vallée où reposent, près de Pékin, les empereurs de la dynastie Ming.

Le Club des correspondants étrangers a protesté vendredi contre cette «sollicitude» policière de moins en moins discrète après que le département de la sécurité publique du Bureau du tourisme de Pékin eut interdit, «sur ordre supérieur», un déjeuner-conférence durant lequel devait prendre la parole — tous jours à l'écart des oreilles du public chinois — le sinologue américain Orville Schaef, à propos du «silence des intellectuels» de Chine. La conférence, comme le bal-barbecue, avait pour but «de charger le système politique de la Chine», a très sérieusement déclaré le responsable de la police au directeur de l'hôtel.

FRANCIS DERON

INDE : dans un Pendjab à feu et à sang

Tentative d'assassinat contre le ministre de l'intérieur

NEW-DELHI

de notre correspondant

Le ministre indien de l'intérieur, M. Subodh Kant Sahay, a échappé de justesse, vendredi 7 juin, à une tentative d'assassinat, alors qu'il était en tournée électorale dans l'Etat du Pendjab. Une bombe télécommandée de forte puissance a explosé devant sa voiture alors qu'il visitait le district de Ludhiana, où il est candidat aux élections législatives du 22 juin. Son chauffeur et deux de ses gardes du corps ont été légèrement blessés. Les terroristes ont ensuite ouvert le feu, avant de réussir à s'échapper.

Au cours de la même journée, vingt-quatre personnes ont été tuées dans cet Etat où les sikhs sont majoritaires, vingt-quatre personnes ont été tuées, dont un candidat du CPI (communiste), ainsi

que les six personnes (la plupart chargées de sa sécurité) qui voyageaient dans sa voiture. M. Singh est le dix-neuvième candidat assassiné depuis le début de la campagne électorale au Pendjab.

Cette violence politique s'ajoute aux effets du terrorisme quotidien, entraînant un nombre record de meurtres : 465 personnes ont été tuées au cours du mois de mai, contre seulement 288 l'année dernière. Alors que, dans le reste de l'Inde, la deuxième phase du scrutin — repoussée en raison de l'assassinat de Rajiv Gandhi le mois dernier — va se dérouler les 12 et 15 juin, le cas du Pendjab avait été dissocié afin de pouvoir y concentrer le maximum de forces de sécurité le jour du vote.

Environ 200 000 policiers et soldats ont déjà été mobilisés en prévision de cette échéance, mais ce déploiement semble encore insuffisant. De plus en plus de person-

nalités prennent position pour retarder la date des élections au Pendjab, voire les annuler. Le Congrès-I avait annoncé il y a plusieurs semaines son intention de boycotter le scrutin, estimant que la situation en était trop dégradée. Le Congrès avait obtenu 26,4 % des suffrages lors des élections de novembre 1989, et le BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite), qui maintient ses candidats, espère bien profiter de la situation.

La tentative d'assassinat contre le ministre de l'intérieur intervient au lendemain du septième anniversaire de l'opération «Blue Star» contre le temple d'or d'Amritsar (le sanctuaire des sikhs), lancée par l'armée indienne en 1984, et qui avait entraîné peu après l'assassinat de l'ancien premier ministre Indira Gandhi.

L. Z.

AFRIQUE

L'importante victoire des islamistes algériens

Suite de la première page

C'est ce décapage qui, non sans hésitations, avait finalement poussé le FIS à lancer ses troupes dans la rue. Selon des sources proches du nouveau premier ministre, le principe d'une révision de ce texte est d'ores et déjà acquis, de même que devrait être révisée la loi électorale.

Si tel est le cas, MM. Abassi et Benhadj pourront se vanter d'avoir remporté une belle victoire, y compris contre une partie de la direction de leur propre organisation qui jugeait leur tactique aventuriste. Il est vrai que ces deux derniers auraient fait payer leur succès au prix fort : le bilan des récentes émeutes varie, selon les sources, de vingt à cinquante morts sans compter un nombre indéterminé de blessés. Mais on voit mal, aujourd'hui, qui, au sein du FIS, voudrait le leur reprocher.

En deux semaines, la situation s'est, en effet, radicalement transformée au bénéfice de l'organisation intégriste. Lorsque, le 25 mai, le FIS avait lancé sa grève générale illimitée pour obtenir l'abrogation de la loi électorale et une élection présidentielle anticipée, personne n'aurait pu jurer, pas même la direction islamiste, que ce combat pouvait être gagné. Le FIS s'y était résolu après de longues discussions au sein d'un mouvement divisé quant à la marche à suivre.

Hésitant sur la conduite à tenir, partagé entre le boycottage et la participation, le FIS s'était quand même réservé une position de repli en désignant ses candidats dans 528 circonscriptions. Ce n'est que quelques jours seulement avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, à la surprise de tous, qu'il lançait son mouvement de grève générale, se réservant encore, toutefois, la possibilité d'aller à la bataille électorale.

Paradoxalement, l'échec de la grève, très peu suivie, a vraisemblablement radicalisé le mouvement. Confronté à une aile du Majlis Echoua, la direction officielle du FIS, tentée par une reprise inconciliable du travail, MM. Abassi et Benhadj, qui se sont appuyés sur les élus intégristes de la wilaya (préfecture) d'Alger et sur le Syndicat islamiste du travail (SIT), brûlaient leurs

vaisseaux en haussant d'un cran leurs exigences : ils n'arrêteraient la grève que si le pouvoir annonçait une élection présidentielle anticipée et donnaient comme de plus en plus probable leur boycottage des élections.

On connaît la suite : l'intervention des forces de police pour déloger les islamistes des places qu'ils occupaient à Alger, puis, après vingt-quatre heures d'affrontements d'une rare violence, l'entrée en scène de l'armée, l'instauration de l'état de siège, la démission du gouvernement et la nomination d'un nouveau premier ministre.

Les pompiers du régime

Quarante-huit heures plus tard, la situation, qui paraissait bloquée pour longtemps, se dénoue comme par miracle. L'erreur politique majeure faite par M. Hamrouche aura été de croire qu'il était possible de régler le «problème FIS» de façon purement administrative, grâce à un savant «charcutage» des circonscriptions opéré dans les coulisses du ministère de l'intérieur, à partir des chiffres — demeurés secrets — des élections locales de juin 1990.

Il y avait encouragé, il est vrai, par le président de la République, les députés du FLN et, malheureusement aussi, par la passivité des principaux partis démocratiques qui savaient déjà la future défaite de leur principal adversaire. C'était mésestimer le sursaut du FIS qui, le dos au mur, n'avait d'autre choix que de se battre ou de se laisser étrangler légalement.

Les nouvelles propositions de M. Ghazali représentent une manière totalement nouvelle de traiter le problème. Le premier ministre agit comme s'il désirait intégrer les islamistes dans le jeu politique normal afin de leur faire descendre la rue, leur royaume sur terre et, à terme, limiter leur influence. C'est, en quelque sorte, la prise en compte d'une réalité inévitable : le FIS est puissant et, quel qu'on pense, il faut faire avec si l'on ne veut pas, périodiquement, se trouver dans l'obligation de faire appel aux chars pour rétablir l'ordre.

Sans doute, cette politique ne fera-t-elle pas que des heureux.

Déjà, certains font remarquer que, s'il est légitime d'envisager des élections législatives avec un nouveau mode de scrutin, rien n'obligeait le président Chadli à promettre une élection présidentielle anticipée, au risque de laisser la place à M. Abassi Madani et de précipiter l'instauration de cet Etat islamique que réclament les manifestants du FIS.

Les motivations du président sont, au demeurant, mystérieuses. Au vu d'informations sur la force réelle des islamistes, n'aurait-il d'autre choix pour sortir son pays de la crise que de remettre son mandat en jeu ? L'armée, dont le chef, le général-major Khaled Nezzar, est demeuré jusqu'aux derniers moments, aurait-elle fait savoir qu'elle n'envisageait pas de jouer d'atout en faveur des pompiers du régime ?

Déjà, l'armée a pris du champ. Si, dans la capitale, ses chars sont toujours en batterie aux principaux points stratégiques, c'était la police, et non plus les militaires, qui contrôlait, vendredi, le respect du couvre-feu. Un manifestant avait été tué par les forces de l'ordre, dans la nuit de jeudi à vendredi, à Tiemcen, dans l'ouest du pays.

Dans un style très parlementaire qui n'était pas jusqu'à dans la tradition locale, M. Ghazali a continué de consulter les responsables des partis politiques pour former son gouvernement, dont la composition ne devrait pas être annoncée avant trois ou quatre jours. Comme s'il voulait se réserver pour l'élection suprême, M. Abassi Madani a annoncé, vendredi, au micro de Radio-France internationale, que contrairement aux rumeurs qui couraient Alger, ni lui ni les siens n'envisageaient de faire partie de la nouvelle équipe.

GEORGES MARION

o MALI : l'ex-président Traoré a été défilé en justice. — L'ex-président Moussa Traoré et son épouse, Mariam, ont été défilés, jeudi 6 juin, devant la Cour suprême de l'Etat, à-t-on appris, vendredi, à Bamako, de source autorisée. On ignore, cependant, le contenu de l'acte d'accusation. Cette même source signale l'arrestation du colonel Ousmane Coulibaly, qui dirigeait l'état-major des armées lors des manifestations précédant la chute du président Traoré, en mars. — (Reuters)

PROCHE-ORIENT

KOWEÏT

Les médias américains sont soumis à des pressions pour quitter l'émirat

Au Koweït, on appelle le «problème des journalistes», en particulier celui des journalistes américains. Ces jours-ci, ils sont frôlement accueillis dans un pays qui a pourtant été libéré grâce à une force multinationale conduite par les Etats-Unis. «Pourquoi écrivez-vous des choses aussi terribles au sujet du Koweït ? Ne pouvez-vous pas écrire quelque chose de plus gentil ?», demande Jumail El Sabah, la fille du premier ministre, prince héritier, Cheikh Sabah, l'une des responsables du ministère de l'information.

Le ministère de l'information convoque régulièrement les journalistes américains au bureau du ministre, Bader El Yacoub. Les «engueulades» de ce dernier sont devenues comme une sorte de médaille d'honneur pour la douzaine de journalistes américains demeurés au Koweït. Bader El Yacoub a qualifié les journalistes de «traîtres à l'Etat du Koweït» avant de leur demander combien de temps encore ils comptent rester dans l'émirat. Le ministère de l'information a récemment privé les journalistes de facilités de leur mission et leur a pratiquement interdit l'accès auprès de la plupart des ministères. «Le gouvernement n'aime pas les journalistes américains et souhaite qu'ils quittent le pays», souligne l'un de ces volontaires.

La semaine dernière, le *Fajr* et *Jedid*, un journal contrôlé par l'Etat, a publié une caricature représentant un responsable irakien distribuant de grosses quantités d'argent aux journalistes américains, probablement pour les inciter à écrire des articles «négatifs». Ces journalistes avaient notamment informé leurs lecteurs sur les passages à tabac, les tortures et le viol dont sont victimes des travailleurs étrangers de la part de militaires armés, ainsi que sur les procès des présumés collaborateurs et des demandes de réformes démocratiques par l'opposition parlementaire.

Koweït a refusé l'accès à l'émirat à des centaines de journalistes qui ont fait des demandes de visas. Nombreux sont ceux qui attendent toujours dans les hôtels de Dhanan en Arabie saoudite l'autorisation de pénétrer au Koweït. «Le gouvernement m'a informé que je ne pourrais jamais de mon vivant retourner au Koweït-Ville», affirme un journaliste américain.

Autre moyen de dissuasion : l'hôtel international, l'unique endroit où vivent les journalistes, a augmenté ses tarifs à plusieurs reprises. Une chambre, sans télévision, eau chaude, et de surcroît sans serrure sur sa porte, coûte maintenant 250 dollars la nuit. «La raison de cette hausse est tellement secrète, que je ne saurais vous la divulguer», observait récemment le directeur de l'international. — (UPI)

«Nous avions décidé de ne pas participer au conflit aux côtés des alliés, de suspendre nos opérations militaires et de rester étrangers à ce jeu au Proche-Orient», a expliqué, jeudi 6 juin, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan au cours d'un entretien avec l'AFP dans le village de Kalajolin, à une vingtaine de kilomètres au nord de Souleimanieh (Kurdistan irakien). Cette région montagneuse proche de l'Iran est entièrement sous le contrôle des peshmerga, les combattants kurdes, à l'exception de la ville même de Souleimanieh.

Le Conseil de sécurité maintient l'embargo sur les armes à destination de Bagdad

Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi 7 juin aux propositions de directives du secrétaire général de l'ONU sur l'interdiction de toutes les ventes d'armes à l'Irak, a-t-on indiqué de sources diplomatiques à l'issue d'une réunion de consultation. La majorité des membres du Conseil a rejeté les propositions yéménite et cubaine d'établir un catalogue précis des armes soumises à l'embargo, propositions jugées peu réalistes en raison de la grande variété des types d'armement.

Dans un rapport au Conseil de sécurité, M. Javier Perez de Cuellar a proposé des directives générales afin de maintenir l'embargo sur les armes à destination de l'Irak tel qu'il a été décrété en août 1990. Les Etats membres de l'ONU sont invités à respecter

ces directives. Le comité des sanctions chargé de surveiller l'application de l'embargo doit contre l'Irak de veiller au suivi de ce dossier. Les médicaments, les produits alimentaires et de première nécessité ne sont pas soumis à ces mesures d'embargo.

Par ailleurs, mardi prochain, le Conseil décidera, selon toute vraisemblance, de maintenir toutes les mesures d'embargo encore en vigueur contre l'Irak. Cette décision sera prise, souligne-t-on de sources diplomatiques, après un examen de la façon dont Bagdad s'est acquittée jusqu'à présent de ses obligations découlant de toutes les décisions prises à son encontre par le Conseil de sécurité depuis l'invasion du Koweït le 2 août 1990. Cet examen doit être régulièrement entrepris tous les deux mois.

Le Conseil examinera également dans les prochains jours un projet de résolution faisant obligation à l'Irak de financer la destruction d'un tiers de la production de son arsenal chimique, biologique et de ses installations nucléaires. Le coût de ces opérations est estimé à environ 200 millions de dollars. L'Irak, qui reconnaît détenir des armes chimiques, a démenti posséder des armes biologiques et nucléaires. Cependant, selon un chercheur irakien de haut rang ayant fait défection le mois dernier à un point de contrôle établi par l'armée américaine à Dobouk, une bonne partie des installations nucléaires irakiennes auraient échappé aux bombardements alliés. — (AFP)

o «Initiative de la France» demande la levée de l'embargo contre l'Irak. — Le groupe «Pour une initiative de la France», qui rassemble notamment M^{me} Gisèle Halimi, M^{me} Claude Cheysson et Michel Jobert, a demandé, jeudi 6 juin, au gouvernement français d'intervenir auprès de l'ONU pour obtenir la levée de l'embargo contre l'Irak. «Qui sommes-nous en toute iniquité le peuple irakien à la famine, aux épidémies, voire le condamner», le groupe estime «criminel et monstrueux le maintien de l'embargo», alors «que précisément la coalition occidentale avait prêté de son inefficacité pour justifier l'engagement militaire dans la région».

o Abie Nathan met fin à sa grève de la faim. — Le militant pacifiste Abie Nathan a mis fin, jeudi 6 juin, à la grève de la faim qu'il avait entreprise quarante jours plus tôt pour protester contre la loi interdisant à tout Israélien d'avoir des contacts avec l'OLP. — (AP)

Un dirigeant kurde critique la «propagande» alliée pendant la guerre

M. Jalal Talabani, l'un des dirigeants historiques de la résistance kurde, a indiqué que l'opposition kurde en Irak avait été «trompée», aux mois de février et mars, par «la propagande» occidentale sur les pertes militaires irakiennes durant la guerre.

«Mais lorsque nous avons entendu que l'armée irakienne avait été vaincue et que les Chérites se soulevaient dans le Sud, nous avons essayé de libérer notre terre», a-t-il indiqué. Une des raisons de cette décision était le refus des Kurdes «de tomber sous le contrôle d'une république islamique» en cas de victoire de l'opposition chiite, a expliqué M. Talabani.

«Mais nous avons été trompés par la propagande des alliés, qui ont surestimé les pertes irakiennes, et par la rapidité de la défaite des Chérites», a-t-il dit. Il a ainsi assuré que l'armée irakienne possédait encore 2 000 chars au moment où les alliés affirmaient qu'il ne lui en restait que 300. «Les Américains sont responsables de cette propagande et c'est eux qui ont donné le feu vert pour anéantir les Chérites», a accusé M. Talabani qui a ajouté :

Une découverte de la recherche suisse

La fièvre de la chevelure grandit

BALE - Entre l'avalanche des demandes et l'épuisement des stocks, il n'y a eu qu'un pas. C'est ce qui s'est passé récemment dans les pharmacies suisses, pour un produit contre la chute des cheveux. C'est en effet de Suisse qu'est arrivée la bonne nouvelle qui semble rassurer quelque peu les préoccupations légitimes pour ses propres cheveux.

Les laboratoires d'une société de Bâle (Cosmophar Lobo), capitale de la chimie, ont mis au point une préparation cosmétique avec une solution à 0,94 % de Nicotinal (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique). Testée par le professeur E. Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Elchingen, la préparation a révélé une efficacité particulière sur presque la totalité des sujets qui, pendant 4 mois, se sont soumis au test en appliquant la préparation 4 fois par semaine. Seule gêne rencontrée dans l'application, une légère rougeur d'une durée d'une heure environ sur les zones traitées.

Cette découverte, commercialisée sous le nom de Lobo, arrive aussi chez les pharmaciens français, après que leurs collègues suisses se soient défendus à grand peine contre la vague des demandes de la chevelure à la recherche de la nouvelle préparation cosmétique.

POLITIQUE

Le colloque de « Refondations »

La première réunion publique des communistes et socialistes critiques a été un succès

La première rencontre publique organisée, vendredi 7 et samedi 8 juin à Paris, par les auteurs du manifeste « Refondations », a connu un succès d'affluence. Plus de mille cinq cents personnes, parmi lesquelles beaucoup de communistes contestataires, de militants de la mouvance autogestionnaire et de socialistes critiques, ont assisté, dès vendredi soir, aux débats.

Ils ne savent pas eux-mêmes comment se définir. Le professeur de droit international qui présidait la première séance plénière, vendredi soir 7 juin, au centre de la gauche de la porte de la Villette, M. Monique Chemillier-Gendreau, s'est dit qu'il s'agissait peut-être de « mutants » assez « utopistes » pour croire encore, malgré l'accumulation des déceptions, en l'avènement d'une « démocratie réelle » qui serait vécue « dans sa plénitude » et aucun des orateurs présents dans la salle n'a bronché quand elle a cité Péguy « qui savait si bien parler de l'espérance ». Tout le monde a également applaudi lorsque le vice-président de SOS-Racisme, M. Malek Boutih, s'est référé à Camus pour exprimer simplement l'angoisse des jeunes qui refusent « un monde divisé entre maîtres et esclaves » et veulent « vraiment changer les choses ».

Ils savent, en revanche, ce qui les unit. M. Gille Haïm a résumé le sentiment général quand elle a exprimé le « certain mal de vivre » ressenti par les hommes et les femmes de gauche qui constatent, expérience faite de la politique sociale, que « la gauche officielle ne répond plus ». « Je suis là ce

soir, a expliqué l'avocate, parce que je sens qu'on voudrait officiellement faire croire qu'il y a une incompatibilité entre l'éthique et la politique. Or, la gauche a toujours fonctionné, s'est battue et a gagné en étant fidèle à ses valeurs morales. Aujourd'hui, il n'y a plus de valeurs morales : elles sont transgressées et le pire n'est pas tellement l'échec, c'est le camouflé de l'échec. Je n'en veux plus. Nous sommes des révoltés parce que nous ne pouvons pas accepter que le pragmatisme électoral qui se dessine soit finalement l'expression d'un cynisme politique pire qu'au temps de la droite. Je suis là parce que je sens que le temps du mépris est revenu et ce sont nos camarades qui nous l'imposent... »

Chacun à sa façon. M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, M. Louis Astar, ancien dirigeant de la FEN, M. Lydia Brovelli, dirigeante de la CGT, M. Joëlle Kaufmann, présidente de la commission féminine de la Ligue des droits de l'homme, qui s'expriment aussi à la tribune, ont tous exprimé la même volonté d'explorer de nouvelles voies de transformation de la société et de réconcilier les Français avec la politique. Dans le premier numéro de « Potentiel », le « journal de réflexions et de propositions » créé pour servir de lien entre les « jeunes de gauche », M. Max Gallo, l'ancien porte-parole du gouvernement, en rupture d'idéologie avec le PS, avait donné le ton : « Nous en sommes aux années 40 : la Résistance n'a pas encore donné les grands maquis ; elle est le fait de franc-tireurs... »

Le chef de file des communistes « refondateurs », M. Charles Fiterman, qui a pris une part déterminante

dans l'émergence de cette initiative, n'a pas eu besoin d'en rajouter. L'ancien ministre des transports a opposé à l'ombre de Tchernobyl « à la lumière de l'antitartarique » pour dire ses doutes, au regard de certaines valeurs universelles, sur le « point de vue de classe » qui a longtemps prévalu dans ses propres analyses.

Esquisse de controverse

Il y avait une certaine émotion dans la salle d'écoute de l'auditorium, où se retrouvaient pour la première fois depuis très longtemps des militants venus des horizons les plus divers de feu l'union de la gauche, et aucun des intervenants n'eût voulu briser le charme, même si la secrétaire générale des Verts européennes, M. Dominique Voynet, s'est interrogée, elle, sur la validité même des concepts de « gauche » et de « droite » au regard, justement, des problèmes planétaires.

Il est toutefois apparu très vite que tous ces « mutants » ne pourrissent pas faire l'économie d'un débat sur les suites concrètes de leur démarche. Le philosophe Lucien Sève, membre du comité central du PCF, a été le seul, vendredi, à esquiver une piste, à propos de la nécessité de « réviser la pratique politique », en suggérant le recours à des « initiatives non idéologiques sur tout le champ des activités politiques ».

Plusieurs participants, d'accord en cela avec les autogestionnaires, ont déjà plaidé, surtout, en faveur d'une rapide structuration en véritable parti de la « gauche » ainsi formée par les signataires du manifeste paru pour la première fois dans les colonnes du Monde. Tandis que M. Fiterman exprimait ses réticences sur la rencontre entre MM. Mauroy et Marchais, et accordait « la priorité aux idées », M. Haïm faisait savoir que le « tiers social » dans lequel elle se situe, par rapport aux communistes contestataires et aux socialistes critiques, ne se prêterait « plus jamais aux manœuvres des partis ».

Mais cette première épreuve de vérité sera pour plus tard. Au-delà de leurs sensibilités respectives, les organisateurs de cette rencontre se satisfaisaient, en effet, de constater, vendredi soir, au vu des mille sept cents personnes qui avaient répondu à leur appel, que leur initiative correspondait bien au besoin de combler un vide.

ALAIN HOLLAT

Le rapprochement PC-PS

L'opposition hésite entre l'ironie et l'indignation

La récente rencontre entre M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF (le Monde du 8 juin), provoque plus de réactions à droite qu'à gauche. L'ironie le dispute à l'indignation. A l'extrême gauche, M. Alain Krivine (trotskiste) considère même qu'il s'agit d'une « farce ».

« C'est une formidable machine à remonter le temps », dit M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR. On se retrouve dans la situation des années 80, où se réunissaient le couple léniniste Mauroy-Marchais. Pour le secrétaire général du RPR, « ce rapprochement est une réconciliation contre nature entre un PS à bout de souffle et un des derniers partis stalinien du monde ». Selon M. Michel Aurillac, ancien ministre (RPR) et président du Club 89, ce « théâtre d'ombres » a pour but de « tromper les Français une fois de plus par un accord électoral ». M. Hervé de Charette, député (UDF) et délégué général des clubs giscardiens Perspectives et Réalités, considère que « c'est le grand retour de l'archaïsme ». Il s'agit du « cynisme de tous les blocages de la société française » pour M. Pierre Méhaignerie, député (UDC). Le président du CDS ajoute que « le PS n'hésite pas à ridiculiser la France à l'étranger ».

Pour le MRG, « cela crée plus de devoir aux radicaux de gauche et à France unie pour occuper l'espace de centre gauche et réussir le pari insaisissable du deuxième pilier de la majorité présidentielle ». M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur PS, tendance Nouvelle École socialiste, ne cache pas sa satisfaction devant cette « première bannière nouvelle depuis trop longtemps ». Mais M. Mélenchon invite à ne « pas

oublier Antoine », en parlant de M. Waechter, chef de file des Verts. M. Jack Ralite, ancien ministre communiste devenu « refondateur », estime que c'est « une chose positive », mais se demande « pour quoi faire ». Enfin, M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, affirme qu'« il n'y a pas d'accord secret » entre le PS et le PCF sur le retour de la proportionnelle.

La droite peut-elle perdre ?

Suite de la première page

Dans l'intervalle, celui-ci ne se prive certainement pas de donner des coups de poce ici et là : qu'il s'agisse de la signature du traité de non-prolifération nucléaire, du classement des sites nucléaires protégés, gestes auxquels les écologistes ne devraient pas être indifférents, ou des mesures en préparation en faveur des PME, la panoplie disponible n'est pas négligeable. Mais elle pèsera peu sur le regard de l'interrogation centrale sur le retour à un niveau soutenu de l'activité économique.

Si celle-ci tardait à se rétablir, alors le « fracas » que le président a appelé de ses vœux serait celui qui produirait inévitablement un trop grand écart entre le dire et le faire : entre le slogan « tout est possible sans bourse délier, et haro contre la droite », d'un côté, les hausses de TVA et de cotisations sociales pour les seuls salariés, de l'autre. Ce décalage-là, entre des accents populistes, fussent-ils appréciés par le PCF, et une gestion un peu mieux des intérêts du patronat, comme aurait pu continuer de le constater ce même PCF, pendant que les licenciements continuèrent, voilà qui risquerait en effet de faire quelques dégâts.

A charge pour la droite de ne pas se placer elle-même en position difficile. Or elle souffre toujours d'au moins deux handicaps : un déficit de crédibilité, d'une part, un lancinant problème de leadership, d'autre part.

A travers la radicalisation du débat, M. Mitterrand cherche non

seulement à remobiliser l'électorat socialiste, et ce qui reste de l'électorat communiste, mais aussi à « ré-écologiser » la droite. Le ralliement au conservatisme thobérien, qui a marqué la période 1986-1988, a en effet coûté à celle-ci plus d'un électeur salarié. On voit mal que l'opposition puisse y revenir purement et simplement : ni le retour des privatisations ni même les baisses d'impôts qu'elle permettrait de financer ne sont désormais de nature à lui servir d'étendard. Lui fait défaut, toujours, un thème mobilisateur qui lui permette de créer la différence et de la rendre perceptible, dans des conditions sociales acceptables. Le schéma développé par M. Balladur consistant à décliner l'idée de changement dans quatre ou cinq domaines-clés (dont les institutions et l'éducation), par opposition aux « conservateurs » du pouvoir, n'a pas encore cette fonction.

Un « premier ministrable » naturel

En outre, le maintien à la tête du RPR et de l'UDF de personnalités incapables de rassembler la droite, et à plus forte raison au-delà, reste un handicap. Même si l'opposition paraît sagement engagée dans un processus naissant, même si elle dispose, avec M. Edouard Balladur, d'un « premier ministrable » naturel, qui s'impose par sa seule capacité de réflexion, le fait que MM. Chirac et Giscard d'Estaing soient, de nouveau, en rivalité ouverte entraine le doute sur la capacité de la

M. Rocard a gouverné trois fois plus avec la droite et le centre qu'avec le PC

Pendant les trois ans qu'il n'a pas été à Matignon, M. Michel Rocard, faute de disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, a dû compter soit sur le PCF, soit sur le centre et... ou la droite pour faire adopter ses textes. Cette recherche permanente de renforts de circonstance s'est-elle traduite, sur la période 1988-91, par un renversement d'alliance non avoué ? Une configuration socialo-centriste n'a-t-elle, au bout de compte, été le pas sur une majorité classique d'union de la gauche PS-PCF ?

Certes, le dessein initial de M. Rocard n'a pas été réalisé. Le 4 mai 1988, sur Europe 1, le futur premier ministre expliquait que l'ouverture prendrait sa « réalité » lorsqu'on se serait « aperçu, à travers sept, huit ou neuf débats législatifs », que des élus « au-delà du bloc socialiste », pouvaient se reconnaître dans la politique suivie. Invité sur la même antenne, le lendemain, à commenter les propos de M. Rocard, M. François Mitterrand estimait que, malgré une « intuition juste », ce scénario était « peu probable ».

En juin 1991, après l'arrivée de M. Cresson à Matignon, la situation au Parlement est plus proche des prévisions de M. Mitterrand que des espoirs de M. Rocard. Toutefois, seul le maintien de M. Rocard à Matignon jusqu'aux législatives de 1993 aurait permis de porter un jugement définitif sur le bilan de sa politique d'ouverture. M. Rocard, avec l'aide de son conseiller parlementaire, M. Guy Carcassonne, n'avait-il pas manqué pendant trois ans une action aussi fructueuse que discrète pour constituer un « petit » « matelot » clandestin de voix de réserve, en cas de malheur ? Certains de ces « clandestins » n'auraient-ils pas jeté le masque au moment des législatives, témoignant ainsi d'un grignotage souterrain de l'opposition ?

La multiplicité des textes et des cas de figure n'a pas permis, dans l'instance, de se faire une idée claire sur les majorités de M. Rocard. Il est maintenant possible de faire les comptes, établis à partir d'une sélection (voir l'encadré ci-dessous) de cinquante textes (1) significatifs. Or ce bilan montre qu'au Parlement M. Rocard, pour mener sa politique, s'est appuyé sur la droite et le centre pratiquement trois fois plus souvent que sur le PCF.

En dehors des votes à l'unanimité, le gouvernement, en situa-

Bilan législatif de 1988 à 1991

tion de majorité relative, a besoin, pour faire adopter ses textes, que le PS vote pour, et que l'un au moins des quatre autres groupes parlementaires s'abstienne. Dès lors, il y a trois possibilités : ou bien un vote positif du seul PS avec abstention de tous les autres groupes ; ou bien l'abstention ou le vote positif du PCF, pour contre l'opposition de l'ensemble de la droite et du centre ; ou enfin l'abstention ou le vote positif de tout ou partie de la droite et du centre pour contre un vote négatif du PCF.

Sur cinquante textes, trois ont été adoptés à l'unanimité ou à la quasi-unanimité (2). La droite et le centre, dans leur totalité, ont voté contre dix textes présentés par le gouvernement. Le PCF, lui, a voté contre dix-sept textes.

Un seul texte a été adopté avec les votes des députés socialistes et l'abstention de tous les autres groupes (il s'agit de la réforme de l'aide juridique).

Sur cinquante textes, le PCF n'en a voté que deux (la protection des consommateurs, la limitation de la détention provisoire).

Dans les deux cas, son vote positif n'était pas nécessaire, puisqu'une partie seulement de la droite et du centre avait voté contre. Les cas de figure sont les suivants :

Droite et centre pour, PCF contre : un texte.

(1) Outre les lois de finances pour 1989, 1990, 1991 et les lois de dérogation à l'application de la loi de finances pour 1989 et 1990, il s'agit des lois suivantes : loi créant le revenu minimum d'insertion (RMI) ; loi relative à la prévention des incendies ; loi relative à la convention ; loi d'orientation sur l'éducation ; réforme de la loi Méhaignerie sur le logement ; « dérogations » des entreprises privées ; loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention provisoire ; loi relative à la sécurité des étrangers en France ; loi relative à la protection des consommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale, statut public) ; diverses dispositions relatives à la réglementation des télécommunications ; loi relative à la sécurité routière (permis à points) ; loi relative à la limitation de la détention proviso

POLITIQUE

Les Verts s'interrogent sur les faiblesses de leur organisation

« Nous sommes le seul mouvement à amener à la politique des gens qui n'en ont jamais fait », nous déclare l'un des porte-parole du mouvement écologiste

Pour la première fois depuis la création du mouvement, en 1984, le conseil national des Verts devait se réunir, les 8 et 9 juin à Paris, pour examiner notamment les conséquences des prises de position de leur ancien porte-parole, M. Jean Brière, qui avait diffusé, à titre personnel, un texte jugé antisémite lors de la dernière réunion nationale des responsables écologistes (le Monde du 9 avril). Les Verts entendent un rapport sur l'état de l'organisation du mouvement, dont l'un de leurs porte-parole, M. Christian Brodier, analyse ci-après quelques-unes des faiblesses.

« Après le refus des Verts de se désister, même en cas d'élection d'un représentant du Front national, l'affaire Brière » a encore un peu plus terni leur image. Comment expliquer cette série de dérapages ?

— Il y a d'abord la réalité des faits : il n'y a aucune ambiguïté dans l'attitude des Verts face au Front national. Mais, depuis l'origine du mouvement, nous avons toujours voulu discuter avec nos électeurs de façon adulte, en refusant de négocier un « paquet de voix » avec qui que ce soit au second tour des élections. Dès lors qu'on enfreint la règle commune, à droite et à gauche, on déstabilise, on prête le flanc à un certain nombre de critiques de la part de mouvements politiques qui ont intérêt à entretenir le doute.

Quant au texte de Jean Brière, il était inacceptable et a été dénoncé comme tel. Faire jouer la démocratie dans un mouvement politi-

que, est-ce vraiment trop pour le débat politique français ?

— Deux ans après le succès des Verts aux élections européennes, cela signifie donc que vous restez toujours très fragiles ?

— Il est vrai que nous sommes toujours vulnérables. Mais chacun des problèmes que nous rencontrons apporte une expérience au mouvement. Songez que nous sommes le seul mouvement à amener à la politique des gens qui n'en ont jamais fait. Il est donc normal que nos militants aient encore beaucoup à apprendre. D'ailleurs, nul ne conteste que nos parlementaires européens et nos élus locaux ont déjà beaucoup appris et qu'ils sont souvent parmi les plus actifs dans leurs assemblées respectives.

— Vous estimez donc avoir gagné en crédibilité ?

— Oui. Au niveau local, les Verts sont devenus complètement « incontournables ». Moi-même, qui ne suis pas élu, je suis très souvent invité, dans mon département, la Loire, pour participer, au même titre que les maires ou les conseillers généraux, à des réunions sur l'aménagement du territoire, par exemple. Sur le plan national, en revanche, il subsiste une difficulté, due au fait que le jeu politique consiste à la fois à nous accorder beaucoup d'importance et à faire semblant de nous ignorer. La plus belle illustration de ce phénomène est donnée par le président de la République : il n'a jamais daigné nous recevoir. François Mitterrand et nous, nous ne sommes pas sur la même planète.

Enfin, pour nous faire mieux entendre, nous souffrons aussi de notre absence à l'Assemblée nationale, et d'un manque de moyens financiers. Nous sommes les seuls, en effet, à refuser l'aide financière des entreprises. Cela ne peut pas être sans conséquence. Mais cette faiblesse est la résultante d'un choix éthique, qui peut se révéler « payant », à plus long terme, sur le plan électoral, et pour la moralisation de la vie politique.

— Ne souffrez-vous pas aussi de l'absence d'un véritable leader qui ait autorité sur l'ensemble du mouvement ?

— Il existe : même s'il fait l'objet de critiques d'ordre esthétique ou médiatique, qui ne grandissent pas sans auteurs, Antoine Waechter a séduit l'opinion publique par sa rigueur intellectuelle. C'est lui qui incarne le passage des Verts de moins de 5 % à plus de 10 % des voix et, aujourd'hui, à 15 % des intentions de vote. Il n'est pas bon, en revanche, qu'un mouvement aussi diversifié que les Verts ne soit représenté à l'extérieur que par une seule personne. Mais, là encore, nous sommes victimes des pratiques des médias, de la télévision en particulier, qui ne veulent connaître qu'Antoine Waechter.

La vraie difficulté, pour l'avenir du mouvement écologiste, réside dans le fait que notre vision du monde constitue un message à long terme et qu'il nous faut, en même temps, répondre à toutes les sollicitations de l'actualité. Il faut pour cela améliorer notre communication, développer la formation de nos militants et nous ouvrir aux forces sociales. Aux alentours de 5 % des voix, nos lacunes pouvaient passer inaperçues. Aujourd'hui, il faut avoir réponse à tout, car beaucoup, dans la classe politique, ont intérêt à nous abattre.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX

ANDRÉ LAURENS

Le Sénat a profondément modifié le projet de réforme hospitalière

Les sénateurs ont adopté, vendredi 7 juin, le projet de loi réformant le système hospitalier. Le texte, substantiellement modifié, a été voté par le RPR et par l'Union centriste. Le groupe des Républicains et Indépendants s'est divisé entre le vote pour et le vote contre. Le groupe du Rassemblement démocratique et européen s'est partagé entre le vote pour et l'abstention. Les socialistes se sont abstenus et les communistes ont voté contre.

Après vingt-cinq heures de discussion, les sénateurs ont enfin parvenu, vendredi 7 juin, au terme du projet de réforme du système hospitalier. Au cours de la dernière séance, la commission des affaires sociales a apporté d'importantes modifications au texte du gouvernement, lesquelles se sont ajoutées à la déconcentration de la procédure d'approbation de la carte sanitaire et au rétablissement du coséjour, dans le cadre d'un statut rénové.

Les sénateurs ont ainsi décidé, contre l'avis du gouvernement, de ne pas soumettre les établissements de santé privés à but non lucratif assurant le service public hospitalier à l'obligation d'élaborer un projet d'établissement. Ils ont également précisé dans le code de la Sécurité

sociale, afin de mettre fin « à des rentes de situation », que la dotation globale tient compte de l'« activité constatée » de l'établissement.

Sur proposition du gouvernement, un amendement assouplissant les conditions de travail en permettant l'aménagement individuel des horaires hebdomadaires, en fonction des nécessités, a été inséré dans le texte. Les sénateurs ont enfin fixé un calendrier pour la planification sanitaire, destinée d'une part à dynamiser les dispositions du projet du gouvernement, et à fixer des normes juridiques à l'exercice du contrôle de l'Etat d'autre part.

M. Guy Penne (PS, Français établis hors de France) a estimé que la commission sénatoriale « avait rempli son contrat » en « satisfaisant des groupes d'influence ». Le porte-parole socialiste a exprimé son scepticisme sur les chances d'accord au sein de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat, qui doit se réunir mercredi 12 juin.

Plus optimiste, M. Durieux, ministre de la santé, a assuré qu'il existait une « majorité d'idées » sur ce texte et que les différences entre l'Assemblée et le Sénat pourraient être « réabsorbées ». Après avoir comparé la liste des points d'accord à celle des dispositions encore en discussion, M. Jean-Pierre Fourcade (RPR et ind., Hauts-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, a lui aussi affirmé « ne pas désespérer ».

L'analyse du scrutin

— 38 sénateurs ont voté contre : 16 RPR (sur 16) ; 1 RSD, dém. (M. Jean Roger) ; 1 RPR (M. Jacques Chaurand) ; 20 RPR et ind. (MM. Michel d'Aillères, Bernard Barbier, Christian Bonnet, Jean Boyer, Guy Cabanel, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jean-Claude Gaudin, Charles Jolibert, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathis, Michel Mirotou, Jean Pélissier, Michel Poniatowski, Henri de Raincourt, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, René Travert).

dem. (sur 23), 6 non-inscrits (sur 6).

— 76 se sont abstenus : 8 RSD, dém. (MM. François Abadie, Gilbert Baume, André Boyer, Louis Brives, Yvon Collin, François Giacobbi, François Leséin, Hubert Peyrou), 65 PS (sur 65), 3 RPR et ind. (MM. Maurice Arreckx, André Pourny, François Trucy).

— 3 n'ont pas pris part au vote : 1 PS (M. Marcel Debergue, nommé secrétaire d'Etat le 17 mai et qui n'a pas encore été remplacé au Sénat), 1 Un. cent. (M. Alain Pouchet, président du Sénat), 1 RPR et ind. (M. Albert Voliquin).

— 204 ont voté pour : 90 RPR (sur 91), 67 Uo. cent. (sur 68), 27 RPR et ind. (sur 51), 14 RSD.

COMMUNICATION

TF1 censure Sabatier, Jack Lang et « la Truffe »

Entre Jack Lang, ministre de la culture, et Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge, « l'Union à la Une » avait invité Jean Schalit, créateur du projet de quotidien la Truffe (le Monde du 4 mai). Mais l'émission de variétés de Patrick Sabatier, enregistrée le 28 mai, a été diffusée le 7 juin amputée de la séquence consacrée à la Truffe. Une heure et demi avant la diffusion sur TF1, Patrick Sabatier recevait de la direction générale de l'antenne un fax qui indiquait simplement : « Nous avons décidé de retirer la séquence relative au journal la Truffe car elle contient plusieurs éléments contraires à la déontologie et à la réglementation en vigueur ».

« L'examen sans complaisance de ce curieux parcours permet de mieux comprendre ce qu, au-delà de son conditionnement psychologique personnel, pouvait, chez Julien Benda, choquer le sens de la justice et le foi en la raison. »

« Car ce qui frappe aujourd'hui, note L.-A. Revah, c'est un effet que des hommes de grand talent et très respectés aient pu, dans un pays civilisé, et de vieille culture, se laisser aller à de pareilles outrances nationalistes et racistes. »

S'il y a une explication à donner, elle est peut-être, selon l'auteur, dans la tentation qui sévit alors une nation prestigieuse mais malheureuse, saignée par la première guerre mondiale, de chercher des boucs émissaires et de se réfugier dans le passé, au lieu de réfléchir aux causes de son affaiblissement. Benda lui-même cède à ce pessimisme — en quoi il était à l'unisson du pays — mais ne supporte pas, par respect de « la vraie pensée française », une dérive intellectuelle et morale qui revenait à pécher contre l'esprit.

Et, e'il y a une leçon à retenir, c'est que, les mêmes causes provoquent les mêmes effets, les Français ne doivent pas retomber dans leurs travers d'ailleurs. Que la France, parce qu'elle voit sa population vieillir, parce qu'elle réagit en termes de perte d'identité, parce qu'elle subit l'intermédiation croissante des flux et des reflux de l'économie, parce que ses frontières s'effacent, ne cède pas à ses peurs et ne se replie pas sur son égoïsme et son passé révolu. Il y aura toujours de vrais ou faux clercs pour l'encourager dans cette voie et trahir la tradition dont ils se réclament.

► Julien Benda, de Louis-Albert Revah. Plon, 266 pages, 160 F.

Visiblement contrarié par une censure qu'il subit pour la première fois, Patrick Sabatier est résolu à ne pas accepter le fait accompli : « J'ai invité Jean Schalit parce que son projet m'a séduit et que je trouvais formidable que des lecteurs puissent créer un journal. Dans la séquence supprimée on voyait M. Lang acheter des actions de la Truffe et vanter le pluralisme de la presse. Je veux qu'on m'explique en quoi tout cela est contraire à la déontologie ou à la réglementation. Dès réception du fax, j'ai téléphoné à la direction de la chaîne : il n'y avait pas personne pour justifier cette étrange attitude. J'attends le retour de Los Angeles d'Etienne Mougeotte en qui j'ai confiance car il est vice-président de la chaîne mais aussi journaliste : la liberté de la presse ne peut pas le laisser indifférent ».

Le 8 juin au matin, aucun responsable de la direction de TF1 ne pouvait être joint. Jean Schalit, étonné par Patrick Sabatier, n'avait pu obtenir aucune explication de la chaîne.

J.-F. L.

EN BREF

◻ Le câble américain rachète des salles de cinéma. — Le plus gros exploitant de réseaux câblés américains vient de racheter pour 1 milliard de dollars les 2.210 écrans du premier réseau de cinéma américain. Tele Communications Inc a pris en effet, le 7 juin, 54 % du capital de United Artists Entertainment qui, affaibli par 177 millions de dollars de pertes l'an dernier, cherchait depuis quelques mois un partenaire. Outre ses 463 salles de cinéma, United Artists apporte à TCI ses propres réseaux câblés forts de 2,6 millions d'abonnés et sa participation dans la chaîne de documentaires Discovery Channel.

◻ La CFDT appelle à la grève. — Après les six syndicats de FR 3, c'est au tour de la CFDT d'Antenne 2 d'appeler les personnels de la télévision publique à la grève pour le vendredi 14 juin. La CFDT demande notamment « l'annulation du plan de restructuration » préparé par M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2 et FR 3.

◻ Grève de la rédaction au quotidien La Voix du Nord. — A une large majorité (222 sur 309), les journalistes de la Voix du Nord ont voté le 7 juin, le reprochant à leur direction une réduction du contenu rédactionnel liée à une forte réduction de la pagination, se plaignant d'une informatisation trop rapide, de suppressions de postes et d'une absence de concertation. Le deuxième quotidien régional français, fort de ses 29 éditions, n'a pas pu sortir le 8 juin, paralysé qui risque de se prolonger puisque la rédaction a reconstruit le mouvement de grève à l'issue d'une rencontre infructueuse avec la direction. Celle-ci affirme, de son côté, avoir proposé « trois groupes de travail chargés d'étudier les propositions des syndicats ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ECONOMIQUES

M. Mitterrand et l'échec de la présidentielle de 1995

« J'aurai soixante-dix-huit ans... » LUGANO

de notre envoyée spéciale

Interrogé sur l'éventualité d'un troisième mandat, au cours de la conférence de presse qui suivait les entretiens qu'il venait d'avoir avec les dirigeants helvétiques, vendredi 7 juin à Lugano, M. François Mitterrand a répondu : « J'aurai cette époque (en 1995) soixante-dix-huit ans... et je suis encore lucide. » Le chef de l'Etat a ensuite précisé, devant un groupe de journalistes français : « J'ai des compétences que deux fois c'était déjà beaucoup. A la limite, c'est peut-être trop. Evoquant sa candidature en 1988, il a ajouté : « Six à sept ans, une fois c'est assez, mais il y a les circonstances, la pression des amis... » Sans nier que la pression des « amis » n'ont, aussi, joué un rôle.

Candidat en 1981 M. Mitterrand avait envisagé une réduction du mandat présidentiel. La querelle constitutionnelle de ses cent dix propositions disposait que : « Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans, renouvelable une fois, ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé. » En 1989, le Lettre à tous les Français du président-candidat évoquait cette révision constitutionnelle en ces termes : « Un projet de loi de 1973 prévoit de ramener de sept à cinq ans la durée du mandat présidentiel. Or, M. Pompidou, qui l'avait proposé, ne l'a soumis ni au vote populaire ni au Congrès. Il est donc resté lettre morte. Pour ne pas être accusé de considérations personnelles, je ne prendrai pas l'initiative. Mais si une large majorité parlementaire et le gouvernement s'accordent sur une mesure de ce type, j'y souscrirais. A la seule condition que le mandat ainsi réduit ne soit renouvelable qu'une fois. » A. Ch.

(Lire également page 3)

Un banquet du Front national en Saône-et-Loire

Toute la droite... sans le RPR

Depuis plusieurs semaines, M. Michel Collinot, membre du bureau politique du Front national et conseiller régional de Bourgogne, se démène pour prouver que des élus du RPR défient la direction de leur mouvement en faisant de bonnes manières au parti d'extrême droite. Aiosi M. Collinot annonce, avec force publicité dans la presse léniste, un « grand banquet pour l'union de la droite », dimanche 9 juin à Tournus (Saône-et-Loire), en présence de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et de quelques notables locaux venant du même horizon (le Monde du 9 mai).

Il vante la présence, parmi eux, d'un conseiller municipal RPR du Creusot et d'un ancien responsable de circonscription du même parti, représentant le Mouvement Initiative et Liberté. Or le premier, M. Alain Honoré, a été radié des cadres du RPR, en mai, à la demande de son secrétaire départemental, M. Roger Chandon, selon lequel l'intéressé s'est « auto-exclu » par ses prises de position, et le second, M. Robert Schuler, ne paie plus de cotisation à son parti depuis plus de cinq ans.

Enfin, M. Bernard Janisson, qui est présenté comme « conseiller municipal FN de Chalon-sur-Saône, élu en mars 1986 sur la liste de Dominique Perben », maire RPR de cette ville, s'étonne d'avoir été convoqué à ce banquet sans en avoir été averti. « Je ne serai pas là, je serai excusé, j'ai d'autres obligations », a-t-il indiqué au Monde, en manifestant une certaine réserve à l'égard d'un parti auquel il n'a pas encore renouvelé son adhésion pour 1991.

O. B.

gouverné trois fois plus et le centre qu'avec le Pr

de l'Assemblée nationale, M. Jean Brière, qui avait diffusé, à titre personnel, un texte jugé antisémite lors de la dernière réunion nationale des responsables écologistes (le Monde du 9 avril). Les Verts entendent un rapport sur l'état de l'organisation du mouvement, dont l'un de leurs porte-parole, M. Christian Brodier, analyse ci-après quelques-unes des faiblesses.

« Après le refus des Verts de se désister, même en cas d'élection d'un représentant du Front national, l'affaire Brière » a encore un peu plus terni leur image. Comment expliquer cette série de dérapages ?

— Il y a d'abord la réalité des faits : il n'y a aucune ambiguïté dans l'attitude des Verts face au Front national. Mais, depuis l'origine du mouvement, nous avons toujours voulu discuter avec nos électeurs de façon adulte, en refusant de négocier un « paquet de voix » avec qui que ce soit au second tour des élections. Dès lors qu'on enfreint la règle commune, à droite et à gauche, on déstabilise, on prête le flanc à un certain nombre de critiques de la part de mouvements politiques qui ont intérêt à entretenir le doute.

Quant au texte de Jean Brière, il était inacceptable et a été dénoncé comme tel. Faire jouer la démocratie dans un mouvement politi-

que, est-ce vraiment trop pour le débat politique français ?

— Deux ans après le succès des Verts aux élections européennes, cela signifie donc que vous restez toujours très fragiles ?

— Il est vrai que nous sommes toujours vulnérables. Mais chacun des problèmes que nous rencontrons apporte une expérience au mouvement. Songez que nous sommes le seul mouvement à amener à la politique des gens qui n'en ont jamais fait. Il est donc normal que nos militants aient encore beaucoup à apprendre. D'ailleurs, nul ne conteste que nos parlementaires européens et nos élus locaux ont déjà beaucoup appris et qu'ils sont souvent parmi les plus actifs dans leurs assemblées respectives.

— Vous estimez donc avoir gagné en crédibilité ?

— Oui. Au niveau local, les Verts sont devenus complètement « incontournables ». Moi-même, qui ne suis pas élu, je suis très souvent invité, dans mon département, la Loire, pour participer, au même titre que les maires ou les conseillers généraux, à des réunions sur l'aménagement du territoire, par exemple. Sur le plan national, en revanche, il subsiste une difficulté, due au fait que le jeu politique consiste à la fois à nous accorder beaucoup d'importance et à faire semblant de nous ignorer. La plus belle illustration de ce phénomène est donnée par le président de la République : il n'a jamais daigné nous recevoir. François Mitterrand et nous, nous ne sommes pas sur la même planète.

Enfin, pour nous faire mieux entendre, nous souffrons aussi de notre absence à l'Assemblée nationale, et d'un manque de moyens financiers. Nous sommes les seuls, en effet, à refuser l'aide financière des entreprises. Cela ne peut pas être sans conséquence. Mais cette faiblesse est la résultante d'un choix éthique, qui peut se révéler « payant », à plus long terme, sur le plan électoral, et pour la moralisation de la vie politique.

Ne souffrez-vous pas aussi de l'absence d'un véritable leader qui ait autorité sur l'ensemble du mouvement ?

— Il existe : même s'il fait l'objet de critiques d'ordre esthétique ou médiatique, qui ne grandissent pas sans auteurs, Antoine Waechter a séduit l'opinion publique par sa rigueur intellectuelle. C'est lui qui incarne le passage des Verts de moins de 5 % à plus de 10 % des voix et, aujourd'hui, à 15 % des intentions de vote. Il n'est pas bon, en revanche, qu'un mouvement aussi diversifié que les Verts ne soit représenté à l'extérieur que par une seule personne. Mais, là encore, nous sommes victimes des pratiques des médias, de la télévision en particulier, qui ne veulent connaître qu'Antoine Waechter.

La vraie difficulté, pour l'avenir du mouvement écologiste, réside dans le fait que notre vision du monde constitue un message à long terme et qu'il nous faut, en même temps, répondre à toutes les sollicitations de l'actualité. Il faut pour cela améliorer notre communication, développer la formation de nos militants et nous ouvrir aux forces sociales. Aux alentours de 5 % des voix, nos lacunes pouvaient passer inaperçues. Aujourd'hui, il faut avoir réponse à tout, car beaucoup, dans la classe politique, ont intérêt à nous abattre.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX

ANDRÉ LAURENS

COMMUNICATION

TF1 censure Sabatier, Jack Lang et « la Truffe »

Entre Jack Lang, ministre de la culture, et Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge, « l'Union à la Une » avait invité Jean Schalit, créateur du projet de quotidien la Truffe (le Monde du 4 mai). Mais l'émission de variétés de Patrick Sabatier, enregistrée le 28 mai, a été diffusée le 7 juin amputée de la séquence consacrée à la Truffe. Une heure et demi avant la diffusion sur TF1, Patrick Sabatier recevait de la direction générale de l'antenne un fax qui indiquait simplement : « Nous avons décidé de retirer la séquence relative au journal la Truffe car elle contient plusieurs éléments contraires à la déontologie et à la réglementation en vigueur ».

« L'examen sans complaisance de ce curieux parcours permet de mieux comprendre ce qu, au-delà de son conditionnement psychologique personnel, pouvait, chez Julien Benda, choquer le sens de la justice et le foi en la raison. »

« Car ce qui frappe aujourd'hui, note L.-A. Revah, c'est un effet que des hommes de grand talent et très respectés aient pu, dans un pays civilisé, et de vieille culture, se laisser aller à de pareilles outrances nationalistes et racistes. »

S'il y a une explication à donner, elle est peut-être, selon l'auteur, dans la tentation qui sévit alors une nation prestigieuse mais malheureuse, saignée par la première guerre mondiale, de chercher des boucs émissaires et de se réfugier dans le passé, au lieu de réfléchir aux causes de son affaiblissement. Benda lui-même cède à ce pessimisme — en quoi il était à l'unisson du pays — mais ne supporte pas, par respect de « la vraie pensée française », une dérive intellectuelle et morale qui revenait à pécher contre l'esprit.

SOCIÉTÉ

SCIENCES

À la suite de fautes graves en matière de sûreté

Un atelier de fabrication de combustible nucléaire fermé à Pierrelatte

VALENCE

de notre correspondant

Des incidents de manutention qui entraînent la chute de 33 kilos de poudre d'uranium, alors que le maximum autorisé est de 15 kilos. Le lendemain, dans le même atelier, cinq conteneurs remplis de granulés d'oxyde d'uranium enrichi ont été déposés sur le sol, et non sur la table prévue à cet effet. Un chariot élévateur, effectuant une fausse manœuvre, a fait tomber cinq conteneurs en contact, alors qu'ils devaient impérativement rester éloignés d'en moins quinze centimètres.

Lacunes évidentes

Ces deux violations des règles de sûreté amènent la DSIN à se montrer exigeante pour le redémarrage de l'atelier, qui a été fermé. Ce redémarrage ne devrait intervenir qu'après «examen des propositions de l'exploitant pour améliorer les procédures d'exploitation et la culture de sûreté du personnel».

Ces deux incidents surviennent au moment où des lacunes notables ont été mises en évidence dans la surveillance de l'activité de plusieurs autres entreprises nucléaires du même site du Tricastin. Au cours d'une réunion à Valence, jeudi 6 juin, de la Commission d'information sur les équipements énergétiques du Tricastin, des responsables des deux usines, de la COGEMA et de COMHUREX,

ont avoué que ces installations fonctionnaient depuis près de dix ans sans autorisation officielle pour l'évacuation des effluents liquides ou gazeux. Ces autorisations sont délivrées par le ministère de la Santé, qui fixe ainsi le taux de pollution toléré. COGEMA (qui assure la défluoration et la gestion des conteneurs) et COMHUREX (fabricant d'hexafluorure et de fluorure d'uranium) affirment avoir effectué des demandes répétées auprès du ministère de la Santé, qui n'aurait pas donné suite. Le conseil général de la Drôme a décidé d'interpeller le ministre de la Santé sur cette «illégalité de fonctionnement».

La commission a reproché à la direction de la centrale nucléaire du Tricastin de ne pas faire preuve de transparence : alors qu'elle doit communiquer régulièrement à cette commission les mesures des rejets qu'elle effectue, la centrale du Tricastin marque le pas. Les relevés effectués en 1989 ont été communiqués en décembre 1990 et les mesures de l'an dernier n'ont été transmises à la commission que deux jours avant sa réunion.

GÉRARD MÉJEAN

(1) Ancien Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), devenu une direction du ministère de l'Industrie.

Incident à la centrale de Belleville-sur-Loire

Un incident affectant la sûreté s'est produit le 24 mai dernier à la centrale de Belleville-sur-Loire (Cher), lors d'une intervention sur le circuit primaire d'eau de refroidissement du réacteur numéro 2, à l'arrêt pour visite complète et rechargement en combustible.

Cette opération, délicate (un manque d'eau pourrait entraîner une surchauffe du réacteur), est surveillée à l'aide de cinq types de mesures différents. Deux d'entre eux, les contrôles optique et par ultrasons du niveau de l'eau se sont révélés défaillants à la suite

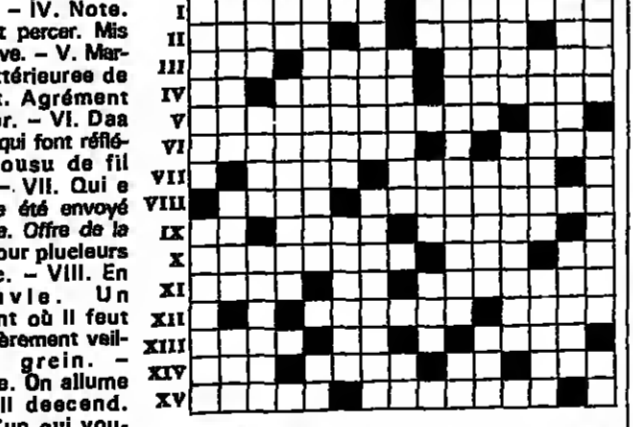
d'un défaut de réglage. Les indications des trois autres (bilan du débit d'eau aux vannes du circuit, mesure de l'intensité électrique et celle du débit d'eau sur les pompes), ont permis aux techniciens d'éviter de descendre au-dessous des niveaux minima. La Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) a cependant décidé de classer cet incident au niveau 2 sur l'échelle de gravité, «comme tous des deux derniers incidents indépendants de systèmes importants pour la sûreté au cours d'une même séquence».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5537

HORIZONTALEMENT

1. Fut administré à ceux qui ne voulaient pas rester gentils. Qui n'est donc pas comme chez lui. - II. Un spécialiste des échecs. Fit de grandes conquêtes en Afrique et en Asie. Période. - III. Mot de reconnaissance. Est vraiment éloquent. Un peu trop sué. - IV. Note. Qui peut percer. Mis en réserve. - V. Marque étrangère de respect. Agrément étranger. - VI. Daa travaux qui font réfléchir. Cousu de fil blanc. - VII. Qui a peut-être été envoyé au diable. Offre de la place pour plusieurs. - VIII. En Moldavie. Un bâtiment où il faut particulièrement veiller au grain. - IX. Note. On allume quand il descend. Quelqu'un qui voudrait nous dépasser. X. Présents pour les fêtes. A gougout des débuts marqués. - XI. N'arrive pas. Pronom. Qui n'a pas d'emploi. - XII. Font du nouveau. Un gouffre. - XIII. Un impair pour celui qui veut faire ses preuves. Possessif. Qui n'a rien coûté. - XIV. Ruminant disparu. Durt à la cuisson. Un grand drame. Direction. - XV. Utile pour le parfumeur. Donne des fruits acides.



VERTICALEMENT
1. Bien bouffer. Une femme qui peut se trouver trop houlée. - 2. Pique en été. C'est complet quand il n'en manque pas un légume. - 3. Gracque. Rumine dans les Andes et prie au Tibet. Un prince qui ne manquait pas de tout. - 4. Utile pour le dessinateur. Était portée à l'office. - 5. Mot qui vaut un renvoi. Évoque un joli bouton. - 6. Il faut la payer avant de prendre les bratelles. Pea renuant. - 7. Pas retenu. Sont vraiment très meurtriers. - 8. Peut être assimilé à un accident de terrain. Cri d'horreur. - 9. Qui doit être acquitté. Dix sur dix. Cause en Europe centrale. - 10. Mise en demeure. Apparu. - 11. Ne sont pas hâtards quand ils sont persis. Un tout petit Etat. Particule. - 12. Dans la Grande. Blanc quand on ne se mouille pas. - 13. Charge ancienne. Plaine de feu. - 14. Dans le Périgord. Peut-être être de la femme de «chemise». - 15. Héros ancien. Qui risque d'exploser. Qu'un n'a pas fait circuler.

Solution du problème n° 5536

Horizontalement

1. Pédicel. - II. Oreste. Nu. - III. R. Eames. - IV. Tonus. M. - V. In. Temple. - VI. Tonus. M. - VII. Repu. Us. - VIII. Pépites. - IX. St. Asa. AM. - X. Asa. Naga. - XI. Sel. Osier.

Verticalement

1. Portier. Sas. - 2. Arion. Epici. - 3. Td. Ope. B. - 4. Isart. Upas. - 5. Steas. Is. - 6. Sam. Moutons. - 7. Empuse. At. - 8. Ensis. Saga. - 9. Ru. Last. Mer.

GUY BROUTY

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros

Les «marines» de Nick Bollettieri

Pour la première fois depuis 1954, la finale du simple messieurs des Internationaux de France de tennis devait opposer deux Américains, dimanche 9 juin, au stade Roland-Garros. Ce tournoi du centenaire est aussi une consécration pour un entraîneur américain controversé, Nick Bollettieri, qui a formé les deux finalistes, André Agassi et Jim Courier, ainsi que la Yougoslave Monica Seles, finaliste du simple dames.

Lorsqu'ils se rencontrèrent quotidiennement sur les courts de la Nick Bollettieri Tennis Academy à Bradenton (Floride), André Agassi et Jim Courier imaginaient-ils déjà qu'ils se retrouveraient quelques années plus tard en finale de Roland-Garros? Jamais sans doute, dans l'histoire de ce tournoi centenaire, deux finalistes n'avaient appris le tennis ensemble. Le destin des deux joueurs paraît d'ailleurs si étroitement lié que, même à Roland-Garros, ils n'ont pu éviter d'être opposés depuis trois ans. Jim Courier l'avait emporté en 1989 en seizième de finale, et André Agassi l'an dernier en huitièmes, avant la belle de cette année en finale.

Si la présence à ce stade de ces deux joueurs constitue une consécration pour l'école de Nick Bollettieri, l'entraîneur américain, toujours très remarqué à Roland-Garros pour sa collection de lettres de soleil très fantaisistes, n'a pas le cœur partagé dimanche. Depuis longtemps, il a choisi de s'occuper en priorité d'André Agassi. Réaction de dépit, comme le prétend Nick Bollettieri? Jim Courier a demandé à José Higueras, demi-finaliste à Roland-Garros en 1982 et 1993, de s'occuper de lui. «C'était nécessaire pour moi de jouer plus intelligemment, explique-t-il. José m'a appris à jouer au tennis plus qu'à frapper les balles».

Une bonne douzaine de professionnels, comme Kathleen Horvath, Jimmy Arias, Carling Bassett, Pam Casal, Pablo Arraya, Mike Delmon, Chip Hooper, Aaron Krickstein, Monica Seles, André Agassi ou Jim Courier sont sortis de l'école de Nick Bollettieri depuis dix ans, mais celui-ci reste l'un des entraîneurs les plus controversés. Ses détracteurs lui reprochent de prendre des enfants trop jeunes pour en faire des champions précoces et stéréotypés, dotés le plus souvent d'un redoutable coup droit mais usés physiquement et psychologiquement avant vingt-cinq ans.

«Capacité, discipline, vocation»

Contrairement à la plupart des grands entraîneurs actuels, Nick Bollettieri n'a jamais été qu'un joueur médiocre. Né il y a cinquante ans dans une famille juive de Bronx, de parents d'origine napolitaine, il a commencé sa vie professionnelle en s'engageant pour quatre ans dans les parachutistes. Pour financer ensuite ses études de droit à Miami, il a donné ses premières leçons de tennis. C'est à qu'en 1961 il a découvert un garçon de neuf ans nommé Brian Gottfried, dont il s'est occupé quelque temps avant qu'il ne devienne le quatrième joueur du monde en 1977.

Chaleureux, exubérant, volontiers flatteur, Nick Bollettieri a toujours su se faire des relations. Invité pour trois jours chez les Rockefeller, il est devenu leur professeur titré pendant plusieurs années, passant les étés dans leur domaine de Roseton Hills, près de New-York, et les hivers dans leur résidence de Porto-Rico. Après une première tentative pour fonder une académie de tennis à Port-Washington, il s'est installé à Bradenton, sur la côte du golfe du Mexique.

«Adoré ou haï»

«Au début, j'avais l'impression d'être un esclave, nous racontait alors Jimmy Arias, qui était devenu le quinze ans le plus jeune joueur à accéder au classement de l'Association des professionnels. J'avais les boyaux noués par la façon dont Nick hurlait. C'était comme à l'armée. Pourtant, quand ma mère, qui me passait tous mes caprices, me téléphonait pour me dire qu'elle ne venait pas plus souvent à la maison, j'étais embarrassé pour lui répondre que c'était parce que je ne la voulais pas».

Tout à tour adoré et haï par ses élèves, ce Mister Hyde et Docteur Jekyll du tennis est, en fait, aussi perfectionniste, exigeant et tatillon avec lui qu'avec ses stagiaires. Ses moniteurs se moquent gentiment de ses manies (comme celle de laver sa voiture et de la recouvrir d'une couverture après chaque utilisation). L'intendant traitait aussi la poussière dans les chambres. Si l'enfant trouvait pas en passant le doigt sur les meubles, il se dirigeait vers le rideau, le secouait et pouvait infliger une semaine de corvée de vaisselle pour la chambre.

«Cela fait aussi partie de mon système d'éducation», expliquait Nick Bollettieri. Il faut que les jeunes s'habituent à ce qu'ils considèrent comme une injustice. La plupart des champions de tennis ont dû accepter une balle qu'ils jugent bonne, l'espérer qu'ils l'accepteront plus facilement. Ou au moins que cela perturbera moins leur concentration et leur jeu».

«Le milieu du tennis professionnel est une jungle, ajoutait-il, avec des tentatives pour ceux qui réussissent. Le caractère, la volonté de vaincre, s'acquiert entre onze et quinze ans. Un bon joueur et à plus forte raison un champion doivent se fabriquer très tôt. A quinze ans, le mental est déjà formé. Sous le physique et la technique peuvent encore évoluer». Peu nombreux, cependant, ont été ceux qui ont résisté moralement ou physiquement à ce régime. Les ruptures avec l'entraîneur ont souvent été brutales. La dernière en date a été celle avec Monica Seles, dont le père a eu des mots très durs sur celui qui a pris en charge la jeune Yougoslave pendant deux ans. Aujourd'hui, les conditions de vie se sont sensiblement adoucies à l'académie, dont le principal acronyme est devenu la firme de management sportif de Mark McCormack, IMG.

Lorsqu'ils débarquent dans les tournois de jeunes aux États-Unis, les élèves de Nick Bollettieri ont un surnom : les «marines». André Agassi et Jim Courier seront donc dimanche les deux premiers «marines» à investir Roland-Garros pour y remporter enfin un tournoi du Grand Chelem.

GÉRARD ALBOUY

Les résultats du vendredi 7 juin

SIMPLE MESSIEURS

(Demi-finales)

Courier (E-U, n° 9) b. Stich (All, n° 12), 6-2, 6-7, 6-2, 6-4; Agassi (E-U, n° 4) b. Becker (All, n° 2), 7-5, 6-3, 3-6, 6-1.

LIGNES

Cyclotymie

Donc, la finale de Roland-Garros se déroulera entre Américains. Cette particularité n'est pas nouvelle depuis trente-sept ans n'est pas forcément un gage de ressemblance entre les joueurs. Courier et Agassi diffèrent autant que s'ils venaient d'écoles et de continents lointains.

Le premier a quelque chose de soudé, de patout, dans ses gestes et sa tactique. Le second, on connaît sa fantaisie, qui ne se marque pas seulement dans ses superpositions de collants violents et de jeans gris ; physique et jeu sont d'un dérangeur, d'un empêchement de renvoyer en rond.

C'est sans doute cet «emploi», au sens théâtral du mot, qui a déseillé son vis-à-vis, plus que la forme d'Agassi, assez moyenne lors de ces demi-finales. La contre-performance de l'Allemand pose la question tant de fois agitée dans les vestiaires : le gagnant n'est-il pas vraiment meilleur, c'est le perdant qui n'a jamais été pire. Autrement dit : les séries de fautes directes qui font les défaites retentissantes sont-elles indirectement provoquées par les réussites d'en face, ou sont-elles fomentées par le seul vaincu?

Dès le premier set, Becker gâche l'effet de plusieurs aces consécutifs par des fautes imparablement indignes d'un champion de son niveau. 7-5 pour Agassi : c'est justice. La deuxième manche devrait trouver un Allemand résolu à rétablir l'équilibre : au contraire, on le voit collectionner les fautes, perdant son service, concédant un jeu blanc, à découvrir, dirait-on, qu'une mortelle suite d'une autre mortelle en retour.

Tout se passa comme si Becker perdait subitement toute intelligence tactique, bien avant d'être dominé ou à court de souffle. 6-3 contre lui. L'écart se creuse, à chaque point.

Retours d'affection

Le troisième set (6-3) ne sera pour Becker qu'un de ces surebuts dans les joueurs se sentent pertinemment qu'ils sont sans lendemain. Agassi s'assure 3-1 en prenant le service de l'Allemand. C'est le signal de la débandade. Il n'y a plus de match.

Becker subit un ne sait quel affaissement intime qui n'est pas de la fatigue et qui reste un des mystères de la cyclotymie tennisistique. Le champion ainsi frappé d'importance se met, c'est connu, à lancer sa raquette en l'air, à injurier le ciel, à ridiculiser ses propres mouvements. En pensée, il s'est déjà inscrit au golf.

En face, on sait bien que ces instants de reddition peuvent s'interrompre. A profier de suite. Agassi n'est pas homme à laisser passer l'occasion. Lui si fier d'échanges à distance, il monte, eriole, diste, et il tend si fort ses revers qu'on s'étonne de les voir passer le filet sans heurter la bande. Un ace conclut le quatrième set, dont le 6-1 traduit le déséquilibre sans appel.

Ces dernières années, les joueurs, en fin de partie, se seraient ébahement le main, suite logique des bras d'honneur dont ils ponctuaient les échanges. Puis vint une légère tape du vainqueur dans le dos du vaincu. Depuis plusieurs tournois, on assiste à un véritable retour d'affection sur les courts. Vendredi, les deux pairs de demi-finalistes étaient au bord de s'étreindre.

Ces progrès plutôt étonnants vers une relativisation des enjeux contrastent avec le vocabulaire de la plus en plus violent des commentateurs.

BERTRAND POIROT-DELPECH

CULTURE

DANSE



William Forsythe et le Ballet de Francfort au Châtelet

Avant d'incendier (pour la première fois) la cour d'honneur du palais des Papes, au prochain Festival d'Avignon, Big Billy, ses pompes et ses œuvres (et ses fabuleux danseurs) reviennent au Châtelet, désormais leur seconde résidence, pour huit représentations. Avec *Limbo's Theorem*, déjà présenté en octobre dernier (notre photo), et avec trois créations pour Paris : *No Wild Ones*, un ballet d'Amanda Miller, danseuse dans la compagnie, *The Vile Parody of Address at The Second Detail* (écrit par le compositeur de Forsythe, Sörensen de nouvelles sur-

prises, de nouveaux chocs. Comme la public de Francfort, d'abord très réticent à aujourd'hui enthousiaste, le public parisien commencera à être envoûté par l'insolite splendeur des chorégraphies, du découpage, du montage et des éclairages, ces sortilèges forsythiens toujours renouvelés. Et par les musiques toujours stupéfiantes de Thom Willems, son compositeur-fétiche.

S. de N.

Théâtre du Châtelet, du 10 au 20 juin à 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40.

Géométrie dans l'espace

Danses allemandes à Beaubourg

Étonnante, cette Arla Siebert, qui arrive de Dresde pour danser à la mémoire de Dore Hoyer, grande figure de l'expressionnisme allemand. *Affectus Humanus*, une chorégraphie de 1989 sur la venue, l'enfance, la haine, la peur et l'amour, est un solo étonnant qui aurait pu être écrit avant guerre. De même *Herschel* (bâtiments de cœur), qui date de 1987, ressemble aux danses des années 50-60 en France, fortement influencées à l'époque par le courant allemand.

On a savouré un morceau inattendu avec le Théâtre der Klänge, qui regroupe compositeurs, danseurs et plasticiens en vue de remonter les spectacles de la scène allemande.

que du Bauhaus. Ces reconstitutions, à partir de documents, donnent lieu à des créations fidèles à l'esprit et à la philosophie du mouvement fondé à Weimar en 1919 par Walter Gropius. *Das mechanische Ballet* de Kurt Schmidt fut présenté pour la première fois à l'été 1923 : des formes géométriques aux couleurs primaires avancent toujours de profil, manipulées par des danseurs cachés derrière des assises, assises, assises, qui les mouvements métamorphosent en créatures humaines ou animales. Une magistrale leçon de travaux pratiques chorégraphiques.

On a pu également assister à l'*Excentric Ballet* de Laszlo

Moholy-Nagy, découvert à l'état de script : une chorégraphie (mise au point par Malou Airoldi) d'objets qui bougent sur d'étranges bruits industriels, dans un décor constructiviste : un univers tridimensionnel, en perpétuel mouvement, passait de l'ordre au chaos et du silence au fracas. On espère que le groupe Maja Lex, qui doit cette manifestation, nous convaincra davantage que lors de son passage au concours de Bagnolet 90.

DOMINIQUE FRÉTARD

Maïa Lex, 107 et B. à 18 h 30, Centre Georges-Pompidou, grande salle. Tél. : 42-74-42-19.

MUSIQUES

La Roumanie expose son avant-garde

Sitôt sortie de la dictature, la patrie d'Enesco s'est inventé un festival de musique contemporaine

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« Depuis quelques jours, la musique est en fête. Une fête unique, jusqu'ici, dans l'histoire de notre culture. Ce festival d'émancipation est, sans conteste, une épreuve téméraire. Nous avons assumé de grands risques... »

Il est rare, de ce côté-ci de l'Europe, de voir le directeur d'un festival s'exprimer ainsi à propos d'une manifestation qu'il a lui-même fait naître. Dès l'ouverture, à la fin du mois dernier, de la première Semaine internationale de Musique nouvelle de Bucarest, le ton de l'auto-congratulation était donné par Stelian Niculescu. Cette année-là, le festival lui-même est l'un des héritages les plus précieux de l'ère communiste. Elle semble coller encore à la pensée qui, par leur culture et leur connaissance de l'Occident, devraient savoir désormais garder leur sang-froid. Mais le courage de la lucidité s'exprime également. L'étonnant est que ce consensus soit sérieusement accepté par les jeunes générations dont on pouvait croire qu'elles prendraient plus vigoureusement leur sort en main. Cela ne concerne, il est vrai, que la musique, l'art en général, et ne s'étend pas à la politique, où la contestation est, comme on sait, beaucoup plus virulente, malgré les ruses du pouvoir. Il n'y a pas eu, dans la musique roumaine, de vrai conflit de génération, au moins depuis le début des années 70. Avant cette date, la compétition entre les styles était déguisée en « combat idéologique ». Plus tard, le pouvoir a passé un pacte tacite avec les artistes, privés de toute communication avec les autres composantes de la société. En échange, la liberté leur

était laissée d'établir entre eux une hiérarchie à usage interne, à condition qu'elle ne sorte pas de la corporation. Cette hiérarchie reflète à l'époque les valeurs réelles ; elle en stoppa seulement le renouveau. Même maintenant, les jeunes compositeurs ne semblent pas prêts à remettre ce fonctionnement en cause. Celui qui le conteste — ainsi, l'ancien Dumitrescu, marginalisé pendant des années — est considéré comme un fou.

Instaurer le dialogue

De cette première Semaine internationale de la Musique nouvelle, on pouvait craindre le pire. Au temps de la dictature, la culture était un pis-aller. Mais le respect a toujours été enraciné dans ce pays envers la recherche intellectuelle et artistique. Et grâce à une information bien orchestrée, des salles a priori trop vastes pour un festival d'avant-garde se sont retrouvées convenablement remplies. On vit même la télévision, naguère si contestée pour sa partialité, enregistrer tous les concerts du festival. Et même en diffuser en direct un bon nombre.

D'autres musées aux noms étranges (l'Association française d'action artistique, le Deutscher Musikrat, le British Council) se sont penchés sur le nouveau-né pour lui garantir une certaine sécurité financière. Quant au père (le ministère de la culture roumain) et la mère (l'Union des compositeurs), ils ont déposé jusqu'à leurs derniers sous.

Ce sont les arguments financiers, au point de vue, qui avaient exclu pendant des années la musique contemporaine internationale. Le principal but de cette première édition fut donc l'instauration du dia-

logue. Entre les compositeurs roumains et leur homologues étrangers. Entre les musiciens travaillant en Roumanie et leurs confrères exilés. Les compositeurs de Bessarabie n'ont pas non plus été oubliés.

Il faut noter que les orchestres roumains ont la pratique de la musique contemporaine (autochtone) : il a longtemps été obligatoire d'inscrire une pièce récente du répertoire national au programme de chaque concert symphonique. Aujourd'hui en perte de vitesse — rentabilité libérale oblige — cette pratique a contribué à la naissance de compétences solides, également apparentes dans la musique de chambre. L'Orchestre national de la radio et le chef Cornel Dumbraveanu (il vit aux

Pays-Bas) ont ainsi donné lors du festival une version mémorable de *Jonchies*, de Xenakis et de *Knox-Op-Pax*, de Scelsi. Le quatuor Belanescu, basé en Grande-Bretagne, a montré une fantaisie du détail et une cohérence à la mesure du *Fragment-Still*, d'An Dronot. Quant au trio Contraste, dont les membres appartiennent à l'Orchestre philharmonique de Timisoara, il joue avec une adresse et une science du relief parfaites.

Parmi les interprètes invités figuraient naturellement les amis de longue date de la musique roumaine : Pierre-Yves Arnaud, Barrie Webb, Daniel Kienitz, l'ensemble Antidigma de Turin. L'un des concerts les plus accomplis, signé

par l'ensemble Concertino, composé d'étudiants du Conservatoire de Bucarest, a prouvé que cet établissement demeure l'une des écoles d'interprétation les plus efficaces d'Europe. Les mêmes qualités se retrouvent dans les ensembles spécialisés, constitués à la base comme partout autour de compositeurs reconnus : Ars Nova autour de Cornel Tarazu ; Hyperion autour d'Ianau Dumitrescu ; Archæus autour de Liviu Danescu. Notons que la prolifération des ensembles de musique contemporaine en Roumanie est aussi héroïque qu'artificielle, aussi longtemps que les instrumentistes acceptent, selon une vieille pratique, de jouer sans être payés.

La musique roumaine exige d'être écoutée avec une grande disponibilité d'esprit : lente, sa progression s'opère par transformations continues. S'agit-il d'une école au sens propre ? L'unité de cette école viendrait alors d'un traitement spécifique de la variation et de l'ornement, dont l'origine se situerait dans la musique vocale et les traditions orales. Ainsi la musique roumaine se démarque aussi bien des courants répétés à l'américaine que de la dialectique industrielle et empressée de notre Europe occidentale (étonnante *Musique spectrale* pour saxophone et bande de Calin Ioachimescu). La jeune génération ne craint plus guerre, à la base comme ici, à la perspective et à l'expérimental : un Horatiu Radulescu reste une exception dans son pays d'origine comme dans ses pays d'adoption. On respecte en Roumanie la solidité de la forme. On montre une prédilection inquiétante pour les défis purement académiques (qui n'ont rien à voir avec le transformationnisme inventif d'un maître comme Tiberiu Olah). On ne recbigne pas à une rythmique

ostensiblement régulière. Rien à voir avec l'ambiguïté assumée d'un Mihai Mircea Celariaru, ou les dérapages surveillés d'un Constantin Micreanu, à ranger l'un et l'autre du côté d'un post-modernisme bien tempéré.

Paradoxe en régime communiste, l'enseignement de la composition musicale a longtemps été assuré en Roumanie par des compositeurs éclairés, informés, pleinement engagés dans l'avant-garde. C'est à Octavian Nemescu, professeur au Conservatoire de Bucarest depuis la chute du régime totalitaire et champion de l'inconfort intellectuel, de veiller à la pérennité de cet esprit spéculatif. Reste à savoir si les élèves des classes de composition acceptent de relever le défi de leurs aînés ou se laisseront bercer, comme ils le font dans d'autres pays, par des certitudes néoclassiques de l'écriture fétichiste. Lors de cette première exposition internationale des jeunes musiques roumaines, un concert signé par les étudiants-compositeurs s'est révélé plus inventif par son déroulement scénique que dans sa substance musicale propre. Mais penser un spectacle avec anticonformisme, c'est déjà s'arracher à la routine et remettre en question les préceptes académiques.

COSTIN CAZABAN

Le 21^e Festival international de musique expérimentale de Bourges, qui se poursuit jusqu'au 15 juin, accueille dimanche 9 à 22 h 30, sous l'étiquette « Perspectives Roumaines », l'ensemble Archæus (œuvres de Brindus, Celariaru, Danescu, Iorgulescu, Nemescu, Niculescu, dont le plus part en création française). Tél. : 48-20-45-51.

CINÉMA

La première fois

Pour son nouveau film, « J'embrasse pas » André Téchiné a dû se plier aux diktats du « prime-time »

« Ce qui est passionnant avec les adolescents, c'est qu'ils font tout pour la première fois », disait François Truffaut. *J'embrasse pas*, le nouveau film d'André Téchiné est l'histoire d'un adolescent. Un garçon (Mannel Blanc, lui-même nouveau venu au cinéma) débarque de ses Pyrénées natales, à Paris où l'attendent épreuves et rencontres. Une initiation à la vie et une découverte de soi-même, qui pourrait constituer le pendant masculin du si beau *Rendez-vous*, réédition de Juliette Binoche il y a six ans.

« Le personnage découvre différents territoires, des territoires mentaux ou affectifs, ontout que géographiques, explique le réalisateur de *Souvenirs d'en France*. Je ne peux pas résumer le film : je me suis mis dans la même situation que son héros, découvrant les situations au fur et à mesure qu'elles se présentent. La fin du film, tournée dans la chronologie, évolue sans cesse. Même s'il y a évidemment un fil conducteur, d'ailleurs modifié en cours de tournage au gré de conversations avec l'écrivain Michel Grisolia. »

A l'aube, André Téchiné achève la mise en boîte de son ultime séquence parisienne : toute la nuit, dans le décor naturellement expressionniste des voies de chemin de fer à proximité de la gare d'Austerlitz, il a dirigé son jeune interprète et Emmanuelle Béart (1) dans le dédale des rails, le fracas des trains, les ombres inquiétantes d'un terrain vague du bout du monde, du bout de la misère et de la déchéance. Pas de brouillard au pont de Tolbiac, ce soir-là, mais des destins de fer découpés par les projecteurs du chef opérateur Thierry Arbogast, et qui dessinent le liseré d'une scène de cauchemar.

Comme toujours un tournage est une machine, avec ses rythmes et ses engrenages. Et comme toujours Téchiné, sibyllote d'ébassier décapant arpentant le terrain encombré de caillasses et de câbles, casse le fonctionnement de la machine parlant longuement à voix basse, penché vers ses comédiens. Il y a, comme d'habitude, de l'inquiétude dans ses gestes, une angoisse dans sa voix. Mais une certaine jubilation aussi : il s'agit d'un tourné depuis 1987, et il a eu un moment d'attente plus long temps encore.

Après les *Innocents*, il batailla

longuement pour mettre sur pied un grand projet au Brésil avec son interprète d'*Hôtel des Amériques* et du *Lieu du crime*, Catherine Deneuve. Combat perdu. D'après un récit en grande partie autobiographique du comédien Jacques Nolot, Téchiné écrit alors la trame de *J'embrasse pas*. Nouvelles difficultés de financement, dont témoigne la structure de production en forme de poupée russe : Eric Eumann (de Paradis Films), Jean Labadie (de Bac Films), Jacques-Eric Strauss (de Président Films), Maurice Bernart (d'Alliance Films).

Une version expurgée

Rares sont les films qui peuvent aujourd'hui, en France, se montrer sans le soutien d'une chaîne de télévision (autre Canal Plus, présent dans pratiquement toutes les productions françaises). Mais, effarouchés par la vision « audacieuse » de Téchiné (« certains ont même dit scabreux », lâche-t-il dans un sourire navré), les télé refusent ce sujet où l'homosexualité joue un rôle important. Jusqu'à ce que le rachat de la Ciné publique amène un nouveau responsable à sa filiale cinéma, Roger-André Larrieu, lui, dit « banco ! ». Mais posera ses conditions.

Les exigences de la chaîne constituent également une « première fois », peut être aussi une histoire de viol. Pour participer au financement du film, la Ciné obtient le droit de couper des scènes afin de ne pas troubler le public familial du *prime-time*. On connaît les « doubles versions », une pour le grand écran, une pour le petit, voici l'avenement officiel de la version expurgée. André Téchiné, qui n'a tourné aucune scène spécialement destinée à la télé, ne désespère pas que son film soit « osé : fort pour qu'il n'ait rien de l'envie d'y toucher ».

Mais il se souvient avec amertume de son unique rencontre avec les responsables de la Ciné : Roger-André Larrieu, érayon rouge en main, rayant les scènes et les phrases du dialogue ne correspondant pas à son idée du public. « Mais je n'en pouvais plus de ne pas filmer, j'ai accepté le couteau

sous la gorge. C'est une situation de censure très claire », reconnaît André Téchiné, avant de remarquer : « Le rejet par les autres chaînes est aussi une forme de censure. Au moins mon film conservera son intégrité dans les salles. » En effet, bien souvent, sous la pression du commanditaire audiovisuel, des auteurs sont obligés de pratiquer l'autocensure et d'altérer leur scénario avant le tournage. Au moins *J'embrasse pas* existera, sur grand écran (et sur Canal Plus), tel que l'a conçu Téchiné.

Même argumentation *à minima* chez les défenseurs patentés des auteurs, qui n'en peuvent mais. Jack Lang affirme faire confiance à « la virtuosité d'intelligence et l'imagination d'André Téchiné » pour tirer parti des interdits et espère que « cela donnera envie aux gens d'aller plutôt voir le film en salle ». A la Société des réalisateurs de films, on précise que nul ne peut s'opposer à des coupes auxquelles l'auteur a donné son accord. Embarras identique à la SACD (la Société des auteurs) où on préfère ne pas répondre.

« Plus encore qu'un mépris du cinéaste, cette attitude révèle un mépris du public », souligne Roger Kahane, secrétaire général de la SRF, remarquant que ce genre d'exigence des chaînes traduit la réalité du rapport de forces entre cinéma et télévision. Et d'illustrer la situation par la phrase de Pierre Larquey à Sury Delair dans *Quoi des œuvres ?* : « Que voulez-vous, madame, nous ne sommes pas les plus forts. »

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Mais en l'absence de l'autre comédien célèbre de la distribution, Philippe Noiret.

VENTES

Deux manuscrits exceptionnels à Dronot. — Deux manuscrits seront vendus lundi 10 juin à Dronot. Ils peuvent intéresser les Archives nationales. Le premier, en effet, est un diplôme carolingien, signé par les empereurs Louis le Pieux et Lothaire — il confirme les privilèges de l'abbaye de Corbie. Le second, plus ancien, émane du scriptorium de l'abbaye de Luxeuil. Il s'agit d'un texte de Grégoire de Tours, rédigé en latin.

BILLET

IG Metall, un centenaire à l'épreuve

Du 5 au 7 juin, Francfort a célébré le centenaire de l'IG Metall, la puissante fédération de la métallurgie allemande, qui, depuis la réunification, revendique, en comptabilisant peut-être légèrement les huit cent mille membres de l'ex-RDA, 3,6 millions d'adhérents. Il n'empêche : l'IG Metall est une force incontournable en Allemagne, représentant à elle seule près de deux fois le nombre de syndicats regroupés par les centrales françaises. On comprend que deux mille invités aient accouru des quatre coins de l'Europe, ni le chancelier Helmut Kohl ni M. Willy Brandt n'ayant manqué l'occasion de venir féliciter un centenaire aussi vigoureux.

A elle seule, l'IG Metall, première fédération du DGB, illustre bien le modèle social allemand, où se mêlent cogestion et confrontation – comme lors de la grande grève de la métallurgie en 1984 – ou toute rupture de l'appareil consensuel, tout manquement à la concertation risquant de déboucher sur des conflits souvent durs.

Pour célébrer le centenaire de sa fédération, son président, M. Franz Steinkühler, a pu présenter un bilan globalement positif : un accord salarial prévoyant une augmentation des salaires de 6,7 % à partir du 1^{er} juin et l'obtention, il y a un an, de la semaine de 35 heures au 1^{er} octobre 1990. Venu en « socialisme » et en « Europe », M. Laurent Fabius a assigné à l'IG Metall un rôle d'avant-garde pour les 35 heures, assurant ses « camarades » que « la plupart des travailleurs d'Europe, tôt ou tard, suivront le chemin que vous avez ouvert ». Une conviction qu'il reste à faire partager à M. Edith Cresson.

Meis le deuxième siècle de l'IG Metall s'ouvre sur des perspectives plus sombres. Le coût social de la réunification est déjà bien lourd avec un taux de chômage de 9,5 % dans l'ex-RDA, où l'on ne craint pas d'annoncer qu'il y aura trois millions de chômeurs – un coût sur trois – à la fin de l'année, même si le taux de chômage y est resté stable en mai. M. Steinkühler, qui a animé les manifestations à l'Est en mars et en avril, plaide pour « l'unité sociale » entre les deux parties de l'Allemagne et se déclare prêt à jouer la solidarité, en reconnaissant que créer des emplois à l'Est équivaut à « renoncer à créer des emplois » à l'Ouest. La mise à niveau – prévue en 1992 pour les salaires de la métallurgie – prendra du temps alors que désillusions, frustrations, colères et angoisses se font jour dans une ex-RDA encore ébranlée du système social de l'Ouest. La réunification risque de modifier sensiblement le modèle social allemand. Et c'est le syndicalisme lui-même que l'IG Metall devra réinventer.

MICHEL NOBLECOURT

Pour la première fois depuis un an

L'économie américaine a créé des emplois en mai

Les marchés des changes ont salué à leur façon les statistiques du travail aux Etats-Unis pour le mois de mai, ignorant l'augmentation du taux de chômage pour ne retenir que la reprise des créations d'emplois – industriels notamment – pour la première fois depuis un an. Le dollar en hausse a frôlé les 8 francs et a coté 1,78 DM en route vers les 1,80.

Le chômage a de nouveau augmenté aux Etats-Unis au cours du mois de mai. Le nombre des sans-emploi s'est accru de 370 000, portant le taux de chômage à 6,6 % de la population active en avril à 6,9 %. Il y a un an, en mai 1990, ce taux était encore de 5,3 %.

Cette dégradation de la situation s'explique par l'augmentation de la population active à la recherche d'un emploi. Pourtant, en mai et pour la première fois depuis un an, l'économie américaine a recommencé à créer des emplois. Le gain a été faible (+59 000), surtout après les pertes enregistrées au cours des mois précédents : 160 000 en avril, 838 000 depuis le début de l'année, environ 1,5 million en un an du fait de la récession. La reprise, et c'est peut-être le plus important, a néanmoins bénéficié aux secteurs jusqu'à présent les plus touchés par le recul de l'activité économique : industrie et construction. L'automobile notamment a créé 12 000 emplois.

Surtout, après six mois de récession (quatrième trimestre 1990 et premier trimestre 1991), les statistiques de l'emploi pour le mois de mai sont un signe supplémentaire de la probable reprise économique, s'ajoutant à l'amélioration récente des ventes de logements et des commandes passées à l'industrie. Reste que le moteur essentiel d'une véritable reprise, à savoir la consommation des particuliers, est toujours en panne, du fait de la quasi-stagnation du pouvoir d'achat des ménages américains et de leur excessif endettement.

Il est donc probable que l'amélioration de la conjoncture, si elle se confirme au cours des prochains mois, sera progressive et finalement peu vigoureuse. Cela même si la Réserve fédérale, abaissant de nouveau le taux de l'argent, ce que manifestement les marchés des changes, qui ont propulsé le dollar vers les 8 francs et 1,80 DM, ne croient plus.

Variation du PNB des Etats-Unis (en rythme annuel et en volume)

	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
1988	+5,1 %	+3,6 %	+2,7 %	+2,7 %
1989	+3,6 %	+1,6 %	+1,7 %	+0,3 %
1990	+1,7 %	+0,4 %	+1,4 %	+0,3 %
1991	-2,8 %			

Le tableau ci-dessus montre que la forte croissance économique qui durait aux Etats-Unis depuis sept ans s'est fortement ralentie dès le deuxième trimestre 1989. L'économie américaine n'en a pas moins continué de créer des emplois. Ce n'est qu'à partir de l'été 1990, c'est-à-dire peu avant que commence la récession, que les firmes ont commencé à débaucher massivement et à supprimer des emplois pour rejoindre à terme des gains de productivité. Il est probable que le PIB des Etats-Unis aura cessé de baisser au second trimestre 1991. La reprise de l'emploi, si elle se confirme, apparaîtrait tout de même précoce.

Les suites de la réunification

Le chômage diminue et les prix augmentent en Allemagne occidentale

La partie occidentale de l'Allemagne a bénéficié d'une amélioration de l'emploi en mai. Selon l'Office fédéral du travail, le taux de chômage s'est élevé le mois dernier à 5,4 % de la population active, contre 5,5 % en avril. Le nombre de sans-emploi s'établissant à 1,6 million de personnes. Entre mai 1990 et mai 1991, le taux de chômage est revenu de 6,2 % à 5,4 %. En ce qui concerne la partie orientale de l'Allemagne, le taux de chômage est resté stable en mai, à 9,5 % de la population active. Le porte-parole du gouvernement a cependant fait savoir mercredi 5 juin qu'il fallait s'attendre à de nouvelles suppressions d'emplois.

Si la réunification contribue à accélérer la déroute du chômage dans la partie occidentale de l'Allemagne, elle provoque également un renchérissement des prix à la consommation. Ceux-ci ont augmenté en mai de 0,4 %, soit 3 % en glissement annuel (de mai 1990 à mai 1991), alors que l'augmentation avait déjà atteint 0,5 % en avril.

La reconstruction des pays de l'Est

Un directeur général de Salomon Brothers devient le numéro deux de la BERD

M. Jacques Attali, président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), créée pour aider les pays d'Europe de l'Est dans leur transition vers l'économie de marché, a trouvé son numéro deux en M. Ronald Freeman. Américain, âgé de cinquante et un ans, banquier, M. Freeman était jusqu'à présent directeur général responsable des investissements européens à la banque américaine Salomon Brothers. A la BERD, il est nommé premier vice-président

chargé de la banque d'affaires. Il devra « identifier les opportunités où la participation de la banque, seule ou en partenariat, est requise », selon un communiqué de la BERD.

Cette nomination n'a pas été simple. Il fallait que le premier vice-président soit américain d'après les statuts de la banque. Mais plusieurs candidats bancaires ou éconômistes se sont présentés. M. Jacques Attali a maintenant complété son équipe de cinq vice-présidents.

Selon une étude de l'INSEE

L'embauche des jeunes sans qualification s'est améliorée entre 1984 et 1989

L'embauche des jeunes qui sortent du système scolaire s'est sensiblement améliorée en France entre 1984 et 1989. Selon une étude de l'INSEE diffusée vendredi 7 juin, 27 % des jeunes actifs n'avaient pas, en 1989, trouvé d'emploi neuf mois après leur sortie de l'école, alors que 45 % se trouvaient dans cette situation cinq ans auparavant.

Si la situation des plus diplômés s'est également améliorée, ce sont avant tout les possibilités d'embauche de ceux qui ont eu la formation la plus courte qui se sont développées. Ainsi qu'en sont 1985, 54 % de ces garçons sans qualification et 78 % de ces filles étaient à la recherche d'un emploi, en 1989, respectivement 36 % et 51 % de ces jeunes gens étaient toujours au chômage neuf mois après leur sortie du système scolaire. « Avec une formation courte, les garçons s'en sont mieux relés », fait observer l'étude.

Les dossiers de la sécheresse de 1990 vont enfin être réglés

Les dossiers des agriculteurs victimes de la sécheresse de 1990 vont être enfin réglés et les premiers paiements devraient intervenir d'ici le 5 juin en conseil des ministres du président de la République pour faire avancer les choses. M. Mitterrand s'était étonné de la lenteur du règlement de ce dossier et avait demandé aux ministres concernés de « mettre un terme à cette grave anomalie ».

Un point de détail bloquait le dispositif. Le ministère de l'économie et des finances voulait déduire du montant total du préjudice les aides à la fourniture de fourrages perçues l'été dernier (environ 700 millions de francs), ce que refusait catégoriquement le ministère de l'Agriculture. Le différend entre les deux ministères est réglé. L'hôtel Matignon a en effet arbitré le 5 juin en faveur de M. Mermaz, ministre de l'Agriculture.

Sous certaines conditions

M. Pierre Bérégovoy accepte la cession d'Esy à la Générale des eaux

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances vient de donner son accord au rachat, par la Générale des eaux, d'Esy, une filiale d'Elf spécialisée dans l'exploitation de chaufferies et l'installation de chauffage urbain. Mais Esy (2,16 milliards de chiffres d'affaires) va abandonner une partie de ses filiales, conformément à la demande exprimée par le Conseil de la concurrence le 17 juillet 1990.

En effet, les installations gérées par les filiales de la Générale (surtout la Générale de chauffage et Montigny) représentaient déjà 33,9 % de ce marché et celles d'Esy 13,5 % – contre 18 % à la Lyonnaise-Dumez. La fusion amènerait la Générale à 47 % en moyenne mais le praprtion envoierait 80 % dans les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie et

60 % dans les régions Centre et Poitou-Charentes.

De plus la Générale est déjà associée à Esy dans treize réseaux de chauffage urbain. Le Conseil de la concurrence a donc demandé que la part de marché détenue par la Générale des eaux après la transaction n'aille pas au-delà de 50 % et que le groupe ne puisse accroître son périmètre là où il détient déjà plus de 50 % à lui seul.

La Générale a accepté le principe. Elle va donc, dans les zones concernées, céder des filiales d'Esy de façon à passer à la mise à la liste sera établie avant l'assemblée générale des actionnaires fin juin. Le groupe aura alors deux ans pour réaliser ces cessions.

GUY HERZLICH

New-Delhi contraint de vendre de l'or

L'incertitude politique accroît la crise financière en Inde

La mort brutale de Rajiv Gandhi a accru le climat d'incertitude quant à l'évolution politique de l'Inde. A quelques jours du scrutin parlementaire, les perspectives de stabilité semblent s'éloigner, en même temps que se creuse la crise financière. Pour faire face à ses obligations internationales, New-Delhi est obligé de vendre une partie de son or.

NEW-DELHI

de notre correspondant

S'agissant de leur bas de laine, les Indiens sont comme les Français : c'est en toute dernière extrémité qu'ils se séparent de leur or. Aussi, la décision que vient de prendre le gouvernement de M. Chandra Shekar de monnayer 20 tonnes d'or sur le marché international n'a pas pour effet de restaurer la confiance. Elle risque même d'engendrer des réactions de panique et de renforcer le climat d'attente qui prévaut dans les institutions financières et les pays donneurs.

En confirmant, mercredi 5 juin, que cette mesure rapportait environ 200 millions de dollars au Trésor, les autorités indiennes se sont empressées de préciser qu'il s'agissait intégralement d'or confisqué (contrebande), ce qui signifie que les stocks de la Banque centrale (estimés par le Fonds monétaire à environ 320 tonnes), n'ont pas été écornés, et que la richesse nationale demeure intacte. En outre, cette vente s'effectue avec une option de rachat au même prix.

Ces explications ne convainquent guère : comme tout porte à croire que l'Inde ne se dirige pas vers une amélioration de sa situation économique, la perspective de rachat paraît aléatoire. En se résignant à cette extrémité, New-Delhi confirme l'aspect gravissime de la crise de sa balance des paiements.

La dernière fois que l'Inde a eu recours à un tel expédient c'était en 1977, soit à la fin de l'état d'urgence proclamé deux ans avant par Indira Gandhi.

La conséquence immédiate de cette décision sera bel et bien de réduire les réserves globales d'or, puisque, depuis le 1^{er} octobre 1990, l'Inde a cessé d'acheter de l'or sur le marché international, une nécessité qui répondait aux besoins de l'industrie – fortement exportatrice – de la joaillerie. Celle-ci doit désormais se contenter des réserves d'or saisi (dont le volume serait d'environ 75 tonnes, selon le Times of India).

Cette vente manifeste a contrario le souci extrême de l'Inde de respecter sa « signature » internationale, c'est-à-dire ses engagements financiers (paiement du service de la dette notamment), une attitude jusqu'à jamais prise en défaut. Enfin, sur le plan intérieur, la décision du gouvernement international (démisionnaire depuis le 5 mars dernier mais « prolongée » jusqu'aux élections), a ouvert une nouvelle polémique : le parti du Congrès I de feu Rajiv Gandhi, ainsi que le Janata Dal de M. V. P. Singh, ont critiqué un excès de pouvoir de la part d'un gouvernement dont le rôle, estimant-ils, devrait se limiter à expédier les affaires courantes, ainsi que l'opportunité « technique » de la vente d'or pour tenter de combler partiellement le manque crucial de devises.

3 milliards de dollars pour faire face

Plus significatif peut-être, cette vente de métal précieux sanctionne l'échec de l'appel « urgent » à l'aide internationale lancé par le gouvernement, en mars dernier (le Monde du 30 mars), pour tenter de redresser la situation critique de la balance des paiements. Le moins que l'on puisse dire est que les institutions financières et les pays donneurs ne se sont pas bousculés au chevet de l'économie indienne. La raison en est simple : l'Inde vit depuis un an et demi une crise politique à répétition qui a pour effet de provoquer une érosion économique accélérée. Or, les bailleurs de fonds, comme tous les prêteurs, ont besoin de la confiance pour s'engager. Chacun attendait donc le résultat des élections parlementaires.

L'assassinat de Rajiv Gandhi, le 21 mai, que l'on pouvait raisonnablement considérer comme le futur premier ministre de l'Inde et peut-être le garant d'un retour vers une certaine stabilité (tel était le principal slogan électoral du parti du Congrès I), remet tout en question : l'ancien premier ministre était considéré comme le champion de la politique de libéralisation économique, crédu du FMI.

Ce regain d'incertitude, dû à la fin à la crise de succession au sein du Congrès (le nouveau président, M. Narasimha Rao, n'avait pas jusqu'à présent, d'envergure nationale), et au report du scrutin, accroît d'autant les craintes sur la situation financière. Au mieux, le nouveau gouvernement ne pourra pas être nommé avant la troisième semaine de juin, et le ministre des finances ne pourra guère présenter le budget (seul un budget provisoire a été voté en mars) avant la fin juillet.

Il est clair qu'en échange d'un ballon d'oxygène, les principales

institutions financières internationales attendent du prochain gouvernement qu'il prenne position en faveur d'une entente, voire d'une accentuation de la politique de libéralisation, et un engagement ferme à réduire le déficit budgétaire à 6,5 % du PNB (contre environ 9 % actuellement).

Tout cela renvoie l'attribution d'un nouveau prêt du FMI au mois de septembre, dans le meilleur des cas. Or, la situation de la balance des paiements est au-delà de l'état critique. A la mi-mai, les réserves de change étaient estimées à environ 25 milliards de roupies, soit un peu plus de trois semaines de financement des importations. Le répit accordé par le prêt de 1,8 milliard de dollars du FMI, en janvier dernier, est d'ores et déjà épuisé, notamment par l'augmentation de la facture pétrolière.

L'appel à l'aide lancé par New-Delhi a reçu un écho limité à Tokyo (le Japon s'est engagé pour environ 150 millions de dollars), et auprès de la Banque asiatique de développement (BAD), qui a promis un montant similaire. Ces aides, augmentées des 200 millions de dollars de la vente d'or, devaient permettre de passer l'échéance de la fin juin. Mais le problème structurel demeure : la rentrée prochaine, il faut à l'Inde, un minimum de 2,5 à 3 milliards de dollars pour faire face à ses engagements, et probablement le double jusqu'à la fin de l'exercice 1991-1992.

Le gouvernement a pris des dispositions draconiennes pour réduire les importations, dont la conséquence est un étranglement progressif de plusieurs secteurs de l'industrie. Il semble que, dans ce domaine, il soit difficile d'aller beaucoup plus loin dans les mesures de restriction d'allocation de devises.

Nul ne sait, d'autre part, quelles vont être les réactions – d'ordre psychologique – de la vente d'or : les Indiens, non résidents (NRI), dont les dépôts bancaires (environ 200 milliards de roupies) constituent la principale source de réserves en devises du pays, vont-ils prendre prétexte de la réduction du matériel de réserves de change de la Banque centrale, pour retirer leurs fonds ? Reste la bonne volonté des banques commerciales, mais dans une telle période d'incertitude, il est peu probable qu'elles se montrent très réceptives : Standard & Pnnr's, l'une des principales sociétés de notation américaines, a décidé, le 30 mai (après Moody's, en mars dernier), de rétrograder l'Inde, ce qui signifie que Delhi aura encore plus de difficultés à obtenir des prêts commerciaux, d'autant que le montant de sa dette extérieure – plus de 72 milliards de dollars – ne cesse de s'accroître.

Ce cycle indéfectible qui tend à déprimer un peu plus la réputation financière de l'Inde est une conséquence directe de la situation politique, sans « leadership », le parti du Congrès I apparaît moins capable aujourd'hui de remporter une majorité. Ce qui signifie un gouvernement instable et de fait un gouvernement dans l'attente réduite rendra difficile la mise en œuvre des réformes structurelles, forcément impopulaires – qu'exigent le FMI et la Banque mondiale.

LAURENT ZECCHINI

Cegelec rate son entrée dans le nucléaire britannique

Mauvaise nouvelle pour Ceglec, la filiale du groupe français Alcatel-Alsthom (ex-CGE) spécialisée dans les automatismes industriels. Nuclear Electric, le groupe public chargé de l'énergie nucléaire en Angleterre et au pays de Galles, a finalement choisi le système d'automatisation présenté par l'anglais Westinghouse pour sa centrale de Sizewell B (est de l'Angleterre).

Nuclear Electric, qui avait d'abord opté pour le système P20 défendu par le groupe français, a justifié son revirement par des contraintes de budget et de temps. « Bien qu'attrayant techniquement, il était devenu évident que le système P20 ne pourrait répondre aux exigences rigoureuses de notre programme en matière de calendrier en raison du travail de mise au point à réaliser », ont expliqué ses dirigeants. Ceglec fournira quand même des équipements pour la salle de contrôle de Sizewell B, qui doit entrer en service en 1994.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 4 AU 7 JUIN

PARIS

-0,49%

La reprise a momentanément fait long feu et les comptes de la première semaine boursière de juin, pourtant placés sous de meilleurs auspices, du noir sont lentement repassés au rouge.

Pour une fois le démerrement avait été prometteur et, sur sa lancée, le marché avait lundi écopé un gain de 0,21 % de son dernier score. Mais, par les temps qui courent, cinq séances consécutives de hausse ne pouvaient rester longtemps sans appeler une réaction technique, surtout avec un indice au plus haut de l'année. Mercredi, des ventes bénéficiaires se produisirent dans le secteur des valeurs étrangères, mais sur les valeurs françaises, la clôture, les valeurs françaises étaient déprimées de 0,77 %. Le lendemain, elles reprirent néanmoins du poil de la bête (+ 0,63 %). Mais le cœur n'y était pas vraiment et jeudi, après une hausse initiale de 0,6 %, la tendance se remit au flottement (+ 0,05 %).

Vendredi, l'indice CAC 40 vira derechef au rouge (- 0,61 %), tant et si bien que la maigre avance acquise d'une semaine à l'autre fana. Avant que les portes du palais Brongniart ne se referment pour le week-end, le bilan boursier pour la semaine était même légèrement négatif (- 0,49 %). Après avoir été en

« plein crige » huit jours auparavant, puis avoir caressé l'espoir diffus que l'activité pourrait s'améliorer en France, les investisseurs ont été sérieusement repris par le doute.

Pourtant, les derniers bulletins d'information les avaient plutôt rassurés. Les nouvelles en provenance des États-Unis contenaient déjà de quoi faire revivre un certain optimisme. Les uns après les autres, les grands indicateurs américains se remettent à la hausse. Le dernier mais non le moindre, celui calculé par la National Association of Purchasing Management, très apprécié pour sa qualité, s'est à son tour redressé. Certes, il reste en deçà de la cote 50 supposée délimiter le début de la zone figurant le vrai retour à l'expansion. Mais sa hausse de 3,3 points à 45,4 est la première enregistrée depuis sept mois. Bref, lentement mais sûrement, l'économie semble vouloir redémarrer outre-Atlantique. De là à transposer, il n'y a qu'un pas. L'OCDE l'a d'ailleurs fait. M. Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'organisme, prévient une nette reprise de l'expansion mondiale au cours du second semestre de cette année. Mieux : « La croissance des pays de la zone dépasse 3 % en 1992, et d'ici à la moitié de l'année prochaine tous les pays seront sortis de la récession ».

Que souhaiter de plus pour être heureux ? D'autant que, pour la première fois depuis deux ans, le « big boss » d'un grand groupe

chimique international, pas n'importe lequel puisqu'il s'agit de Du Pont de Nemours (E.-U.), commence à se montrer modérément optimiste. M. Edgard S. Wouillard nous a ainsi déclaré : « La récession est pratiquement terminée mais le redressement sera lent, à l'indépendance on sait que, jusqu'ici, tous les patrons de la grande chimie mondiale avaient des idées noires comme de l'encre ».

Méfiance

Alors pourquoi ce retour à une certaine méfiance sous les lambris ? La raison essentielle en est que les boursiers ne tiennent jamais pour acquis ce qui n'est en fait qu'un processus fragile en développement. L'avertissement lancé par M. Michael Boskin, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a été entendu. « Il est trop tôt pour annoncer la récession », a-t-il déclaré en substance. Et d'ajouter : « La chute de la bourse n'est pas le signe de la fin de l'année ». Comme pour donner un écho à ces propos, l'administration américaine publia vendredi les derniers chiffres, à combien attendus, sur l'emploi en mai, avec, certes, le réajustement de 59 000 postes, témoigne de l'amélioration économique, mais aussi un taux de chômage de 6,9 % (contre 6,6 % pour avril) encore plus aggravié que ne l'espéraient les employeurs. Méfiance donc, même si la résistance de Wall Street signe un

certain retour à la confiance. Méfiance encore au vu de la nouvelle chute assez inattendue des immatriculations de voitures en France le mois dernier (- 20,7 %).

Méfiance toujours à l'égard des mesures, quelifiées d'« expédientes » sous les lambris, que M. Edith Cressan, nouveau premier ministre, espère à prendre pour, dit-on, « calmer les brèches et non pas résoudre les problèmes ». La perspective d'un nouvel élargissement des prévalences sociales, qui pourrait être décidé pour boucher le trou de la Sécurité sociale, crée de sérieux remous. « Le craquage n'est pas encore revenue qu'on ne veuille en grignoter quelques dizaines de points », entend-on vendredi. Tout cela sans parler de l'impression déstabilisante créée par le mécontentement social et les grèves et puis, il faut bien le dire, de la cruauté de la déception causée par l'annonce de la chute de l'indice de confiance de mai après onze mois de croissance.

Trap d'hypothèques grèvent encore le capital d'optimisme péniblement reconstitué Rue Vivienne, pour permettre au marché de vraiment décoller. Pour reprendre l'expression récemment employée par M. François Perigot, le patron des patrons, la Bourse, à l'image de l'économie, est encalminée.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Prises de bénéfice

-1,7%

Après six séances de hausse consécutives qui ont hissé l'indice Dow Jones à 3 033 points - un nouveau record, 200 points de plus d'un coup, - il était normal que Wall Street soufflât un peu. Aussi les opérateurs n'ont-ils guère été étonnés par le retrait constaté au cours des deux dernières séances, lesquelles ont ramené à 2 976,74 points l'indice de référence un du marché new-yorkais, en baisse de 1,7 % sur le vendredi précédent.

Pour sa dernière séance, le marché n'a guère réagi à l'annonce d'une augmentation du taux de chômage au mois de mai, lequel, à 6,9 % de la population, se situe à son niveau le plus élevé depuis quatre ans et demi. La raison en est que les observateurs ont cru déceler un indice significatif dans les statistiques sur l'emploi qui, parallèlement, faisaient apparaître une augmentation de 59 000 créations de postes, contrastant avec la perte de 180 000 emplois constatée en avril. De nombreux analystes voient là un élément positif dans le sens d'une prochaine sortie de crise après onze mois de récession.

Mais, indépendamment de ces indications macro-économiques, la cote et les milieux financiers ont été en émoi en fin de semaine après l'annonce par Time Warner, le grand groupe de communications et de loisirs, d'une émission d'actions en numéraire (entre 2,1 et 3,5 milliards de dollars, afin

d'alléger sa dette bancaire de 11 milliards) qui a fortement déprimé le titre en Bourse. Jeudi, l'action Time Warner avait brusquement perdu 10 % de sa valeur en une seule séance, à 99,50 dollars, avant de régresser de nouveau le lendemain, à 94,58 en clôture, en repli de 4 7/8. Ces accès de mauvaise humeur s'expliquent par le jugement porté par les spécialistes sur une opération qui, selon eux, contribuera à diluer le capital de la société en pénalisant fortement les actionnaires qui voudraient conserver leur capital et, par là, ne pas souscrire à un prix trop élevé à des actions nouvelles.

Indice Dow Jones du 7 juin : 2 976,74 (contre 3 027,50).

De notre correspondant SERGE MARTI

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
Alcoa	71 1/8	68 3/4
ATT	37 1/8	36 3/8
Boeing	49	47 7/8
Chase Man. Bank	19 1/8	28 3/4
De Post de New York	47 1/4	46 5/8
Eastman Kodak	42 3/8	42 7/8
Exxon	58 3/8	57 1/2
Ford	36 1/4	35 1/8
General Electric	77 1/4	74 1/8
General Motors	43 1/8	41 5/8
Goodyear	26 3/8	33 1/4
IBM	106 1/4	102
ITT	60 7/8	61 3/8
Mobil Oil	62 3/8	65 1/8
Pfizer	58 3/8	57 1/8
Schlumberger	62 7/8	60 3/4
Texas	64 5/8	64 7/8
UAI Corp. (ex-Allego)	152 1/4	154 5/8
Union Carbide	70 1/4	70 3/8
Westinghouse	29 1/2	29 3/4
Xerox Corp.	58 3/8	53 5/8

TOKYO

Quatre de chute

-2,9%

Pour la quatrième semaine consécutive, la tendance s'est aujourd'hui inversée, les derniers jours au Kabuto-Cho, et même sérieusement alourdi puisque les divers indices ont baissé de 2,9 %. Au total, depuis le mi-mai, la grande Bourse japonaise a baissé de 7 %.

Pratiquement pas une seule fois elle n'a répondu aux incitations encourageantes de Wall Street. Le marché, il est vrai, a surtout été victime d'une vague d'arbitrage japonais et étrangers - la « bande des douze » comme les professionnels l'appellent - qui dénouaient leurs positions après que le contrat à terme juin sur l'indice Nikkei fut tombé lundi au-dessous de l'indice au comptant. Leurs ventes pesèrent d'autant plus sur la tendance que, faute de

tout élément directeur, l'activité ne cessa de diminuer. Même à la veille du week-end, le frémissement de reprise favorisé par le facteur technique (+ 0,2 %) ne s'accompagna d'aucun gonflement des transactions. Au contraire, puisque les échanges portèrent sur à peine plus de 200 millions de titres. Une misère ! Malgré leur fléchissement, les professionnels japonais s'expriment :

Indices du 7 juin : Nikkei, 25 035,11 (c. 25 789,14) ; Topix, 1 922,49 (c. 1 964,77).

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
Alai	1 160	1 150
Bridgestone	1 050	1 060
Citron	1 510	1 510
Fuji Bank	2 880	2 700
Honda Motor	1 350	1 430
Mitsubishi Electric	1 680	1 680
Mitsubishi Heavy	748	720
Sony Corp.	6 300	6 100
Toyota Motor	1 800	1 800

LONDRES

Soutenu
+ 0,27 %

Pour la cinquième fois consécutive, le London Stock Exchange a monté cette semaine. Mais le mouvement est très fortement ralenti (+ 0,27 %).

Le marché britannique a été essentiellement soutenu par l'intérêt persistant des investisseurs pour les valeurs chimiques et pharmaceutiques, en liaison avec la possibilité d'une OPA du groupe Hanson sur ICI, fleuron de l'industrie britannique, et avec les rumeurs qui ont circulé sur une alliance stratégique dans la pharmacie entre ce géant et Wellcome. Glaxo a été très entouré aussi avec le lancement de son nouvel anti-migraineux.

Ailleurs, l'aggravation de la récession, avec la chute des ventes de voitures en mai, a déprimé la cote.

Indices « FT » du 7 juin : 100 valeurs, 2 506,3 (c. 2 499,5) ; 30 valeurs, 1 935,2 (c. 1 968,8) ; mines d'or, 195,4 (c. 177) ; Fonds d'Etat, 83,68 (c. 84,18).

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
Bovater	5,84	6
BP	3,31	3,37
Cherwell	4,58	4,58
Concord	4,02	3,90
De Beers	13,56	13,56
Glaxo	11,75	12,35
GUS	15	15,10
ICI	12,94	13
Imperial	5,10	5,13
Shell	7,10	7,57
Unilever	2,05	2,03
Vickers	2,05	2,03

FRANCFORT

Encore plus haut
+ 0,32 %

Après s'être accordé une courte pause pour consolider ses positions, le marché allemand a repris son ascension parvenant à regagner, et même au-delà, le terrain perdu pour culminer derechef au plus haut de l'année avec un gain de 0,32 %.

Une vague d'achats d'origine étrangère a déferlé en Bourse après que plusieurs études optimistes eurent été publiées sur la rapidité du redressement de l'ancienne RDA.

Sur les huit places allemandes, le volume global des transactions s'est élevé à 41,73 milliards de DM (contre 44,30 milliards la semaine précédente).

Le secteur de la distribution a été très entouré, de même que la sidérurgie. En revanche, l'industrie chimique a été passablement déprimée. Alourdissement du marché obligataire.

Indices du 7 juin : DAX, 1 709,64 (c. 1 704,11) ; Commerzbank, 2 025,80 (c. 2 035,20).

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
AEG	186,50	191
BASF	259	255,50
Boehr	292,80	293,10
Commerzbank	267,50	262,50
Deutsche Bank	678,50	683,50
Hoechst	275,50	257
Kernkraft	644,50	680,50
Mannesmann	279	283,50
Siemens	645	660,50
Volkswagen	392,50	403,50

Banques, assurances

	7-6-91	Diff.
AGF	516	- 4
AXA (ex-Cie Mid)	136	- 38
Bail Equiptment	134	- 2
Banque (Cv)	550	- 18
Cedex	714	- 4
CCF	154,50	+ 4,50
CFF (I)	1249	+ 13
CFF (II)	396	+ 16
Chargers	813	+ 50
CPR	783	- 2
Eurafrance	1700	- 20
GAN	2038	+ 41
Hélin (La)	605	+ 18
Locafiance	792	- 13
Locofin	91	+ 1
Midland Bank	91	+ 1
OPF	1810	+ 69
Paribas (2)	460	- 2
Schneider	717	- 27
Société générale	443,50	+ 4,50
Sovac	670	- 5
Suez (Cv final)	362	+ 11,80
UAP	568	- 18
UCB (I)	139	- 6

(1) Coupon de 36 F.

(2) Coupon de 12 F.

Valeurs à revenu fixe

	7-6-91	Diff.
PME 10,6 % 1976	100,04	+ 0,01
8,30 % 1977	125,70	+ 0,20
10 % 1978	101,40	+ 0,35
9,80 % 1979	100,75	+ 0,15
9 % 1979	100,03	+ 0,03
10,80 % 1979	103,10	+ 0,30
CNE 3 % (1)	407,80	+ 79,30
CNE 5 000 F	99,70	+ 0,05
CNE Paribas 5 000 F	99,60	inch.
CNE Suez 5 000 F	99,60	inch.
CNE 5 000 F	99,70	+ 0,05

(1) Coupon de 124,30 F.

Valeurs diverses

	7-6-91	Diff.
Accor (1)	880	+ 42
Air liquide (2)	2 094	+ 2
Alcatel	743	- 18
Als	356	+ 18
Colp	1 690	- 6
Club Méditerranée	466,20	+ 20,20
Essilor	354	+ 9,50
Euro Disney	123,40	+ 0,10
Europe	1 670	- 50
Eurotunnel	47,45	+ 1,25
Groupe Citi	600	- 5
Hachette	191,50	- 8
Havas	497,50	+ 4,80
Marine Wende	326	+ 5
Navigation mise	1 320	+ 15
Nord-Est	133,60	+ 2,20
L'Oréal	594	+ 10
Saint-Gobain	444	+ 0,10
Sanofi	894	+ 24
Sauvages Châtillon	253	- 8
Sis Rostignol	685	+ 10

(1) Coupon de 15 F.

(2) Coupon de 13 F.

(3) Coupon de 46 F.

Métallurgie

	7-6-91	Diff.
Alpi	385	- 1
Dassault-Aviation	470	+ 1,90
De Dietrich	1 465	+ 5
Fives-Lille	281,90	- 5,60
Pinholt	519	+ 4
Progres	618	+ 12
SAGIM	1 620	- 28
Stalpar, Facon	892	- 18
Valco	475	+ 21
Valeours	330,10	- 0,90

Produits chimiques

	7-6-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 530	- 60
Roussel-Uclaf	1 970	- 11
Synthelabo	822	+ 42
BAF	870	- 14
Boyer	980	- 20
Hoechst (I)	862	+ 37,95
Imp. Chemical	129,40	+ 1,20
Norsk Hydro	176	+ 1,50

(1) Coupon de 33,05 F.

Mines d'or, diamants

	7-6-91	Diff.
Anglo-American	194,40	+ 4,30
De Beers	412	+ 29,30
De Beers Gold M.	74,70	+ 6,70
De Beers Cons.	135,60	- 1,40
De Beers Cons.	74,50	+ 6,45
Genecor	20,25	+ 0,70
Harmony	36,50	+ 3,50
Randfontein	24	+ 1,95
Saint-Helena	50,25	+ 2,25
Western Deep	229	+ 16,50

(1) Coupon de 6,80 F.

Bâtiment, travaux publics

	7-6-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 145	- 35
Bouygues	603	- 13
Ciments français	339	- 21
GTM	431	- 12
Immo. Pénis	191	- 1
J. Lefebvre	789	+ 7
Lafrance-Coppe	34,50	+ 12,6
Polysar	66,20	+ 15,80
SGE-SB	253,50	+ 7,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 juin 1991

Nombre de contrats : 103 446

	7-6-91	Diff.
Accor (1)	880	+ 42
Air liquide (2)	2 094	+ 2
Alcatel	743	- 18
Als	356	+ 18
Colp	1 690	- 6
Club Méditerranée	466,20	+ 20,20
Essilor	354	+ 9,50
Euro Disney	123,40	+ 0,10
Europe	1 670	- 50
Eurotunnel	47,45	+ 1,25
Groupe Citi	600	- 5
Hachette	191,50	- 8
Havas	497,50	+ 4,80
Marine Wende	326	+ 5
Navigation mise	1 320	+ 15
Nord-Est	133,60	+ 2,20
L'Oréal	594	+ 10
Saint-Gobain	444	+ 0,10
Sanofi	894	+ 24
Sauvages Châtillon	253	- 8
Sis Rostignol	685	+ 10

(1) Coupon de 15 F.

(2) Coupon de 13 F.

(3) Coupon de 46 F.

Métallurgie

	7-6-91	Diff.
Alpi	385	- 1
Dassault-Aviation	470	+ 1,90
De Dietrich	1 465	+ 5
Fives-Lille	281,90	- 5,60
Pinholt	519	+ 4
Progres	618	+ 12
SAGIM	1 620	- 28
Stalpar, Facon	892	- 18
Valco	475	+ 21
Valeours	330,10	- 0,90

(1) Coupon de 15 F.

(2) Coupon de 13 F.

(3) Coupon de 46 F.

Métallurgie

	7-6-91	Diff.
Alpi	385	- 1
Dassault-Aviation	470	+ 1,90
De Dietrich	1 465	+ 5
Fives-Lille	281,90	- 5,60
Pinholt	519	+ 4
Progres	618	+ 12
SAGIM	1 620	- 28
Stalpar, Facon	892	- 18
Valco	475	+ 21
Valeours	330,10	- 0,90

(1)

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Au-delà du cadre de l'euro-marché

Le marché international des capitaux tend à dépasser largement le cadre dans lequel s'inscrivent les euro-émissions. Cette évolution est particulièrement visible pour les titres libellés en deutsche marks. Les autorités allemandes ont pris soin, ces dernières années, de dégager leur marché obligataire national de toute une série de contraintes administratives qui entravaient son développement. Cela a favorisé outre-Rhin une cotation d'opérations réalisées, certes, pour le compte de débiteurs locaux, mais qui, par leur caractère international indéfectible, car leur placement se fait en grande partie en dehors des frontières du pays. Pour y parvenir, les débiteurs, notamment les collectivités locales, n'hésitent pas à faire appel à des banques étrangères. Dans la conjonction présente, les pouvoirs publics ne peuvent que se féliciter de leur libéralisme en matière financière, qui leur permet de répondre au mieux aux gigantesques besoins de fonds provoqués par la réunification des deux Allemagnes.

En France, un mouvement comparable est en train de se dessiner. Longtemps, seuls les fonds d'Etat, les obligations lancées sur le marché national étaient pratiquement destinées à trouver preneur sur place. Depuis quelque temps, les grands établissements publics dont l'endettement est lourd se soucient beaucoup de répartir le plus largement possible leurs obligations libellées en francs. Malgré la meilleure façon d'atteindre cet objectif était d'émettre des titres en euros, la filière parisienne de la principale des maisons de titres japonaises, était, avec le Crédit lyonnais, placée à la tête d'une tranche de 223 millions de francs des fonds communs de créances établis sur la base de prêts consentis à des collectivités locales. Ce fonds, appelé Régio de France numéro deux, est monté par la Caisse autonome de refinancement.

Electricité de France va émettre

prochainement un emprunt dont le montant pourra aller jusqu'à trois milliards de francs. D'un point de vue technique, la transaction fera partie du marché national et non pas de l'euro-marché. Elle sera destinée à se fonder dans une des quatre grandes lignes obligataires d'EDF, probablement celle dont le coupon d'intérêt est de 9,30 %, qui viendra à échéance en 2001, et dont l'encours dépasse nettement les 10 milliards. Ce qui fera l'originalité de cette affaire, c'est que pour la première fois, pour une opération de ce genre, les titres seront distribués simultanément en France et dans d'autres pays par l'intermédiaire d'un groupe de banques internationales, françaises et étrangères. La qualité de la dette et l'aspect certain d'une opération de titrisation pour l'un des investisseurs de la Banque nationale de Paris, cet emprunt, d'une durée de huit ans, permet aux investisseurs de profiter de l'évolution de la Bourse de Paris. Le remboursement de la mise initiale à l'échéance est assuré et l'investisseur pourra en outre compter sur un minimum sur un revenu de 4,5 %. Ce revenu pourra s'accroître ou fonctionner d'une hausse de la Bourse telle que la reflète l'indice CAC 40.

Parmi les autres euro-émissions de débiteurs français qui ont vu le jour en juin, la Société générale et le Crédit commercial de France ont confié à la maison américaine Goldman Sachs International le soin de monter pour eux des emprunts en dollars canadiens. La Caisse nationale des notaires s'est penchée sur le marché de l'em pour y lever 300 millions pour une durée de neuf ans par l'intermédiaire du Crédit commercial de France.

CHRISTOPHE VETTER

obligations. Il est possible d'y émettre des titres de moins de sept ans, ce qui n'est pas encore permis sur le marché interne. Cela fait que les euro-emprunts de courte et moyenne durée pour le compte de débiteurs français ne multiplient sur l'euro-marché. Depuis le début du mois, trois euro-emprunts de quatre ans chacun ont vu le jour. Il s'agit dans chaque cas d'une opération d'un montant nominal de 500 millions de francs dont les intérêts seront versés à l'échéance ou même temps que le remboursement du principal. Le marché de l'euro-franc n'avait jamais auparavant accueilli de semblables émissions. La première a été lancée par l'intermédiaire de JP Morgan et Cie pour le compte du Crédit national, la seconde, par le Crédit lyonnais pour lui-même, et la troisième, dirigée de nouveau par JP Morgan, a pour bénéficiaire la Compagnie bancaire.

Une quatrième émission en euros d'un type nouveau vient d'être mise en circulation par le Crédit lyonnais de France. Placée sous la conduite de la Société générale et de la Banque nationale de Paris, cet emprunt, d'une durée de huit ans, permet aux investisseurs de profiter de l'évolution de la Bourse de Paris. Le remboursement de la mise initiale à l'échéance est assuré et l'investisseur pourra en outre compter sur un minimum sur un revenu de 4,5 %. Ce revenu pourra s'accroître ou fonctionner d'une hausse de la Bourse telle que la reflète l'indice CAC 40.

Parmi les autres euro-émissions de débiteurs français qui ont vu le jour en juin, la Société générale et le Crédit commercial de France ont confié à la maison américaine Goldman Sachs International le soin de monter pour eux des emprunts en dollars canadiens. La Caisse nationale des notaires s'est penchée sur le marché de l'em pour y lever 300 millions pour une durée de neuf ans par l'intermédiaire du Crédit commercial de France.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar en pleine ascension

Les opérateurs sur les marchés des changes et les milieux financiers internationaux en sont certains : la hausse du dollar va continuer pour toutes sortes de raisons, la première étant que les opérateurs en question sont convaincus.

C'est en ce qui ressort des propos tenus cette semaine à Madrid, lors du 23^e congrès de l'Association européenne internationale, plus connue sous le nom de FOREX. Pour les six cent cinquante spécialistes rassemblés dans la capitale espagnole, le marché va tenir compte des écarts de taux d'intérêt que de la situation des économies. Cela veut dire que toute bonne nouvelle ou provenance des Etats-Unis va immédiatement doper les cours de la devise américaine. C'est ce qui s'est passé vendredi 7 mai en début d'après-midi, lorsque les chiffres du chômage aux Etats-Unis pour le mois de mai apparurent sur les écrans des terminaux dans le monde entier, à la même seconde : certes, le taux de chômage remonta de 6,6 % à 6,9 % de la population active, ce qui était négatif, mais il était annoncé la création de 59 000 emplois non agricoles, pour la première fois depuis juin 1990, contre une diminution de 89 000 pronostiquée par les experts. Sur tout, les statistiques ont fait état de la création de 12 000 emplois industriels, pour la première fois depuis, non plus juin, mais février 1990.

« Avant ces chiffres, disent les experts, nous avions plusieurs éléments qui laissent présager une fin de la récession : nous en avons maintenant la confirmation. Cette confirmation s'appuie, en outre, sur la hausse de la durée moyenne du travail hebdomadaire et sur celle des heures supplémentaires qui traduisent une utilisation plus intensive des effectifs existants, preuve classique d'une reprise. Quant à l'augmentation du taux de chômage, elle ne reflète pas vraiment la situation globalement positive du marché de l'emploi. »

Les chiffres favorables expli-

quent sans doute l'optimisme du président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, M. Alan Greenspan, qui, mardi dernier, à la conférence monétaire d'Osaka, affirmait que les derniers indicateurs économiques laissent entrevoir une reprise plus forte que prévu, avec une inflation moins forte. Sans doute, la secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a émis le souhait de voir les taux d'intérêt américains baisser encore davantage. Mais les « bons » indices de mai sont susceptibles d'inciter les autorités monétaires américaines à ne rien faire en ce sens.

Toujours à Madrid, au congrès du FOREX, M. Manuel Johnson, ancien vice-président de la Réserve fédérale, a déclaré qu'il « ne s'attendait pas à de nouvelles et fortes pressions sur la FED dans un proche avenir. L'administration [c'est-à-dire le gouvernement américain] commençant peut-être à se rendre compte qu'elle avait eu tort d'exercer de telles pressions ». En tout cas, les réactions des marchés des changes ont été immédiates : le dollar a bondi de 1,75 DM, à 1,78 DM et de 5,92 francs à 6 francs, rejoignant presque ses cours de la fin avril 1991 (1,7840 DM et 6,0150 francs).

Comme chaque vague recouvre et dépasse la précédente à marche montante, il est probable que la hausse du dollar va continuer, en route vers le 1,85 DM (6,25 francs) d'ici la fin de l'année, selon les gens du FOREX et probablement bien avant si on tient compte de l'effet « boule de neige » des anticipations spéculatives et des embellissements chers à ces mêmes gens du FOREX.

A Paris, le raffermissement du franc vis-à-vis du mark s'est poursuivi, le cours de la devise allemande revenant de 3,39 francs à 3,350 francs environ. Quant à la peseta, elle continue à caracoler aux environs de son cours plafond au sein du système monétaire européen, véritable défi à la pesant. Annonçant, la semaine dernière, que la baisse des prix avait

atteint 6,8 % sur douze mois à la fin mai, contre 6,7 % à la fin avril, M. Carlos Clampi, gouverneur de la Banque d'Italie et véritable conscience de la communauté financière, s'est montré peu optimiste sur la possibilité de voir se réduire l'écart d'inflation avec la France et l'Allemagne.

Il a noté que les charges salariales augmentent plus rapidement en Italie que dans les pays voisins, 2 à 3 points de plus, ce qui affaiblit un peu plus la compétitivité des entreprises de la péninsule, déjà bien entamée. Relevons que, selon le directeur des études de la BNP, portant sur la comparaison des pouvoirs d'achat des différentes devises, la lire italienne est surévaluée d'environ 10 % par rapport au mark et au franc. Cela ne l'empêche pas de se trouver en tête du système monétaire européen, derrière la peseta, qui est, rappelons-le, surévaluée de 15 % à 20 % par rapport aux devises française et allemande. Dans les deux cas, ce sont les taux d'intérêt élevés, en valeur absolue, pratiqués en Italie et en Espagne, qui font la différence. Autrement dit, les monnaies des pays les moins « vertueux » ont le pas sur celles des pays « sages », le niveau des taux d'intérêt respectifs comptant bien davantage que les données fondamentales et le rythme d'inflation.

On s'aperçoit, à ce sujet, que les limites de fonctionnement du système monétaire européen sont touchées, les effets pervers commençant à l'emporter sur les effets bénéfiques. Tout cela est de très mauvais augure pour l'instauration d'une monnaie européenne et on finit par comprendre les réticences allemandes.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 JUIN 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,2748	-	16,7140	66,9501	56,6091	2,7302	50,268	8,0758
Paris	10,1125	9,8030	17,0154	67,9788	57,7482	2,8013	51,2822	8,0758
Zurich	18,7282	5,8770	397,991	339,025	14,4991	304,97	4,5699	-
Bruxelles	25,344	1,5140	25,3850	-	85,7061	4,1639	78,9995	1,1552
Frankfurt	25,182	1,4770	25,1318	-	85,3833	4,1465	75,6272	1,1485
Bonn	2,9571	1,7665	29,5253	116,477	-	4,8683	88,7911	1,3479
Brussels	2,9056	1,7335	28,0643	117,366	-	4,8666	88,7686	1,3479
Amsterdam	66,8666	36,36	6,8772	24,0138	20,5830	-	18,2759	2,7456
Stockholm	66,7321	35,62	6,8699	24,1164	20,548	-	18,2386	2,7496
Copenhague	3,3394	1,8995	33,5253	131,480	119,233	5,9716	-	1,5186
Oslo	3,3398	1,8999	33,5312	132,223	119,262	5,9829	-	1,5186
Milano	218,777	131,85	719,237	865,58	741,852	36,4423	658,7082	-
Madrid	219,2338	128,6	218,81	870,48	741,85	36,1033	658,474	-
Barcelone	234,5274	148,10	234,4143	925,563	79,3993	3,8331	70,4197	8,1069
Tokyo	235,8915	138,30	235,5324	933,657	79,7807	3,8836	70,4141	8,1075

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 7 juin, 4,2705 F contre 4,2494 F le vendredi 31 mai.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Coup de froid à Paris

Rien ne va plus sur le marché monétaire et obligataire parisien, où le pessimisme a recommencé à régner. Ce n'est pas l'effet « récession », car le franc continue de se redresser, mais la crainte de voir les taux d'intérêt français rester tendus. Même une diminution d'un quart de point des taux directeurs de la Banque de France serait médiocrement accueillie, le marché en jugeant déjà insuffisante.

Il faut dire que le paysage n'est pas très rose, à l'image de la météorologie, qui nous donne un début de mois de juin pourri. Le taux du jour du jour dépasse à nouveau 10 %, et celui à trois mois est au-dessus de 9,5 %, ce qui accentue le phénomène d'inversion, le loyer de l'argent à court terme restant toujours supérieur à celui des taux à long terme (9,10 % à dix ans). Un tel phénomène n'est pas de nature à favoriser les investissements en obligations, ou tout au moins perturber quelque peu les émissions.

En a été ainsi, cette semaine, pour l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), qui a permis de lever 7,2 milliards de francs. Les rendements se sont inscrits en hausse : 9,02 % pour la ligne à dix ans, contre 8,78 % le 2 mai dernier, et 9,18 % pour la ligne à vingt ans, contre 9,12 % le 4 avril. Cette hausse ne faisant que refléter celle enregistrée sur les marchés américains et l'humeur morose des opérateurs qui avaient encaissé avec résignation le maintien des taux directeurs de la Banque de France (9 %) lors de son appel d'offres du

lundi. La vigueur de la peseta - toujours en tête du système monétaire européen -, les mouvements sociaux, le rapprochement du parti socialiste avec le Parti communiste, regardé d'un œil torve par l'étranger, et les séquelles du changement de premier ministre continuent, sans doute, à brider les initiatives de la banque centrale. De toute façon, comme nous l'avons remarqué précédemment, une diminution d'un quart de point, déjà anticipée, ne serait plus d'un grand secours.

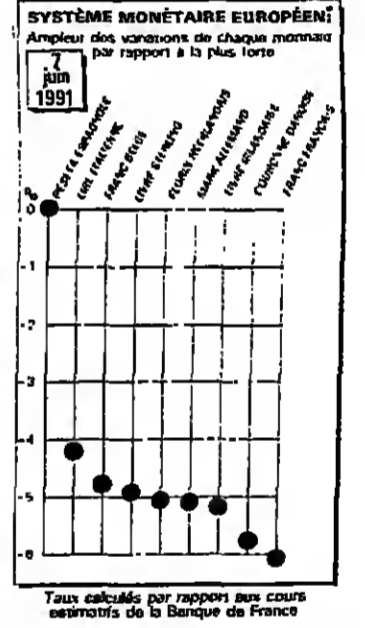
Broadly sur le tout, l'annonce d'une création d'emplois aux Etats-Unis (lire notre rubrique devises et or), éloignant la possibilité d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt américains, a déprimé encore un peu plus le marché de Paris, qui a reçu le contre-coup de mouvements à New-York où le rendement des emprunts du Trésor a sensiblement monté, de 8,30 % à 8,50 % pour le trente ans. Sur le MATIF, les cours, qui s'étaient raffermis la semaine dernière, passant de 105,60 à 106,40, ont légèrement chuté, retombant à 105,20 sur l'échéance juin, ce qui correspond à un rendement de 9,10 % sur l'OAT à dix ans.

Cette chute a été un peu ruinée pour les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), qui avaient souscrit, en grande partie, les OAT mises en adjudication jeudi, avec une demande assez satisfaisante. Hélas pour eux, au lendemain de l'appel d'offres lancé à 9,02 % les rendements se sont élevés à 9,10 % comme on l'a vu, et les SVT en question ont dû, en

catastrophe, se couvrir sur le MATIF, c'est-à-dire vendre des contrats, et donc peser sur les cours. Comme ils ne s'étaient pratiquement pas couverts auparavant, la chute des cours a été d'autant plus saignante, et la facture d'autant plus douloureuse, la hausse des rendements signifiant baisse des cours et perte substantielle dans ce cas précis.

Sur le marché obligataire, l'humeur a été également morose, reflétant celle du MATIF. Néanmoins, Gaz de France a pu lever, sans difficulté, 1 milliard de francs à 9,10 % nominal, 9,21 % réel, sur un peu moins de huit ans. Il faut dire que le papier GDF, excellente signature, s'est fait rare, et donc que les gérants de portefeuille n'ont pas à se précipiter, à son sujet, des fameux quotas de 5 % et 10 %. Le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises a placé, sans mal, pour 500 millions d'obligations à 9 % nominal et 9,13 % réel, en raison de la garantie d'Etat qui leur est attachée, privilège de plus en plus rare et qui s'est appliqué, également, à un niveau de titres subordonnés remboursables (TSR). Le Crédit agricole, enfin, qui semble avoir davantage besoin de capitaux, sollicite à nouveau le marché en lançant un emprunt de 1,5 milliard de francs en deux tranches de 9,20 % et 9,30 % nominal (9,39 % et 9,45 % réel). Cet emprunt est, en fait, destiné à son réseau, où il sera proprement avalé.

F. R.



MATIÈRES PREMIÈRES

La hausse peu convaincante de l'argent

L'argent recommence à faire le bonheur des investisseurs et, peut-être, des spéculateurs. Les prix du métal se sont sensiblement raffermis la semaine passée, à 4,4 dollars l'once, retrouvant leurs meilleurs niveaux de la mi-janvier. Après un mois de murs catastrophiques, qui avait vu le prix tomber à 3,5 dollars l'once (du jamais vu, en monnaie constante, depuis le début des années 60), le métal précieux a retrouvé le chemin de la hausse, sans pourtant qu'aucun événement justifie « haussier » ne soit intervenu. Le mouvement s'est accéléré le 5 juin avec la publication des prévisions du Silver Institute, un organisme de Washington qui défend le point de vue des seuls producteurs. D'après ses experts, l'offre d'argent devrait en 1991, pour la seconde année

consécutivement, être déficitaire par rapport à la demande. La production minière et le recyclage pourraient se situer à 32 millions d'onces en 1991, le déficit ayant porté sur 24,2 millions d'onces. Cette année, l'offre mondiale devrait progresser de 0,9 % pour se situer à 505 millions d'onces, face à une consommation de l'ordre de 537 millions d'onces.

Les récents propos du président de la Réserve fédérale américaine, M. Alan Greenspan, sur une probable forte reprise économique aux Etats-Unis, ont aussi conforté les opérateurs qui voient s'enfuir avec soulagement les dernières craintes liées à la guerre du Golfe. A l'époque, le tourisme international s'était effondré et, du même coup, la consommation de bijoux photographiques, qui représentent la moitié des usages d'argent-métal (incorporé dans les surfaces sensibles). Il semble aussi qu'une demande accrue se soit manifestée récemment de la part de l'Inde et des joailliers italiens. Autant d'indices qui font espérer aux professionnels une remontée des cours autour de 4,5 dollars l'once pendant le second semestre.

La remontée du cuivre

Mais de l'avis d'opérateurs français, le Silver Institute est enclin à prendre ses désirs pour des réalités. Les ententes du Comex, le grand marché new-yorkais (dont les prix reflètent à 99 % des opérations de papier) regorgent de métal (environ 9 000 tonnes). De quoi satisfaire la consommation mondiale pendant six mois. Certes, plusieurs grands producteurs, comme le Mexique, ont annoncé au fil de l'année dernière qu'ils réduiraient leur extraction minière.

Mais il faudra attendre les statistiques de l'offre pour savoir s'ils ont vraiment tenu parole, et à quelle hauteur. Rares sont les annonces officielles de reprise de la production, pour ne pas peser sur les prix ! L'an passé, la production secondaire d'argent (recupération, recyclage) avait diminué de 13 %, l'offre mondiale d'argent reculant globalement de 2 %. Les experts les plus sceptiques se demandent si le déficit prévu en 1991, portant sur 6 % de la production, suffira à rendre au marché une fermeté durable, sans une poussée réelle du côté de la consommation. Sur la période 1991-1993, 73 millions d'onces programmées pour l'extraction devraient rester sous terre.

Parmi les autres matières premières mieux orientées ces jours derniers, on notait la légère remontée des cours du cuivre à Londres, autour de 1 330 livres la tonne, la menace d'une grave pénurie sur Chukchi, la plus grande mine de la société d'Etat Codelco. Comme c'est souvent le cas, le litige porte sur les négociations de salaires lors du renouvellement des contrats de travail des mineurs. En milieu de semaine, ces derniers ont rejeté les propositions de la direction, et le marché s'annonce tendu pour toute la durée du mois de juin. Sur ces difficultés sociales viennent se greffer les obstacles techniques rencontrés par la Codelco dans sa grande mine du Lientenant (El Teniente), sujette aux éboulements et aux effondrements de galeries. Il semble que les projets d'augmentation de l'extraction soient sérieusement compromis pour plusieurs années par l'état inquiétant des aménagements souterrains.

ÉRIC FOTTORINO

L'HERMÈS Editeur
METHODE DE REVISION :
• Techniques du commerce international
D. NICOLLE 3ème éd. 1991
• Etudes de cas de Comptabilité
N. JOURNO 1ère éd. 1991
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Incidents
dans une cité
de Dreux

DREUX

de notre correspondant

Des incidents se sont produits au cours de la nuit de vendredi 7 à samedi 8 juin contre jeunes maghrébins et forces de police dans le quartier «cheud» des Chamards, à Dreux. Tout a commencé par un banal fait divers. Les propriétaires d'une moto récemment dérobée ont croisé par hasard leurs voleurs. Poursuite, interpellation : une explication orageuse s'est engagée. Les voleurs ont reçu le secours de jeunes de la cité. La troupe bientôt constituée de quelque deux cents personnes a détruit le véhicule des propriétaires de la moto volée. Deux gardiens des tours avoisinantes qui ont tenté de s'interposer ont été molestés. Alertées, les forces de police sont arrivées sur les lieux rapidement. Les jeunes leur ont lancé des pierres. Quatre personnes ont été blessées, un policier, un gardien d'immeuble et deux jeunes bours. Deux magasins ont été saccagés. Le calme est revenu dans la cité vers 23 heures.

C. H.

Pour protester contre de nouvelles dispositions fiscales

Les entraîneurs de galop
perturbent le tiercé

En accord avec la majorité des propriétaires, des éleveurs et des jockeys, les entraîneurs de chevaux de galop ont décidé de perturber le déroulement du tiercé, samedi 8 juin, à l'hippodrome d'Evry. Ils ne devaient pas présenter les concurrents au départ.

L'été dernier, les socioprofessionnels du galop avaient demandé aux pouvoirs publics, avec note de conjoncture à l'appui, une aide de 400 millions sur quatre ans par le biais d'un relèvement des prélèvements. Or dans le cadre du plan d'économies et de mesures fiscales adoptées en conseil des ministres, le 29 mai, une ponction de 400 millions de francs sur les réserves de la caisse dite des «fonds impayés» doit leur être appliquée. Cette caisse est un «trésor de guerre» qui est actuellement de l'ordre de 450 millions de francs. Alimentées par 200 millions de francs par an réclamés par les parieurs, ces réserves peuvent tout à fait réglementairement être affectées au budget de l'Etat, mais l'institution des courses les uti-

lise couramment pour différentes dépenses d'investissements, notamment le contrôle antidoping, de pensions, de retraites, de mutuelles, de plan social. C'est la raison pour laquelle la grève du tiercé a été décidée. Les salariés des sociétés se sentant menacés pourraient se manifester ultérieurement pour accompagner la grève ou la prolonger. La Ville de Paris observe ce mouvement avec une certaine crispation. Le gouvernement en effet vient de supprimer les 1,25 % de prélèvements qui lui reviennent depuis 1945 du PMU sur les réunions de courses se tenant à Paris en considérant qu'il s'agissait d'«avantages indus». En année pleine, celle représente plus de 300 millions pour la Ville.

Au PMU, le président Farge est désolé de toutes ces turbulences. Elles surviennent au moment où la courbe des enjeux remonte sérieusement et en plein milieu d'une campagne de publicité.

GUY DELABROSSE

Le gouvernement ayant cédé à toutes leurs revendications

Les syndicats libres albanais
ont appelé à la fin de la grève

La grève générale qui paralysait l'Albanie depuis le 16 mai devait prendre fin samedi 8 juin, conformément à un accord conclu dans la nuit de jeudi à vendredi entre le nouveau premier ministre, M. Vili Buri, et les syndicats indépendants.

Ceux-ci, créés en février dernier et qui affirment regrouper aujourd'hui quelque 400 000 membres (sur une population active d'environ 900 000 personnes), ont appelé vendredi après-midi à la reprise du travail, le nouveau premier ministre ayant accédé à toutes leurs demandes (augmentation générale de 50 % des salaires, paiement des journées de grève notamment). «Si le gouvernement ne tient pas ses promesses, nous organiserons une nouvelle grève», a toutefois averti le président du comité de grève, M. Valer Xheka, un juriste de quarante et un ans.

Les syndicats libres, et à travers eux l'opposition, ont remporté une

victoire certaine en faisant céder les autorités communistes albanaises à l'issue de cette grève de vingt-trois jours qui avait provoqué la chute du gouvernement communiste de M. Fatos Nano dans la nuit de lundi à mardi.

Une difficile retour
à la normale

Un nouveau premier ministre a été chargé de former un gouvernement de coalition susceptible de gérer les affaires courantes jusqu'à de nouvelles élections législatives en mai ou juin 1992.

Après vingt-trois jours de grève, le retour à la normale devrait se faire difficilement dans le secteur industriel où près de 65 % du personnel s'est trouvé depuis un mois en chômage technique, faute de matières premières, selon un responsable du ministère albanais des affaires étrangères. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

La «mère
de toutes les parades»

Un chasseur Harrier s'est posé à quelques centaines de mètres de la Maison Blanche, des véhicules amphibies ont remonté le Potomac avant de prendre position sur un mail parsemé d'hélicoptères, un énorme char M-1 a arraché un morceau d'asphalte, et une batterie de Patriot a été installée à proximité de l'obélisque du Washington Monument : le décorum guerrier était en place pour le jour de gloire, la grande parade de la victoire, samedi 8 juin.

WASHINGTON

de notre correspondant

Ce n'est certes pas la première fois qu'on célèbre l'apothéose du désert. Une multitude de cérémonies ont déjà été organisées du sud au nord et de l'est à l'ouest des États-Unis pour saluer le retour des troupes, et le commandant de «Desert Storm», Norman Schwarzkopf, a été honoré autant qu'il est possible, y compris à la Maison Blanche et au Congrès. Mais cette fois, c'était la vraie, la grande parade de la capitale, celle pour laquelle on a fait venir huit mille soldats «héros» de la guerre du Golfe, celle qui devait rivaliser avec le défilé que New-York organise deux jours plus tard, lundi 10 juin.

Dès vendredi, le président Bush s'est mêlé un instant aux badauds venus toucher du doigt ces armes qui furent, des semaines durant, les vedettes des journaux télévisés américains : «Tout ça est fantastique, c'est bon pour l'Amérique», a constaté le commandant en chef. Bien sûr, tout ça coûte aussi un peu cher — 7 millions de dollars de fonds publics, 6 millions de dollars privés — et une fois de plus — comme pendant la guerre elle-même — l'Arabie saoudite et la Koweït ont apporté de substantielles contributions.

Feux
d'artifice

C'est entendu, maintenant que le bruit des armes s'est tu, l'enthousiasme est un peu retombé. Mais les trois quarts des Américains estiment toujours que la guerre était nécessaire et justifiée. Certains épisodes pénibles — l'exode des Kurdes — ont un peu gâché la fête, tout comme le maintien au pouvoir de M. Saddam Hussein ou le comportement des dirigeants koweïtiens, et l'on préfère ne pas s'appesantir sur les souffrances endurées par les populations locales.

Les mots ont un peu perdu de leur superbe, le «nouvel ordre mondial» n'est plus qu'une expression désuète, un règlement de compte oriental toujours aussi improbable et le plan de limitation des armements dans la région ne semble pris au sérieux par personne, à commencer par les États-Unis eux-mêmes qui ont repris avec ardeur leurs livraisons d'armes.

Mais même si le bilan du conflit se résume désormais à la destruction de la puissance irakienne et à la restauration de la souveraineté — et du régime — koweïtienne, il reste, transcendant tout cela, le souvenir d'une victoire totale, presque indolore (cent quarante-quatre morts américains, contre cent mille morts irakiens, selon une estimation que le Pentagone a fini par fournir en autorisant une marge d'erreur de 50 %), et en outre, gratuite (ses alliés ont payé, et au-delà).

Tout cela valait donc bien une grande parade dans la capitale et un bis à New-York. La guerre, qui avait commencé par un «faux d'artifice» au-dessus de Bagdad, selon l'expression d'un reporter de CNN qui assistait aux premiers bombardements, ne pouvait avoir d'autre épilogue qu'un gigantesque «vrai» feu d'artifice — dans le ciel de Washington.

JAN KRAUZE

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a vingt ans, le congrès d'Épinal

ÉTRANGER

La campagne présidentielle en Russie
Le général Makachov, rival sans espoir de M. Eltsine..... 4

La terrorisme au Pendjab
Tentative d'assassinat du ministre indien de l'intérieur..... 6

POLITIQUE

La recomposition de la gauche
La première rencontre des communistes et socialistes critiques..... 6

Un bilan législatif de M. Rocard
L'art de gouverner avec le droit..... 6

Libres politiques
Par André Laurens..... 7

SOCIÉTÉ

Mantes-la-Jolie
Aissa Ikhiaïrah a été violemment frappée par des policiers..... 8

Racisme
Un colloque international à Crêteil..... 8

ÉCONOMIE

La crise en Inde
Delhi contraint de vendre de l'or..... 13

Chômage des jeunes
L'embauche des non-qualifiés s'est améliorée..... 13

Le centenaire d'IG Metall
La puissance d'un syndicat allemand..... 13

Revue des valeurs
Changes, Crédits
Grands marchés..... 15

HEURES LOCALES

• Rhône-Alpes : une région dans l'Europe • Portrait de l'Alsace cantonal..... 17 à 28

Services

Abonnements..... 2
Cartes..... 10
Météorologie..... 10
Mots croisés..... 8
Télévision..... 10
Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 8 juin 1991 a été tiré à 492 978 exemplaires.

M^{me} Cresson soutient M. Chevènement à Belfort

La politique à l'ancienne

BELFORT

de notre envoyé spécial

M^{me} Edith Cresson fait de la politique à l'ancienne. La politique qu'affectionne M. François Mitterrand, qui ravit M. Jacques Chirac et qui pèse à M. Michel Rocard, celle du bain de foule vécu comme un art et un plaisir, des baisers à profusion, des poignées de main à répétition.

Vendredi 7 juin à Belfort, le nouveau premier ministre, venu apporter son soutien à M. Jean-Pierre Chevènement pour le deuxième tour de l'élection législative partielle à laquelle il se présente dimanche, a fait arrêter sa voiture avant d'arriver à la mairie. Elle a foncé droit sur les quelques centaines de personnes qui attendaient, sagement rangées derrière des barrières métalliques. En vraie professionnelle, elle a pris dix bonnes minutes, sur l'heure et demie de sa visite, pour saluer tout ce qui se présentait à sa portée. On était en famille et la simplicité d'«Edith» a fait merveille. Les enfants demandaient des autographes, M. le maire de Belfort retrempait par les épaules le premier ministre qui trébucha dans les flaque d'eau.

D'abord intimidée, le poêle toute s'est mises à scander

«Edith, Edith» de plus en plus fort. Puis «Edith» et «Jean-Pierre», une fois bouclée la tournée des popotes, sont apparus ensemble au balcon de la mairie, où, sous les applaudissements, ils se sont embrassés. Edith Cresson la mitterrandiste et Jean-Pierre Chevènement le chevènementiste commentent dans une sorte de soulagement post-coïtal. L'ancien ministre de la défense a expliqué à sa visiteuse : «Vous me trouverez avec vous. Il y aura fort à faire, mais nous nous rattrapons les menches et nous réussissons ensemble!»

«Assez
de promesses!»

M^{me} Cresson le savait déjà. Elle pourra compter sur lui «en tout premier», a-t-elle dit. Au-delà des désaccords politiques momentanés, elle a toujours «respecté» M. Chevènement. Mieux, «une longue affection nous lie», a-t-elle révélé, en ajoutant sagement : «Ce n'est pas si fréquent, comme vous le savez, dans la vie politique, y compris à l'intérieur du même parti politique.» Mais le maire de Châtelleraut et celui de Belfort ont en commun d'avoir été «traités par les intellectuels

parisiens avec peu de compréhension». Bref, le premier ministre est content que se «première sortie politique» soit destinée à soutenir un homme qui fait passer «l'intérêt national» avant «l'intérêt personnel, de carrière», ce qui, là non plus, «n'est pas tellement fréquent».

Dans la même veine, M^{me} Cresson, en renouvelant le credo industrialiste qu'elle partage justement avec M. Chevènement, a ironisé sur ceux qui disent que «quand la croissance n'est pas là, il n'y a rien à faire» et qu'«d'ailleurs, quand la croissance est là [disent] qu'il ne faut pas faire non plus».

«Nous voulons des actes. Assez de promesses!», ont répondu un peu plus tard, dans la rue, la petite centaine de syndicalistes de l'usine Bull de Belfort, inquiets pour leurs emplois, et venus manifester sous les fenêtres de la préfecture pendant que M^{me} Cresson y recevait leurs représentants. Puis le cortège officiel a démarré en trombe, sous les huées, figure désormais classique du voyage ministériel en province. Même avec «Edith» comme premier ministre.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

EN BREF

• Trois détenus s'évadent de la prison des Baumettes à Marseille. — Trois prisonniers se sont évadés samedi matin 8 juin de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille. Les trois hommes, qui sont condamnés à de longues peines et devaient faire l'objet d'une surveillance particulière, auraient réussi à s'enfuir après avoir pris en otage trois personnes, deux infirmiers et un aide-soignant, qu'ils ont libérés par la suite.

• Le docteur Garretta assigne le Canard enchaîné en référé. — Le docteur Michel Garretta, ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), mis en cause par le Canard enchaîné dans son édition du 5 juin dernier, a assigné, vendredi 7, l'hebdomadaire en référé devant le tribunal de Paris pour obtenir 50 000 F de dommages et intérêts. Le docteur Garretta reproche au Canard enchaîné d'avoir affirmé, à tort, qu'il percevait une commission de 6 millions de francs par an pour ses activités au sein du groupe de la Fondation nationale de transfusion sanguine.

• Le juge californien interdit de filmer une exécution dans une chambre à gaz. — Rejetant la demande d'une chaîne de télévision locale qui voulait filmer l'exécution d'un condamné à mort, un juge de Californie s'est prononcé, vendredi 7 juin, contre la présence de caméras dans la chambre à gaz. La requête de la chaîne, soutenue par la plupart des organisations opposées à la peine de mort, s'est heurtée au refus de la direction de la prison de Saint-Quentin, où une exécution pourrait avoir lieu cette année. — (AFP.)

• GABON : démission du gouvernement. — Le président Omar Bongo a annoncé, vendredi 7 juin, dans un message radio-télévisé, la démission du gouvernement de M. Casimir Oye Mba qui avait été installé en novembre 1990. Il a invité le «futur premier ministre» à tenir compte de «toutes les sensibilités politiques» dans la formation du nouveau gouvernement. M. Bongo a aussi annoncé une amnistie de tous les prisonniers condamnés à des peines inférieures à deux ans. A cette occasion, il a dénoncé «les donneurs de leçons» et «constaté une aggravation des tensions sociales entretenues par certaines formations politiques».

• ÉTATS-UNIS : coupes claires dans le budget militaire voté par la Chambre des représentants. — Malgré les menaces de veto du président Bush, la Chambre des représentants américaine a voté, vendredi 7 juin, un budget de défense d'un montant de 295 milliards de dollars, comprenant des coupes claires dans les sommes allouées à l'Initiative de défense stratégique (IDS) et au bombardier «furtif» B-2.

• Un juge californien interdit de filmer une exécution dans une chambre à gaz. — Rejetant la demande d'une chaîne de télévision locale qui voulait filmer l'exécution d'un condamné à mort, un juge de Californie s'est prononcé, vendredi 7 juin, contre la présence de caméras dans la chambre à gaz. La requête de la chaîne, soutenue par la plupart des organisations opposées à la peine de mort, s'est heurtée au refus de la direction de la prison de Saint-Quentin, où une exécution pourrait avoir lieu cette année. — (AFP.)

• Feu vert de la Communauté pour l'aide publique à la TVHD. — Thomson Consumer Electronics (TCE), filiale «matériels électroniques grand public» du groupe Thomson, pourra recevoir l'aide financière de l'Etat français pour développer la télévision à haute définition (TVHD). La Commission européenne vient, en effet, de statuer favorablement sur le bien-fondé du versement à l'entreprise,

d'ici à 1995, d'une subvention de 366 millions d'eus (2,56 milliards de francs). Elle précise que dans le mesure où cette subvention servira à soutenir financièrement l'entreprise constituée avec le groupe néerlandais Philips Electronics NV et que ce projet commun entre dans le cadre du programme européen de recherche Euréka, cet apport de capitaux publics ne déroge pas aux règles communautaires.

Dimanche 22h30

"J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 ÉPISODES RADIO
JUSQU'AU 30 JUIN

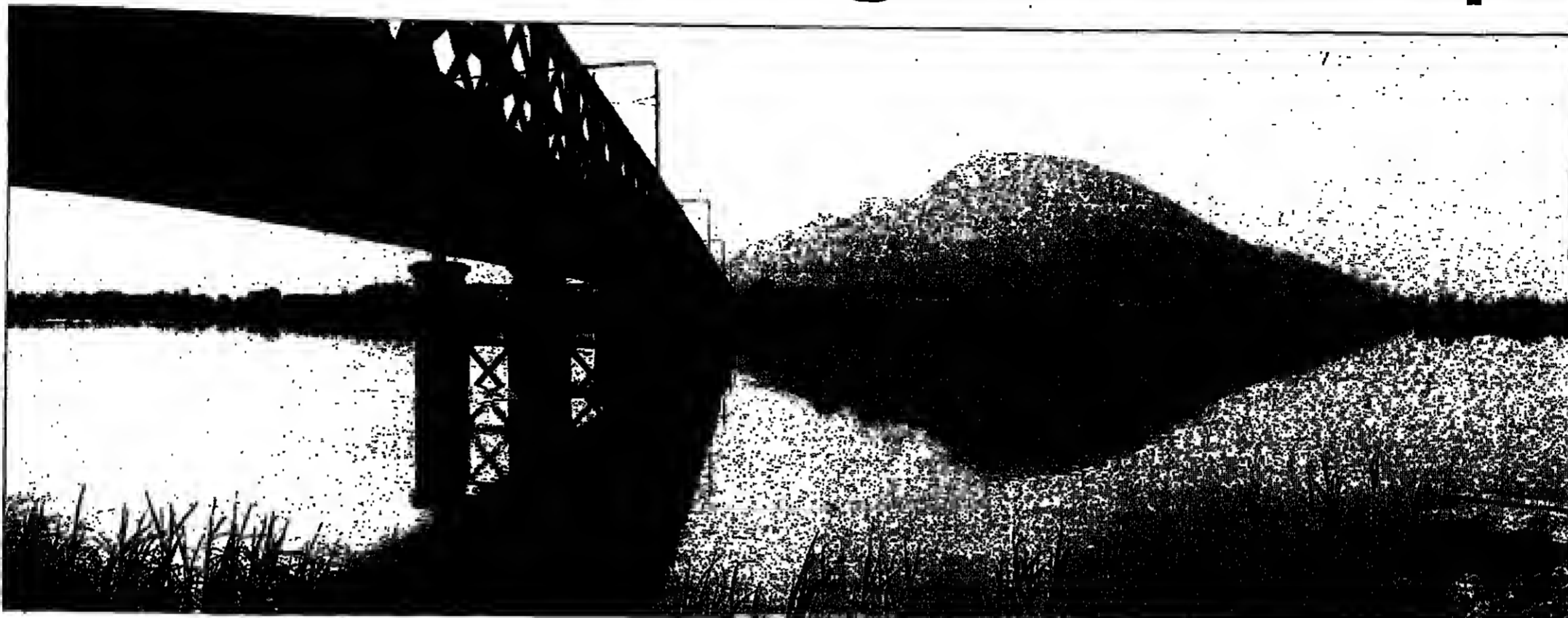
Europe 2

Le Monde

Le Monde

HEURES LOCALES

Rhône-Alpes : une région dans l'Europe



MAURICE MULLER

FERNAND BRAUDEL parle de Lyon. « Le drame de la ville, écrit-il, c'est qu'elle ne trouve son ordre et les conditions de son épanouissement que sur le plan international : elle dépend de « logiques » à très large rayon. Il lui faut la complexité du dehors. Les fêtes qui la favorisent sont étrangères. » Un drame ? Une chance également. Et l'analyse de l'historien s'applique aussi bien à la région qu'à sa capitale. La région Rhône-Alpes en l'an 2000, c'est-à-dire demain, sera plus largement et plus volontairement encore qu'aujourd'hui tournée vers l'extérieur, vers l'Europe proche qu'elle connaît bien et plus lointaine qu'elle commence à découvrir.

Peu de villes, peu de régions qui, de nos jours, n'affirment avoir une vocation européenne. Comment exister autrement, ne serait-ce que sur les défilés publicitaires ? La prétention est, dans le cas de cette ville et de cette région, parfaitement justifiée. Par sa taille et sa population, Rhône-Alpes peut se mesurer sans trop de disproportion avec ses voisines allemandes ou italiennes.

Un nouveau « croissant fertile »

L'éventail de ses ressources industrielles, scientifiques et humaines est suffisamment large, ses performances et son savoir-faire suffisamment assurés pour

qu'elle puisse affronter sans trop de complexes la bataille économique internationale.

Reste, après l'avoir affirmée, à confirmer cette prétention à ne pas se laisser enfermer dans les frontières de l'Hexagone ; à éviter aussi de céder à la tentation de l'intervention tous azimuts. Ainsi doivent être interprétés les accords signés entre les quatre régions motrices de l'Europe occidentale : Rhône-Alpes, Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie. Comme peut l'être l'intention plus générale d'arrimer la région en priorité à cette « Europe médiane alpine », nouveau « croissant fertile » du Vieux Continent qui, de part et d'autre des Alpes, couvre une vaste zone en plein développement allant de Munich à Milan, de Vienne à Genève et Lyon.

Sur le terrain, cette volonté d'ouverture se traduit très concrètement par des échanges commerciaux, financiers ou industriels permettant aux entreprises d'acquiescer la taille critique qui leur permettra de résister dans les meilleures conditions à l'arrivée massive des concurrents européens sur un marché français plus ouvert ou de pénétrer de façon plus efficace sur les marchés étrangers. Exemple modèle : l'accord conclu entre Renault-Véhicules industriels et Volvo.

Rhône-Alpes en l'an 2000 sera plus européenne ; elle sera aussi, pourrait-on dire, plus « régionale » et aura dû accroître sa cohésion en même temps que ses ambitions. Il s'agit d'une région dispersée et disparate com-

posée d'une mosaïque de villes, de pays aux traditions et aux intérêts divergents sinon contraires. Grenoble et Saint-Etienne se sont aussi souvent opposés à Lyon que Lyon à Paris et souvent pour la même raison : la crainte que la capitale n'abuse de son pouvoir au détriment de sa province. Ancienne querelle mais qui commence à dater. Des communications plus rapides et faciles, la connivence obligée qui s'établit entre enseignants, chercheurs et entrepreneurs, renforcent naturellement les liens à l'intérieur d'une communauté régionale qui, par ailleurs, a acquis, depuis la décentralisation, une réelle autonomie. Ira-t-on pour cela jusqu'à établir ces « réseaux de villes » qui sont le dernier pont aux ânes des aménageurs du territoire ? La réponse dans les prochaines années.

Savoir-faire et savoir-vivre

Solidarité entre les villes, et à l'intérieur de celles-ci : Rhône-Alpes a ses Minguettes et autres Vaux-en-Velin. Solidarité aussi entre les villes et les campagnes. L'axe royal de la région, c'est, bien entendu, la vallée du Rhône, sillonnée de toutes parts, lieu d'élection des industries traditionnelles, prolongée par le sillon alpin, terre d'accueil des loisirs et des activités de pointe. Reste... le reste du territoire régional, qui n'a pas toujours les mêmes possibilités et la même notoriété. Ici

comme ailleurs les banlieues s'étendent et les campagnes se vident. L'entêtement et l'imaginaire de quelques pionniers suffiront-ils à les empêcher de retourner au désert ?

Voilà quelques-unes des questions qui se posent lorsqu'on essaie d'imaginer Rhône-Alpes « au futur ». Elle dispose de nombreux atouts et de quelques cartes d'excellence. Sa position géographique d'abord. La possibilité ensuite qu'elle offre à des chercheurs et à des entrepreneurs nombreux et dynamiques de travailler ensemble.

Ce n'est pas un hasard si la formule de la technopole a été sinon inventée du moins appliquée pour la première fois à l'échelon d'une agglomération à Grenoble et si Lyon dispose pour sa part de trois sites de ce genre. Réalisations symboliques qui sont bien loin d'expliquer à elles seules la puissance industrielle de la région mais qui illustrent ses capacités d'invention. La qualité enfin d'un cadre de vie urbain et naturel qui est, on le sait, devenu un élément essentiel de la compétition économique et auquel, de toute façon, on attachera de plus en plus d'importance. Cette région est bien la dernière où l'on devrait oublier que le savoir-vivre est inséparable du savoir-faire.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

Portrait de l'élus cantonal

Des notables modernes, voilà ce que sont les conseillers généraux selon une étude de la Fondation nationale des sciences politiques

Le temps a fait son œuvre. M. le conseiller général n'est plus ce brave homme, maire de son village depuis des décennies, qui ne quittait sa ferme que pour gagner la salle de réunion de l'assemblée départementale où il avalisait sagement les décisions de M. le préfet. Aujourd'hui, c'est un militant politique bardé de diplômes qui, s'il se passionne pour la gestion de sa commune, a pris fermement en main, avec ses collègues, la direction des affaires de son département. La fréquentation des hôtels des départements le laissait présager. Une solide étude scientifique vient de le

confirmer. La décentralisation, voulue par Gaston Defferre, a surtout profité, contrairement aux espoirs de son initiateur, aux départements.

Mais ses principaux bénéficiaires, les présidents des conseils généraux, savent que, malgré l'accroissement de leurs pouvoirs, l'image de leurs assemblées ne s'est guère améliorée. Pour tenter de la modifier, il leur fallait démontrer que la réalité de leur composition ne correspondait pas à sa caricature. L'Assemblée des présidents de conseils généraux, que préside Jean Puech, sénateur FR de l'Aveyron, a donc demandé à la Fondation nationale des sciences politiques de réaliser une

enquête, qui a été conduite par Alain Lancelot, Annie Percheron et Béatrice Roy.

Un questionnaire détaillé a été envoyé aux 4 142 conseillers généraux de métropole et d'outre-mer. 32 % d'entre eux y ont répondu, ce qui a fourni un échantillonage suffisamment représentatif. Le résultat est précieux, car c'est la première fois qu'une telle étude est menée. Et décrivant les conseillers généraux, c'est aussi sur l'ensemble de la classe politique française qu'il donne un coup de projecteur bien venu, puisqu'ils en constituent le sous-bassement.

La montée des enseignants

Le portrait de l'élus cantonal type qui en ressort ne correspond donc guère aux idées reçues. Certes, dans ce milieu politique comme dans les autres, les femmes sont sous-représentées, puisqu'elles n'y sont que 5 % ; mais cela tient peu aux choix des partis, car, par exemple, aux élections de 1979 elles formaient 38 % des candidats. Comme on pouvait s'y attendre aussi, si la moyenne d'âge est de cinquante-six ans et demi, les élus de gauche sont plus jeunes que ceux de droite : 19 % de ceux qui se classent au centre gauche ont moins de quarante-cinq ans, alors qu'ils ne sont que 12 % au centre droit ; de même, et logiquement, 46 % des élus des cantons ruraux ont plus de soixante ans, alors que ce chiffre tombe à 37 % dans les cantons urbains.

Professionnellement, en revanche, l'évolution est sensible : 25 % des conseillers généraux sont, aujourd'hui, agriculteurs, commerçants ou artisans, alors qu'ils étaient 30 % à l'être en 1974 ; les ouvriers et employés sont eux aussi

passés, dans le même temps, de 20 % à 16 %. Si la place des professions libérales est restée relativement stable (de 26 % à 24 %), en revanche celle des cadres supérieurs (de 12 % à 16 %) et surtout des enseignants (de 12 % à 20 %) a sensiblement augmenté. C'est bien entendu à droite que l'on trouve le plus d'enseignants, d'agriculteurs et de membres de professions libérales, alors que c'est à gauche qu'il y a le plus d'enseignants ; par contre, les cadres supérieurs sont équitabement répartis.

L'image du conseiller solidement ancré dans son terroir correspond, elle, parfaitement à la réalité, et probablement plus que l'on ne pouvait le penser : 49 % d'entre eux assurent que leur famille est depuis toujours installée dans leur département d'élection, alors qu'il n'y a que 35 % des Français à être dans cette situation. Cette immersion comme le fait que 46 % des élus départementaux aient un père agriculteur, artisan ou commerçant expliquent leur attachement au monde rural. Aussi le très fort lien du conseiller général avec celui-ci est-il accepté par 64 % de ses membres et n'est même contesté que par 53 % des socialistes et 61 % des représentants des cantons urbains. Ces enfants des fermes et des boutiques disposent toutefois de solides diplômes : 60 % d'entre eux ont fait des études supérieures.

Leur héritage est aussi politique, et c'est là aussi une confirmation apportée par cette enquête : les conseils généraux ne sont plus des assemblées apolitiques.

THIERRY BRÉHIER
Lire la suite page 27

SUPPLÉMENT

Le Monde consacre aujourd'hui un supplément de huit pages à la région Rhône-Alpes, ses points d'excellence, ses zones d'ombre, la façon dont elle se prépare à entrer dans le troisième millénaire.

- Les chemins pour demain 19
- La santé comme industrie 21
- Les atouts de la recherche 22
- L'échelle pour le métier 23
- Des villes à cœur ouvert 24
- Les oubliés du progrès 25
- Une vitrine pour l'art contemporain 25
- La nature n'a pas de prix 25
- Les habits neufs de la politique 26

"Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie..."

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

... Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

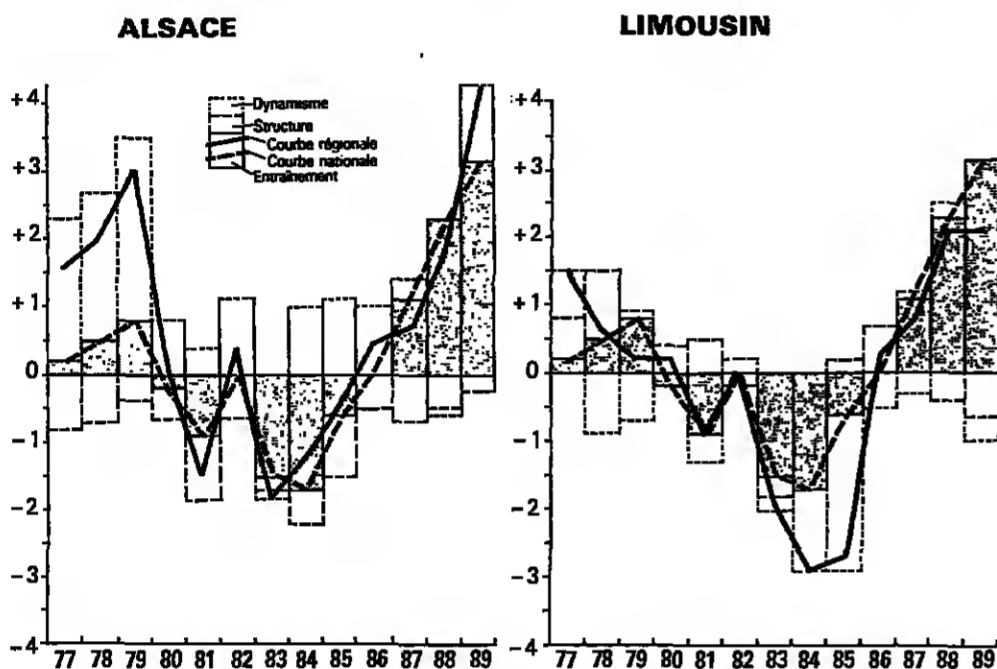
FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

HEURES LOCALES

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/EMPLOI/UNEDIC

Comment mesurer l'évolution de l'emploi dans une région par rapport à l'évolution nationale ? L'UNEDIC a créé un indicateur qui tient compte de la structure des emplois et du dynamisme régional. La courbe régionale (trait noir plein) exprime le point d'équilibre par rapport à la tendance nationale. Nous avons déjà publié Nord-Pas-de-Calais et Ile-de-France (le Monde daté 18-19 novembre), Bretagne et Languedoc-Roussillon (le Monde daté 16-17 décembre), Basse-Normandie et Haute-Normandie (le Monde daté 20-21 janvier), Rhône-Alpes et Aquitaine (le Monde daté 17-18 février), Lorraine et Midi-Pyrénées (le Monde daté 17-18 mars), Poitou-Charente et Picardie (le Monde daté 14-15 avril), Auvergne et Pays de la Loire (le Monde daté 12-13 mai).



ALSACE

Concurrence frontalière

On savait l'Alsace en bonne position, et l'indicateur le confirme. Les résultats sont d'ailleurs d'autant plus satisfaisants qu'ils ne tiennent pas compte de l'apport constitué, pour la région, par les travailleurs frontaliers, dont le nombre continue d'augmenter.

Mais ces excellents résultats, obtenus par un fort dynamisme des entreprises, sont sur le marché du travail à la concurrence des voisins allemands ou suisses, dissimulent une surprenante faiblesse structurelle. Depuis douze ans, l'économie alsacienne n'a pas connu d'évolution de ce point de vue et est toujours propulsée par des activités traditionnelles dans la mécanique ou le textile. Même si elle sait en tirer le meilleur profit, l'Alsace n'a pas encore pris le virage des nouvelles technologies et pourrait être handicapée à l'avenir.

Le profil de la courbe corrobore cette impression. L'avance de la région était impressionnante, jusqu'à la fin des années 70. Après la cassure de 1983, la différence est moins forte, malgré le bond de 1989.

LIMOUSIN

A la traîne

Surprise. Le Limousin a plutôt une structure favorable à ses emplois. Ce qui est tout à la fois dû au secteur agro-alimentaire et aux industries de construction électrique, particulièrement performantes. Si cela a été moins vrai dans la dernière période, il faut sans doute y voir les conséquences des difficultés de la production du poids lourds ou de l'exploitation des mines d'uranium.

Mais la rasta ne surprend pas. Malheureusement. Hormis en 1977 et en 1988, la région n'a pas fait preuve de dynamisme propre. Bien au contraire, sa passivité ou son incapacité à relever les défis l'ont placée dans une situation plus délicate que la moyenne nationale pendant pratiquement toute la période. Ce qui est manifeste entre 1983 et 1985, quand l'onde de choc de la restructuration s'est non seulement amplifiée mais aussi prolongée. La crise s'est déclenchée plus tôt et la reprise a été plus longue à se manifester.

Les explications ne manquent pas. Les atouts du Limousin sont peu nombreux. Le désencadrement n'est pas achevé, loin s'en faut, et les équipements insuffisants. C'est notamment le cas pour l'appareil de formation, avec ses conséquences sur la qualification de la main-d'œuvre.

DÉBAT

L'occasion manquée de la décentralisation

par Philippe Lottiaux

L'ABANDON, sous la pression du président de la République, du projet de loi relatif à la modification du scrutin pour les élections régionales, n'a surpris personne. L'intervention du chef de l'Etat s'inscrit dans le droit-fil d'un discours départementaliste moins fois répété. La facilité avec laquelle le gouvernement s'est laissé convaincre ne fait que traduire la crainte de voir ce projet refusé par les parlementaires. Et pour cause : ce qui est en jeu, derrière une modification somme toute limitée, c'est bel et bien le rôle et le poids futurs de l'institution régionale et ses rapports avec les départements.

En retirant son projet de l'ordre du jour de l'Assemblée, le gouvernement a ainsi manqué l'occasion de poursuivre l'œuvre de la décentralisation en ce qu'elle a de moins abouti.

L'originalité de l'organisation administrative française tient moins à l'existence de trois niveaux d'administration décentralisée qu'à un nombre élevé de communes et, surtout, à l'existence d'un échelon régional fort. Au sein de la CEE, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Grèce ou encore la Belgique possèdent également trois échelons administratifs décentralisés. En revanche, la France est le seul pays, avec la Grèce, où la prépondérance régionale n'est pas affirmée.

Les facteurs historiques expliquent en grande partie cette particularité. L'institution départementale n'a pas été remise en cause depuis le découpage initial de 1790. La région, en revanche, n'a véritablement émergé qu'après la seconde guerre mondiale et ne fut longtemps considérée que comme un support à la planification et à une déconcentration limitée. Elle ne peut se prévaloir de la même légitimité.

La loi du 2 mars 1982, qui érige en collectivité territoriale à part entière, ne modifie guère cet état de choses. Si la région est confortée dans ses fonctions d'acteur du développement économique et de l'aménagement du territoire, elle n'en acquiert pas pour autant un rôle comparable à celui du département. Qu'il faille attendre quatre ans avant qu'elle ne dispose d'un exécutif élu - et encore, dans un cadre départemental - atteste de l'embarras suscité par l'existence d'une collectivité qui entend bien ne pas se satisfaire d'un rôle de figurant.

Les coûts induits par la coexistence de deux institutions souvent concurrentes sont considérables. La région d'un côté, le département de l'autre, tendent à se construire des domaines réservés, encouragés en cela par l'inapplicable logique des blocs de compétences mise en avant par les lois de 1982. C'est là une source supplémentaire de rigidités et d'inefficacité des actions locales. De même, les entreprises ont le plus grand mal à se retrouver dans le maquis des interventions économiques des collectivités.

Par ailleurs, la région s'oppose parfois aux départements dans ce qui constitue pourtant sa vocation pre-

mière : les projets d'aménagement. Devant la perspective d'un renforcement des régions, certains craignent, ou feignent de craindre, la constitution de véritables « baronnies ». C'est oublier que le département constitue le réseau privilégié du clientélisme et des situations acquises. Nombre d'élus ne s'y sont pas trompés, qui ont déserté en masse, lors de l'application de la loi sur le cumul des mandats, les assemblées régionales au profit des conseils généraux. Comment s'en étonner, lorsqu'on sait que les conseils régionaux disposent d'un budget souvent de moitié inférieur à celui du département le plus important de leur territoire ?

Une légitimité accrue est la condition sine qua non du renforcement de l'institution régionale. Le mode de scrutin représenté, à ce titre, un enjeu majeur. Tant que l'élection s'effectuera dans un cadre départemental l'assemblée régionale est condamnée à l'impuissance et la région à demeurer un concept vague et abstrait chez des électeurs qui ne connaissent généralement pas les élus régionaux. Seul un scrutin régional de liste à forte prime majoritaire permettra la constitution d'un exécutif fort et reconnu comme tel. Cela suppose une réelle volonté politique, aujourd'hui inexistante.

Il serait dès lors possible de donner aux régions les moyens d'une véritable politique d'aménagement. Celle-ci passe notamment par la conclusion de contrats de plan qui soient de véritables contrats, différenciés selon les objectifs de développement propres à chaque région. Une contractualisation pourrait ensuite intervenir entre la région et les départements la composant, voire la métropole régionale, ce qui est déjà le cas en Franche-Comté ou en Midi-Pyrénées.

L'enjeu est essentiel pour des régions défavorisées. De récentes études ont mis en avant le risque de marginalisation du centre de la France. Un exécutif régional possédant davantage d'envergure et, partant, de crédibilité, pourrait empêcher une telle évolution.

Cela devrait aller de pair avec une véritable déconcentration à l'échelon régional et un renforcement des pouvoirs propres, voire de l'indépendance, du préfet de région, afin que le président de l'assemblée élue dispose d'un véritable interlocuteur du côté de l'Etat.

Même si le conseil général a été une institution adaptée en son temps et qu'il convient de préserver, ne serait-ce que comme honorable maison de retraite pour notables locaux, la structure du canton devra à terme être condamnée.

En revanche, maintenir le département dans son omnipotence, comme tel est actuellement le cas, revient à s'enfermer dans des structures archaïques et à cautionner des dysfonctionnements et des incohérences de plus en plus insupportables.

Philippe Lottiaux est membre du comité directeur du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP).

BLOC-NOTES

NOMINATIONS

□ M. Eric Martin, nouveau secrétaire général de Limoges. — M. Eric Martin a succédé à M. Jean Lopez, qui a pris sa retraite, comme secrétaire général de la mairie de Limoges (Haute-Vienne) depuis le 1^{er} juin.

□ Agé de trente et six ans, M. Eric Martin est titulaire d'une licence d'histoire. Après des études à Sciences-Po (services publics), puis à l'ENSA (promotion Braud), il a commencé sa carrière professionnelle en 1987 à la chambre régionale des comptes de Bourgogne. Il est l'auteur d'une publication sur le Catalogue dans la collection « Notes et études documentaires » de la Documentation française.

AGENDA

□ Route et rue. — L'Union routière de France et le Conseil national des économistes régionaux et de la productivité organisent un colloque

sur « La ville, la route et la rue » au Sénat, le mardi 25 juin.

► Renseignements au (16-1) 42-22-35-29.

□ Ingénieurs territoriaux. — Le prochain congrès de l'Association des ingénieurs des villes de France portera sur les déplacements urbains. Il aura lieu du mercredi 19 au samedi 22 juin au parc des expositions de Toulouse, en même temps que le Salon national des techniques et équipements des collectivités territoriales, « Citepro ». Cette manifestation accueillera deux cents exposants, entrepreneurs et prestataires de services pour les collectivités.

► Renseignements au (16-1) 45-58-90-99.

PUBLICATIONS

□ Normes européennes. — Le ministère de l'Intérieur et le ministère délégué chargé de l'Industrie et du commerce extérieur viennent d'établir un guide intitulé Normes européennes : mode d'emploi pour

les collectivités locales. Cet ouvrage devrait aider les collectivités à appliquer les normes auxquelles elles ont désormais obligation de faire référence lorsqu'elles lancent des appels d'offre et passent des marchés. Il a été tiré à 65 000 exemplaires et sera distribué gratuitement.

► Direction générale des collectivités locales, 2, place des Saussaies, 75800 Paris. Tél. : (16-1) 40-07-29-74.

□ Collectivités en chiffres. — La direction générale des collectivités locales vient de faire paraître une seconde édition de l'ouvrage Les Collectivités locales en chiffres. Ce document dénombre les collectivités, indique leur population en exploitant les résultats du dernier recensement, et présente des éléments statistiques sur les élus locaux. Il donne de nombreuses informations financières sur les collectivités locales en chiffres, les départements et les régions.

► 96 pages, 95 francs. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

COURRIER

Retour au Festival de Thonon

Après l'article de Michel Castaing intitulé « Un bain de jeunesse pour Thonon » (le Monde daté 19-20 mai), nous avons reçu de M. Jean-Paul Chambias, créateur dans cette ville du Festival national du théâtre lyéen (FNTEL), une lettre, dont nous publions les extraits suivants :

Il faut savoir que, dans la situation actuelle du théâtre à l'école, recevoir cent demandes de dossiers et en accueillir soixante-sept conformes au règlement constitue un très bon score. Nous plaçons la barre assez haut (trop peut-être) et nous savons que beaucoup de lycéens intéressés ne s'inscrivent pas, estimant à tort ou à raison que leur niveau est insuffisant.

D'autre part, il ne me semble pas exact de dire que le public était constitué pour l'essentiel des lycéens eux-mêmes. Sachant qu'ils accédaient gratuitement aux spectacles, d'où viennent les 70 000 F de recettes ? Prix des places : 20 F et 40 F, laissez-passer : 100 F.

Par ailleurs, je ne mets pas sur le même plan la « claquerie » de la DRAC (direction régionale de l'action cultu-

relle) et la participation de l'éducation nationale. Payer un mi-temps à l'un de ses fonctionnaires constitue un réel et onéreux effort. En ajoutant une subvention de 40 000 F, on doit obtenir une somme comparable à la subvention municipale (120 000 F).

Enfin, compte tenu du réel soutien apporté par la profession du théâtre à notre manifestation, j'aurais aimé que les noms d'Alain Batifollier, de François-Eric Valentin et du NADA Théâtre soient évoqués. Ils ont fait un travail formidable sur et hors scène.

(La lettre de M. J.-P. Chambias appelle les observations suivantes :

1) La situation actuelle du théâtre à l'école, c'est justement là le problème : entre la notoriété du jeune FNTEL (créé en 1988) qui est encore insuffisante ou est-ce l'impulsion donnée dans les lycées par les ministères de l'Éducation nationale et de la culture ? Le nombre de dossiers reçus nous a paru effectivement faible.

2) M. Chambias omet de dire qu'il y avait aussi deux spectacles professionnels (dont Ubu, interprété avec verve par Béatrice Masson et Guilhem Pellegrin, du NADA Théâtre, avec un prix d'entrée « adulte » de 60 F. Une recette de 78 000 F pour dix spectacles et dix-huit représentations au

total semble maigrelette. Le public thonnais ne s'est pas « précipité », comme nous l'avons écrit, pour voir les pièces proposées, mais nous avons peut-être minimisé sa participation (six cents personnes pour Ubu).

3) Dans la mesure où le FNTEL est une manifestation nationale et où le théâtre est une singulière école de formation, l'éducation nationale (ou reversion pas sur la subvention du ministère de la culture) aurait pu se montrer plus généreuse. Mais ne soyons pas plus royaliste que le roi.

4) Alain Batifollier, scénographe attitré de Marcel Maréchal et de Daniel Mesguich, avait monté une exposition, « Envers et dévers », particulièrement soignée : François-Eric Valentin, ancien professeur d'éclairage artistique, avait animé un intéressant atelier, « Lumière pour le spectacle », Philippe Assella, fondateur du Jeune Théâtre Interactif, Jean-Louis Heckel et Béatrice Masson de NADA Théâtre avaient « autoproduit » leur matériel de comédiens devant de jeunes auditeurs passionnés : Pierre Arditi, enfin, avait été la vedette d'un forum et avait rencontré Orlin, en Seine-et-Marne, une graine de grand comédien - qu'il veut devenir, ou non à retravailler. Tout cela avait été dit, mais le passage avait été supprimé pour des raisons techniques. Voilà qui est rétabli. — M. C.]

Le Conseil régional de Franche-Comté recrute son

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

pour le 1^{er} septembre 1991

Votre mission :

Rattaché à la direction générale, vous aurez la responsabilité de l'administration et de la gestion du personnel, de la formation et de la communication interne.

Porteur d'une image efficace et dynamique de la fonction Personnel, vous contribuerez tout particulièrement à la bonne marche du PROJET D'ENTREPRISE.

Vous assurerez votre mission avec le concours d'une équipe déjà en place (7 personnes).

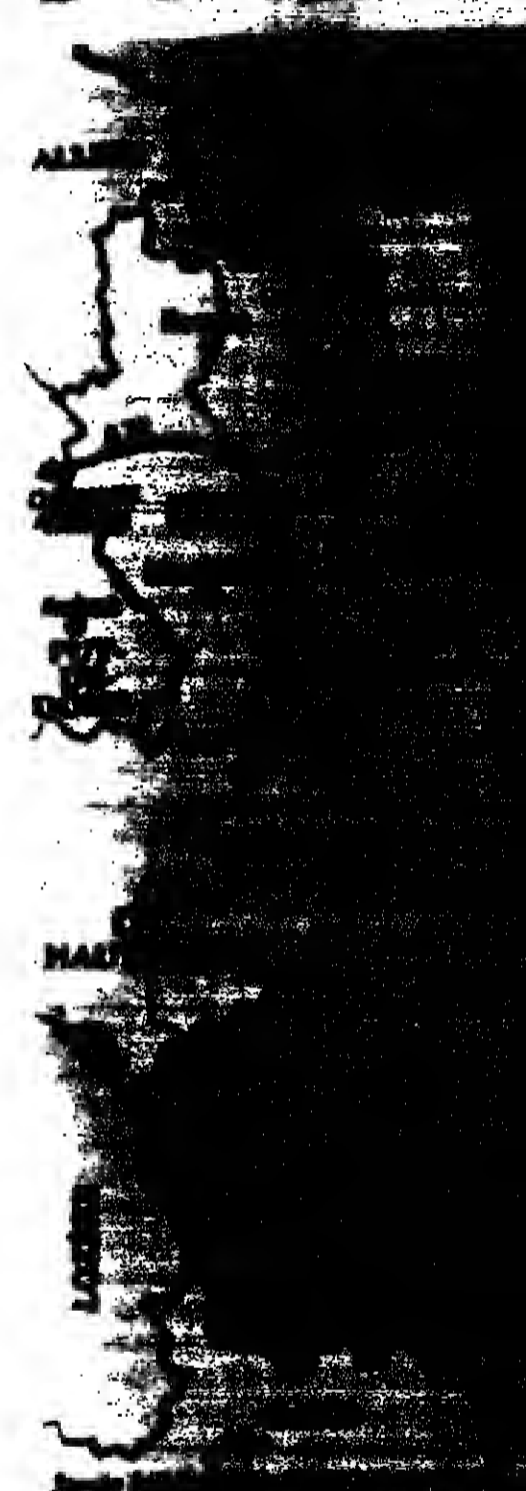
Votre profil :

Vous êtes fonctionnaire, attaché principal ou directeur, vous justifiez d'une expérience à un poste de responsabilité dans la fonction gestion des ressources humaines.

Votre sens des relations humaines et de la communication, votre aptitude au management seront vos meilleurs atouts pour réussir à ce poste passionnant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à : M. le président du Conseil régional de Franche-Comté, 4, square Castan, 25031 BESANCON CEDEX.

RHÔNE AU



Les che

révolutionnaire de la

Le Rhône-Alpes est une région riche en patrimoine naturel et culturel. Elle offre de nombreuses opportunités pour les entreprises et les particuliers. Les services de la région sont à votre disposition pour vous aider à réaliser vos projets.

سكينة المصطفى

Non manquée centralisation

Philippe Lottiaux

La région Rhône-Alpes rassemble huit départements et au total, 5 350 701 habitants. Sa population a, entre 1982 et 1990, augmenté de 6,67 %, c'est-à-dire nettement plus que la moyenne des régions de la métropole (+ 4,50 %) et plus, par exemple, que la région Ile-de-France (+ 5,83 %). Tous les départements ont vu leur population augmenter entre les deux recensements de 1982 et 1990 dans des proportions très différentes : l'Ain de 12,54 % (471 019 habitants) ; l'Ardèche de 3,58 % (277 581) ; la Drôme de 6,23 % (414 072) ; l'Isère de 8,48 % (1 016 228) ; la Loire de 0,92 % (746 288) ; le Rhône de 4,41 % (1 508 966) ; la Savoie de 7,60 % (348 261) ; le Haute-Savoie de 14,92 % (568 286).

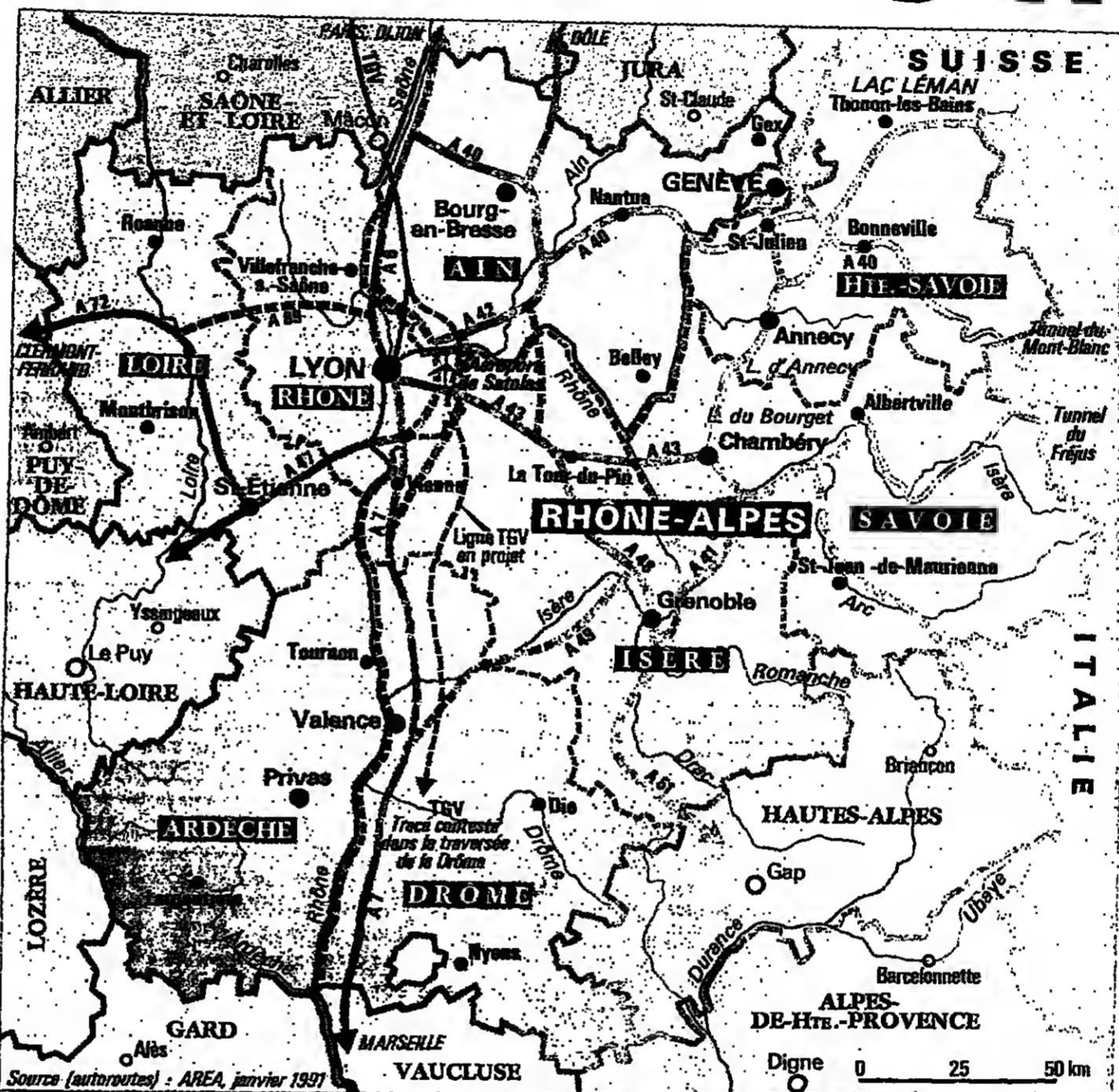
Avec ses 5 350 701 habitants, Rhône-Alpes a, contrairement à bien d'autres régions françaises, une importance comparable à ses voisines européennes. A titre d'exemple, le Bade-Wurtemberg compte 9 330 000 habitants environ, la Lombardie, 8 890 000 ; la Catalogne, 6 000 000. De même, l'agglomération de Lyon et ses 1 260 000 habitants peut se comparer à celle de Munich (1 200 000 habitants), de Barcelone (1 700 000 habitants) ou de Milan (1 480 000 habitants).

La région Rhône-Alpes rassemble huit départements et au total, 5 350 701 habitants. Sa population a, entre 1982 et 1990, augmenté de 6,67 %, c'est-à-dire nettement plus que la moyenne des régions de la métropole (+ 4,50 %) et plus, par exemple, que la région Ile-de-France (+ 5,83 %). Tous les départements ont vu leur population augmenter entre les deux recensements de 1982 et 1990 dans des proportions très différentes : l'Ain de 12,54 % (471 019 habitants) ; l'Ardèche de 3,58 % (277 581) ; la Drôme de 6,23 % (414 072) ; l'Isère de 8,48 % (1 016 228) ; la Loire de 0,92 % (746 288) ; le Rhône de 4,41 % (1 508 966) ; la Savoie de 7,60 % (348 261) ; le Haute-Savoie de 14,92 % (568 286).

La région Rhône-Alpes rassemble huit départements et au total, 5 350 701 habitants. Sa population a, entre 1982 et 1990, augmenté de 6,67 %, c'est-à-dire nettement plus que la moyenne des régions de la métropole (+ 4,50 %) et plus, par exemple, que la région Ile-de-France (+ 5,83 %). Tous les départements ont vu leur population augmenter entre les deux recensements de 1982 et 1990 dans des proportions très différentes : l'Ain de 12,54 % (471 019 habitants) ; l'Ardèche de 3,58 % (277 581) ; la Drôme de 6,23 % (414 072) ; l'Isère de 8,48 % (1 016 228) ; la Loire de 0,92 % (746 288) ; le Rhône de 4,41 % (1 508 966) ; la Savoie de 7,60 % (348 261) ; le Haute-Savoie de 14,92 % (568 286).

La région Rhône-Alpes rassemble huit départements et au total, 5 350 701 habitants. Sa population a, entre 1982 et 1990, augmenté de 6,67 %, c'est-à-dire nettement plus que la moyenne des régions de la métropole (+ 4,50 %) et plus, par exemple, que la région Ile-de-France (+ 5,83 %). Tous les départements ont vu leur population augmenter entre les deux recensements de 1982 et 1990 dans des proportions très différentes : l'Ain de 12,54 % (471 019 habitants) ; l'Ardèche de 3,58 % (277 581) ; la Drôme de 6,23 % (414 072) ; l'Isère de 8,48 % (1 016 228) ; la Loire de 0,92 % (746 288) ; le Rhône de 4,41 % (1 508 966) ; la Savoie de 7,60 % (348 261) ; le Haute-Savoie de 14,92 % (568 286).

RHÔNE-ALPES AU FUTUR



La région Rhône-Alpes rassemble huit départements et au total, 5 350 701 habitants. Sa population a, entre 1982 et 1990, augmenté de 6,67 %, c'est-à-dire nettement plus que la moyenne des régions de la métropole (+ 4,50 %) et plus, par exemple, que la région Ile-de-France (+ 5,83 %). Tous les départements ont vu leur population augmenter entre les deux recensements de 1982 et 1990 dans des proportions très différentes : l'Ain de 12,54 % (471 019 habitants) ; l'Ardèche de 3,58 % (277 581) ; la Drôme de 6,23 % (414 072) ; l'Isère de 8,48 % (1 016 228) ; la Loire de 0,92 % (746 288) ; le Rhône de 4,41 % (1 508 966) ; la Savoie de 7,60 % (348 261) ; le Haute-Savoie de 14,92 % (568 286).

Les chemins pour demain

Un projet révolutionnaire de la SNCF : une autoroute ferroviaire dans la vallée du Rhône

La vallée du Rhône sera dans les années 2000 un véritable couloir ferroviaire. Des TGV français, ou leurs concurrents italiens, devraient se succéder à vives cadences et à vitesse rapide. Des convois, transportant sur deux niveaux des conteneurs de marchandises, circuleront aussi sur ces voies nouvelles, moins rapidement mais tout aussi efficacement. L'avenir du transport ferroviaire passe, en effet, à la fois par la vitesse pour les voyageurs et le transport combiné pour les marchandises.

Mais le «ferroutage» — qui suppose le transbordement des conteneurs — n'est peut-être qu'un palliatif. La SNCF a mis à l'étude un autre mode de déplacement : des trains transportant des camions complets, c'est-à-dire les tracteurs et leur remorque. Les spécialistes appellent cela la «route roulante». Des autoroutes ferroviaires, en somme. Sur des trains plates-formes de 1 à 2 kilomètres seraient chargés très rapidement (en quinze minutes) 75 ou 100 poids lourds. Les rames se succéderaient toutes les six minutes (1) : mille poids lourds à l'heure. Autant de moins sur les autoroutes ! La première approche, très sommaire, réalisée par la SNCF, porte sur un tracé allant, grosso modo, du nord de la France à la frontière espagnole en passant par Paris, Dijon et Lyon. Elle prévoit de remettre au gabarit des lignes existantes, actuellement sous-utilisées. Coût très approximatif du projet : 60 milliards de francs, équivalant aux prévisions initiales du tunnel sous la Manche. Cher sans doute, mais «l'autoroute ferroviaire» offre, a priori, beaucoup de qualités : économique en temps, plus sécurisant, moins polluant, et, ce qui n'est pas le moindre des avantages, plus confortable pour les chauffeurs, qui pourraient profiter du voyage pour se détendre ou se reposer.

Reste, cependant, à régler une question essentielle : les tarifs. Comment assurer un retour sur investissement correct pour un équipement de cette importance sans pratiquer des prix dissuasifs ? La réflexion est donc entamée pour envisager des financements originaux. Certains spécialistes sont convaincus qu'il faudra avoir recours à un partenariat SNCF-sociétés concessionnaires d'autoroutes. Puisque celles-ci ont tout intérêt à préserver la qualité de leurs services, pourquoi ne seraient-elles pas favorables à une mesure qui éliminerait de leurs chaussées une partie des poids lourds ? Quoi qu'il en soit, l'idée de la «route roulante» est présentée comme une solution de rechange réaliste aux difficultés des transports de marchandises.

La voie fluviale, la fameuse liaison entre le Rhône et le Rhin, par la Saône en cours d'aménagement et, au-delà, par un canal à grand gabarit (17 milliards de francs et vingt à vingt-cinq années de travaux), ne convainc plus personne. Du moins en France où la navigation sur les canaux est davantage un art de vivre qu'un mode de transport. Les plus optimistes comptent sur une aide des Etats européens où cette activité joue encore un rôle dans la vie économique. Et sur une transformation de la profession des marins, plus hypothétique encore.

Le développement du réseau autoroutier est donc présenté comme la seule solution pour répondre à la croissance du trafic dans la région, interne ou de transit. «Il faudra accomplir un effort identique à celui réalisé pendant les sept dernières années. Ça ne diminuera pas la pression mais ça ralentira l'aggravation», explique M. Dumas. Avec, actuellement, 170 kilomètres d'autoroute pour 1 million d'habitants (118 pour la France) Rhône-Alpes devrait donc conserver une bonne avance : le schéma directeur prévoit plus de 500 kilomètres nouveaux (soit 270 kilomètres pour 1 million d'habitants). Sont compris dans le schéma l'achèvement du contournement est de Lyon ; l'autoroute Grenoble-Valence (A49) déjà partiellement ouverte ; Lyon-Balagny, maillon d'une future liaison Genève-Bordeaux ; un tronçon au sud du Léman.

Inclus aussi dans ce programme, des voies plus stratégiques encore, comme l'autoroute de Maurienne jusqu'au tunnel du Fréjus — essentielle pour les liaisons est-ouest quand on sait que le tunnel du Mont-Blanc, ouvert depuis vingt ans, est proche de la saturation — et Grenoble-Sisteron. Cette autoroute

des sommets — elle devrait passer par le col de Luz-la-Croix-Haute —, complétée par la réalisation d'un «barreau» entre Ambérieu-en-Bugey (Ain) et Bourgoin-Jallieu (Isère), formera, dans dix à quinze ans, un nouvel axe nord-sud. Permettra-t-il de faire l'économie du doublement de l'autoroute A7, dans la vallée du Rhône ? Certainement pas à lui tout seul. Pour éviter d'en arriver à une aussi absurde extrémité, les experts comptent sur deux autres tracés : à l'ouest, Clermont-Ferrand-Béziers, et, au sud, Valence-Montpellier (sur laquelle il est vrai la réflexion est à peine entamée), qui couperait transversalement l'Ardèche. Deux tracés qui pourraient contribuer davantage à l'aménagement du territoire mais qui sont, en raison du relief, moins attractifs pour des poids lourds.

«De petits ballons d'oxygène», estime M. Bonnafoy. Ces projets, s'ils se réalisent, ne verront pas le jour, en effet, avant une vingtaine d'années. Il prédit donc toute une série de mesures, pour lesquelles la direction des routes du ministère de l'équipement et la DATAR ont d'ailleurs engagé des études, qui retarderont l'asphyxie : accès réglementé selon les jours, les heures, les catégories de véhicules ; augmentation des tarifs pour les poids lourds ; abaissement sensible de la vitesse de circulation. «En limitant celle-ci à 90 km/heure on peut gagner jusqu'à 30 % de capacité sur une autoroute», affirme-t-il. Les Américains appliquent ces recettes depuis longtemps. Mais à quel niveau de saturation les automobilistes français accepteraient-ils de changer d'attitude ?

Un nouvel axe nord-sud

Inclus aussi dans ce programme, des voies plus stratégiques encore, comme l'autoroute de Maurienne jusqu'au tunnel du Fréjus — essentielle pour les liaisons est-ouest quand on sait que le tunnel du Mont-Blanc, ouvert depuis vingt ans, est proche de la saturation — et Grenoble-Sisteron. Cette autoroute

BERNARD ÉLIE
Lire la suite page 20

(1) La cadence pourrait même être portée ultérieurement à trois minutes, donnant à ce mode de transport les caractéristiques, en quelque sorte, d'un tapis roulant.

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE, PREMIER ATOUT DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Le tiers de l'électricité consommée en France est produite en Rhône-Alpes : à elle seule, la production d'électricité de cette région est deux fois supérieure à celle de la Belgique ou de la Suisse. Et l'essentiel de cette électricité est d'origine nucléaire : avec un réacteur de la filière graphite-gaz, quatorze réacteurs de la filière eau légère et le supergénérateur prototype de Creys-Malville, Rhône-Alpes dispose de l'ensemble des types de réacteurs du programme nucléaire français.

Cependant, le nucléaire en Rhône-Alpes ne se réduit pas à la production d'électricité : il ne s'agit pas d'une colonisation par EDF d'un territoire désertique, mais d'une véritable implantation industrielle, la recherche et le développement, l'ingénierie, la production d'uranium enrichi et la fabrication du combustible, la maintenance nucléaire, sont activement exercées en Rhône-Alpes.

En un peu plus d'une dizaine d'années, et sans réelle prise de conscience de la région, l'énergie nucléaire est devenue la première industrie de Rhône-Alpes, et Lyon est la capitale du nucléaire français.

LE NUCLÉAIRE, PREMIÈRE INDUSTRIE RÉGIONALE

Les centrales de production d'électricité

Avec une valeur de 16,5 milliards de francs en 1990, la production d'électricité nucléaire a représenté plus de 10 % de la production industrielle régionale enregistrée en quelques sites le long du Rhône. La production d'énergie nucléaire est une industrie à très fort contenu de capital : en un peu plus de dix ans a été réalisé un montant total d'investissement d'environ 150 milliards de francs. L'emploi direct du personnel d'exploitation associé - un peu plus de 4 500 personnes - donne une idée très sous-estimée de l'impact économique de l'exploitation de ces sites : une part importante de l'activité de maintenance, en effet, dans le cadre de sous-traitance, plus significatif de l'apport net à l'économie régionale est le montant de la fiscalité locale payée par EDF pour l'exploitation de ses centrales : avec près de 2 milliards de francs pour l'année 1990, EDF détient sans doute le titre peu enviable de plus gros contributeur des collectivités locales.

Les sites nucléaires sont jeunes : la dernière tranche du site le plus ancien (Bugey) a été mise en service en 1980. Pourtant, d'ici à une quarantaine d'années, on peut donc prévoir que, progressivement, les centrales seront complètement intégrées dans l'économie locale. Lorsqu'elles seront déclassées, il y a gros à parier qu'elles seront remplacées par des centrales de la technique du moment implantées sur le même site : les avantages d'une production d'énergie concentrée, l'existence d'un réseau de transport haute tension, la disponibilité d'une source froide (le Rhône), enfin la volonté qui s'exprime le moment venu de préserver les emplois induits plaident pour que ces sites deviennent « sites permanents ». Aussi, de façon certaine, les sites nucléaires vont-ils entrer dans la culture et dans l'histoire régionales.

La recherche et le développement

Une part importante de la recherche et du développement nucléaires français est exécutée au Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG), l'un des cinq centres civils de recherche du CEA. Créé en 1955 par le professeur Noël, Prix Nobel de physique, le CENG emploie aujourd'hui près de 3 000 agents.

Pour s'en tenir à la recherche appliquée nucléaire (750 agents), le centre de Grenoble a acquis une réputation incontestée dans l'étude des phénomènes thermohydrauliques (boucle OMEGA pour la thermohydraulique des assemblages combustibles eau légère ; boucle BETHSY permettant de simuler les conséquences d'un accident de perte d'eau primaire, qui est la plus grosse installation de ce type en Europe ; développement du code de référence d'études d'accident CATHARE) ; ces compétences sont également appliquées à la filière prototype des supergénérateurs à neutrons rapides. Dans le domaine du combustible, le CENG a mis au point un procédé d'enrichissement de l'uranium par voie chimique ; il dispose par ailleurs de plusieurs réacteurs de recherche utilisés pour le développement des matériaux du combustible, ou la formation du personnel.

Au sud de la région, l'établissement de la vallée du Rhône s'étend sur les deux régions administratives : Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur, avec les sites de Pierrelatte et de Marcoule. A Pierrelatte, dont les activités sont plus orientées vers la production industrielle, se poursuivent notamment des développements sur la conversion de l'uranium (fluoruration).

En outre, divers instituts universitaires disposent de laboratoires qui consacrent une partie de leur activité à l'industrie nucléaire, notamment l'Institut polytechnique de Grenoble, l'INSA et l'École centrale de Lyon.

L'industrie du cycle du combustible

Toute la partie amont du cycle du combustible français (conversion de l'uranium, enrichissement, fabrication des éléments combustibles) se déroule en Rhône-Alpes. Avec un chiffre d'affaires d'environ 10 milliards de francs par an, les différentes installations du cycle fournissent ainsi la matière première du quart de l'énergie consommée en France, toutes sources d'énergies confondues.

A Pierrelatte, la conversion de l'uranium en hexafluorure d'uranium est faite dans les installations de Comurhex, qui sont les plus importantes d'Europe dans leur genre. L'usine gère des tonnes d'uranium, l'investissement de l'uranium est de 30 milliards de francs par an, elle a déjà produit l'équivalent en énergie d'un milliard de tonnes de charbon. Eurodif est une filiale contrôlée majoritairement par le CEA.

La fabrication du combustible lui-même s'effectue à partir de l'uranium enrichi pour les centrales à eau légère, ou de l'uranium métallique pour les centrales graphite-gaz. Les matériaux des gaines de combustible sont produits par Cernus du groupe PUK dans ses usines de Savoie et de l'Isère. Les assemblages de combustible eux-mêmes sont fabriqués par SINCOR, filiale de CEA, à Annecy pour les centrales graphite-gaz et pour les réacteurs expérimentaux, et par FBFC (Société franco-belge de fabrication du combustible, filiale de PUK, Framatome, le CEA et la Société générale de Belgique) dans ses deux usines de Pierrelatte et de Romans (effectifs de l'ordre de 1 000 personnes) ; la nouvelle usine de Pierrelatte, notamment, fabrique avec une automatisation poussée les combustibles les plus récents.

L'industrie des composants

La plupart des composants entrant dans les centrales nucléaires sont fabriqués dans des usines qui produisent également des matériels pour d'autres industries : leur énumération ferait sortir du cadre de cette présentation. Il convient cependant de souligner que le marché nucléaire fait vivre des petites sociétés très innovantes (Proconat, près de Lyon, fournisseur de sondes de température très spécifiques), des PME qui ont trouvé certains débouchés à leur savoir-faire (Robat à Lyon, fournisseur de chaudières de plomb pour le transport du combustible et d'écrans de protection biologique), des entreprises de mécanique, filiales de grands groupes industriels (NFM à Grenoble, qui a fourni certaines parties essentielles de la centrale de Creys-Malville et des matériels pour les usines du cycle du combustible ; Merin-Geris pour le contrôle-commande ; Delle Alstom pour le matériel électrique de puissance, etc.).

Lyon, capitale de l'ingénierie et de la maintenance nucléaire

EDF dispose à Lyon-Villeurbanne de trois importantes unités d'études et d'ingénierie, qui totalisent près de 500 ingénieurs.

Le Service Etudes et Projets Thermiques et Nucléaires (SEPTEN) est à vocation nationale et internationale. Responsable des études de base de conception des centrales, il mène à bien les études du projet N4 (première centrale complètement française).

Il conduit aussi les actions sur la conception des futurs outils de production français et européens. Ces réflexions concernent d'une part le programme REP 2000 (REP pour « Réacteur à eau sous pression », 2000 pour « début des années 2000 »), d'autre part le projet EFR (European Fast Reactor), filière des supergénérateurs.

Le SEPTEN apporte également son soutien à l'exploitant de la cinquantaine d'installations en fonctionnement afin d'améliorer la souplesse d'exploitation des centrales (suivi de charge et modulation), en augmenter la puissance, charger de nouveaux combustibles, prolonger la durée de vie tout en améliorant encore et toujours le niveau de sûreté.

Début 1990, la Direction de l'équipement d'électricité de France a confirmé l'importance de Lyon-Villeurbanne en matière de cycle du combustible en choisissant d'implanter à côté du SEPTEN deux autres unités, le CLC et le CNPE.

Le Centre Lyonnais d'ingénierie (CLC) a assuré la maîtrise d'œuvre des centrales de Bugey, Creys-Malville, Cattenom et Salo-Alba. Outre sa contribution essentielle à la mise en service de Creys-Malville, il conduit actuellement les importants travaux nécessités par des visites décennales de Fessenheim, de Bugey et de Tricastin.

Le Centre National d'ingénierie pour le Parc en Exploitation (CNPE), créé en 1989, assure en permanence l'analyse du concepteur à celle de l'exploitant.

Le CNPE mène également les études sur le démantèlement des centrales. Cette concentration intégrée de compétences - d'ores et déjà, dans le cadre d'accords européens, des ingénieurs étrangers ont rejoint le SEPTEN - contribue à faire de la région Rhône-Alpes le pôle d'excellence français du nucléaire européen.

Le groupe FRAMATOME dispose également de trois entités installées à La Part-Dieu et à Villeurbanne

La Direction des Services Nucléaires exerce son activité dans le domaine de la maintenance des chaudières nucléaires REP : elle emploie dans la région lyonnaise 344 personnes dont 217 ingénieurs. Une de ses divisions emploie en outre 496 personnes à Chalon-sur-Saône. Elle fait appel à du personnel complémentaire pendant les phases d'arrêt des centrales pour le rechargement et l'entretien. Le tiers de son activité est à l'exportation. Elle a développé et met en œuvre des produits permettant des interventions très spécifiques : protection des tubes de générateur de vapeur contre la corrosion par traitement thermique ou galvanique, bouchage de ces tubes, intervention diverses au bûche à eau, modifications des internes de cuves et remplacement de certaines pièces de ces internes, etc. Toutes ces activités exécutées dans un milieu contaminé et radioactif nécessitent le développement de robots spécialisés : elles impliquent un très haut niveau de qualité compte tenu de leur impact direct sur la sûreté des centrales.

La Direction Novatome, qui a assuré la conception et la fourniture de la centrale nucléaire de Creys-Malville (supergénérateur européen réalisé par la NERSA), est également installée à La Part-Dieu. Elle représente chaque année un chiffre d'affaires en études et maîtrise d'œuvre de près de 200 millions de francs et dispose de spécialistes de réputation mondiale dans la physique des réacteurs, la mécanique ou la thermohydraulique. Au-delà des activités liées à l'achèvement de la centrale de Creys-Malville, Novatome participe à l'avant-projet européen d'un futur réacteur supergénérateur, et assure la maîtrise d'œuvre de divers ateliers et laboratoires spécialisés (installation Alabate regroupant à Marcoule des laboratoires d'étude de retraitement et conditionnement de déchets, usine MELOX de fabrication de combustible).

La Division Combustible et le GIE Framatome sont spécialisés dans la conception et dans la commercialisation du combustible REP, celui-ci, pour l'essentiel, étant fabriqué dans les usines FBFC précitées de Romans et de Pierrelatte, ainsi qu'à Dessel en Belgique. Framatome dispose d'un bureau d'études responsable du dessin des assemblages, qui utilise en particulier la recherche et le développement du CEA. Framatome a notamment développé récemment le combustible avancé AFA ainsi que le combustible à oxyde mixte uranium-plutonium MOX dont les premiers assemblages ont été chargés à Saint-Laurent en 1987. En outre, Framatome a développé divers services liés à l'exportation du combustible (gestion du cœur, réparation des assemblages, etc.).

LE NUCLÉAIRE, UN ATOUT DE LA RÉGION

Lorsqu'on évoque à Lyon les nouvelles technologies, il est courant de mentionner la chimie, l'aérospatial, la biologie et leurs prolongements, dont les biotechnologies ; en revanche, l'électromécatronique, qui est pourtant la plus importante et la plus présente des technologies nouvelles, est en général perçue et simplement oubliée. Sans doute y a-t-il une connotation entre la dimension matérielle des ingénieurs et l'image que certains présentent comme négative du nucléaire. Cette situation devra évoluer, car il est une nécessité régionale que les responsables politiques, économiques et sociaux apprécient la richesse industrielle énergétique de la Région et en profitent.

A ces deux conditions, le secteur nucléaire pourra jouer pleinement son rôle moteur d'entraînement et de développement de l'économie régionale. L'atout que représente la mise à disposition d'une électricité de qualité disponible en grande quantité à un prix le plus compétitif au plan européen permettra à la région Rhône-Alpes de développer son outil industriel et par là de créer des emplois.

FRAMATOME
ÉTABLISSEMENT DE LYON

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
EN RHÔNE-ALPES

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Mionnay au péril de l'autoroute

Cette petite commune de l'Ain sera sauvée ou... gâchée par ses pompes à essence

TOUT en rondeurs affables, Martial Baise, maire de Mionnay, dans l'Ain, ne paraît pas d'un naturel bilieux. Pourtant, lorsqu'il est dans la cabine de son tracteur et qu'il peut réfléchir tranquille, tout en labourant, il se fait du souci. Sa petite patrie attisée à l'orée de la Dombes a bien changé en quarante ans. Le village agricole où les Lyonnais gourmands venaient en voisins déguster le célèbre grain de quercus d'écorce du « chef » Alain Chapel est devenu une banlieue-dortoir d'où les employés prennent chaque matin le train pour La Part-Dieu. La population a presque quadruplé, passant de 310 à 1 100 âmes, les logements s'étendent, les écoles bourgeoises et la station d'épuration sont complètement asphyxiées.

Or vient un nouveau séisme. Après la nationale 83 et la voie ferrée filant vers Bourg-en-Bresse, après deux lignes haute tension venant de la centrale du Bugey, une autoroute va tronçonner encore un peu plus le territoire. Les ingénieurs ont décidé de lui accolier deux « autres services », comme ils disent. En clair : des pompes à essence - les fameux volants-moteurs - capables d'alimenter simultanément quarante véhicules, des parkings pour recevoir deux cents voitures et cinquante poids lourds, un restaurant équipé pour sustenter cent vingt conducteurs pressés et hôtel pour leur offrir une brève nuit de repos. Le tout relié par un pont. Le département de l'Ain pourrait y avoir sa vitrine et une boutique de vente de produits régionaux.

Morale de Chine

La Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, qui a imaginé tout cela, essaie de rendre son installation séduisante. D'abord elle paie - indemnités d'éviction comprises - 100 000 francs l'hectare. De quoi faire réfléchir les mécontents. Ensuite elle a mandaté des architectes et paysagistes parisiens de renom - comme Novatome et Jacques Simon - afin de dessiner espaces et bâtiments. Ce sera moderne, ostentatoire - commerce oblige - mais doublement des taxes professionnelles et d'habitat du Canada. Entre deux passages de « balais » et derrière la ligne haute tension on apercevra même, parallèlement, les hauteurs des monts Dore.

L'ensemble offrira une cinquantaine d'emplois (deux fois plus qu'il y a de chômeurs à Mionnay) et un être le symbole de ce carrefour. Nouvelles alimentant le budget communal. De quoi moderniser le stade, construire la salle que les basketballeurs réclament et peut-être même doter le bourg d'une gare convenable. « En somme, réfléchit M. Baise, cette série de services équivaut à l'installation d'une PME. Et elle tient lieu de zone d'activités que le schéma d'aménagement du Haut-Rhône ne refuse. »

Mais au regard de ces avantages voici les inconvénients : le ruban d'asphalte dressé comme une muraille de Chine isolant une portion de la commune et grignotant déjà 30 hectares. Le mode caravanes-rail qu'on veut lui ajouter en

dévore 50 autres. Le dernier carré des cultivateurs va-t-il perdre encore quelques grognards ? « Comme maire je dis oui à l'autoroute et à ses annexes, mais comme agriculteur c'est plutôt non », résume Martial Baise.

Monsieur le maire est dans la position des deux cent maires de communes rurales qui, en France, on leur a vu héberger une aire de service autoroutière. De toute manière on ne leur laisse guère le choix. Les volants-moteurs sont considérés comme d'utilité publique et justifient l'expropriation. Alors, puisqu'il faut « faire avec », autant en profiter et descendre définitivement du tracteur.

Au conseil général, à Bourg-en-Bresse, on pèse aussi le pour et le contre avant de s'engager. Il y a quelques années, les élus considèrent avec angoisse le schéma qui, avec 230 kilomètres de tracé et vingt-cinq échangeurs, fait de leur département le champion de France des autoroutes. Puis Jean Grammont, le directeur des services du conseil général, a fait la démonstration, que chaque diffuseur engendrant 15 hectares d'activités, ce schéma était un formidable outil de développement et l'étot principal de l'Ain. L'enthousiasme néophyte a succédé à la dépression. Le département a investi plus de 18 millions de francs dans l'aménagement de deux aires de service, l'une à Bourg-Jasseron, l'autre à Ceignes, en direction de Genève. Aux volants-moteurs on a ajouté chaque fois un restaurant gastronomique, un relais routier, une boutique et une salle d'exposition offerte aux « forces vives du département », comme l'oot dit. Le tout dans une

décor futuriste dessiné par des architectes. C'était une première en France.

Les résultats sont plus que mitigés. Les routiers boudent, les gastronomes aussi, les boutiques équilibrent à peine, et les halls d'exposition, où sévissent le vandalisme et la fauque, n'attirent ni la chambre de commerce ni la chambre d'agriculture. Car les conducteurs se révoltent comme de bien mauvais clients. Le plein fait, ils dépensent pour le reste entre 20 et 150 francs maximum, devraient en regardant leur montre et trouvent que l'autoroute mène à tout à condition d'en sortir. Les aires de service sont enfermées dans une contradiction dont celle de Mionnay sortira difficilement. Il faut qu'elles soient à la fois proches du ruban d'asphalte pour être aperçues de loin et totalement isolées de l'air de bruit et de pollution pour qu'un soit tenté de s'y reposer, manger et dormir. Pour devenir des lieux de vie, ne serait-ce que quelques heures, les caravanes autoroutières devront être complètement repensées.

Aussi, pour Mionnay, le conseil général est disposé à cautionner ou à sponsoriser l'opération, mais pas à la prendre à son compte. « Il y a des investissements plus urgents », dit sagement M. Grammont. Conséquence : à l'automne prochain, lors de l'ouverture du premier tronçon de l'autoroute A 46 (Villefranche-sur-Saône-Vienne), Mionnay aura quarante volants-moteurs de plus et 80 hectares de moins. Pour le reste, on verra plus tard... après les JO de 1992.

MARC AMBROISE-RENDU

Vues d'avenir

A la fois pour mieux situer le plan de Rhône-Alpes dans l'ensemble national et européen et renforcer la cohérence interne de ses « territoires éclatés », le conseil régional a décidé d'élaborer un schéma d'aménagement portant sur le long terme, dont l'étude préalable a été confiée au cabinet Ten de M. Claude Neuchwender. Elle fait actuellement l'objet de nombreuses consultations et d'évis émanant du Comité économique et social et des chambres consulaires.

Première région en France à engager cette procédure, Rhône-Alpes, depuis sa création en 1974, est toujours à la recherche d'une unité, qui lui est disputée par les stratégies de chacun de ses huit départements. Après l'adoption du schéma Lyon 2010, traduit ensuite dans un schéma directeur (SDA), les conseils généraux de la Haute-Savoie, tournée vers Genève, de la Savoie, de l'Isère et de la Drôme se sont eux aussi lancés dans des réflexions prospectives, tout en

amorçant des rapprochements bilatéraux pour la réalisation de projets communs, notamment sur leurs zones frontalières.

En réunissant périodiquement une conférence de concertation avec les présidents des conseils généraux et les maires de grande ville, l'exécutif régional tente d'harmoniser les politiques respectives. Depuis l'accession de Charles Millon à la présidence, le conseil régional semble, il est vrai, décidé à clarifier ses interventions autour de quelques grands projets prioritaires pour la région.

Parmi ceux-ci, le renforcement du réseau des villes par des liaisons de transports mixtes adaptées ou encore la création d'un nouveau pôle autour de l'écrépard de Lyon-Satolas, considéré comme l'épicentre de Rhône-Alpes.

Sans doute s'agit-il aussi de permettre aux élus rhodanais de parler d'une seule voix, face à l'Etat qui, de son côté, a commencé de faire connaître ses priorités pour l'aménagement du territoire de la région.

M. D.

Les chemins pour demain

Suite de la page 19

Face à cette course de vitesse entre le développement économique et les infrastructures, les élus de Rhône-Alpes ne donnent pas l'impression d'être soudés. Ils tiennent même de la situation géographique de Rhône-Alpes un atout pour le développement futur. Satolas, dont les ambitions internationales font l'objet, désormais, d'un consensus, devrait être le symbole de ce carrefour. En effet, avec l'ouverture, dès 1992, de la gare TGV (2), en correspondance directe avec l'aéroport et le réseau autoroutier, la région disposera d'un atout exceptionnel. « Pour l'instant, on sous-estime l'impact du site, notamment du côté de la SNCF », estime Bernard Soulat, conseiller régional (PS). « Si on met les moyens, ce sera un produit très performant. L'effet d'attraction est déjà énorme sur des groupes étrangers. La demande va être entraînée par l'offre. »

Ce ne sont pas les responsables de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon, concessionnaire de l'aéroport, qui le démentiront. Ils préparent activement le grand rendez-vous de 1993 : deuxième piste, 1 200 places supplémentaires de sta-

tionnement, agrandissement des aérogares, etc., soit 450 millions de francs d'investissement (hors travaux du TGV), pour tirer le meilleur parti d'un site qui aura le privilège d'être desservi par air, autoroute et, cas unique en Europe, par le train à grande vitesse. En donnant des « sales » à la gare ferroviaire, l'architecte catalan Santiago Calatrava a fait plus que réaliser une œuvre audacieuse : il symbolise à l'avance cet envol de Satolas qui espère doubler son trafic passagers (près de 4 millions aujourd'hui) dans les dix ans à venir.

Le prix de l'environnement

Mais à bien des égards cette course de vitesse entre les modes de déplacement ressemble à une fuite en avant. L'engouement de Rhône-Alpes pour les communications, le front uni que la région a présenté pour faire inscrire la ligne de TGV Lyon-Turin, par Chambéry, dans le schéma directeur national, son souhait de resserrer le maillage régional en créant des liaisons inter-cités copistes sur le modèle germanique, se soit d'autoroutes et de plates-formes d'échange de marchan-

dises, tout cela finit par donner le tournis. Les plans du futur ne prennent en compte le développement économique que dans des formes courbes. Or tout le monde s'accorde à dire que l'impact de l'environnement sera de plus en plus contraignant. En termes de résistances des populations mais aussi en termes de coût de réalisation. Pour Lyon-Turin, il sera nécessaire de percer successivement la montagne de l'Épine, la chaîne de Belledonne, et les 60 kilomètres de la dorsale principale des Alpes. Au moins vingt-cinq ans de travaux pour mettre la capitale du Piémont à une heure quinze minutes de la capitale de Rhône-Alpes. Et la facture d'un nouveau « tunnel sous la Manche » ! « On fera sans doute la première partie jusqu'à Montmélian, parce qu'elle est rentable, affirme M. Soulat. Mais après ? »

En haut lieu, certains s'interrogent : si les transports prenaient réellement en compte le prix de l'environnement, continueraient-ils à leur sacrifier autant d'espace ? Pour ceux-là, l'Europe en formation devrait apporter un changement radical dans la division spatiale du travail. Mais qui, élus ou économistes, cherche réellement à découvrir ces voies inconnues ?

BERNARD ELIE

(2) La gare TGV construite en tranchée devrait être achevée à la fin de l'année 1992. Néanmoins, elle sera ouverte partiellement à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver en février 1992. Le tronçon de voie nouvelle prolongeant la ligne Paris-Lyon jusqu'à Valence d'ouvrir qu'à la fin de l'année 1994.

مكتبة الزهر

Le Tremplin pour l'Europe

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Les atouts de la recherche

Une politique volontariste et des laboratoires performants ont permis à la région de se placer juste derrière l'Île-de-France

«L'A région Rhône-Alpes peut être un contrepoint à la région parisienne en matière de recherche. Dans ce domaine, 60 % du potentiel français est concentré en Île-de-France, c'est trop et cela mérite une correction. Depuis longtemps déjà, les responsables de la région partagent ce point de vue de Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. Et dès 1974, deux ans seulement après la création des régions, Rhône-Alpes faisait déjà figure de pionnier en se lançant dans une politique de soutien à la recherche. Résultat, elle occupe aujourd'hui le deuxième rang derrière la région parisienne, tant en ce qui concerne les effectifs que les budgets consacrés à ce secteur.

Les pionniers grenoblois

Les fruits de cette démarche volontariste sont particulièrement visibles à Grenoble, dotée d'un nombre exceptionnel de grands instruments scientifiques pour une ville de cette taille. Il est vrai que le terrain y avait été préparé de longue date par quelques visionnaires, comme Louis Néel, prix Nobel de physique en 1970 pour ses travaux sur le magnétisme. «La recherche, disait le professeur Néel, ce n'est pas tout. Ce qu'il faut, c'est fabriquer et vendre. C'est là que se trouve le gisement d'investissement, chez nos industriels. En France, si l'industrie est dans un état lamentable, c'est parce que, lorsqu'elle se trouve dans une bonne passe, elle se laisse aller, au lieu d'innover.

Avec beaucoup de clairvoyance, les édiles grenoblois, comme le docteur Martin, maire de la ville dans les années 50, ont saisi l'occasion, et coopéré étroitement avec le scientifique adepte avant la lettre de la «valorisation de la recherche», suivis dans cette voie par leurs successeurs. Les résultats ne se sont pas fait attendre. A l'implantation du Centre d'études nucléaires (CENG) du Commissariat à l'énergie atomique en 1956, puis à celle, dix ans plus tard, du réacteur à haut flux, place maîtresse de l'Institut Louis-angevin (ILL), ont succédé l'installation du siège de l'Institut franco-allemand de radio-astronomie millimétrique (IRAM) et l'accueil du laboratoire européen de rayonnement synchro-

tron (ESRF), dont le chantier est en cours. Projet particulièrement ambitieux, l'ESRF ne pouvait voir le jour en dehors d'une coopération internationale. En raison, d'abord, de la taille de l'installation (850 mètres de circonférence), mais également de sa complexité, de son coût (2,6 milliards de francs aux conditions économiques

ble, arrêter à temps certains programmes pour s'engager avec la masse critique nécessaire dans de nouvelles voies de recherche susceptibles d'attirer d'autres industriels.

Les sciences de la vie en sont un exemple. De gros efforts ont en effet été consentis par l'ensemble des acteurs de la région (CEA, CNRS, INSERM et Université) pour créer,

Douze pôles d'excellence

QUEL que soit le nom qu'on leur donne - technopôles ou pôles d'excellence - Rhône-Alpes veut mettre en valeur un certain nombre de lieux où, en rapprochant organismes de recherche, établissements d'enseignement et entreprises innovantes, la région veut promouvoir ses activités et ses spécialités les plus performantes. Ainsi l'Union régionale CGT a recensé, dans un document très documenté (1), douze pôles d'excellence de la région, fournissant le plus souvent l'identité et l'efficacité des parcs innovateurs, des «puissances organisationnelles» et la description de leur projet. Il s'agit des trois pôles de l'agglomération lyonnaise (La Doua-Villeurbanne, Ecully, Gerland); de la Maison de la productivité de Roanne, du pôle productif régional de Saint-Etienne dans la Loire; du pôle d'excellence de Valence-Romans, dans la Drôme; de la plate-forme logistique de l'Isle-d'Abeau-Satolas et du projet «Tetrapole» de

Grenoble, pour l'Isère; du parc Technoparc en Savoie; du pôle «excellence d'Annonay», de la «mécatronique» dans la vallée de Cluses, de l'International Business Park d'Archamps et du Parc de Genève County en Haute-Savoie; du pôle d'excellence du Pays de Gex et de la Plastics Valley d'Oyonnax, dans l'Ain.

On s'aperçoit ainsi que la notion de pôle ou de technopôle est exploitée dans presque tous les départements rhônalpins, à l'exception de l'Arche, dont le tissu industriel a été fort éprouvé ces dernières années. Cependant, l'Arche a pris des initiatives en matière de pépinières d'entreprises, notamment dans le district d'Annonay.

(1) «Pôles d'excellence et technopôles en Rhône-Alpes», Association pour le développement des études économiques et sociales (ADEES), 42 bis, rue Tronchet, 69006 Lyon, 173 pages, 300 F.

de 1987) et de ses objectifs scientifiques et techniques. Ce dernier volet illustre d'ailleurs les orientations actuelles de la politique grenobloise qui, ces dernières années, s'est déployée selon deux axes. En consolidant, d'abord, les points forts de la région que sont le magnétisme cher à Louis Néel, les mathématiques appliquées, mais aussi l'électronique, l'industrie des composants électroniques civils et militaires et les matériaux et alliages nouveaux. En élargissant, ensuite, de «doublement» avec les équipes d'autres régions.

«Il faut savoir, comme un responsable

avec l'Institut de biologie structurale, un pôle biologique fort sans pour autant reconstruire à Grenoble ce qui existe déjà à Lyon.

Saint-Etienne a adopté un peu la même démarche et, malgré la taille relativement modeste de son université, a su exploiter astucieusement certains créneaux, arrivant même à se construire une réputation nationale dans son domaine comme l'ophtalmologie et les fibres optiques.

Deuxième ville de France, Lyon bénéficie, bien entendu, de sa taille, mais aussi de sa vieille tradition industrielle. L'ancienne capitale de la

soie est devenue un pôle d'attraction important pour la chimie lourde, la pharmacie et les biotechnologies (autour de l'Institut Mérieux), ainsi que la mécanique. Une telle concentration d'industries innovantes et à forte valeur ajoutée entraîne inévitablement une croissance importante des établissements universitaires, d'enseignement supérieur, ainsi que des organismes de recherche, tous destinés à répondre à la demande d'employeurs nombreux et exigeants.

C'est ainsi que les quatre universités lyonnaises regroupent plus de 70 000 étudiants. Lyon compte aussi vingt et une «grandes écoles» et écoles d'ingénieurs, dont au moins trois - l'Ecole normale supérieure, l'Ecole centrale de Lyon et l'Institut supérieur des sciences appliquées (INSA) - sont particulièrement renommées. On n'y dénombre pas moins de 450 laboratoires publics (dont 82 liés au CNRS), et la région lyonnaise accueille une part importante de la recherche privée nationale : entre 30 et 50 % selon les secteurs.

De la mécanique des fluides aux «cognoscences»

Comment s'étonner, dans ces conditions, que les points forts de la recherche lyonnaise soient souvent proches des préoccupations de l'industrie? Des secteurs comme la physique et la chimie des matériaux, la mécanique des fluides sont en pleine expansion. Il est question de créer, en collaboration avec des laboratoires britanniques et allemands, un Institut européen de tribologie, autour de l'Ecole centrale et de l'INSA, qui se sont construits une réputation internationale sur cette science des frottements. L'Ecole normale supérieure, elle, a mis sur pied un pôle de recherche centré sur l'informatique (parallélisme massif), et les mathématiques pures et appliquées.

Mais cet environnement peut aussi servir de base de départ pour des recherches plus fondamentales. C'est ainsi que le CNRS et les Hospices civils de Lyon ont profité de la puissance de la recherche hospitalo-universitaire locale pour développer des travaux portant sur les neurosciences et les «cognoscences» (science de la perception et de l'apprentissage), autour d'une caméra à positions (permettant de suivre le fonctionnement du cerveau en direct) et d'un cyclotron à usage médical, des instruments qui n'existent qu'à trois exemplaires en France.

Lyon vient enfin de confirmer sa réputation dans le domaine des sciences humaines en créant la Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme (MRASH), inaugurée mardi 4 juin par Hubert Curien. Une innovation là encore : cet établissement qui fédère une quinzaine de laboratoires a, en effet, pris la forme d'un Groupement d'intérêt public (GIP) comprenant 17 partenaires publics ou privés, du CNRS et des collectivités territoriales aux industriels et aux banques.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

L'école pour le métier

Un diplôme pour chaque jeune : tel est l'objectif de la région

«S'il était président de conseil régional, je serais tenté de prendre le pouvoir, tant la machine est figée, bloquée. Surtout à demi-mots, cet aveu d'un proviseur de lycée est devenu le credo de M. Charles Millon. «Il faut rompre avec le centralisme qui asphyxie le système éducatif. Le monde de l'éducation ne peut plus se contenter de l'immobilisme. Il exige de l'audace. Le président du conseil régional n'en manque pas pour que «chaque jeune, quel que soit son niveau, puisse sortir de l'école un diplômé en poche.»

Le 22 juin prochain, 42 000 élus de Rhône-Alpes seront invités à se prononcer sur le «permis de réussir», un ensemble de propositions qui sont autant de brèches ouvertes dans le système traditionnel de formation. En réclamant, à cor et à cri, la décentralisation de l'éducation nationale, doublée d'une plus grande autonomie des établissements d'enseignement, M. Millon entend plus se cantonner au simple rôle de «maçon ou de plombier» que, pourtant, il assume avec un certain enthousiasme. En cinq ans, les crédits consacrés aux lycées, pour leur construction ou leur rénovation, sont passés de 370 millions de francs à 1,2 milliard de francs, soit 30 % du budget de la région. Un effort rendu nécessaire par l'explosion du nombre d'élèves qui franchit la barre des 250 000.

En proposant d'améliorer les conditions de vie dans les lycées, il reste dans son rôle. Il innove en favorisant les formations professionnelles en alternance, du CAP au BTS, selon le modèle allemand, sa référence. Il bouscule les principes, en développant le partenariat avec les entreprises et les responsables socio-économiques. Mais il ne craint pas de choquer la communauté enseignante, en suggérant de payer des heures supplémentaires aux professeurs ou en nommant des «tuteurs» pour assurer des cours de soutien aux élèves en difficulté.

Huit universités et quatre grandes écoles

C'est que l'échec scolaire, qui conduit un jeune sur cinq dans l'impasse, est devenu un thème de campagne, «pré-électorale», protestent ses opposants. Avant lui, M. Michel Nair, maire (ex-RPR) de Lyon, l'avait déjà enfoncé en créant une fondation privée avec des sociétés nationales invitées à fournir des moyens supplémentaires dans les écoles de sa ville.

«La seconde région française mise sur la formation parce qu'elle en a besoin pour son développement», constate M. Guy Anbert, directeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon. Depuis la création de ce «grand instrument de formation et de recherche» en 1987, il œuvre pour ancrer cet établissement national dans le paysage de Rhône-Alpes. Selon lui, les premiers investissements du conseil régional dans la recherche n'ont en

pour effet bénéfique d'inciter l'ensemble des communautés universitaires à travailler ensemble, à bâtir des projets, à se rapprocher des équipes et des équipements scientifiques.

Avec huit universités et quatre grandes écoles (1), dispersées sur son territoire, auxquelles s'ajoutent une importante faculté catholique et des écoles privées de réputation nationale ou européenne, comme l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, Rhône-Alpes offre, il est vrai, un réseau dense et diversifié de formations. Est-il pour autant adapté aux besoins quantitatifs et qualitatifs? Rien n'est moins sûr.

Etablir des complémentarités

Chacun de ces centres s'est développé avec sa logique propre. Grâce aux organismes et instruments de recherche (centres de calcul, Institut Lavoisier, le CENG et bientôt le Synchrotron), Grenoble est, incontestablement, le creuset scientifique et technique de la région, manifestant son dynamisme dans les pôles de l'informatique, de la physique nucléaire et depuis peu du génie biologique. A l'inverse, Lyon est reconnu comme le second pôle français dans les sciences humaines et le secteur médical, tandis que les universités de «proximité», à Saint-Etienne, en Savoie, ou les centres de Valence ou de Roanne, cultivent leur différence avec des filières spécialisées, généralement liées à l'économie locale.

L'augmentation du nombre de bacheliers, de plus de 50 % de 1983 à 1990, et par conséquent l'afflux d'étudiants font craquer les murs des établissements. Ils sont aujourd'hui près de 160 000 (95 000 à Lyon, 38 000 à Grenoble, 12 000 à Saint-Etienne, 6 700 à Chambéry et Annecy, 2 000 à Valence, 700 à Bourg-en-Bresse et 500 à Roanne). On en prévoit 210 000 pour l'an 2 000. Autant dire que les besoins en locaux sont énormes, évalués à 450 000 mètres carrés supplémentaires, soit plus de 3 milliards de francs.

Pourtant, que de se présenter en ordre dispersé face aux pouvoirs publics, les responsables de ces différents établissements ont réussi à surmonter l'esprit de concurrence, puis de méconnaissance qui régnait jusqu'alors entre eux. Ce changement radical est symbolisé par la constitution, toute récente, de l'Association de la conférence universitaire Rhône-Alpes (ACURA), destinée à harmoniser les politiques respectives et à établir des complémentarités.

Si le schéma Université 2 000 a quelque peu craqué cette belle unité, rien n'a filtré. Pourtant, le ministre de l'éducation nationale a fait quelques mécontentes en reconnaissant Grenoble comme pôle européen et en annonçant la création d'UTUT à Chambéry (Savoie) et à Roanne (Loire), des départements d'UTUT à Valence et dans la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau (Isère), à Bourg-en-Bresse (Ain), ainsi qu'une nouvelle école d'ingénieurs des Arts et Métiers à Valence (Drôme). Par contre, rien n'a été inscrit pour la reconstitution des universités lyonnaises, ni pour Saint-Etienne (Loire), toujours à la recherche d'une spécialisation dans les filières de l'industrie mécanique.

Malgré cette drèche froide, l'ACURA a maintenu son unité et participe aux négociations avec les collectivités locales pour obtenir de nouveaux financements. Pour M. Bernard Pouyet, président de l'ACURA et de Grenoble-II (sciences sociales), l'autonomie des établissements n'est pas menacée. «Au contraire, elle peut s'organiser avec de nouveaux partenaires. Même si, pour M. Millon : «On véritable partenariat ne peut se concevoir comme une simple organisation de cofinancements. Il nécessite une association dans la définition des objectifs et des filières, une participation conjointe aux innovations et des méthodes pédagogiques nouvelles.» Pour les responsables régionaux, l'objectif est clair : il faut rompre avec la logique actuelle de l'échec, en adaptant au mieux toutes les filières aux débouchés professionnels. A cette condition, les collectivités de Rhône-Alpes veulent bien aider l'Etat à adapter le système éducatif, mais ce n'est pas par philanthropie.

MICHEL AULAGNON et MICHEL DELBERGHE

(1) Les universités de Saint-Etienne, de Savoie, les trois lyonnaises et trois grenobloises, l'Ecole centrale de Lyon, l'Institut national de sciences appliquées de Lyon (INSA), l'Ecole nationale supérieure de Lyon et l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG).

Un entretien avec le président du comité économique et social

Les industries traditionnelles restent rentables, nous déclare Paul Dominjon

A nouveau, depuis quelques mois, des industries traditionnelles de la région Rhône-Alpes et même certaines sociétés de services ont donné des signes d'affaiblissement, annonçant des suppressions d'emplois, alors que la situation des entreprises avait paru s'améliorer depuis 1985. Paul Dominjon, président du comité économique et social, répond sur ce sujet à nos questions.

«L'amélioration constatée ces dernières années dans les industries traditionnelles - automobile, chimie, textile... - qui représentent le fonds de la richesse régionale, est-elle définitivement annulée?

«Incontestablement, s'il y a eu un assainissement que vous évoquez, il s'agit d'un assainissement d'un début d'assainissement. On avait un tel retard, avec un fléchissement des investissements remontant à douze ou quinze ans déjà, que la tendance à l'amélioration de la situation n'a pas encore permis de remédier, en profondeur, au déséquilibre de certaines activités classiques. S'il y a eu un «mieux», il n'est pas à la mesure de ce qui existe dans d'autres pays, comme l'Allemagne. Par exemple, les fonds propres des entreprises françaises sont très inférieurs à ceux de leurs concurrents d'outre-Rhin. On ne rattrape pas un tel handicap en deux ans, mais ce phénomène n'est certainement pas plus grave dans Rhône-Alpes qu'ailleurs.

«A quelles conditions les industries peuvent-elles avoir un avenir? Doivent-elles se cantonner sur les hautes technologies, ou la production de masse est-elle encore possible en France?

«Au-delà des hautes technologies, il y a, dans les activités traditionnelles, des productions de masse qui sont tout à fait rentables. Dans une même profession, on constate de grandes différences entre les entreprises dynamiques et bien gérées et d'autres... Je pense en particulier au textile, mais on pourrait aussi parler de l'agro-alimentaire. On ne peut pas dire que les industries traditionnelles soient condamnées à terme. Il leur faut l'innovation et des capitaux.

Sur ce point, je crois qu'il faut maintenant repenser, en France, la nature des liens entre le système bancaire et l'industrie. En revanche, je pense que dans les relations du travail des progrès ont été spectaculaires, en particulier les petites et moyennes, les modifications progressives de la qualité des relations entre individus, la réorganisation de certaines tâches, la décentralisation des responsabilités, ont apporté une aptitude au dialogue, qui restait tout à fait impossible voilà quelques années. De leur côté, les représentants du personnel ont compris que, à vouloir être très conservateurs sur certains acquis, ils allaient à l'échec, comme celui que l'on connaît dans l'ancienne société Manufacture.

Un tel comportement devient insupportable aujourd'hui (1).

Des efforts pour les PME

«Comment votre assemblée de socio-professionnels et de syndicalistes peut-elle contribuer à la préparation de l'appareil productif, en vue du marché unique européen, qui sera institué en 1993?

«Il nous reste à approfondir, au sein du comité économique et social de Rhône-Alpes, la délicate question de la stratégie internationale des entreprises moyennes, celles dont l'ef-

fectif va de deux cents à deux mille salariés. Elles ont une meilleure aptitude à donner un «coup d'accélérateur» que les très grosses ou les très petites. Selon la Banque de France, et d'autres établissements, la réflexion à moyen terme n'y est pas très présente parce qu'elle coûte cher, qu'elle demande des efforts d'investissement considérables. La région peut tout à fait mettre l'accent sur ces activités, sous réserve qu'on en ait précisé les contours et les moyens d'action.

Il faudrait probablement aller à la création d'un nouveau fonds régional, du type de celui qui a déjà été créé pour l'aide au conseil, en mesurant que les sommes à mobiliser sont d'une autre ampleur : une étude internationale sur une gamme de produits se chiffre, au moins, à 1 million de francs.

Propos recueillis par GERARD BUETAS

(1) Après le dépôt de bilan de l'ancienne société de vente par correspondance, d'armes, de cycles et de machines à coudre Manufacture, de Saint-Etienne, une coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOP) Manufacture vit le jour, à la fin de 1980, à l'initiative de l'UGICT-CGT et de la CGT. En quatre ans, elle a accumulé 216,307 millions de francs de pertes, avant d'être placée en liquidation de biens. Son effectif salarié culmine à huit cents personnes en 1982. L'Etat et les banques ont été poursuivis pour «sachèvement thérapeutique» devant le tribunal de commerce de Saint-Etienne pour avoir respectivement apporté 184 millions de francs d'aides diverses et accordé 70,9 millions de francs de crédits. Le patrimoine de l'ancienne société Manufacture a été dispersé par le syndicat, M. Philippe Chaurier. Il comprend notamment les brevets, les modèles et les marques. Le patronyme Manufacture est devenu la propriété d'un industriel et négociant local, M. Jacques Tavolien, qui tente de l'exploiter à nouveau. Au temps de sa splendeur, l'ancienne société Manufacture, dans laquelle la ville de Saint-Etienne détenait directement des actions, avait compté plus de quatre mille salariés.

le marketing et la pub ça s'apprend!

ISCOM
Institut supérieur de communication et publicité 78 42 93 40

1^{er} CYCLE
DIPLOME D'ETAT EN 2 ANS
1/ COMMUNICATION PUBLIQUE, PROMOTION, INCENTIVE
2/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
3/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

2^e CYCLE
1/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
2/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
3/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
4/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

ISCOM
11, rue de la République
69001 LYON
Tél. 78 42 93 40

ENTRÉE LIBRE
SÉRIEUX
DIPLOME D'ETAT EN 2 ANS
1/ COMMUNICATION PUBLIQUE, PROMOTION, INCENTIVE
2/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
3/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
4/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
5/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
6/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
7/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
8/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
9/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
10/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
11/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
12/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
13/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
14/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
15/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
16/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
17/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
18/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
19/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
20/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
21/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
22/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
23/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
24/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
25/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
26/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
27/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
28/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
29/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
30/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
31/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
32/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
33/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
34/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
35/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
36/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
37/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
38/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
39/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
40/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
41/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
42/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
43/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
44/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
45/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
46/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
47/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
48/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
49/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
50/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
51/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
52/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
53/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
54/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
55/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
56/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
57/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
58/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
59/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
60/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
61/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
62/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
63/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
64/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
65/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
66/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
67/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
68/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
69/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
70/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
71/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
72/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
73/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
74/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
75/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
76/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
77/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
78/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
79/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
80/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
81/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
82/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
83/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
84/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
85/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
86/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
87/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
88/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
89/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
90/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
91/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
92/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
93/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
94/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
95/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
96/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
97/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
98/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
99/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
100/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
101/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
102/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
103/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
104/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
105/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
106/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
107/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
108/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
109/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
110/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
111/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
112/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
113/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
114/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
115/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
116/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
117/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
118/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
119/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
120/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
121/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
122/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
123/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
124/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
125/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
126/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
127/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
128/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
129/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
130/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
131/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
132/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
133/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
134/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
135/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
136/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
137/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
138/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
139/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
140/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
141/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
142/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
143/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
144/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
145/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
146/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
147/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
148/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
149/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
150/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
151/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
152/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
153/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
154/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
155/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
156/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
157/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
158/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
159/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
160/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
161/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
162/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
163/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
164/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
165/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
166/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
167/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
168/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
169/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
170/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
171/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
172/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
173/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
174/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
175/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
176/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
177/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
178/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
179/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
180/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
181/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
182/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
183/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
184/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
185/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
186/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
187/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
188/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
189/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
190/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
191/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
192/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
193/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
194/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
195/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
196/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
197/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
198/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
199/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
200/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
201/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
202/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
203/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
204/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
205/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
206/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
207/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
208/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
209/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
210/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
211/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
212/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
213/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
214/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
215/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
216/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
217/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
218/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
219/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
220/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
221/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
222/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
223/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
224/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
225/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
226/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
227/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
228/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
229/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
230/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
231/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
232/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
233/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
234/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
235/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
236/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
237/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
238/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
239/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
240/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
241/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
242/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
243/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
244/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
245/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
246/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
247/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
248/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
249/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
250/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
251/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
252/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBLICAIRE
253/ RELATIONS PUBLIQUES, PROMOTION, INCENTIVE
254/ CHIFFRE D'AFFAIRES, AGENCES / MEDIA
255/ COMMUNICATION D'ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
256/ MARKETING DIRECT ET EDITION PUBL

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Des villes à cœur ouvert

A Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, un même souci de redonner vie au centre de la cité

QU'EST-CE qui fait battre le cœur des villes? Façades creuses ou grises pastel, parkings et voies enterrées, rues piétonnes ou reconversion d'espaces industriels... Lyon, Grenoble et Saint-Etienne ont recours à tout l'arsenal des urbanistes pour remodeler le visage de leurs centres. Question de qualité de vie pour les habitants, bien sûr, mais aussi d'images pour ces métropoles à vocation internationale.

Patrimoine oblige: on ne rase plus, on bloque des quartiers entiers; on s'attache plutôt à réparer ce qui peut l'être. Les pierres impeccables du Vieux Lyon sont des arguments touristiques incontestables. Du coup, les rénovateurs remontent la pente et c'est désormais la Croix-Rousse qui voit affluer grues et chantiers. Ici et là, pourtant, des voix s'élèvent: poncer des façades et installer des salles de bain modernes, c'est aussi changer la composition humaine du quartier. Immigrés, artistes, vieux résidents, qui ont toujours vécu là, devront-ils un jour faire leurs valises?

L'effet tramway

Même problème place Gabriel-Péri, où l'ouverture de l'axe Moncey va déchirer un entrelacs de ruelles chargées d'histoire et d'exotisme. Saint-Etienne a son Cret du Roc, petit Montmartre perché sur les hauteurs de la ville; les anciens ateliers de passementiers y sont superbes. Là aussi, il faudra être vigilant. Quant à Grenoble, elle exhibe, non loin de la cathédrale, ses flots d'immeubles fraîchement rénovés. Visiblement, ici, les lieux sont restés plutôt populaires.

Après les pleins, les vides. Redonner forme aux centres-villes, c'est aussi travailler les espaces publics. L'exemple de Grenoble est

significatif. La municipalité s'est en effet servie de la construction du tramway comme d'un moteur de réaménagement urbain. «Normal», commente Charles Descours, sénateur de l'Isère, *puisque ce mode de transport est en surface. Un tramway implique une mise en scène; il est fait pour voir et être vu.*

La première ligne a donc permis la piétonisation de l'avenue d'Alsace-Lorraine, grande artère post-bourgeoise, qui en revient à peine de tant d'bonheur. La place de la gare est aussi redessinée. La deuxième ligne, elle, a entraîné la rénovation de la grande halle métallique, où le marché a repris ses droits, ainsi que la redécouverte de la cathédrale. On attend un parvis vitré qui laissera voir des fouilles et la restauration de la façade du quatorzième siècle jusque-là masquée par un cache néo-gothique. Rester à rendre aux promeneurs et aux commerçants les places qui rythment la ville: Grenette, Verdun, Victor-Hugo et Vaucanson.

Saint-Etienne, elle, n'avait jamais perdu son tramway. Il circule le long d'un axe de 7 kilomètres, ponctué de places. L'aménagement récent de la place du Bicentenaire s'inscrit donc bien dans le développement historique de la ville. Pourtant le vrai défi est ailleurs. Le cœur ancien, l'«œuf» est, en effet, décalé. C'est là que vont se poursuivre les opérations de «curetage». Idée séduisante: faire respirer ce centre, aérer les flots trop denses. La place Jean-Cocoteau est née de cette volonté, mais elle traduit les hésitations des édiles: ce square n'est pas vraiment un espace vert et pas encore un lieu de rencontre.

Lyon, elle, applique progressivement son plan «Presqu'île». L'opéra, confié à Jean Nouvel, qui a promis une coupole paladienne, ne laisse voir que sa carcasse, tandis que la place Antonin-Poncet, qui reliera Bellecour au Rhône, est en plein chantier. En sous-sol,

des parkings sont prévus pour compenser la piétonisation quasi totale des abords de la rue de la République.

Enterter la circulation et le stationnement pour mieux vivre en surface: cette opération caractérise bien l'évolution des centres urbains. Les rendre à la population, c'est, en effet, maîtriser l'automobile. Dans les dix dernières années, chacune des trois villes a joué la carte du «plateau piétonnier». Tout n'était pas réglé pour autant. Dans ces «zones», les commerces de proximité vivent mal, tout comme ceux voués au luxe.

Retravailler les espaces

La sécurité n'est pas toujours facile à maintenir, et la nuit laisse le plus souvent des espaces déserts (exception notable: le quartier Saint-Jean à Lyon). On s'achemine plutôt vers le semi-piéton, qui laisse filtrer quelques automobiles mais en les obligeant à ralentir. Cette démarche de compromis implique une bifurcation claire des voies. Un automobiliste acceptera de rouler au pas pour faire ses courses, mais il voudra circuler rapidement pour traverser le centre-ville et pour aller de son bureau à son logement. D'où l'importance des voies rapides et de contournement.

Le projet de tunnel sous Gren-

oble semble, pour l'instant, en suspens. Il s'agissait de permettre la traversée est-ouest et nord-sud de la ville sans accès de voitures au réseau de surface; seuls des parkings enterrés tout au long du parcours auraient assuré la desserte de la ville. Une révolution pour les habitants des grands boulevards, qui voient pour l'instant défiler soixante-six mille voitures par jour sous leurs fenêtres.

A Lyon, la réalisation du péripérique va débarrasser la ville de ses célèbres bouchons de vacanciers; les quais seront rendus aux riverains et, d'une autoroute sur berges, on espère passer à une voie urbaine... Autre projet, qui complète le renforcement du réseau métropolitain: la mise en place d'une desserte fluviale qui reliera Gerland à la Cité internationale. Au total, la ville et la communauté urbaine vont ainsi dépenser six milliards de francs en voirie et huit milliards en transports en commun.

Gerland, Cité internationale... On touche ici à un autre problème de nos trois centres urbains: leur étroitesse, qui conduit à imaginer des extensions possibles. On croyait, dans les années 70, à la possibilité de construire à côté. A Saint-Etienne, ce fut «Centre 2», qui porte bien mal son nom; à Grenoble, Ville neuve, pas mieux nommée; à Lyon, à une autre échelle,

l'utopie donna la Part-Dieu, fort heureusement, ce quartier d'affaires est contigu au centre ancien; il est donc concevable de lui redonner un second souffle, d'autant que métro et TGV s'y croisent. Mais, là encore, il va falloir retravailler les espaces, centre commercial comme immeubles d'affaires tournent pour l'instant le dos aux visiteurs sortis de la gare; et les rues sont extrêmement confuses. Afin de densifier le quartier et aussi d'amortir les opérations immobilières, plusieurs murs sont en projet. Objectif: raser en déca de la tour du «Crécy» mais façonner en même temps une silhouette de cette ville qui s'étire vers la plaine des Alpes...

Se réconcilier avec ses racines

Pour le reste, lorsqu'il s'agit d'agrandir on préfère désormais raisonner en termes d'extension. La Cité internationale, confiée à Renzo Piano, promet des bureaux, des logements et un palais des congrès en bordure de Beuve, tout au bout du parc de la Tête d'or. A l'opposé, les travaux se poursuivent sur le quartier de Gerland, à proximité de l'Ecole normale supérieure et de l'ancienne balle. On y projette un bassin de plaisance et l'on s'emergue du système de promotion qui a favorisé l'ouverture de commerces au pied des immeubles.

Espace parfaitement situé, le confluent du Rhône et de la Saône fait également l'objet d'études et de projets.

Grenoble a, elle aussi, ses points forts pour ériger son centre-ville. D'un côté, c'est, en effet, l'Europe, qui va tenter de faire franchir à la cité la barrière des voies de chemin de fer. Un véritable défi dont seuls témoignent, pour l'instant, des grues et un bloc de bureaux sortis des chantiers. A l'opposé, le Musée d'intérêt national devrait attirer promeneurs et investisseurs. Saint-Etienne, enfin, s'agrandit en récupérant peu à peu des friches industrielles. Les ateliers Giron ont été conservés, et l'on trouve aussi bien des boutiques d'antiquaires qu'une salle de vente ainsi que des logements sociaux. Reste à faire aussi bien sur les anciennes emprises de Manufacture. Là encore, le bâtiment central, impressionnant par sa taille et sa sobriété, sera conservé. Bureaux, centres de congrès et logements sont au programme de la SARI, chargée de promouvoir le projet.

Une autre manière pour ces métropoles de la région Rhône-Alpes de se réconcilier avec leurs racines, pour affronter leur vocation européenne.

JEAN-LOUIS ANDRÉ

LE MONDE EST DANS VOS MAINS LE BEL IMAGE EST A VALENCE



SEMOLA THEATRE, Espagne ■ HELENE DELAVAU, France
■ CHADRA DE SEVILLA, Espagne ■ LUCIEN, URSS ■ WIM
VANDEKEYBUS, Belgique ■ ANGELIQUE IONATOS, Grèce
■ SAVARY/DIANE TELL, France ■ MIKE WESTBROOK
ORCHESTRA, Angleterre ■ PARIS MUSETTI, France ■

LE BEL IMAGE
théâtre

Place Charles Huguenel 26000 VALENCE Tél : 75.42.02.50

"La réussite est complète
quand les compétences se complètent..."

⇒ CHEFS D'ENTREPRISES (PME, PMI), décideurs de grands groupes ou responsables financiers.

⇒ Vous recherchez des cadres, des ingénieurs, des jeunes diplômés spécialisés dans :

- La gestion comptabilité
- Le marketing
- Le droit
- L'informatique
- La chimie
- L'agro-alimentaire

Contactez notre Service Conseil Entreprise au : 78 39 47 43



C.R.P. CADRES REUSSITE & PROMOTIONS
Conseil en Recrutement
16, Cours d'Herbouville
69004 LYON

"Le talent est trop précieux pour être gâché..."

ADEO



RECRUTEMENT

Spécialisé Recrutement BTP

+ DE 300 POSTES DISPONIBLES

Recrute sur le plan national pour le compte de ses clients dans les secteurs :

Bâtiment, Génie Civil, Ouvrages d'Art, Structures, Bureau de Contrôle, Ingénierie Bâtiment, Travaux Publics, Routes, VRD, Assainissement, Canalisation, Souterrain, Hydraulique, Electricité, Constructions Métalliques, Façades Murs Rideaux, Immobilier d'Entreprises, Etanchéité, Carrelage, Béton, Informatique, Comptabilité, Juridique, Secrétariat...

DIRECTION

- 1 Cadre de Sécurité
- 3 Directeurs de Travaux
- 1 Ingénieur Développement Produit
- 1 Responsable Agence Commerciale
- 1 Chef d'Agence Routes
- 1 Responsable Unité Préfa. Lourde
- 1 Chef de Centre Routes/TP

BUREAU DE CONTROLE

- 1 Adjoint Responsable Travaux Neufs
- 4 Ingénieurs Structures

INFORMATIQUE

- 2 Analystes Programmeurs
- 2 Ingénieurs Analystes Débutants
- 1 Responsable Exploitation AS 400

BUREAU D'ETUDES

- 1 Adjoint au Chef B.E. Constr.Métal.
- 1 Technicien B.E.
- 2 Techniciens Calcul Constr.Métal.
- 2 Calculateurs Constr.Métal.
- 3 Dessinateurs
- 5 Dessinateurs Projeteurs
- 2 Dessinateurs Projeteurs Constr.Métal.
- 4 Ingénieurs B.E.
- 2 Ingénieurs d'Etudes
- Plusieurs Ingénieurs Structures
- 1 Jeune Technicien B.E.

METHODES

- 1 Ingénieur Etudes/Méthodes
- 1 Ingénieur Méthodes
- 1 Responsable Méthodes/Informatique
- 1 Responsable Etudes/Méthodes

GESTION/ADMINISTRATIF

- 1 Chef de Service Comptabilité
- 3 Chefs Comptable
- 1 Comptable Chantier
- 1 Comptable
- 1 Adj. Direction Résidence Tourisme
- 1 Assistant Marketing Communication

IMMOBILIER

- 1 Secrétaire de Direction Trilingue
- 1 Secrétaire Bilingue Anglais
- 1 Secrétaire Steno Dactyl
- 1 Promoteur
- 1 Gestionnaire
- 1 Adjoint Directeur Technique
- 1 Assistant Technique
- 1 Agent Entretien Technique
- 1 Chargé d'Affaires Immobilières

COMMERCIAUX

- 1 Ingénieur Commercial Etanchéité
- 1 Chef de Secteur Commercial
- 1 Ingénieur Commercial
- 1 Ingénieur Commercial Informat.
- 2 Ingénieurs d'Affaires
- 2 Responsables Commerciaux
- 1 Attaché Commercial
- 1 Commercial Industriel
- 1 Commercial T.P.
- 7 Technico-Commerciaux Cons. Métal.
- 2 Agents Commerciaux

ETUDES DE PRIX

- 10 Ingénieurs Etudes de Prix
- 6 Responsables Etudes de Prix
- 1 Technicien Etudes de Prix
- 1 Conducteur de Travaux

CHANTIERS/TRAVAUX

- 1 Chef de Secteur Routes
- 43 Ingénieurs Travaux
- 2 Ingénieurs Travaux Routiers
- 1 Ingénieur Excavation
- 71 Conducteurs de Travaux
- Plusieurs Conducteurs Débutants
- 7 Aides-Conducteurs de Travaux
- 35 Chefs de Chantiers
- 1 Chef de Projet Parking
- 2 Chefs d'Equipes
- 1 Coordinateur
- 1 Acheteur
- 1 Mécanicien de Chantier
- 4 Métreurs
- 1 Métreur Carrelage/Marbre
- 3 Géomètres

MATERIEL/TRANSPORT

- 2 Responsables Parc Matériel
- 3 Ingénieurs Parc Matériel

GÉOTECHNIQUE

- 1 Géotechnicien

QUALITE

- 1 Ingénieur Qualité
- 2 Responsables Qualité

INTERNATIONAUX/DOITOM

- 1 Promoteur Mnteur Opérations
- 1 Collaborateur Juridique
- 1 Ingénieur Calculateur Structures
- 1 Ingénieur Hydraulicien
- 1 Projecteur Béton Armé

Envoyez lettre manuscrite + CV + Photo et prétentions à :

ADEO RECRUTEMENT - 32 Boulevard de la République - 71100 CHALON-SUR-SAONE ou BP 46 - 71150 CHAGNY

Pour tous renseignements concernant les profils de ces postes, contactez Catherine PERU du Lundi au Samedi de 7H30 à 20H30 au 85.91.29.48 - Fax : 85.87.18.94

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Les oubliés du progrès

ARDÈCHE : le bonheur est dans les vignes

L'ARDÈCHE des fruits et des vins a été châtée par les gélées tardives de mai. Quarante pour cent en moyenne des récoltes sont perdus, la région de Vallon-Ruoms est sinistrée à 100 %. Le coup est d'autant plus sévère que le pays ardéchois poursuit une politique exemplaire - et coûteuse - de rénovation de ses vignobles et de ses vergers. Mais il n'y a pas d'autre voie de salut, quelle que soient les embûches.

Une qualité conquérante

Depuis quinze ans ce sont plus de 50 % du vignoble qui ont été plantés de vignes nouvelles afin de remplacer les vins de consommation courante par des vins de pays des coteaux de l'Ardèche ou des côtes du Vivarais en VDQS. Pour une production globale de 700 000 hectolitres en année moyenne sur 11 000 hectares, les vins de pays - et parmi eux les vins de cépages syrah, merlot, cabernet, gamay en rouge, chardonnay et viognier en blanc - atteignent désormais 300 000 hectolitres et les AOC 30 000 hectolitres.

UCOVA - une des plus puissantes coopératives de vignerons - boucheonne dix millions de cols et exporte 45 % de sa production en Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne et Luxembourg. Sur ses 6 000 hectares de vignes, 180 à 200 sont replantés chaque année en plants nobles.

Les autres caves regroupées au sein de l'Union des caves de la Cévenne ou bien indépendantes affirment, en particulier dans la vente aux touristes chaque été, la qualité conquérante de leurs produits. Mais ce sont les coopérateurs du Saint-Joseph dans la vallée rhodanienne au nord du département, qui forcent le respect. Désireux de parfaire encore la qualité d'un vin de grand cru qui jouit déjà d'une belle renommée, ils viennent de décider d'amputer leurs vignobles de toutes les parcelles mal placées ou trop élevées, et d'en regagner en revanche sur les pentes bien exposées au prix d'un travail impressionnant en terrasses.

Au tableau d'honneur des actions qui sont autant de paris sur l'avenir de la terre ardéchoise il faut inscrire VIVACOOP, deuxième coopérative fruitière de France avec ses 20 000 tonnes de fruits, ses dix stations, son label de haute qualité - Cbaucousaveur - et ses 1 600 pro-

ducteurs de pêches, de pommes, de poires, de framboises, de cerises, de kiwis ou de châtaignes.

Refertiliser les terres

Les vieilles terres d'Ardèche, en production depuis trente ans, doivent supporter maintenant la compétition avec les terres neuves de la Crau et des Costières du Gard. Il faut donc leur redonner leur fertilité originelle. VIVACOOP impose à chacun de ses coopérateurs, qu'il plante de nouveaux vergers ou les renouvelle, et les enrichisse en matières organiques.

Dès la première année d'application ce sont 3 500 tonnes d'humus qui ont été payées par la coopérative. Cette année c'est la totalité de la production de compost de l'usine de destruction des ordures ménagères de Lavilledieu et celles de la grande distillerie de Vallon-Pont-d'Arc qui seront nécessaires à cette revitalisation. « Nous allons refertiliser nos terres », explique le directeur de VIVACOOP, M. Le Rouzic, avec l'ensemble de nos déchets... Rien n'est plus écologiquement exemplaire.

ANDRÉ GRIFFON

DRÔME : les Préalpes parlent sur le tourisme

« **N**OUS sommes les oubliés de la région », disait M. Rodolphe Pesce, le président socialiste du conseil général de la Drôme, dans une interview au « Monde Rhône-Alpes ». Mais dans la Drôme nombre de cantons se sentent un peu à leur tour, les oubliés du département. Victimes de leur situation géographique, ces cantons voient le train de progrès leur passer régulièrement sous le nez et s'arrêter toujours au même endroit : dans la vallée du Rhône, où sont concentrées toutes les voies de communication rapides et toutes les grandes entreprises.

L'arrière-pays drômois (Baronnies, Nyonsais, Vercors, Diois, Royans...), qui représente plus de la moitié de la superficie du département (57 % du territoire), ne compte qu'un Drômeois sur cinq et ne salarié sur dix : « le désert », note, résigné, un élu du Diois. Car ce n'est pas demain que cela va changer, même si l'arrière-pays est l'objet de beaucoup de sollicitude.

Premier signe de reconnaissance, cet arrière-pays est désormais désigné pédoniquement par l'appellation

Préalpes drômoises. Et le conseil général cherche par tous les moyens à développer toutes les activités possibles dans ces villes ou villages éloignés de la vallée. Politique volontariste qui obtient des résultats : ainsi la pépinière d'entreprises de Nyons affiche complet.

Quand il s'agit d'inciter une entreprise à choisir les Préalpes plutôt que la vallée, les arguments financiers peuvent peser lourd. La Drôme sait les utiliser. Le service économique du conseil général a récemment édité le catalogue complet des aides disponibles pour ces régions. La mise en place des programmes de développement des zones rurales (PDZR), ajoutée à d'autres financements régionaux, nationaux ou européens, constitue des arguments convaincants.

Néanmoins, la proximité des grands axes de communication reste souvent un argument prépondérant. Et les élus sont toujours du même côté : loin de la vallée. Le département va créer cinq grandes « zones industrielles stratégiques » : toutes dans la vallée du Rhône, à proximité des sorties d'autoroute.

Pour permettre une réduction des inégalités dues à la géographie, le maire de Pierrelatte vient de proposer une distribution des revenus de la zone industrielle qui doit être créée dans le sud de la vallée. M. Jean Mouton (CDS), conseiller général, suggère qu'une partie de la taxe professionnelle (20 % de cette zone industrielle soit redistribuée aux communes du sud du département, qui n'ont pas la chance d'avoir une autoroute à proximité.

Pourtant, la charité ou la solidarité entre les « oisifs » et les « exclus » ne saurait être une solution. L'issue de secours des Préalpes, c'est de tirer profit de ses difficultés. Les sites éloignés de la vallée offrent des spectacles grandioses propices au tourisme : sur le Vercors les « fils » de montagne proposent l'escalade et le saut à l'élastique, dans le Diois on peut désormais vivre « à l'indienne », sous un tipi. On peut également descendre la Drôme « en kayak du clair de lune » ou traverser le département à cheval... Autant de formes nouvelles de tourisme qui s'installent progressivement.

Lévé de boucliers

Dans la « montagne drômoise » on considère que le tourisme n'a pas toujours été considéré comme un atout majeur dans le département, mais plutôt comme un appât à l'agriculture. Témoin : le projet de barrage de Saint-Roman, sur la haute vallée de la Drôme. Cet ouvrage est présenté aux habitants de la commune comme un tremplin pour le tourisme, alors qu'une bonne partie de la réserve d'eau doit servir à l'irrigation de la basse vallée de la Drôme. L'eau ne pouvant à la fois être derrière le barrage et arroser des maïs, le projet a provoqué une levée de boucliers au lieu de susciter de nouvelles vocations touristiques.

GÉRARD MÉJEAN

Le vin a son université

Le vin n'est pas seulement un produit ni même une civilisation, il est aussi une « fibre », à tous les sens du terme. Et pour quoi pas une fibre d'avenir ? C'est en tout cas le pari qu'ont fait, dès 1978, les vignerons et autres professionnels qui, relayés par les collectivités territoriales, les syndicats, les chambres consulaires et les entreprises concernées, ont créé l'Université du vin, à Suze-la-Rousse, dans l'extrême sud de la Drôme. Bien que située au cœur des Côtes-du-Rhône méridionales, où s'épanouissent les châteaux du pape, gigondas et autres vinsobres, le château du douzième siècle - agrémenté d'une superbe cour Renaissance - qui abrite cette faculté pas comme les autres ne fait pas dans la chauvinisme de terroir. Aucune région viticole n'est oubliée ou négligée à travers ses multiples activités.

L'université drômoise mérite bien son titre puisqu'elle propose, en liaison avec la faculté de droit d'Aix-en-Provence, un enseignement supérieur spécialisé (privé) - débouchant sur un DESS de droit de la vigne et du vin, unique en France - et prépare à un diplôme de technologie approfondie (réglementation, gestion, marketing, etc.) en liaison avec l'UT de Valence. Mais c'est surtout à travers la formation continue - préparation au diplôme de sommelier-conseil, stage de viticulture, de dégustation, d'œnologie, - destinée aux vignerons, aux technico-commerciaux ou aux amateurs éclairés, que l'Université déploie ses talents et sa spécificité en accueillant plus de sept cents étudiants ou stagiaires par an. Des week-ends d'apprentissage à la dégustation - durant lesquels toutes les grandes appellations françaises sont « testées » - commissaires, par ailleurs, un succès croissant.

Le château regroupe aussi un centre de documentation, un laboratoire d'analyses spécialisées (œnologie, agronomie, étude des sols, etc.), qui travaille pour les producteurs et les négociants, un centre de dégustation où sont assurés les contrôles réglementaires sur les AOC mais aussi des recherches, ainsi qu'un centre de rencontre pouvant accueillir des séminaires, réunions et autres manifestations, bachiques ou non. Enfin, sur les quinze hectares de garrigue qui entourent le château, un hectare a été récemment aménagé en « jardin ampélographique » pour présenter une collection de soixante-cinq cépages français et étrangers, du cabernet-sauvignon à la syrah en passant par le zinfandel californien. A Suze, on n'est décidément pas sectaire.

R. B.

► Université du vin, le Château, 26790 Suze-la-Rousse.
Tél : (16) 75-04-86-09.

AIN : Hotonnes sauve son école

DE 1876 à 1975, Hotonnes, un village rural isolé du haut Valromey, sur le plateau du Retord, au centre de l'Ain, où l'hiver dure de sept à huit mois par an, perd les trois quarts de ses habitants, dont le nombre passe de 989 à 233. Le spectre de la fermeture de l'école publique, après celle de l'école privée, active la prise de conscience des élus au milieu des années 70. A l'exode s'ajoute le problème posé par la principale entreprise locale, spécialisée dans les viandes exotiques (abattage et salaisons), qui souhaite passer du stade artisanal à la taille régionale, avec un équipement adapté et conforme aux normes européennes bientôt en vigueur.

Point d'appui

« La décentralisation, qui ouvre le cadre juridique de l'intervention des communes en matière économique, arrive à point », précise Michel Rivollier, professeur de droit à la faculté Jean-Moulin (Lyon-III) et premier adjoint au maire. En 1983, le conseil municipal d'Hotonnes se lance résolument

dans la construction d'un abattoir sur la base d'un partenariat avec l'entreprise. L'investissement (5 millions de francs au total, dont la moitié pour la commune) bénéficie de subventions du département, de la région et de l'Etat en titre des aménagements pour l'accueil des entreprises. Selon le même principe, Hotonnes réitère sa démarche pour aider à la transformation de sa boulangerie-épicerie en superette (coût : 1,4 million) deux ans plus tard. Elle acquiert le véhicule de tournée, qu'elle loue au professionnel utilisateur. Aujourd'hui, le magasin emploie cinq personnes. L'abattoir, avec 53 millions de francs de chiffre d'affaires et trente salariés, livre les grandes surfaces et rayonne sur un secteur qui va de la Savoie au Charolais en passant par la Drôme et le Forez.

Hotonnes joue le rôle de point d'appui pour les quatre autres communes du secteur. L'un des signes les plus évidents de la revitalisation est la création, à la dernière rentrée scolaire, d'une classe enfantine à l'école, qui accueille plus de soixante enfants avec trois institutrices et dont le fonctionnement intercommunal

s'appuie sur l'organisation d'un ramassage scolaire. Autre indicateur significatif, la population, avec 271 personnes, a gagné 40 habitants entre les deux derniers recensements. Enfin, la commune participe activement au développement de « sa » station de ski, les Plais d'Hotonnes, à 7 kilomètres du village, et vent être avec un promoteur suisse un hameau d'usage quinzaine de chalets de loisirs et aménagés à travers la révision du plan d'occupation des sols ou véritable cœur de village.

« La revitalisation est en marche »

Pour autant, Hotonnes ne joue pas seule. « Elle a été la première à lancer le projet intercommunal sur le plateau et dans le haut Valromey », précise Michel Rivollier. La démarche semble faire école : un district est en cours de constitution dans le secteur. Il termine l'élaboration d'un contrat de pays. « Depuis neuf ans, la revitalisation est en marche : le constat est net », conclut Michel Rivollier.

LAURENT GUIGNON

L'exode continue

SELON l'Atlas rural de Rhône-Alpes établi par la Chambre d'agriculture avec la Comité économique et social, les 588 communes urbaines (de plus de 2 000 habitants) de Rhône-Alpes représentent 77 % de la population de la région ; les 23 % restants sont répartis dans 2 289 communes qui couvrent 90 % du territoire.

La comparaison des deux derniers recensements indique que l'exode rural continue mais a été arrêté dans les zones touristiques notamment.

Le redéploiement des villes au profit des communes semi-rurales de la périphérie se poursuit, mais la population des grandes zones urbaines (de plus de 100 000 habitants) a aussi capoté : accrue moins vite que la moyenne régionale.

Selon les auteurs de l'Atlas, cela signifie un réajustement en faveur des villes moyennes et des petites villes.

Savoyards, c'est-à-dire frontaliers

« **L**a Haute-Savoie est l'endroit privilégié où peuvent s'instaurer de nouvelles relations entre Rhône-Alpes et la Suisse », M. Roland Pascal, directeur de l'Agence économique de ce département, a orienté toute son action sur la périphérie de Genève avec la création d'un International Business Park, une zone de 40 hectares destinée à accueillir des sociétés internationales de services (téléphonie, informatique...) ou de recherche.

En fait, toute la zone frontalière, le pays de Gex (Ain) comme le Chablais haut-savoyard, vit au rythme de l'économie genevoise, même si Annemasse (40 000 habitants) s'affirme comme une ville moyenne de Rhône-Alpes à part entière, et non la cité-dortoir de la métropole voisine. Chaque jour, plus de trente mille salariés franchissent la frontière, et chaque jour

des familles, venant du nord et de l'est, continuent d'affluer dans ce secteur.

La surcote des salaires provoque une envolée des prix, autant à la consommation que dans l'immobilier, au point que M. Robert Borrel, député (PS) d'Annemasse, a conclu un accord avec les promoteurs privés, afin qu'ils incluent une part de logement social dans leurs programmes.

Horrmis une entente entre les deux aéroports de Genève-Cointrin et Lyon-Satolas et malgré les discours d'otologie, la coopération entre Rhône-Alpes et Genève n'a guère progressé sur des sujets aussi délicats que l'habitat, l'éducation ou la liaison TGV. Le marché unique de 1993 pourrait bien modifier cette situation. La récession économique gagne en effet les entreprises suisses, qui n'ont pas l'intention de rester à l'écart de l'Europe.

M. D.

Le regard du « Monde » sur Rhône-Alpes

Dans une région qui comptait déjà un grand nombre de lecteurs, le Monde a lancé, au début de l'année 1986, à un moment où se renforçait singulièrement le monopole de la presse régionale, une édition « Rhône-Alpes ». Sur deux pages, le Monde offre donc, tous les jours, un complément d'information sur la vie des collectivités, les enjeux économiques, les activi-

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juin 1991

1980-1990

MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DANS LE MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Une vitrine

nos grands et leur

Le vin n'est pas seulement un produit ni même une civilisation, il est aussi une « fibre », à tous les sens du terme. Et pour quoi pas une fibre d'avenir ? C'est en tout cas le pari qu'ont fait, dès 1978, les vignerons et autres professionnels qui, relayés par les collectivités territoriales, les syndicats, les chambres consulaires et les entreprises concernées, ont créé l'Université du vin, à Suze-la-Rousse, dans l'extrême sud de la Drôme. Bien que située au cœur des Côtes-du-Rhône méridionales, où s'épanouissent les châteaux du pape, gigondas et autres vinsobres, le château du douzième siècle - agrémenté d'une superbe cour Renaissance - qui abrite cette faculté pas comme les autres ne fait pas dans la chauvinisme de terroir. Aucune région viticole n'est oubliée ou négligée à travers ses multiples activités.

L'université drômoise mérite bien son titre puisqu'elle propose, en liaison avec la faculté de droit d'Aix-en-Provence, un enseignement supérieur spécialisé (privé) - débouchant sur un DESS de droit de la vigne et du vin, unique en France - et prépare à un diplôme de technologie approfondie (réglementation, gestion, marketing, etc.) en liaison avec l'UT de Valence. Mais c'est surtout à travers la formation continue - préparation au diplôme de sommelier-conseil, stage de viticulture, de dégustation, d'œnologie, - destinée aux vignerons, aux technico-commerciaux ou aux amateurs éclairés, que l'Université déploie ses talents et sa spécificité en accueillant plus de sept cents étudiants ou stagiaires par an. Des week-ends d'apprentissage à la dégustation - durant lesquels toutes les grandes appellations françaises sont « testées » - commissaires, par ailleurs, un succès croissant.

Le château regroupe aussi un centre de documentation, un laboratoire d'analyses spécialisées (œnologie, agronomie, étude des sols, etc.), qui travaille pour les producteurs et les négociants, un centre de dégustation où sont assurés les contrôles réglementaires sur les AOC mais aussi des recherches, ainsi qu'un centre de rencontre pouvant accueillir des séminaires, réunions et autres manifestations, bachiques ou non. Enfin, sur les quinze hectares de garrigue qui entourent le château, un hectare a été récemment aménagé en « jardin ampélographique » pour présenter une collection de soixante-cinq cépages français et étrangers, du cabernet-sauvignon à la syrah en passant par le zinfandel californien. A Suze, on n'est décidément pas sectaire.

R. B.

► Université du vin, le Château, 26790 Suze-la-Rousse.
Tél : (16) 75-04-86-09.

La nature

Le vin n'est pas seulement un produit ni même une civilisation, il est aussi une « fibre », à tous les sens du terme. Et pour quoi pas une fibre d'avenir ? C'est en tout cas le pari qu'ont fait, dès 1978, les vignerons et autres professionnels qui, relayés par les collectivités territoriales, les syndicats, les chambres consulaires et les entreprises concernées, ont créé l'Université du vin, à Suze-la-Rousse, dans l'extrême sud de la Drôme. Bien que située au cœur des Côtes-du-Rhône méridionales, où s'épanouissent les châteaux du pape, gigondas et autres vinsobres, le château du douzième siècle - agrémenté d'une superbe cour Renaissance - qui abrite cette faculté pas comme les autres ne fait pas dans la chauvinisme de terroir. Aucune région viticole n'est oubliée ou négligée à travers ses multiples activités.

L'université drômoise mérite bien son titre puisqu'elle propose, en liaison avec la faculté de droit d'Aix-en-Provence, un enseignement supérieur spécialisé (privé) - débouchant sur un DESS de droit de la vigne et du vin, unique en France - et prépare à un diplôme de technologie approfondie (réglementation, gestion, marketing, etc.) en liaison avec l'UT de Valence. Mais c'est surtout à travers la formation continue - préparation au diplôme de sommelier-conseil, stage de viticulture, de dégustation, d'œnologie, - destinée aux vignerons, aux technico-commerciaux ou aux amateurs éclairés, que l'Université déploie ses talents et sa spécificité en accueillant plus de sept cents étudiants ou stagiaires par an. Des week-ends d'apprentissage à la dégustation - durant lesquels toutes les grandes appellations françaises sont « testées » - commissaires, par ailleurs, un succès croissant.

Le château regroupe aussi un centre de documentation, un laboratoire d'analyses spécialisées (œnologie, agronomie, étude des sols, etc.), qui travaille pour les producteurs et les négociants, un centre de dégustation où sont assurés les contrôles réglementaires sur les AOC mais aussi des recherches, ainsi qu'un centre de rencontre pouvant accueillir des séminaires, réunions et autres manifestations, bachiques ou non. Enfin, sur les quinze hectares de garrigue qui entourent le château, un hectare a été récemment aménagé en « jardin ampélographique » pour présenter une collection de soixante-cinq cépages français et étrangers, du cabernet-sauvignon à la syrah en passant par le zinfandel californien. A Suze, on n'est décidément pas sectaire.

► Université du vin, le Château, 26790 Suze-la-Rousse.
Tél : (16) 75-04-86-09.

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Une vitrine pour l'art contemporain

Dans les trois grandes agglomérations, les musées découvrent et font découvrir les œuvres du XX^e siècle

AU début des années 80, l'histoire d'art Jean Clair ironisait sur le « manteau gris des musées » qu'il voyait s'étendre sur l'Occident, à l'instar du « blanc manteau des églises » que le moine Ghiberti avait vu s'étendre sur l'Europe à l'aube du deuxième millénaire. La région Rhône-Alpes n'était alors guère concernée par cette frénésie de construction : à peine était-il question, à Saint-Etienne, d'ériger un bâtiment moins érigé pour abriter les œuvres du vingtième siècle réunies par Maurice Allemand et Bernard Ceysson. A Grenoble et à Lyon, l'art s'exposait comme il pouvait, dans des palais certes prestigieux mais de moins en moins fonctionnels.

Le paysage, aujourd'hui, est en train de se transformer. Saint-Etienne a ouvert, en 1987, son Musée d'art moderne. Lyon a engagé un réaménagement radical du Palais Saint-Pierre, qui s'achèvera en 1996, et va devoir rapidement trouver un lieu pour sa jeune collection d'art contemporain. Grenoble, enfin, a opté pour la construction d'un nouveau Musée d'intérêt national, équipement ambitieux prolongé par un jardin de sculptures sur les bords de l'Isère, qui devrait ouvrir ses portes dès 1993.

Le « petit Louvre » de Lyon

Si l'on ajoute à ces équipements le Centre national d'art contemporain installé dans une friche industrielle grenobloise et le nouveau Musée de Villeurbanne, actuellement en travaux d'agrandissement, les trois grandes agglomérations rhônalpines semblent pouvoir rivaliser, à l'aube du vingt et unième siècle, avec d'importe quelle région européenne. D'autant que les collections sont à la hauteur des audaces des bâtisseurs.

Le Musée des beaux-arts de Lyon a l'avantage d'offrir diversité qui coïncide avec un « petit Louvre », notamment, un des plus riches ensembles du dix-neuvième siècle, après celui d'Orsay, de Delacroix à Gouguin et Gustave Moreau. Le Musée de Grenoble est doté, pour sa part, de la plus belle collection d'art ancien de province. Son dix-septième siècle français est particulièrement remarquable, avec des œuvres majeures de Georges de La Tour, Simon Vouet, Philippe de Champaigne, Laurent de La Hyre - récemment redécouvert par une grande exposition monographique - ou Eustache Le Sueur, qui devrait bénéficier au jour prochain du même traitement.

Ce sont toutefois les collections du vingtième siècle (moderne et contemporaine) qui peuvant le mieux favoriser l'afflux des amateurs d'art vers la région. L'engage-

ment des conservateurs, Serge Lemoine à Grenoble et Bernard Ceysson à Saint-Etienne surtout, a permis de constituer des ensembles significatifs qui devraient être renforcés au cours des dix prochaines années.

Les collections d'art moderne des deux villes (jusqu'aux années 50) ont des points forts communs, ce seraient-ce que les deux Fernand Léger emblématiques, la Danse de 1929 à Grenoble et les Trois Femmes sur fond rouge de 1927 à Saint-Etienne, qui figurent sur la couverture des ouvrages consacrés aux deux musées. Un regard global sur les deux musées, en revanche, fait apparaître les préférences, les humeurs, des deux patrons actuels. Serge Lemoine, passionné d'art géométrique et concret, a fait entrer des œuvres dans la ligne du Théo Van Doesburg de 1924, de Camille Graessier à Gottfried Honegger et François Morellet.

Bernard Ceysson, plus éclectique, a joint les cartes du pop art et de l'abstraction américaine, des « gestuels » français des années 50 et de Support-Surface, retrouvant Serge Lemoine sur le terrain du minimal art. Fallait-il spécialiser davantage les collections de chaque musée ?

Exposer dans la rue

Certains parisiens sur des artistes jeunes des mouvements nouveaux, à Grenoble comme à Saint-Etienne, impliquent des risques. Avec le recul, ils semblent assez sages. Déjà, l'ouverture quelque peu révolutionnaire de Support-Surface est devenue historique, sinon classique, comme l'a montré une récente exposition des travaux du groupe.

A l'aube du vingtième siècle, les œuvres des années 80 seront à leur tour entrées dans l'histoire. Baseliitz, Peock et Immendorf, par exemple, sur lesquels a misé Bernard Ceysson, seront certainement moins abordables, même s'ils n'atteignent pas des cotes impression-

nantes. Ils auront une patine avatagante.

A Lyon, Thierry Raspail, qui a constitué ce cinquantenaire impressionnante collection d'art contemporain (en volume, ce tout cas), ne se soucie pas vraiment de patine. Contrairement aux conservateurs de Grenoble et Saint-Etienne, il a travaillé ex nihilo. La production de ce siècle, au Musée des beaux-arts, s'était arrêtée autour de 1955, à quelques achats près, et la rupture a été consommée entre l'art classique et moderne (pris en charge par Philippe Durey au Palais Saint-Pierre) et l'art plus récent. Malgré une boîte en valise de Duchamp et quelques œuvres des années 60 et 70 (Foolioa, Broodthaers...), Thierry Raspail a fait entrer, par acquisitions ou dépôts, l'art des années 80.

Pourtant, il n'entend pas témoigner d'une époque, ni accumuler du patrimoine. Si l'on souhaite continuer à enrichir sa collection dans un lieu bien à lui, au cours des prochaines années, ce n'est pas pour ouvrir un musée de plus mais pour « exprimer d'autres fonctions ». Son goût des œuvres monocoales, à la limite de l'ineffable, est en soi le signe d'une envie de transgresser les limites habituelles du musée. Tout en visant l'hétérogénéité de la collection, il rêve d'une structure qui rende compte de travaux d'artistes portant « sur le danger, le drame, le voyeurisme » et favorise une « pratique anthropologique extra-muros ».

Lucarnes locales

ELLES ont éclairé pour la première fois le petit écran en février 1989, à quelques jours de différence. L'une, Télé Lyon-Métropole, a choisi l'agglomération lyonnaise comme base de diffusion. L'autre, 8 Mont-Blanc, a pris la part du département de la Haute-Savoie. Deux ans après, elles sont encore là. C'est déjà une sorte de performance, même si l'une ni l'autre n'ont encore trouvé leur point d'équilibre financier. TLM affiche 9 millions de pertes pour 1990, en prévision 7 pour 1991. 8 Mont-Blanc a connu la première année un déficit de 8 millions de francs, 4,3 en 1990.

TLM, un moment dirigé par Jérôme Bailly, le fondateur de France-Info, mise sur sa tranche d'informations quotidiennes, de 19 heures à 20 heures, et sur une émission-débat mensuelle. Elle diffuse, une bonne partie de la journée, les programmes de MCM-Euronusika. Deux partenaires principaux détiennent une minorité de blocage au sein de son capital : la Compagnie générale des eaux et

la quotidien le Progrès, qui appartient au groupe de M. Robert Herment.

Le capital de 8 Mont-Blanc est plus diversifié. Son principal actionnaire (16 %) est Lucie TV, une société dirigée par André Campagna, un ancien du service public, véritable père emblématique de 8 Mont-Blanc. Il veut faire de sa chaîne un « laboratoire technique », la petite dérive de journalistes, travaille avec des caméras vidéo super 8. Les temps forts de son programme : des magazines, souvent produits en partenariat.

Ces chaînes, qui ont voulu se positionner sur le terrain de « la locale » pour concurrencer FR3 Rhône-Alpes, souhaitent, chacune de son côté, élargir leur zone de diffusion. TLM prépare, pour septembre prochain, un pont d'informations entre Lyon et Saint-Etienne, Quant à 8 Mont-Blanc, elle espère qu'à cette date, le Conseil supérieur de l'audiovisuel lui aura donné l'autorisation de diffuser sur la Savoie.

B. C.

La région fait son cinéma

Le conseil régional subventionne des réalisateurs qui choisissent de tourner des films sur son territoire

EN coïncidence, le 8 février dernier, l'acte de naissance du Centre européen du cinéma (CEC), MM. Charles Millon, président (UDF-PR) du conseil régional, et Roger Planchon, codirecteur du Théâtre national populaire (TNP), donnaient le premier « clap » : « Cinéma en région, une première. » Le silence retomba donc sur cet organisme (1) - imaginé par l'homme de théâtre passionné par le 7^e art, - qui doit participer chaque année à la production d'au moins trois films de longs métrages ou programmes audiovisuels « dont le tournage aura lieu de manière significative sur le territoire de la région ».

L'embarras du choix

Quatre mois plus tard, M^{me} Marie-Paule Osterrieth, directrice exécutive du CEC - dont Planchon l'initiateur a naturellement été nommé PDG - est quasiment prête à crier « Moteur ! ». Grâce à une active opération de faire-savoir, une vingtaine de projets de longs-métrages ont été déposés au CEC, qui, selon « une procédure d'appréciation collective », n'a eu que l'embarras du choix pour en retenir une demi-douzaine auxquels devrait être attribuée une partie de la manne de 20 millions de francs mise annuellement à la disposition du CEC par la région.

« Comme nous ne souhaitons pas bloquer l'argent durant des années sur des projets qui n'en finissent jamais de mûrir, nous nous imposons quelques règles non écrites, précise M^{me} Osterrieth. Ainsi, le plus souvent, n'interviendrons-nous qu'en complément de financements sur des films déjà virtuellement montés, qui disposent soit de l'avance sur recettes, soit de 25 % de leur financement. Notre rôle est celui d'un investisseur qui espère bien non seulement récupérer son mise, mais aussi parfois dégager des bénéfices au prorata des sommes inves-

ties. » Si le CEC fait bien son métier de coproducteur, d'ici cinq ans la subvention du conseil régional et l'effort qu'elle représente pour les contributeurs rhônalpins ne seront plus nécessaires.

Bien qu'il ait d'autres missions - développer des projets de scénarios par des conventions d'écriture, participer à la diffusion et à la promotion des films coproduits (conférences de presse sur le tournage, premières nationales en région, soutien aux distributeurs, etc.) et participer à la promotion cinématographique de Rhône-Alpes dans les festivals, - la coproduction est la raison d'être du CEC. On attend donc avec gourmandise la première tournée des films « encouragés » qui devrait permettre aux paysages urbains ou bucoliques de la région de crever l'écran.

Parmi les vingt projets déposés, les lieux de tournage envisagés, donc repérés, balayaient la plupart des départements et une grande variété de sites rhônalpins, du lac d'Annecy à Vienne, des Dombes au plateau ardéchois et de la Savoie au Nyonnais, sans oublier Lyon ou Grenoble. Sur l'identité des réalisateurs candidats, le secret a été plus jalousement gardé. On sait cependant que, pour six d'entre eux, il s'agit d'un premier film. Mais aussi que Michel Deville et Claude Goretta sont partants pour tourner ici. Pour eux, le risque est faible, car ceux qui les ont précédés - de Truffaut (La Sirène du Mississippi) à Tavernier (Le Juge et l'Assassin, Une semaine de vacances), d'Allo (Les Comisards) à Rohmer (Le Genou de Cloire) - ont démontré que la région était particulièrement cinématogénique.

ROBERT BELLERET

(1) Une société anonyme dont la région possède 15 % et qui compte parmi ses autres actionnaires MM. Claude Berti, réalisateur et producteur, Denis Chateau, directeur général de Pathé-Cinéma, M^{me} Margaret Menegoz, productrice, M^{me} Georges Prost, directeur de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) et Robert Gilben, codirecteur du TNP.

La nature n'a pas de prix

Des paysages de montagne aux vallées, la région possède un environnement remarquable qu'elle s'efforce de protéger face au développement industriel

RHÔNE-ALPES est une formidable réserve d'espaces naturels. Ses cinq millions d'habitants disposent, à leur porte, d'un environnement remarquable, situé au carrefour des influences continentales, méditerranéennes et atlantiques. Dans cette région de 4,5 millions d'hectares cohabitent des milieux aussi différents que les Alpes, la garrigue ardéchoise et drômoise, les marais des Dombes et du Forez, les grands lacs du Bourget, d'Annecy, et, pour partie, du Léman. Mais Rhône-Alpes possède également des territoires de moyenne altitude, comme les massifs préalpins du Vercors, des Bauges, du Pilat ou de la Chartreuse - ce dernier porte l'une des plus puissantes forêts de France, - qui sont séparés les uns des autres par de vastes plaines comme celles de l'Ain, de l'Isère ou du Roannais.

Ce « pays » a pris soin, depuis plusieurs décennies, de préserver son environnement. Il possède un ensemble protégé tout à fait remarquable, composé de deux parcs nationaux, la Vanoise et les Ecrins - Rhône-Alpes partage celui-ci avec la région Provence-Côte d'Azur, - qui s'étendent sur 56 000 hectares, de 21 réserves naturelles se développant sur 48 000 hectares et de 125 sites naturels classés, représentant une superficie équivalente. Selon le délégué régional à l'environnement, M. Alain Piolat, l'environnement de Rhône-Alpes est de 56 % de la surface de Rhône-Alpes présente un intérêt écologique, et « aucune région française ne peut se vanter de disposer de paysages aussi exceptionnels et variés ».

C'est dans ce cadre très privilégié que travaillent les Rhônalpins. Pour tant, depuis un quart de siècle, ils n'ont pas ménagé cette nature qu'ils

ont reçue en héritage. « Nous disposons encore de beaux restes mais on le voit souffrir. Ainsi, depuis dix ans, 50 % des zones humides ont disparu », explique M. Jean-François Noblet, chargé de mission auprès de M. Alain Carignon (en charge du RPR) président du conseil général de l'Isère.

Cet « écolage », qui a quitté, il y a deux ans, la direction de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) pour conseiller l'ancien ministre de l'environnement de M. Jacques Chirac, observe que l'un des plus beaux fleuves d'Europe n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même. Au sud de Lyon a été édifié sur ses rives le très puissant « écomont progressif » de régions entières privées de leurs « jardiniers » traditionnels, les agriculteurs.

Sauver les massifs préalpins

« S'il nous reste encore quelques combats à mener en haute montagne, aujourd'hui dans la région Rhône-Alpes l'enjeu majeur de protection se situe dans les massifs préalpins comme le Diois, les Baronnies, les Cévennes ardéchoises, en proie à la désertification », expliquent les fonctionnaires du ministère de l'environnement installés dans la région Rhône-Alpes. « Comment sauver des paysages remarquables où prédominent, encore aujourd'hui, la culture des oliviers et les ombragés agricoles en terrasses ? », se lamentent l'un d'eux.

Dans ces zones, la pression touristique devient de plus en plus forte. La construction de villages « clés en main », qui accueillent une forte majorité de touristes issus de l'Europe du Nord, et la restauration d'anciennes bâtisses agricoles

se multiplient. « A partir de 1993, la France, et plus particulièrement Rhône-Alpes, en raison de sa position géographique, deviendra le grand centre touristique de l'Europe. L'écologie des milieux et sa grande richesse naturelle, l'importance économique de cette région, enfin sa place privilégiée sur le plan des communications laissent entrevoir un avenir qui ne sera pas forcément très rose - ou très vert - pour Rhône-Alpes », prétend la présidente de la FRAPNA, M^{me} Monique Coulet.

L'intégration des activités économiques dans l'immense parc naturel que constitue la région Rhône-Alpes suscite de nombreuses inquiétudes. Au cloisonnement de l'espace dénoncé par les écologistes s'ajoute la séparation de plus en plus marquée entre des zones dites naturelles et les espaces urbains.

« On est en train de nous fabriquer entre Lyon, Grenoble, Annecy et Genève une mégapole où prédominent déjà le stress, la délinquance et la pollution, entourée de zones désertiques. Les habitants de ces villes ont-ils besoin de nature au cœur de leur cité qu'ils l'extérieurement », souligne M. Jean-François Noblet.

Rhône-Alpes doit désormais s'interroger sur les moyens de maintenir un équilibre particulièrement fragile entre son propre développement économique et la formidable richesse que constitue, pour les décennies à venir, son vaste patrimoine naturel. Pour la seconde région économique française, le succès de cette « entreprise verte » n'est pas assuré.

CLAUDE FRACCILLON



NEW YORK TIMES
"Lyon Orchestra
Keeps a Tradition Alive"

Sous la direction éminente de son chef Emmanuel Krivine, c'est d'abord un ensemble qui réagit avec beaucoup de spontanéité. C'est ensuite un orchestre qui garde les traces d'une tradition française, aujourd'hui largement remplacée par le son « prêt-à-porter » qui fait que tous les orchestres au monde finissent par sonner de la même façon, ou s'y efforcent. L'Orchestre de Lyon crée une musique svelte et précise.

THE WASHINGTON TIMES
"Orchestra delights in debut"

Emmanuel Krivine et l'Orchestre National de Lyon se sont glissés dimanche dans la ville pour y donner l'un des concerts les plus saillants de l'année. Ce fut le coup de foudre entre le public de Washington et les musiciens français. Les ovations furent longues et méritées. L'Orchestre National de Lyon est un des meilleurs orchestres du monde et le maestro Krivine un chef au talent rare et précieux.

CHICAGO TRIBUNE
"Surprising Lyon"

L'orchestre National de Lyon s'est révélé être une des surprises les plus agréables de la saison musicale. Bien qu'il n'ait guère plus de vingt ans d'existence, cet ensemble joue avec la vivacité et le poli d'une formation de longue date. Ceci est sans nul doute à mettre à l'actif d'Emmanuel Krivine, son chef depuis 1987, qui a su en faire un véritable orchestre.

Saison 91-92

Annecy, Anvers, Chambéry, Clermont-Ferrand, Francfort, Grenoble, Luxembourg, Lyon, Macon, Munich...

Pour obtenir le programme : ONL, 82 rue de Bonnel, Lyon 69003 Tel : 78 60 37 13

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Les habits neufs de la politique

Un nouveau champ d'action, la décentralisation, et des hommes pour l'exploiter

C'est pas un hasard si la vie politique en Rhône-Alpes tourne, depuis quelques semaines, autour du plan pour les lycées proposé par le président (UDF-PR) du conseil régional, Charles Millon. Son principe : « l'autonomie des établissements » face à une éducation nationale malade d'être « hiérarchisée, centralisée, uniformisée ». En substance, c'est la lutte entre la gestion de proximité, qui serait plus efficace, et la gestion éloignée, source de bureaucratie. Le propos n'est pas sans écho. Il met même dans l'embarras les socialistes qui sentent, eux aussi, que, comme le dit avec un certain plaisir Charles Millon, « la décentralisation, c'est aujourd'hui un thème mûr ».

Un ou deux jours par semaine, le président du conseil régional s'offre des visites dans la « région profonde », occasion, chaque fois, pour

organiser de petites réunions publiques. À la tribune, deux maîtres mots : « décentralisation » et « déconcentration ». Certains lui reprochent de hisser ces couleurs-là, rappelant qu'il s'est opposé aux textes de Gaston Defferre. Les mêmes reconnaissent qu'il n'aurait aucune raison de se priver du tremplin que représente la présidence du conseil régional, sur lequel il rebondit depuis 1988. En aparté, Charles Millon dit être persuadé que la France va bientôt entrer dans « l'ère des gouverneurs ».

Certes, les quarante-deux mille élus que compte la région, du plus obscur conseiller municipal au sénateur incontournable, n'ont pas tous bénéficié de la sorte des lois de 1982. Mais, complétées par celle sur le cumul des mandats, elles ont sensiblement bouleversé le paysage politique régional. D'autant que les électeurs ont, parallèlement, pris de

très nettes options en faveur du rajeunissement de leurs représentants.

Le phénomène a commencé, en 1982, par l'élection à la présidence du conseil général de la Savoie de Michel Barnier (RPR). Il avait alors trente et un ans. Un an plus tard, lors des élections municipales, Bernard Bosson (CDS) prend, à trente-cinq ans, la ville d'Annoecy; Alain Carignon, trente-quatre ans et RPR, crée la surprise en enlevant à Hubert Dubedout la mairie de Grenoble, qui passait pour un pré carré du socialisme. Michel Noir, alors RPR, devra attendre 1989 et d'être grand-père, à quarante-cinq ans, pour écarter le maire sortant UDF, qui ne paraissait plus en phase avec l'image que la ville souhaitait d'elle-même.

Une aventure qui tourne court

Cette lame de fond, qui pourtant n'atteint pas Saint-Etienne, où François Dubouché (CDS) est élu en 1983, puis réélu en 1989, à soixante-six ans, offre aux « cadets de la droite » une légitimité électorale. Ils essaient alors de pousser leur avantage : en juin 1989, une grand-messe rénovatrice les réunira à Lyon, donc en leurs terres, pied de nez aux états-majors parisiens.

Depuis, l'aventure collective a tourné court, et la généreuse solidarité dont voulait se parer le mouvement a même sérieusement pèli en décembre dernier. Lorsque l'un d'entre eux, Michel Noir, a élargi la porte de son parti et remis son mandat de député en jeu, provoquant des élections législatives partielles, ses voisins ne se sont pas précipités pour soutenir sa démarche.

Chacun se consacre en fait à conforter son territoire, qui une mairie, qui un conseil général, qui le conseil régional. Et de la petite musique de la rénovation ne reste

en commun que le refrain de la décentralisation, qu'ils entendent d'autant plus fort que, depuis 1981, mis à part l'intermède de la cohabitation, ils ont été en vacance de pouvoir national.

Quant à ceux qui ont fait adopter ces lois, ils n'ont pas voulu, ou n'ont pas pu, en tirer le même parti. Il est vrai que la gauche, mis à part Chambéry, avec Louis Besson, et le conseil général de la Drôme, dirigé par Rodolphe Pesce, aussi maire de Valence, ne dispose pas de grandes bases électorales. Ses chefs de file, Jean Popereau,

Jean Auroux, Louis Mermaz ou Jean-Jack Queyranne, maires de villes moyennes, ont été happés depuis l'élection de François Mitterrand vers d'autres responsabilités : qui vers un ministère, qui vers la présidence du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui vers la fonction de porte-parole national du PS. Seul Charles Harnu pouvait à la fois se targuer d'être ministre de la défense et diriger la « plus grande ville socialiste de la région », Villeurbanne (120 000 habitants).

Sans véritable leader, les socialistes ne savent pas trop comment

se départir des initiatives du maire de Grenoble, qui recrute dans leurs rangs, de celles du maire de Lyon, qui dispose d'une très large majorité, et de celles du président du conseil régional, qui est parvenu à dépasser le ralliement à la majorité présidentielle du conseiller régional Michel Durafour. Les « figures » socialistes ne se bousculent pas pour emmener des listes aux élections régionales. Elles donnent l'impression d'avoir abandonné toute prétention. De laisser à leurs adversaires le champ libre de la décentralisation.

BRUNO CAUSSÉ

1992 : le défi des JO

LES Jeux olympiques qui se dérouleront du 8 au 23 février 1992 à Albertville représenteront un immense défi pour Rhône-Alpes. Présente financièrement au côté de la Savoie olympique, la région souhaite présenter son meilleur visage aux 800 000 spectateurs attendus sur les sites sportifs et aux deux milliards de téléspectateurs de ces séjours Jeux d'hiver.

Surtout, où se rejoindront, à la veille du grand rendez-vous de 1992, avions, trains à grande vitesse et autoroutes, sera la première vitrine du dynamisme de cette région, où la montagne, de moyenne et de haute altitude, occupe 58 % de l'espace et abrite un million de personnes.

Les industries liées au ski, essentiellement concentrées dans deux départements, l'Isère et la Haute-Savoie, et autour de deux grands groupes, Rossignol, numéro un mondial du ski, et Salomon, leader mondial des fixations de sécurité et deuxième fabricant de chaussures, espèrent profiter de cette occasion. Leurs biens, qui s'inscrivent aujourd'hui en « rouge », en raison de la pénurie de « poudre blanche » qui a sévi au cours des hivers 1988, 1989 et 1990, devraient à nouveau reprendre un peu d'altitude. Très liées à la conjoncture météorologique, ces entreprises veulent promouvoir leurs technologies à l'occasion des Jeux. Leurs meilleurs « commerciaux » seront les champions de ski qui sauront remporter des médailles sur leurs sentiers ou dans leurs chaussures.

La meilleure neige au monde

Pendant seize jours, le rendez-vous d'Albertville va constituer pour les stations françaises, qu'elles soient situées à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire olympique, un formidable enjeu. La France, qui exploite le premier perc mondial de remontées mécaniques avec 4 000 appareils, dont 65 % sont implantés sur les sommets de Rhône-Alpes - 34 % dans la seule Savoie olympique, - qui peut mettre à la disposition des

skieurs plus d'un million deux cent mille lits touristiques, entend montrer que « sa » neige peut être l'une des meilleures au monde.

La Savoie sort profondément bouleversée - en bien - du long travail de préparation entreprise depuis le mois d'octobre 1988, date de la désignation d'Albertville comme cité organisatrice des JO d'hiver de 1992. Ses principaux accès routiers, notamment la trop célèbre route nationale 90, saturée chaque hiver par l'avalanche des automobiles en partance pour les stations, ont été considérablement améliorés ; de nouveaux équipements sportifs ont surgi de terre et de nombreuses stations ont rénové une partie de leur parc immobilier et hôtelier. Le paysage a finalement peu souffert de ces très importants travaux. La Savoie attend, comme tous les pays de montagne français, les « retombées » de l'or olympique.

C. F.

Le marché du travail (1)

DÉPARTEMENTS	Demandes d'emploi en fin de mois (2)	Evolution annuelle %	Taux de chômage (3)
AIN.....	12 831	+ 20,8	5,8
ARDÈCHE.....	10 990	5,4	8,8
DRÔME.....	20 275	7,8	10,1
ISÈRE.....	40 266	11,8	8,2
LOIRE.....	34 409	9,2	9,8
RHÔNE.....	61 435	14,7	7,8
SAVOIE.....	11 665	10	6,5
HAUTE-SAVOIE.....	18 912	24,8	8,2
RHÔNE-ALPES.....	210 783	12,9	7,9
FRANCE.....	2 571 059	5,8	9,3

(1) Avril 1991. (2) Emplois à temps plein et à durée indéterminée.

(3) A fin mars 1991 : dernier chiffre connu.

AUJOURD'HUI FRANCE TELECOM PREPARE LES JEUX OLYMPIQUES
DEMAIN LE MONDE ENTIER Y PARTICIPERA

L'important c'est de communiquer.

France Telecom s'engage dans toutes les disciplines. Membre du Club Coubertin et partenaire officiel des Jeux, France Telecom mobilise dès aujourd'hui toutes ses ressources technologiques et humaines pour le succès des Jeux et leur retentissement médiatique dans le monde entier.

FRANCE
TELECOM

uee
tion

REPÈRES

Auvergne

Convention financière originale dans le Cantal

La ville d'Aurillac dans le Cantal, le district du bassin d'Aurillac récemment créé et neuf communes membres du district viennent de signer une convention de financement avec cinq banques, dont le Crédit local de France (CLF) est le chef de file. Cette convention prévoit le financement par emprunt, à hauteur de 37 millions de francs des principaux investissements que ces communes souhaitent réaliser en 1991, notamment dans les domaines de la voirie, de l'assainissement et de l'eau. Le CLF couvrira 50 % de ces besoins et assurera une mission d'assistance technique en matière de gestion des dettes.

Le Crédit local assure que cette convention est un exemple original de partenariat intercommunal. « Elle permet en effet aux communes membres du district de se voir proposer des services, dont normalement seuls la ville et le district en tant que tels seraient bénéficiaires ».

Aquitaine

Les sylviculteurs du sud de l'Europe s'unissent

L'Union des sylviculteurs du sud de l'Europe (USSE), groupement européen d'intérêt économique créé en septembre 1989 à l'initiative des propriétaires forestiers aquitains, basques et gascons, s'est élargi à sept régions. Les trois pionnières ont été rejointes par la Catalogne, Midi-Pyrénées, le Portugal et bientôt le Languedoc-Roussillon. L'USSE représente désormais les propriétaires de huit à dix millions d'hectares de pins, chênes ou eucalyptus.

Les sylviculteurs veulent occuper le marché européen qui représente, selon eux, 850 milliards de francs. Ils veulent faire pièce à « l'Europe des bois du Nord », qui, elle, est organisée depuis des décennies. « Echanger des informations, créer un marché, faire circuler des techniques, tel est notre but. On oublie trop facilement que la forêt, lorsqu'elle est cultivée, est un inducteur de développement et d'emploi », rappelle le professeur Martres, président des sylviculteurs aquitains, qui est à l'origine de l'USSE.

L'Union des sylviculteurs du sud de l'Europe a institué un programme reconnu par les instances européennes et subventionné par l'Aquitaine, la Gascogne et l'Euskadi. Il s'agit d'organiser la sécurité du massif forestier face aux risques d'incendie. Le feu est en effet l'un des points communs de ces régions. Ces dernières années, 50 000 hectares ont brûlé en Gascogne, 30 000 hectares en Euskadi et 10 000 hectares en Aquitaine. L'USSE, avec le concours d'experts, souhaite « déterminer les zones à risque » afin d'harmoniser les systèmes de défense contre l'incendie.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Les écologistes s'opposent à la pratique du parapente

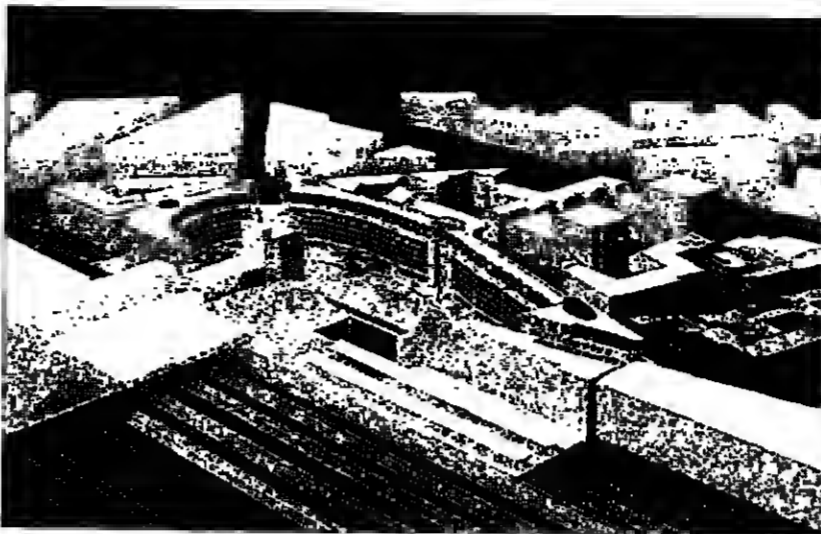
Sept associations de protection de la nature des départements du Var et des Alpes-de-Haute-Provence viennent de manifester leur opposition aux championnats du monde de parapente, qui doivent avoir lieu du 7 au 22 septembre dans les gorges du Verdon. Elles estiment que les 200 concurrents (représentant 37 pays) et les 15 000 visiteurs attendus seront le point de départ du développement de ce sport qui demande beaucoup d'espace dans un site classé. Pour les opposants, le parapente s'ajoute à d'autres nuisances (ULM, appareils de l'aéronavale, aviation légère), qui sont déjà préjudiciables aux 125 espèces d'oiseaux recensées. Ils soulignent aussi que cette nouvelle « perturbation » du milieu ne ferait qu'augmenter la fréquentation croissante du grand canyon. Un problème supplémentaire pour ce site qui connaît déjà des difficultés à cause d'un réseau d'assainissement insuffisant et à la limitation « abusive » par EDF du débit de la rivière en période estivale.

Cette rubrique a été réalisée avec la collaboration de nos correspondants : José Larzini (Toulon) et Ginette de Marthe (Bordeaux).

HEURES LOCALES

La place Chalon, nouvelle « porte » de Paris

L'aménagement des abords de la gare de Lyon doit permettre aux voyageurs de découvrir un espace piétonnier



Maquette de la place Chalon : un vaste espace piétonnier en semi-ellipse au débouché de la gare de Lyon

1984, le Conseil de Paris affirmait ses priorités : améliorer l'accès et l'environnement de la gare de Lyon, mais aussi engager la rénovation de l'un des îlots les plus dégradés de la capitale.

Il y a moins de dix ans, la situation des étroits passages du secteur Chalon était particulièrement critique : immeubles insalubres, logements lépreux, portes cochères brisées, couloirs envahis par les

revendeurs de drogue. Sur le pavé glissant : seringues, petites cuillères et peaux de citron. Tout cela est aujourd'hui de l'histoire ancienne. Dominé par les grues, le quartier, sillonné par les bulldozers et les pelleteuses, préfigure le souvenir de l'époque où, il y a une trentaine d'années, il était le premier quartier chinois de Paris.

Le plan de rénovation voté par les édiles de la capitale prévoit notam-

ment, outre l'aménagement de la place, la construction de 600 logements, 7 000 mètres carrés de commerces, 30 000 mètres carrés de bureaux et différents équipements sociaux, scolaires et sportifs. Un effort financier très important a été fait par la Ville à propos des acquisitions foncières. Près de 300 logements ont en effet déjà été bâtis, dont 90 % de logements « aidés ». La voirie a été redessinée, un mail

planté et un square de 1 000 mètres carrés sera prochainement ouvert. La totalité des emprises situées le long des voies ferrées accueillera un grand immeuble de bureaux qui devrait protéger le nouveau quartier des nuisances phoniques de la gare. Ce bâtiment sera remarquablement placé à proximité immédiate des transports en commun, bus et trains. En contrepartie, le programme de bureaux prévu sur le pourtour de la place disparaît au profit des logements.

A l'est du secteur de rénovation, le long de l'avenue Daumesnil, l'architecte espagnol Manolo Nuñez a construit un étonnant - et superbe - immeuble. Au rez-de-chaussée, un commissariat de police. Au-dessus, répartis sur six étages, une trentaine de logements. Rien que de très ordinaire. Mais le regard du promeneur est attiré par douze volumineuses statues penives posées au sommet du bâtiment. Ce clin d'œil à l'antique, à deux pas de la gare de Lyon, est une invitation au voyage.

JEAN PERRIN

Le projet lauréat du concours organisé par la mairie de Paris à propos de l'aménagement de la place Chalon ainsi que ceux des neuf autres candidats sélectionnés seront exposés du vendredi 28 juin au dimanche 25 août au pavillon de l'Armée, boulevard Morland, Paris (4^e). Entrée gratuite.

Trois départements se tendent la main par-dessus les frontières régionales

Les présidents des conseils généraux du Tarn-et-Garonne, du Lot-et-Garonne et du Gers s'associent au sein du « pôle sud-ouest »

DUNES (Tarn-et-Garonne)

de notre envoyé spécial

ATTENTIFS aux symboles, Jean-Michel Baylet (MRG), Jean-François Poncet (UDF) et Jean-Pierre Barjau (PS), présidents des conseils généraux du Tarn-et-Garonne, du Lot-et-Garonne et du Gers, avaient conçu le projet de se retrouver au point de rencontre géographique de leurs trois départements afin d'y signer l'acte de leur mariage.

Las, Jean-Michel Baylet devait constater, sur place, que l'endroit était trop petit pour que l'on puisse songer décemment d'y convoquer les aréopages politiques locaux. C'est finalement dans la salle des fêtes de Dunes (Tarn-et-Garonne), la commune la plus proche, que les trois présidents ont procédé aux formalités d'alliance, dimanche 2 juin, en présence de conseillers généraux, vaguement perplexes, qui en avaient préalablement approuvé le principe au sein de leurs assemblées respectives.

Sur le papier, le principe du rassemblement des trois départements dans le « pôle Sud-Ouest » est d'ordre par le sacro-saint intérêt général. Les objectifs fixés à court terme, que ce soient les perspectives touristiques - notamment le tourisme fluvial - ou la volonté de « moraliser » les installations d'entreprises - qui tirent actuellement profit des compétitions féroces que se livrent les collectivités locales entre elles - semblent de bon sens.

L'initiative constitue surtout une pièce à verser au dossier de l'administration territoriale, alors que le projet de loi sur le sujet, préparé en son temps par Pierre Joxe, vient au Sénat à partir du 11 juin. Le regroupement souligne d'ores et déjà l'existence d'un département. « Que voulez-vous faire sur cette surface ? », s'interroge Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme. « Séparés, nous ne sommes visibles ni de New York, ni de Tokyo », renchérit Jean-François Poncet. Les trois présidents ne cachent pas qu'unis ils leur sera possible, par exemple, d'avoir un représentant permanent à Bruxelles chargé de la promotion de projets communs.

Par leur initiative, les trois présidents soulignent également les limites du cadre régional. Coincés entre les deux grandes métropoles du Sud-Ouest, Bordeaux et Toulouse, ces trois départements agricoles se trouvent en effet à cheval sur l'Aquitaine (le Lot-et-Garonne) et sur Midi-Pyrénées (le Tarn-et-Garonne). « L'Aquitaine, ça n'existe pas, Midi-Pyrénées, encore moins, nos départements, eux, ont une identité commune, c'est la Garonne moyenne », clame Jean-François Poncet. « Nous sommes des pionniers », ajoute Jean-Pierre Barjau.

Pour autant, l'établissement public constitué à cette occasion, soumis aux

lois de 1982 et de 1983, ne constitue pas un « machin supplémentaire » qui s'intercalerait entre le département et la région. Prudents, les trois présidents assurent qu'il ne disposera d'ailleurs pas d'une infrastructure propre.

Reste que le lancement de cette nouvelle structure, à neuf mois des élections régionales, n'est certainement pas innocent. Officiellement, l'initiative n'a suscité ni critiques ni encouragements. Chacun attend sans doute de voir l'usage qui en sera fait. « Il est clair qu'on gène un peu tout le monde », glisse avec un sourire l'un des présidents. La diversité des sensibilités politiques des trois hommes

ajoute évidemment du piment à l'affaire, même si, en terre radicale, les différences entre Jean-Pierre Joseph, rocardien oostalgique de l'ouverture, Jean-Michel Baylet, ancien président du MRG, et Jean-François Poncet, UDF atypique, sont naturellement atténuées et la complexité manifeste.

« Nos différences politiques sont anecdotiques », assure l'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing. Il n'empêche. Le pôle Sud-Ouest sera peut-être un bon moyen, pour les uns comme pour les autres, de tenir en respect leurs oppositions respectives afin d'asseoir un peu plus leur pouvoir départemental.

GILLES PARIS

Le Tarn découvre les vertus de l'économie sociale

ALBI

de notre correspondant

ENTRE Carmaux et le département de l'Aveyron, le Tarnais reste une terre à moutons. Dans ces pâturages en vallonnements, la petite commune de Moularès accueille pourtant, depuis l'automne, une expérience originale de micro-développement local.

Racheté par le SIVOM du canton de Pampelooze pour 1,63 million de francs, le domaine du Vergnet comprend une grosse bâtisse qui fut un hôtel. Un achat réalisé grâce à diverses subventions départementales, pour 0,63 million et par un emprunt contracté par le SIVOM pour 1 million de francs, les élus locaux s'engagent au syndicat intercommunal n'ayant bien sûr accepté une telle « aventure financière » qu'avec l'assurance d'un loyer

amortissant l'annuité d'emprunt. Ce loyer est versé par la SEI, qui gère divers centres d'aide par le travail dans la région et qui emploie ici des bénéficiaires du RMI, afin qu'ils réalisent leur programme d'insertion accompagnant le versement du revenu minimum.

Pour le conseiller général local, M. Roger Lagorisse, père de cette réalisation, il s'agit de « faire du développement local par l'action sociale ». Depuis bientôt six mois, une quarantaine de stagiaires réalisent essentiellement des travaux de conditionnement et de cartonnage pour l'imprimerie des laboratoires pharmaceutiques Fabre, de Castres pour 1 million de francs, les élus locaux s'engagent au syndicat intercommunal n'ayant bien sûr accepté une telle « aventure financière » qu'avec l'assurance d'un loyer

JEAN-PIERRE BARJOU

Portrait de l' élu cantonal

Suite de la page 17

Les pères de 20 % de leurs membres étaient adhérents d'un parti, et si ce taux atteint 50 % pour les élus du PC, il est encore de 18 % pour ceux de l'UDF. Fils de militants, ils l'étaient souvent eux-mêmes avant de se présenter aux élections : 58 % pour les adhérents du PS et 28 % pour ceux de l'UDF, y compris pour 33 % des représentants de cantons ruraux. Ce militantisme déteint sur la famille, puisque les conjoints de 23 à 31 % des élus de droite sont eux-mêmes membres d'un parti. Résultat de cette évolution : 43 % des conseillers généraux adhèrent à un syndicat, 21 % exerçant des responsabilités ; 75 % d'entre eux sont membres d'un parti, 63 % figurent parmi ses responsables départementaux, 13 % parmi ses dirigeants régionaux, et même 18 % jouant un rôle à l'échelle nationale. Les élus cantonaux sont devenus des hommes politiques d'importance.

Cette politisation se manifeste aussi dans la raison que donne ces élus de leur engagement : 78 % des communistes, 58 % des socialistes et 54 % des RPR affirment l'avoir fait pour « défendre un projet politique d'ensemble » ; en revanche, 58 % des UDF et 75 % des divers droite ont l'ont fait que « pour résoudre des problèmes concrets de la vie locale ». Nouvelle confirmation que le RPR, contrairement à ses alliés, est, comme les partis de gauche, un mouvement de militants. Cela n'empêche pas que, pour avoir une chance d'être élu au conseil général, il faut mieux disposer d'un mandat local : 20 % des membres des assemblées départementales exerçaient avant la fonction de maire et 57 % celle de conseiller municipal.

Tout cela fait des hommes qui semblent parfaitement heureux, épanouis dans leurs fonctions. Voilà, probablement, l'enseignement le plus surprenant de ce sondage, et ce n'est pas seulement parce que les conseillers généraux sont des gens sages et fort peu contestataires. Ainsi, ils approuvent des réformes dont ils étaient pourtant permis de penser qu'ils en seraient les victimes : 79 % d'entre eux sont favorables à la loi limitant le cumul des mandats, 51 % au regroupement des élections cantonales et régionales le même jour, et 59 % au renouvellement en une fois de leur assemblée et non plus en deux séries, comme le principe en a été posé.

Voilà pourtant qui ne pourra qu'accroître la politisation de ces élections. Ce que 54 % d'entre eux regrettent. Et s'ils réclament un statut des élus locaux, promis depuis si longtemps, afin de disposer d'un crédit-formation et d'un crédit d'heures pour exercer leur mandat, ils sont 79 % à souhaiter une réglementation de leur indemnité, alors que pour l'instant nombreux sont ceux qui pifflent du libéralisme de la législation.

Le principe de la décentralisation, bien entendu, les satisfait parfaitement. Mais, alors que les parlementaires ne cessent de cooester ses modalités d'application, ceux qui sont chargés de la mettre en œuvre sur le terrain ne réclament guère plus de prérogatives que celles qu'ils ont actuellement. Ainsi, ils sont 59 % à trouver « bonne » la répartition actuelle des pouvoirs entre l'Etat et le département, et 52 % celle entre le département et la région. Ils sont même 65 % à penser que le dispositif mis en place pour le

revenu minimum d'insertion, pourtant fort critiqué par la droite, a « plutôt bien fonctionné ». Certes, une majorité des conseillers généraux apprécierait d'avoir plus de compétences en matière, par exemple, d'enseignement secondaire, de formation professionnelle, de fiscalité locale, d'urbanisme et de logement, de routes, de tourisme, de culture, de sports. Mais ils le refusent pour l'Université, la sécurité, la recherche, les télécommunications.

Inquiétés par la place de la région

Leur satisfaction s'étend même à leurs rapports avec l'administration de l'Etat, dont il est de bon ton, à Paris, d'affirmer qu'elle impose ses directives aux élus locaux. Ainsi, ils sont 66 % à expliquer qu'ils peuvent « faire entendre leur voix auprès de l'administration des services extérieurs de l'Etat ». Tous les directeurs de celle-ci trouvent grâce à leurs yeux ; celui qui est critiqué du moins bon score de « bonnes relations » est le préfet, qui pâtit, probablement, de son rôle de représentant du gouvernement. Les conseillers généraux sont d'ailleurs des gens de bon voisinage, puisqu'ils sont 93 % à avoir de bons rapports avec les maires, 80 % à en avoir aussi avec le président de leur assemblée, alors pourtant que l'on pouvait penser qu'il imposait son autorité avec une poigne de fer, 79 % à être satisfaits de leurs rapports avec les parlementaires, et 66 % seulement, il est vrai, avec les conseillers régionaux.

La région : voilà bien, en effet, leur grande rivale. Il n'y a que 39 % des conseillers généraux à se rendre régulièrement dans la capitale régionale ; ils ne sont que 21 % à participer « souvent » à des réunions de travail avec les élus régionaux, alors qu'ils sont 36 % à le faire avec les parlementaires de leur département. Surtout pour « préparer l'avenir » de ce département, 70 % d'entre eux font confiance au conseil général, et simplement 11 % au

conseil régional (7 % à l'Etat, 5 % à la ville et 4 % à la Communauté européenne). Pourtant, quand on leur demande : « Quelle unité administrative et politique va prendre le plus d'importance dans l'avenir ? », ils répondent à 53 % la région et à 43 % le département. Leur préférence est nette, mais une majorité d'entre eux, surtout chez les plus jeunes, ont pris conscience qu'une des institutions vient du passé alors qu'une autre s'inscrit dans le futur.

Un paradoxe comparable existe devant la construction européenne. Ils sont 53 % à y être « tout à fait favorables » et 39 % « plutôt favorables ». Pourtant, ils sont 53 % à estimer que le marché unique va « sérieusement » ou « sans doute » aggraver les difficultés économiques de leur département.

Fervents départementalistes, les conseillers généraux n'en sont pas moins lucides. Quand on leur demande : « A qui vos administrés font-ils le plus confiance pour la défense de leurs intérêts ? », ils répondent à 64 % aux maires, à seulement 18 % aux élus cantonaux et à 11 % aux parlementaires. D'ailleurs, les deux tiers d'entre eux se disent attachés d'abord et avant tout à leurs communes. Ils sont bien, en cela, représentatifs de leurs électeurs.

Bien en phase avec l'opinion, ayant suivi le même cheminement socioprofessionnel que les habitants de leurs cantons, satisfaits des pouvoirs qui ont fini par leur être donnés, contents des conditions dans lesquelles ils peuvent les exercer, hommes politiques fiers du mandat qu'ils exercent, les conseillers généraux auraient tout pour être heureux s'ils n'avaient pas le sentiment que leurs amis des conseils régionaux n'empêchent sur leur territoire, et, surtout, s'ils n'avaient pas l'impression que les électeurs n'ont pas encore mesuré l'importance de leur nouveau rôle.

THIERRY BRÉHIER

HEURES LOCALES

DOSSIER

La communication des collectivités

Le développement des campagnes de promotion publicitaire risque d'être freiné par les effets secondaires de la loi d'amnistie de 1990

Les élus ont découvert, depuis une dizaine d'années, les charmes et les avantages des campagnes publicitaires. Les espaces commerciaux d'affichage et le mobilier urbain sont les supports privilégiés de ce nouveau mode d'expression. La loi du 15 janvier 1990, limitant la durée des périodes électorales, risque de briser l'élan des collectivités locales.

conseils généraux ou régionaux devront mettre une sourdine à l'explication de leurs choix ou à l'annonce de leurs projets. « Situation paradoxale, explique un responsable ministériel de communication publique soucieux de son anonymat, que celle consistant à interdire l'affichage ou la publicité dans la presse précisée pendant les périodes où les collectivités territoriales doivent fournir un bilan, que peut toujours discuter l'opposition afin que les électeurs se déterminent ».

Robert Savy, président du conseil régional du Limousin, député PS, qui fut le rapporteur de la loi, « fait confiance aux spécialistes de la communication pour faire fructifier ce gain de crédibilité que leur offre la loi en évitant que les campagnes subissent la suspicion de la proximité d'une échéance électorale ».

Prime au sortant

Chez les directeurs et chargés de communication des collectivités territoriales, on s'étonne de « cette mise en chômage six mois par an » en observant que, finalement, « il s'agit, le reste du temps, de ne rien faire hormis les relations publiques des élus sortants candidats ». Outre que cela politise le travail de professionnels de la communication institutionnelle, la loi transfère sur les journalistes le pouvoir d'animer les campagnes, de mettre en valeur – ou sous l'éclairage – tel ou tel enjeu défendu par les candidats ou encore par tel ou tel parti. Compte tenu de la situation – rarement concurrentielle – de la presse locale et du poids de la télévision – pour les élections nationales notamment – les politiques ne manqueront jamais d'arguments pour mettre la presse en accusation et lui reprocher son manque d'objectivité alors même qu'ils ont, par la loi, accepté d'être corsetés par elle. Au fond, en supprimant toute possibilité publicitaire pendant les mois précédant le vote, les politiques se sont privés d'un des pans de leur liberté d'expression.

Autre incidence de la loi : la prime au sortant. L'inconnu qui voudrait se présenter – par exemple aux prochaines cantonales de mars 1992 – aura dû être désigné en octobre et disposera, pour se faire connaître et rattraper son déficit de notoriété de trois mois, jusqu'en décembre. Pour Robert Savy, « les partis devront s'adapter et, de toutes façons, six mois ne suffisent pas à se faire connaître. Ce sont les candidats qui ont le plus de problèmes ».

En clair, ces textes aboutissent à faire obstacle au développement, encore embryonnaire, de la communication publique locale. En effet, le calendrier électoral des prochaines années prévoit le renouvellement des conseils généraux et régionaux en 1992, les élections législatives en 1993 et européennes en 1994, tandis qu'il s'agit, en 1995, d'élire le président de la République.

Appliquée à ces échéances, la loi réduit de six mois par an la durée de toute campagne politique ou institutionnelle. Ainsi, dès septembre, les

sont avantagés. Quant aux parachutages, ils ne constituent pas la forme la plus avancée du système représentatif ».

Seuls outils de communication ayant échappé à l'interdiction, ceux du marketing direct, les envois en nombre de lettres ou encore les appels téléphoniques en faveur de tel ou tel prétendant : « Nous nous souvenons heureux au principe du secret de la correspondance que risquerait de faire valoir le Conseil constitutionnel, ce qui a inhibé quel que soit le rapporteur de la loi ».

Les électeurs sont prévenus : c'est par courrier ou au téléphone que se dérouleront les campagnes à venir ou, au mieux, par des journaux électoraux. Autre risque majeur de

la prohibition : la recrudescence de l'affichage sauvage – tempéré ces dernières années par l'accession des partis politiques aux espaces commerciaux, – qui souillera à nouveau les murs des villes et des villages tandis que, ce faisant, les hommes politiques s'accrocheront mutuellement de ne pas respecter la loi. Nul doute que les effets conjugués de la pollution et de l'invective ne contribueront pas à relever le prestige et la crédibilité de la classe politique.

Chez les afficheurs, tout en déplorant du bout des lèvres « et par principe que l'on réglemente la profession » (Philippe Hutinel, directeur général d'Avant), on constate que les périodes d'abaissement du chiffre d'affaires

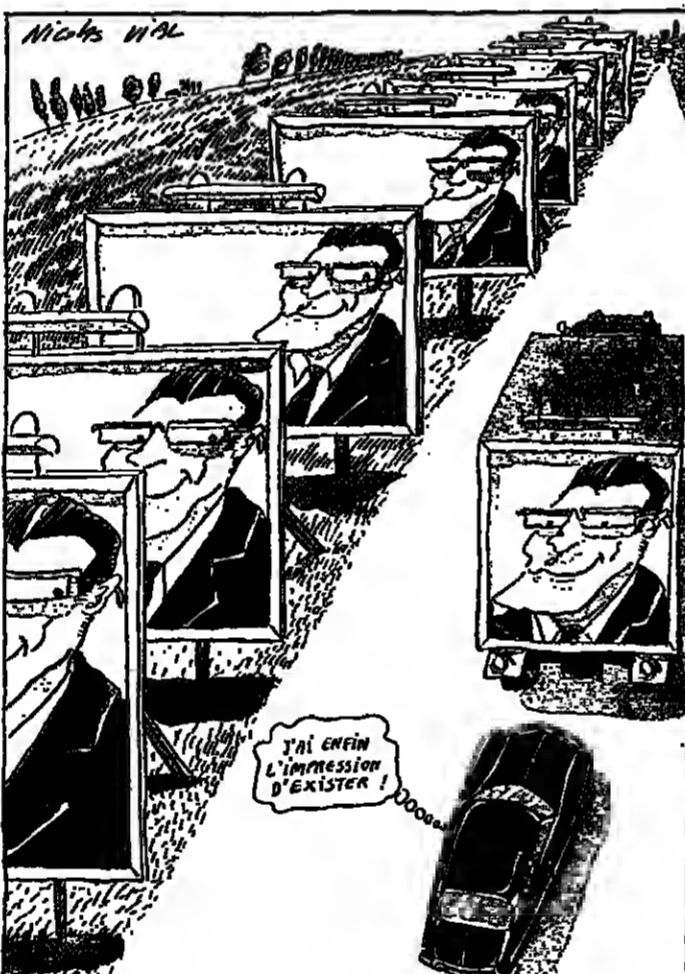
une baisse du chiffre d'affaires « due au désir des annonceurs de laisser passer des périodes agitées et de ne pas se mêler ou subir les joutes électorales » (Jacques Machurot, directeur général de Dauphin). Bref, on ne se plaint pas vraiment.

Mais que faire, par exemple, des campagnes qui pourront mener des candidats sur leur activité dans la société civile ? Va-t-on interdire au maire de La Gacilly, s'il brigait d'autres mandats, de faire la publicité d'Yves Rocher, qui porte son nom et que l'on pourrait habilement utiliser autrement ? Va-t-on interdire au président de l'Olympique de Marseille et patron d'Adidas de vanter les mérites de ses différentes entreprises et de suggérer

simultanément que la prochaine sera la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ? « On sort du problème, concède Robert Savy. La loi ne peut pas empêcher la publicité. Il faut espérer que l'invocation de la vertu évitera ces dérives. » Que va-t-il enfin advenir des opérations gouvernementales de communication sur tel programme de formation, telle campagne pour la santé publique, toutes estampillées par le ministère en place ?

La loi crée autant de problèmes qu'elle en résout. Le contentieux électoral – tous les intéressés en conviennent – sera volumineux. « Cela durera quelques années, puis tout ça se calmera », prophétise Robert Savy.

RICHARD FERRAND



Decaux, le seigneur du mobilier urbain

JEAN-CLAUDE DECAUX, cinquante-trois ans, tout à la fois M. Propre des centres-villes, constructeur d'Abribus, concepteur de mobilier urbain, maître d'un domaine de 33 hectares à Pleisier, dans les Yvelines, ne compte pas que des amis. Ses détracteurs – concurrents – ne trouvent pas de mots assez durs, si ce n'est de le qualifier de personnage et ses activités. Seul Vincent Plot, son concurrent direct basé à Vitry, PDG de Sirocco, modère ses ardeurs en intervenant « là où Decaux n'est pas, notamment dans les villes de moins de trente mille habitants », en refusant « toutes les polémiques autour d'un concurrent qui a finalement réussi », même s'il observe que « l'art Decaux n'existe pas et des alternatives existent ».

A tout cela, Jean-Claude Decaux répond par un mélange de désolation un peu théâtrale, de hargne maîtrisée, le tout avec une bonne dose de mépris : « Le bourgeois français a toujours détesté ceux qui réussissent, car il est plus facile de préférer les hémiondes aux créateurs. Quand j'ai démarré, on parlait sur mon échec. Au fur et à mesure de mon développement, les rumeurs s'entendaient sur mes contrats prétendument étonnants, sur mes succès prétendument privilégiés. Que l'on apporte des preuves et, ensuite, que l'on explique comment j'aurais pu m'implanter dans ces conditions dans sept cents villes françaises et européennes, toutes dirigées selon des règles chaque fois différentes et par des élus de toutes sensibilités ».

En collant des affiches...

Et de citer sa vieille amitié avec Joseph Sanguedolce, ancien maire communiste de Saint-Etienne, Robert Galley (RPR), élu à Troyes depuis des lustres ; ou ses relations de confiance avec Jean Monnier (divers gauche) à Angers, Edmond Hervé (PS) à Rennes ou Jean Royer (divers droite) à Tours.

Jean-Claude Decaux a ce talent d'hérétique se résumant de lui-même par la phrase : « J'ai commencé à travailler à seize ans et, en collant des affiches, j'ai eu l'idée du mobilier urbain ». Affirmer sa « rasine » différencie (il l'aime) des mandantés et le fait le voir ; d'expliquer que le travail sur le terrain est la clé (« Depuis trente ans, je cours partout, je connais tous les maires de France ») ; et d'élimer ses clients (« La moralité des hommes politiques est plus élevée que ne le croit le public »).

Sur le plan de l'organisation, pas de partage du pouvoir : Jean-Claude Decaux règne, assisté de ses deux frères, l'un au service commercial, l'autre en Belgique, et de ses deux fils, « l'un pour développer au sud, en Espagne et au Portugal ; l'autre au nord et à l'est, de la Scandinavie aux pays de l'ancien bloc communiste ». Internationaliser l'activité, conquérir l'Europe, tel est l'axe retenu par la première entreprise européenne de mobilier urbain, qui ne cache pas ses ambitions : « Avec 3 600 personnes, presque 2,5 milliards de chiffre d'affaires et une rentabi-

lité nette de 7 %, nous allons doubler d'ici cinq ans. Nous créons des filiales à l'étranger – rapatrier ne nous intéresse pas – pour exporter nos produits. Pour le commerce extérieur, c'est mieux que de racheter, qui implique de faire sortir de l'argent de France ».

Côté produits, une étude réalisée en 1985 par la Sorgem (Société de gestion, d'organisation et de marketing) pour le ministère de l'urbanisme, du redéploiement industriel et de la culture révélait des appréciations contrastées de la part des municipalités. Les clients aiment « l'originalité de l'entreprise, l'inventivité du mobilier qui fait accepter la publicité et le design dans le paysage urbain, la gamme étendue et le vaste choix, le bon rapport qualité-prix et l'esprit de partenariat avec les villes qui anime l'entreprise ». Les détracteurs déplorent, essentiellement, l'absence de concurrence : « On est pris dans un engrenage, avec des contrats très longs (dix-huit à vingt ans). Ces matériels uniformisent le paysage ; un peu de concurrence lui ferait baisser les prix ». Moins pour lesquels la ville de Courbevoie a « échoué » son fournisseur.

Sur ces critiques, Jean-Claude Decaux justifie la longueur des contrats par celle des négociations qui « s'éternissent » avec les collectivités territoriales et pense que « le mobilier urbain n'a pas de rôle identifiant ; il doit être simplement fonctionnel, discret et efficace ». En conclusion : il ne redoute pas la concurrence.

C'est à ce défi que s'accroche pourtant Vincent Plot, numéro deux du mobilier urbain, en jouant la apélicité des demandes locales, « en choquant les clients, en leur laissant le libre choix des emplacements des espaces publicitaires, en ayant un contact souple individualisé », bref, en jouant des qualités qui manqueraient au système Decaux. Chez les afficheurs, quelques tentatives : Graudy s'essaie, notamment à Toulouse, « à créer des supports qui communiquent l'image de la ville et non celle de l'entreprise qui les livre », explique son PDG, Philippe Vuitton.

Le recours aux designers se généralise peu à peu. Decaux s'est déjà assuré le concours de Starck – dont on va découvrir les candidatures sur les Champs-Élysées – Foster et Will motta. Vincent Plot – à son échelle – dispose d'une cellule de sept collaborateurs qui planchent sur les nouveaux mobiliers urbains, tandis que Graudy emploie l'architecte Vesconi.

Face à un marché en expansion, chaque maître cherchant à embellir sa ville, le bagarre est ardue, même si Jean-Claude Decaux a quelques longueurs d'avance en France, comme en Europe. L'histoire du fast-food a démontré que le marché du hamburger progressait au rythme d'installation des fournisseurs, sans pour autant attendre la suprématie de McDonald's, qui est à la restauration rapide ce que Jean-Claude Decaux est au mobilier urbain. Une métaphore que ne rousse pas le seigneur de Pleisier.

R. F.

Affichage : il faut é-li-mi-ner

Les afficheurs se veulent partenaires des élus pour assainir leur profession et aménager le territoire

« Il faut appliquer la loi, il faut aux maires qu'il revienne prioritairement de le faire. » Ce vœu de légalistes est constitué des dirigeants des principales sociétés françaises d'affichage, Philippe Vuitton, PDG de Graudy, Jacques Machurot, directeur général de Dauphin, et Philippe Hutinel, directeur général d'Avant France.

A cette revendication singulière, une raison simple : les afficheurs ont parfois mauvaise réputation, ils le savent, et ils veulent s'en débarrasser. Les élus s'en prennent parfois aux afficheurs, désignés à la vindicte comme des pollueurs de l'espace urbain. A cette crainte d'être hâtivement sacrifiés sur l'autel de la qualité de l'environnement, les responsables des grandes sociétés font valoir leur professionnalisme, le soin qu'ils apportent au placement et à l'entretien de leurs panneaux, par opposition « aux petits afficheurs locaux que les élus laissent se développer par démagogie sans rien dire ». Sans compter les redevances, parfois de plusieurs millions de francs, qu'ils versent chaque année aux communes.

D'où le réflexe de réclamer l'application de la loi du 29 décembre 1979, texte qui désigne quelques interdictions d'afficher (hors agglomération, sur les immeubles classés ou inscrits dans les sites classés, sur les arbres et monuments naturels, dans les parcs nationaux, dans les réserves naturelles), qui définit une réglementation par zones et ce qui est permis dans leurs périmètres, et

enfin, les formels tolérés sur les types de communes concernées.

Afin de déterminer les zones de réglementation spéciale, le conseil municipal doit créer un groupe de travail qui comprendra les administrations, les professionnels et les associations d'usagers concernés. Un arrêté fixe ensuite les zones de publicité autorisées hors agglomération. A charge pour les élus de faire respecter leurs dispositions en verbalisant, comme la loi le permet, et en installant des emplacements gratuits pour l'affichage d'opinions et d'associations, afin d'éviter l'affichage sauvage. « Il est ainsi possible de concilier les besoins des élus en matière d'aménagement urbain et les besoins des afficheurs en considérant qu'une ville n'est ni une œuvre ni un musée, mais un lieu de vie, qui doit répondre aux demandes de communication qui proviennent des institutions, des grandes marques ou du commerce local », explique Philippe Vuitton.

Démontages concertés

Les afficheurs se disent prêts à démanteler, si besoin est, certains de leurs dispositifs. Il est vrai que, avec 300 000 emplacements environ, dont 180 000 se répartissent d'une manière quasi équivalente entre les « trois grands », l'affichage est un média qui représente 12 à 13 % du marché publicitaire (contre 5 à 7 % dans les autres pays européens) pour un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs produit par 6 000 salariés environ. « Il faut supprimer des débordements

aux entrées de ville, convient Jacques Machurot, mais les emplacements autorisés à de petites entreprises, qu'on professionnalises, qui répondent aux besoins d'expression du tissu local, aboutissent à une certaine anarchie ».

Les exemples de « démontages concertés » ne manquent pas. Dans le Val-d'Oise, à l'initiative du procureur de la République, ce sont six cents panneaux qui disparaissent de la surface du paysage. Idem à Lille, avec la mairie, ou dans les Pyrénées-Orientales, avec la direction départementale de l'équipement ou progressivement, l'ordre s'est installé. « Partout, nous devons procéder à la demande, continue Jacques Machurot, et réfléchir sur la désensibilisation pour trouver un système qui évite à la fois le cloaque et l'interdiction ».

Position semblable chez Graudy où « démonter ne choque pas car, au fond, cela valorise le média, à ceci près que l'affichage joue localement un rôle très important, comme en témoignent l'intérêt que lui portent les institutions locales qui l'utilisent ». D'où l'installation, dans cet esprit, de quarante-deux panneaux de 12 m² à Toulouse, où mairie et annonceurs publicitaires se succèdent pour faire connaître leurs messages.

Pour Philippe Hutinel, « les élus sont les gardiens de l'esthétique de la ville, mais aussi des fournisseurs, puisqu'ils sont propriétaires de terrains, des clients, puisqu'ils sont toujours en campagne électorale, des acteurs qui doivent faciliter l'expression du commerce local ». A travers

ces quatre filtres, selon lui, les élus décident le niveau de présence de l'affichage sur le territoire de compétence. Pragmatique, Philippe Vuitton situe l'enjeu des relations avec les élus sur le terrain de l'aménagement du territoire : « Quand on expulse les activités économiques du centre ville vers la périphérie, il n'est pas étonnant que ce soit là que se concentrent les panneaux. Les afficheurs participent donc à la vie économique, là où elle se déroule ». Il y a aussi des opérations mises en œuvre conjointement, dans les départements comme l'Indre et le Gers, où « avec quarante panneaux bien installés à leur demande, les élus ont pu mesurer des retours positifs ».

Quels que soient les intérêts communs ou divergents des élus, des afficheurs et des particuliers, le doute encore persistant dans l'organisation des implantations des panneaux publicitaires pourrait s'estomper progressivement : à la condition que les élus se saisissent à un niveau communal, intercommunal et départemental, du dossier, avec la volonté d'aménager la liberté des médias et les impératifs de l'environnement. Pour ce faire, il suffirait de sanctionner et de démanteler les innombrables dispositifs hors la loi, d'interdire leur répartition et de négocier avec les parties concernées, toutes manifestement soucieuses « d'assainir la situation ».

R. F.

RADIO T

« JUSTICE EN FRANCE »



La présence de la

Etre juif, un défi des Dossiers de l'Antenne 2

THIERRY LAUREN

LA DIMENSION INVISIBLE

LES DOSSIER

A L'ÉCRAN

هكزان الأمل